



Conseil de sécurité

Distr. générale
13 juin 2023
Français
Original : anglais

Lettre datée du 13 juin 2023, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo

Les membres du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo, dont le mandat a été prorogé en application de la résolution [2641 \(2022\)](#) du Conseil de sécurité, ont l'honneur de vous faire tenir ci-joint, en application des dispositions du paragraphe 9 de ladite résolution, le rapport final sur leurs travaux.

Le présent rapport a été communiqué le 1^{er} mai 2023 au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [1533 \(2004\)](#) concernant la République démocratique du Congo, qui l'a examiné le 19 mai 2023.

Le Groupe d'experts vous serait reconnaissant de bien vouloir porter le texte de la présente lettre et du rapport à l'attention des membres du Conseil de sécurité et de le faire publier comme document du Conseil.

La Coordinatrice du Groupe d'experts
sur la République démocratique du Congo
dont le mandat a été prorogé par la résolution
[2641 \(2022\)](#) du Conseil de sécurité
(Signé) Mélanie **de Groof**

Expert
(Signé) Joseph **Behalal**

Experte
(Signé) Fiona **Mangan**

Experte
(Signé) Maia **Trujillo**

Experte
(Signé) Krisztina **Varga**

Expert
(Signé) David **Zounmenou**



Rapport final du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo

Résumé

Pendant la période considérée, les trois provinces de l'est de la République démocratique du Congo ont connu des moments d'une intense violence, et le conflit intercommunautaire dans la province de Maï-Ndombe s'est intensifié. La situation politique est restée tendue à l'approche des élections générales prévues pour décembre 2023. Le Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo a noté avec inquiétude que la dynamique liée au processus électoral, combinée à l'aggravation du conflit dans l'est et à la situation tendue dans la région, compromettait la paix et la stabilité du pays.

Les conditions de sécurité et la situation humanitaire dans les provinces de l'Ituri, du Nord-Kivu et du Sud-Kivu ont continué à se dégrader considérablement, malgré le déploiement de plusieurs acteurs armés – Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC), Casque bleus de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo, Force régionale de la Communauté d'Afrique de l'Est, Forces de défense populaires de l'Ouganda et sociétés militaires privées – et l'état de siège dans le Nord-Kivu et l'Ituri, qui dure depuis maintenant deux ans.

Dans le Nord-Kivu, l'opération Shuja a eu un impact sur les Forces démocratiques alliées (ADF), groupe armé faisant l'objet de sanctions. Les ADF ont néanmoins poursuivi leur expansion au-delà des provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri et ont continué à mener des attaques meurtrières contre les civils. L'utilisation d'engins explosifs improvisés par les ADF a atteint un nouveau pic avec une détonation mortelle lors d'un service religieux, qui a été revendiquée par Daech. Le Groupe d'experts a recueilli des preuves indiquant que Daech apportait un appui financier aux ADF et qu'il y avait des liens entre celles-ci et des cellules de Daech en Afrique du Sud.

Malgré les initiatives menées aux niveaux bilatéral, régional et international pour désamorcer la crise liée au Mouvement du 23 mars (M23), ce groupe armé, qui fait l'objet de sanctions, a continué d'étendre considérablement son territoire et de multiplier ses attaques, causant une crise humanitaire de grande ampleur et le déplacement de plus d'un million de civils dans la province du Nord-Kivu. Les annonces de retrait et de désengagement, apparemment éphémères et stratégiques, avaient principalement pour but de gagner du temps face à la montée de la pression internationale. Le M23 a également tenté de se faire des alliés dans le Sud-Kivu, en particulier le groupe armé Twirwaneho, dans le but d'y ouvrir un front.

La diversité des équipements militaires du M23, dont certains de production récente, montre l'importante puissance de feu du groupe armé et atteste des violations de l'embargo sur les armes.

Le Groupe d'experts a obtenu de nouvelles preuves des interventions directes de la Force de défense rwandaise (RDF) en République démocratique du Congo, soit pour renforcer les combattants du M23 soit pour mener des opérations militaires contre les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) et les groupes armés locaux. Le Groupe d'experts a identifié plusieurs commandants et responsables de la RDF qui coordonnent les opérations de la Force en République démocratique du Congo.

Le M23 a adopté un nouveau schéma d'attaques contre la population civile, menant des opérations meurtrières visant des populations associées aux FDLR et à d'autres groupes armés, ou soupçonnées de les soutenir. Les viols, y compris les viols collectifs perpétrés par des combattants du M23, ont été fréquents.

Les groupes armés locaux et les FDLR ont créé le Réseau des Résistants patriotiques congolais, qui a combattu le M23 aux côtés des FARDC. La collaboration a été coordonnée par des officiers supérieurs des FARDC, qui ont aidé les groupes armés en leur fournissant de la logistique, des équipements militaires et des financements.

Les hostilités déclenchées par l'expansion territoriale du M23 se sont poursuivies, attisant la xénophobie et les discours de haine et accentuant les divisions ethniques entre les parties belligérantes. Des personnalités politiques, des acteurs de la société civile, des populistes locaux, des activistes et des membres de la diaspora congolaise ont continué de diffuser des discours haineux et belliqueux destinés à vilipender les populations rwandophones perçues comme soutenant le M23, qui ont été largement repris sur les médias sociaux. Les discours d'exclusion, y compris le rejet des droits de citoyenneté pour les citoyens rwandophones, ont refait surface, notamment à l'occasion de l'inscription des électeurs dans le contexte électoral.

En Ituri, les conditions de sécurité se sont considérablement détériorées avec des attaques récurrentes entre le groupe armé Zaïre et la Coopérative pour le développement du Congo /Union des révolutionnaires pour la défense du peuple congolais (CODECO/URDPC), et avec la création du Mouvement d'autodéfense populaire de l'Ituri (MAPI). En parallèle, le Front patriotique et intégrationniste du Congo (FPIC) (également connu sous le nom de Chini ya Kilima), a connu des dissensions qui ont abouti à l'émergence d'un nouveau chef, qui a fait semblant d'adhérer au Programme de désarmement, de démobilisation, de relèvement communautaire et de stabilisation du Gouvernement de la République démocratique du Congo. Or, les combattants du FPIC sont restés armés et mobilisés.

La violence s'est intensifiée dans toute la province et s'est étendue aux territoires de Mahagi et d'Irumu. Les attaques de représailles menées par la CODECO/URDPC et le groupe Zaïre contre la population civile reflètent la montée des tensions entre les communautés Lendu et Hema. La CODECO/URDPC était de loin le groupe le plus violent, menant des attaques systématiques, brutales, à grande échelle et bien coordonnées contre des villages, tuant principalement des civils.

Au Sud-Kivu, alors que les opérations conjointes des Forces de défense nationale du Burundi (FDN) et des FARDC ont continué à avoir un impact sur la dynamique des groupes armés, la crise liée au M23 a également eu des répercussions, avec des effets entrelacés, y compris la création de nouvelles alliances. Certains groupes armés ont envoyé des combattants au Nord-Kivu ou se sont remobilisés pour empêcher le M23 de pénétrer au Sud-Kivu, tandis que d'autres combattants et dirigeants des groupes armés ont établi des liens avec le M23. Les cycles de représailles entre groupes armés et d'attaques contre les civils se sont poursuivis, en particulier dans les Hauts Plateaux de Mwenga et les territoires d'Uvira et de Fizi.

Le M23 et les Twirwaneho ont gonflé leurs effectifs en recrutant dans la région, notamment des jeunes Banyamulenge. Le Groupe d'experts a documenté le recrutement massif, l'entraînement et l'utilisation d'enfants dans les hostilités par les Twirwaneho.

Les Twirwaneho ont continué de se financer grâce à un système d'imposition de la population locale et des fonds provenant de la diaspora Banyamulenge vivant dans la région et aux États-Unis d'Amérique. Une partie des fonds d'aide humanitaire

envoyés par la Mahoro Peace Association, une association communautaire banyamulenge basée aux États-Unis, a été utilisée pour financer les Twirwaneho..

En ce qui concerne les ressources naturelles, la société Primera Gold DRC, fruit d'un partenariat entre les Émirats arabes unis et la République démocratique du Congo pour lutter contre la fraude aurifère, a été créée en janvier 2023. En l'espace de trois mois, elle a exporté 10 fois plus d'or que la quantité officiellement exportée par le Gouvernement de la République démocratique du Congo en 2022. La société a mis en place des mécanismes de conformité pour répondre aux exigences nationales, régionales et internationales en matière d'approvisionnement responsable. Cependant, le Groupe a documenté un certain nombre de défis, notamment le risque que Primera Gold RDC devienne un canal de blanchiment d'or illégal.

Un réseau criminel réunissant des acteurs économiques et des fonctionnaires burundais a organisé la contrebande d'or en provenance de la République démocratique du Congo. Les six opérations étudiées par le Groupe d'experts ont rapporté au moins 455 000 dollars aux membres de ce réseau criminel.

Les chaînes d'approvisionnement de l'étain, du tantale et du tungstène de la ville minière de Rubaya, au Nord-Kivu, sont compromises par la présence de groupes armés et l'interruption de toutes les activités de traçabilité des minerais. Ceci a compromis également les chaînes d'approvisionnement de l'étain, du tantale et du tungstène dans la province du Sud-Kivu, où la production de minerais de Rubaya était blanchie.

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	6
II. Maï-Ndombe	7
III. Nord-Kivu	7
A. Forces démocratiques alliées	7
B. Crise liée au Mouvement du 23 mars	13
C. Menaces pesant sur la chaîne d’approvisionnement en étain, tantale et tungstène à Rubaya	25
D. Montée des tensions ethniques dans le contexte de l’expansion territoriale du Mouvement du 23 mars	26
IV. Ituri	27
A. Factions de la Coopérative pour le développement du Congo	27
B. Tensions au sein du groupe Zaïre/Mouvement d’autodéfense populaire de l’Ituri	30
C. Scission du Front patriotique et intégrationniste du Congo	28
D. Attaques contre des civils menées par les milices de la Coopérative pour le développement du Congo/Union des révolutionnaires pour la défense du peuple congolais et le groupe Zaïre/Mouvement d’autodéfense populaire de l’Ituri	31
V. Sud-Kivu	32
A. Affrontements et attaques de groupes armés	32
B. Conseil national pour le renouveau et la démocratie : scission et activités	33
C. Opérations conjointes de la Force de défense nationale du Burundi et des Forces armées de la République démocratique du Congo	33
D. Impact sur le Sud-Kivu de la crise liée au Mouvement du 23 mars	34
E. Liens entre les Twirwaneho et le Mouvement du 23 mars	35
F. Recrutement et utilisation d’enfants : le cas des Twirwaneho	36
G. Financement des Twirwaneho	38
VI. Primera Gold DRC : un nouveau partenariat entre les Émirats arabes unis et la République démocratique du Congo contre la contrebande de l’or	39
VII. Augmentation de la contrebande transfrontière de l’or vers le Burundi	41
VIII. Recommandations	43
Annexes*	45

* Les annexes sont distribuées uniquement dans la langue de l’original et n’ont pas été revues par les services d’édition.

I. Introduction

1. Le mandat du Groupe d'experts sur la République démocratique du Congo a été reconduit le 30 juin 2022 par le Conseil de Sécurité dans sa résolution 2641 (2022). Cinq membres du Groupe d'experts ont été nommés par le Secrétaire général le 24 août 2022 (voir S/2022/641). En raison de l'absence de consensus au sein du Comité du Conseil de sécurité concernant deux experts proposés pour les ressources naturelles et les questions financières, la sixième experte (seconde experte en ressources naturelles et questions financières) n'a été nommée que le 21 février 2023 (voir S/2023/132).

2. Le rapport final du Groupe d'experts est présenté en application du paragraphe 9 de la résolution 2641 (2022). Le Groupe d'experts a échangé des informations avec les groupes d'experts sur Haïti, sur la Libye, sur la République centrafricaine, sur la Somalie et sur le Soudan du Sud.

Coopération avec le Groupe d'experts

3. Le Groupe d'experts remercie la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) pour le soutien qu'elle lui a apportée au cours de la période considérée.

Réponses aux demandes d'information du Groupe d'experts

4. Le Groupe d'experts s'est entretenu avec des représentants de gouvernements, des acteurs du secteur privé et des représentants d'organisations de plusieurs pays. Il a adressé 52 courriers officiels à 27 États Membres, organisations internationales et entités privées. Il rappelle qu'il informe le pays d'immatriculation ou de siège lorsqu'il envoie des demandes d'information à des entités privées et à des particuliers. Au moment de l'établissement du présent rapport, il avait reçu 20 réponses.

5. Le Groupe d'experts regrette que des acteurs du secteur privé et des États Membres n'aient pas répondu en temps voulu et en nombre suffisant à ses demandes officielles d'information, et rappelle que ces réponses sont essentielles à ses enquêtes.

Méthodologie

6. Le Groupe d'experts a appliqué les règles de preuve recommandées par le Groupe de travail informel du Conseil de sécurité sur les questions générales relatives aux sanctions (voir S/2006/997). Il a fondé ses conclusions sur des documents et, dans la mesure du possible, sur des observations de première main faites directement sur les lieux par les experts eux-mêmes.

7. Compte tenu de la nature du conflit en République démocratique du Congo, rares sont les documents qui apportent la preuve irréfutable de transferts d'armes, de recrutement, de la responsabilité du supérieur hiérarchique dans les cas de violations graves des droits humains ou de l'exploitation illégale des ressources naturelles. Le Groupe d'experts a donc dû s'en remettre aux déclarations de témoins oculaires – membres de la population locale, membres de groupes armés ou ex-combattants. Il a également pris en compte le témoignage averti d'agents de l'État et d'officiers militaires de pays de la région des Grands Lacs et d'autres pays, ainsi que des sources des Nations Unies. Il a corroboré les informations en se servant d'au moins trois sources indépendantes et fiables.

8. Le présent rapport couvre les enquêtes menées jusqu'au 15 avril 2023. Compte tenu de la limitation du nombre de mots qui s'applique au présent rapport, certains détails concernant les preuves recueillies et les conclusions du Groupe d'experts figurent dans les annexes.

II. Maï-Ndombe

9. Le Groupe d'experts a continué de suivre avec inquiétude l'escalade des conflits intercommunautaires, principalement entre les membres des communautés Teke et Yaka dans le territoire de Kwamouth, dans la province de Maï-Ndombe. Le conflit trouve son origine dans les changements apportés en mai 2022 au système d'imposition, lorsque les Tékés ont cherché à imposer des taxes agricoles plus élevées aux populations « non autochtones », demandant à la Police nationale congolaise locale et aux FARDC d'obtenir le paiement par la force dans certains cas. La situation s'est détériorée au cours des mois qui ont suivi, d'autres populations « non autochtones » se rangeant aux côtés des Yaka, des groupes organisés de civils armés se formant pour attaquer des villages, ciblant principalement les chefs et les notables locaux et endommageant les infrastructures et l'économie locale. Des discours incendiaires ont attisé les tensions ethniques préexistantes et ravivé des conflits vieux de plusieurs générations concernant le pouvoir coutumier et les droits fonciers¹.

10. Les violences ont entraîné des déplacements massifs de la population civile, de l'axe Mongata-Masia-Mbia vers Kinshasa ; cependant, il est difficile d'avoir des chiffres précis, car ces personnes sont absorbées par la vaste métropole de Kinshasa². Cette situation a probablement affecté l'inscription des populations déplacées sur les listes électorales. Le Groupe d'experts enquêtera sur l'instabilité dans la province de Maï-Ndombe.

III. Nord-Kivu

A. Forces démocratiques alliées

Faits nouveaux d'ordre opérationnel

Opération Shuja des Forces armées de la République démocratique du Congo et des Forces de défense du peuple ougandais

11. Au moment de l'établissement du présent rapport, l'opération Shuja – opération conjointe des FARDC et des Forces de défense du peuple ougandais (S/2022/967, par. 7, 16 à 18) – était toujours en cours dans le territoire de Beni, au Nord-Kivu et dans le sud de l'Ituri. D'après plusieurs sources, notamment des ex-combattants des Forces démocratiques alliées (ADF) et des personnes qui avaient été enlevées par les ADF, le rythme des opérations s'est intensifié depuis fin 2022, en particulier dans le territoire de Beni³. Ceci a eu un impact sur les ADF qui ont perdu plusieurs commandants, dont Boaz, tué au combat en Ituri (voir S/2022/479, annexe 7). Les ADF ont également dû changer continuellement leurs camps, parfois tous les jours, pour éviter d'être attaqués.

12. Si les opérations militaires conjointes ont poussé les ADF à ralentir quelque peu leurs activités vers la fin de 2022, le groupe armé s'est avéré résilient, prouvant sa capacité à conduire des attaques meurtrières, comme celle en Ouganda, le 12 décembre 2022, l'attentat à la bombe à Kasindi (voir par. 22 à 28 plus bas) et des attaques fréquentes contre des civils, notamment à Mukondi (voir par. 18 à 21 ci-dessous).

¹ Sources : MONUSCO, organisations humanitaires, ONG et milieux diplomatiques.

² Ibid.

³ Sources : ex-combattants et collaborateurs des ADF, anciennes victimes d'enlèvement, FARDC, chercheurs et société civile, milieux diplomatiques et MONUSCO.

Expansion des ADF

13. D'après plusieurs sources, les ADF, qui essayaient de s'étendre au-delà des provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri, ont envoyé des combattants ou des collaborateurs en mission de reconnaissance⁴. Les ADF ont cherché à recruter et à mener des attaques à Kinshasa et dans les provinces de Tshopo, du Haut-Uélé et du Sud-Kivu (voir annexe 1 et [S/2022/967](#), annexe 13).

14. Les ADF ont intensifié leurs activités dans le Sud-Kivu, où le groupe armé disposait depuis longtemps de réseaux, comme il a déjà été établi ([S/2018/1133](#), par. 13 à 15⁵ et [S/2021/560](#), annexe 6)⁶. Elles ont continué de recruter dans plusieurs mosquées d'Uvira et de Kalemie⁷. Depuis la fin de 2021, elles ont également tenu plusieurs réunions avec des représentants de Daech ou d'Ahl al-Sunna wal-Jama'a au Mozambique, dans le Sud-Kivu, pour échanger sur les stratégies et tactiques opérationnelles⁸. L'une de ces rencontres a eu lieu dans le territoire de Shabunda, en juin 2022, après une réunion similaire à Kigoma, en Tanzanie, en août 2021⁹. Selon des sources, au début de 2023, Ibn Omar et Sheikh Abu Yassir Hassan, respectivement chef militaire et chef spirituel d'Ahl al-Sunna wal-Jama'a au Mozambique (voir par. 39 plus bas), se sont rendus au Sud-Kivu, où ils ont rencontré des hauts responsables des ADF¹⁰.

15. De plus, les ADF ont pris contact avec les Maï-Maï Malaika basés vers Salamabila, dans la province du Maniema (voir annexe 2 et [S/2020/482](#), par. 45 à 51).

Dynamique interne des Forces démocratiques alliées

16. En janvier 2023, la majorité des combattants du petit groupe dissident des ADF dirigé par Benjamin Kisokeranio, Hassan Nyanzi alias Isaac (fils de Jamil Mukulu) et Muzaya ([S/2021/560](#), par. 15) ont rejoint les ADF ou se sont rendus aux FARDC, après que l'arrestation de Kisokeranio, en janvier 2022 (voir [S/2022/479](#), par. 43) et les récentes expéditions de l'opération Shuja dans la zone autour de Mwalika ont affaibli le groupe¹¹.

17. Des tensions au sein du commandement des ADF ont été signalées. Amigo, l'un des principaux chefs des ADF opérant à Mwalika (voir [S/2021/560](#), annexe 4), a été mis à l'écart en 2022, par Seka Baluku (alias Musa Baluku, Cdi.036), qui a envoyé un commandant de confiance, Seka Umaru, pour superviser les activités d'Amigo et prendre le commandement de son camp¹². Les dirigeants des ADF s'inquiétaient de la proximité d'Amigo avec certains membres des FARDC et de sa gestion des fonds.

⁴ Sources : ex-combattants et collaborateurs des ADF, FARDC, chercheurs et société civile, milieux diplomatiques et MONUSCO.

⁵ Source : l'un des principaux collaborateurs des ADF identifié par le Groupe d'experts, Senga Khaled, qui a été arrêté en 2018 par les autorités de la République démocratique du Congo ([S/2018/1133](#), par. 13), vient d'être libéré et serait de retour au Sud-Kivu, collaborant avec les ADF.

⁶ Sources : ex-combattants et collaborateurs des ADF, FARDC, chercheurs, services de renseignement, société civile, milieux diplomatiques et MONUSCO.

⁷ Sources : ex-combattants des ADF, FARDC, chercheurs, milieux diplomatiques et MONUSCO.

⁸ Sources : chercheurs et milieux diplomatiques.

⁹ Ibid.

¹⁰ Sources : chercheurs et société civile. Abu Yassir se serait déjà rendu dans le territoire de Beni, en République démocratique du Congo, en 2017.

¹¹ Sources : ex-combattants et collaborateur des ADF, FARDC et chercheurs.

¹² Sources : ex-combattants des ADF, anciennes victimes d'enlèvements commis par les ADF, collaborateur des ADF, FARDC et chercheurs.

Attaques contre la population civile

18. Les ADF ont continué de lancer des attaques meurtrières à grande échelle contre des civils. Bien que l'opération Shuja ait été concentrée à Boga et à Tchabi, les ADF ont attaqué les civils dans ces régions, conduisant des opérations plus rapides, en petits groupes, et tuant les victimes, le plus souvent à l'aide de machettes, pour éviter des représailles (S/2022/967, par. 13 à 15). Dans leur avancée vers l'ouest, les ADF ont multiplié les attaques le long des routes Luna-Komanda et Luna-Mambasa, à l'ouest de la RN4¹³.

19. En mars 2023, les ADF ont intensifié leurs attaques dans le sud et le sud-est du territoire de Beni, tuant plus de 80 civils en une semaine et en enlevant plus de 20 autres, notamment à Mukondi, le 8 mars, où au moins 38 personnes ont été tuées, dont 11 enfants, le plus jeune n'ayant que deux mois. Au moins 17 civils ont été blessés, dont plusieurs enfants, et au moins 30 habitations ont été incendiées¹⁴.

20. Au moment de l'établissement du présent rapport, les ADF continuaient leurs attaques contre des civils, visant des villages, tuant et enlevant des civils et pillant leurs habitations, notamment pour se venger des attaques qu'elles subissaient. Le 8 avril 2023, au moins 21 civils ont été tués lors d'une attaque à Musandaba, à la périphérie de Beni¹⁵. Comme dans d'autres attaques similaires, les assaillants ont utilisé des machettes. À la mi-avril 2023, les ADF avaient tué près de 100 civils en moins d'un mois¹⁶.

21. Daech a revendiqué la responsabilité de plusieurs de ces attaques, notamment ceux perpétrés les 8 mars et 8 avril 2023 (voir annexe 3).

Engins explosifs improvisés et réseaux des Forces démocratiques alliées

22. Comme l'a déjà indiqué le Groupe d'experts (S/2022/479, par. 48 à 52, et S/2022/967, par. 20 à 26), l'augmentation de l'utilisation par les ADF d'engins explosifs improvisés en milieu urbain a atteint un nouveau sommet le 15 janvier 2023 lorsque les ADF ont fait exploser un engin lors d'une messe de baptême organisée en plein air par l'église pentecôtiste Lubiraha à Kasindi, une petite ville située à la frontière ougandaise, dans le secteur de Rwenzori (territoire de Beni) (voir annexe 4).

23. Compte tenu de l'importance de la charge explosive et de l'emplacement de la bombe dans un lieu très fréquenté, le but était clairement de faire le plus grand nombre de victimes. Seize fidèles ont été tués et au moins 62 ont été blessés, soit le plus grand nombre de victimes des ADF dans le cadre d'un seul attentat à l'explosif. De nombreuses victimes ont eu leurs membres arrachés par l'explosion, comme constaté par le Groupe d'experts à l'hôpital de Beni et les autorités nationales et la MONUSCO à la morgue.

24. Il n'a pas été possible d'établir avec exactitude comment l'engin explosif avait été conçu ni quel en était le mécanisme de déclenchement, la scène ayant été contaminée avant l'arrivée de l'équipe de la MONUSCO chargée des engins explosifs improvisés. Néanmoins, des traces d'explosifs, notamment d'explosifs artisanaux à base de nitrate d'urée, ont été retrouvées ainsi que des pièces métalliques destinées à augmenter le rayon de létalité de l'engin et à provoquer des blessures graves¹⁷. L'utilisation de nitrate a été confirmée par un collaborateur des ADF, Moise Mbusa Mupalalo (voir annexe 5), arrêté en février 2023, qui a reconnu avoir acheté du nitrate

¹³ Sources : MONUSCO, chercheurs et FARDC.

¹⁴ Sources : MONUSCO, chercheurs, FARDC, témoins et autorités locales.

¹⁵ Sources : FARDC, MONUSCO, chercheurs et société civile.

¹⁶ Ibid.

¹⁷ Document de la MONUSCO conservé dans les archives du Groupe d'experts.

dans une pharmacie de Butembo, fin 2022, qu'il a fait parvenir à un commandant des ADF, Abwakasi, qui a fabriqué la bombe¹⁸. Le pharmacien, qui avait d'abord été contacté par Abwakasi (voir également par. 34, 36 et 37 plus bas et S/2022/967, par. 23), a confirmé l'achat par Mupalalo. L'équipe de la MONUSCO chargée des engins explosifs improvisés et les autorités nationales ont estimé que la charge explosive était comprise entre 7 et 10 kg, supérieure à celle de tout autre engin explosif improvisé ayant explosé ou ayant été retrouvé en République démocratique du Congo à ce jour, démontrant ainsi que les ADF disposent désormais d'un meilleur accès aux matériaux explosifs.

25. Les blessures subies par l'une des victimes décédées ont d'abord fait penser à un attentat-suicide (engin explosif improvisé porté par une personne) ; ce que les ADF avaient d'abord laissé penser en interne¹⁹. Mais une analyse plus poussée a révélé que l'engin explosif improvisé avait été déposé avant l'explosion et qu'aucun engin explosif improvisé porté par une personne n'avait été utilisé lors de cette attaque (voir également S/2022/479, par. 48 à 52 et 57). Mathe Nzanzu Magnifique (S/2022/967, annexe 10), arrêté en mars 2023, a reconnu avoir été envoyé à Kasindi par Amigo, du 12 au 18 janvier 2023, précisément au moment de l'explosion. Bien qu'il ait d'abord admis avoir posé la bombe, il s'est ensuite rétracté.

26. Quelques heures seulement après l'explosion, Daech a revendiqué l'attentat dans au moins deux communications (voir annexe 6). Dans l'une, le groupe a également annoncé qu'il y aurait d'autres opérations et a prévenu qu'il « montrerait aux forces congolaises et à leurs alliés que leurs campagnes successives contre les moudjahidines ne mèneraient qu'à davantage d'échecs et de pertes, par la volonté de Dieu ». Par ailleurs, le Groupe d'experts a obtenu un enregistrement audio authentifié envoyé par un combattant des ADF à un collaborateur des ADF, dans lequel il est dit ceci : « Si vous avez entendu parler de Kasindi, nous l'avons fait pour venger nos enfants que les Kafirs ont tués et dont ils ont ensuite brûlé les corps. C'est pourquoi nous sommes en colère, car c'est un commandement d'Allah. C'est le châtiment des Kafirs ».

27. Le 25 janvier 2023, un autre engin explosif improvisé, placé par un collaborateur des ADF proche d'Abwakasi, a explosé dans un marché bondé du sous-district de Ma Campagne, dans la ville de Beni. Au moins 18 civils, dont 10 enfants, ont été blessés. Cet engin était moins puissant que l'engin utilisé à Kasindi, qui contenait entre 500 et 750 g d'explosif, d'après les estimations de l'équipe chargée des engins explosifs improvisés. Des fragments d'un téléphone portable ont été retrouvés sur le site de l'explosion, ce qui indique qu'un dispositif radiocommandé ou une minuterie a probablement été utilisé pour déclencher l'explosion (voir également S/2022/479, par. 53 et 54).

28. Selon Mupalalo, qui avait reçu la bombe avant de la remettre au collaborateur des ADF, c'est également Abwakasi qui avait fabriqué cette bombe ainsi qu'une autre bombe qu'il avait demandée de placer dans une église à Oicha. Mupalalo a déclaré qu'Abwakasi voulait que les bombes fassent un maximum de victimes.

Liens avec Daech et réseaux régionaux

*Flux financiers de Daech en Somalie au profit des **Forces démocratiques alliées***

29. Sur la base de nombreux témoignages et preuves documentaires, le Groupe d'experts a pu établir que Daech avait fourni un soutien financier aux ADF, depuis au moins 2019, par le biais d'un système financier complexe impliquant des individus

¹⁸ Lorsqu'il a été arrêté, il récupérait du nitrate, dont il a confirmé qu'il était destiné à la fabrication de nouveaux engins explosifs improvisés.

¹⁹ Sources : collaborateur des ADF, services de sécurité et messages sur l'application Telegram.

dans plusieurs pays du continent, partant de la Somalie et passant par l'Afrique du Sud, le Kenya et l'Ouganda²⁰. Les preuves recueillies indiquent que plusieurs canaux ont été utilisés par Daech. Le Groupe d'experts décrit comment l'un de ces mécanismes a été utilisé pour transférer des fonds depuis des agents de Daech (également sous le nom d'État islamique en Somalie) vers des collaborateurs des ADF (voir annexe 7).

30. D'après plusieurs sources, Suhayl Salim Mohammed Abdelrahman²¹ (alias Bilal al-Sudani), un commandant de Daech en Somalie sous les ordres de Yusuf Abulqadir Mumin, fondateur du groupe et émir d'Al-Karrar, était au cœur de ce système financier (S/2022/479, par. 46)²². Sous la direction d'Al-Sudani, le Somalien Abdirizak Mohamed Abdi Jimale (S/2022/479, par. 39) a commencé à travailler au bureau des finances de Daech en Somalie, après avoir rejoint le groupe en 2016²³.

31. Entre 2019 et 2020, Jimale a transféré plus de 400 000 dollars à deux agents de Daech basés à Johannesburg, en Afrique du Sud : Maisa Cissa (alias Missa Issa ou Maise Isse), un Ougandais, et Sheikh Abdi Oromay, un Ethiopien, en utilisant le système hawala à travers la société Heeryo Trading Enterprise, enregistrée en Somalie et en Afrique du Sud par Bashir Abdi Hassan (voir annexe 8), un Somalien également basé à Johannesburg. Cissa et Oromay ont ensuite demandé à Abdi Hassan de retransférer une partie des fonds à Abdiweli Dubat Dege, un Kenyan vivant à Nairobi. Dege a ensuite transféré les fonds à des personnes en Ouganda, en République-Unie de Tanzanie et au Mozambique²⁴. Abdi Hassan et Dege ont utilisé des services hawala et de transfert d'argent (Mama Money et Selpal), qui ont été détournés par Daech et d'autres réseaux criminels pour acheminer d'énormes flux d'argent dans toute la région (voir annexe 9)²⁵.

32. Le Groupe d'experts a établi que sur les 400 000 que Jimale avait initialement transférés de Daech en Somalie, au moins 60 000 dollars ont été reçus par des collaborateurs connus des ADF en Ouganda, affiliés au commandant des ADF Meddie Nkalubo, qui leur a donné des instructions sur l'utilisation de ces fonds. Parmi ces personnes, Aisha Katushabe et Sanyu Nakitende, l'ex-femme de Meddie Nkalubo, ont reçu respectivement 10 000 et 30 000 dollars en septembre 2020 (voir également S/2022/479, annexes 25 et 26). Elles ont remis les fonds à deux autres collaborateurs des ADF, dont Hamidah Nabagala, accusée d'avoir financé les attentats à la bombe de Kampala en octobre 2021²⁶. Le Groupe d'experts n'a pas pu établir avec certitude que ces fonds ont servi à financer les attentats de Kampala, mais il a pu confirmer que ce canal était un lien direct entre les ADF et Daech en Somalie, notamment pour les flux financiers destinés aux activités des ADF.

33. Aisha Katushabe et Sanyu Nakitende ont été arrêtées en Ouganda, en octobre 2021, notamment pour leur participation au financement des attentats²⁷. Jimale, quant à lui, a été jugé et condamné en août 2021 par un tribunal somalien pour ses liens avec Daech, notamment avec Bilal al-Sudani, et pour financement du terrorisme, y compris par la société Heeryo Trading Enterprise.

²⁰ Le Groupe d'experts regrette que les pays mentionnés n'aient pas répondu à ses demandes répétées d'informations.

²¹ Sources : chercheurs et services de renseignement.

²² Inscrit sur la liste des sanctions par le Département d'État américain et tué en Somalie, en début 2023, lors d'une attaque de drone menée par les États-Unis.

²³ Sources : chercheurs, autorités régionales et services de renseignement.

²⁴ Sources : chercheurs, autorités régionales et source avertie.

²⁵ Ibid.

²⁶ Sources : chercheurs et autorités régionales.

²⁷ Sources : chercheurs, milieux diplomatiques et autorités régionales. Voir aussi : www.upf.go.ug/second-incident-of-deadly-bomb-explosion-was-a-suicide-attack/.

Liens avec des cellules de Daech en Afrique du Sud

34. Le Groupe d'experts a identifié des individus et des cellules de Daech basés en Afrique du Sud qui sont liés aux ADF. Certains de ces individus ont contribué à établir les liens entre Daech et les ADF dès 2017 (S/2022/479, par. 43), notamment par l'intermédiaire d'Abwakasi, qui a rejoint les ADF en 2017 depuis l'Afrique du Sud (voir S/2021/560, annexe 4).

Abdella Hussein Abadigga, Farhad Hooper et autres

35. Pour la première fois, le Groupe d'experts a obtenu des documents prouvant des liens organisationnels clairs entre les ADF et les agents de Daech en Afrique du Sud.

36. Ces agents comprennent Abdella Hussein Abadigga et Farhad Hooper (voir annexe 10), tous deux faisant l'objet de sanctions par les États-Unis d'Amérique en mars 2022 pour leurs liens avec Bilal al-Sudani et Daech²⁸, et en contact avec Patrick Modise (voir annexe 11), qui a travaillé au comité d'immigration et de logistique de Daech en République arabe syrienne de 2014 à 2017²⁹. Abadigga aurait été également en République arabe syrienne en 2014 pour rejoindre Daech ; après quoi il a dirigé une cellule de Daech à Johannesburg³⁰. Tous ces agents étaient en contact les uns avec les autres et avec Abwakasi. Modise a notamment contribué à établir les premiers contacts entre les ADF et Daech en 2017³¹. Il avait informé Musa Baluku que Daech avait accepté son serment d'allégeance en octobre 2017.

37. Toujours en octobre 2017, Abadigga s'est rendu de l'Afrique du Sud à Goma avec trois autres individus où ils ont été arrêtés par les autorités congolaises alors qu'ils tentaient de rejoindre les ADF (voir annexe 12)³². Au moment de son arrestation, Abadigga transportait au moins deux drones et une caméra destinés aux ADF (voir annexe 13). Abwakasi a tenté d'obtenir leur libération, notamment par l'intermédiaire de Farhad Hooper, qui s'est rendu en République démocratique du Congo au début de l'année 2018. À son retour à Johannesburg, en 2020, Abadigga aurait continué à diriger une cellule de Daech. Il a été arrêté en Afrique du Sud, fin 2022, pour participation à une menace terroriste. On ignore où il se trouve actuellement.

Swalleh Abubakar

38. Meddie Nkalubo, l'un des principaux commandants des ADF en charge de la collaboration avec Daech au niveau régional (voir S/2021/560, annexe 4), a bénéficié d'importantes contributions d'un collaborateur et recruteur des ADF, Swalleh Abubakar (voir annexe 14). Swalleh, qui a acheminé des fonds et des recrues pour les ADF à travers l'Afrique du Sud, l'Ouganda, la Zambie et la République démocratique du Congo depuis au moins 2017³³, était lié à la mosquée Usafi, affiliée aux ADF, à Kampala. Il a vécu en Ouganda au moins jusqu'à la mi-2018 ou 2019, puis s'est rendu en Afrique du Sud où, sur instruction de Nkalubo, il a rejoint une cellule de Daech liée à Nkalubo et participé à des vols et à des enlèvements contre rançon³⁴. Swalleh est également retourné dans la région, notamment à la frontière entre la Tanzanie et l'Ouganda, ainsi qu'en Zambie³⁵, où il a acheminé de l'argent et des recrues pour les

²⁸ Voir <https://home.treasury.gov/policy-issues/financial-sanctions/recent-actions>.

²⁹ Sources : chercheur, services de renseignement, autorités régionales et milieux diplomatiques.

³⁰ Sources : chercheurs, autorités régionales et milieux diplomatiques.

³¹ Sources : chercheurs et milieux diplomatiques.

³² Sources : FARDC, services de renseignement, chercheurs et MONUSCO.

³³ Sources : ex-combattants des ADF et chercheur.

³⁴ Sources : ex-combattant des ADF, autorités régionales et chercheur.

³⁵ Ibid.

ADF au moins jusqu'à la mi-2021. Ainsi, en avril 2021, il a remis 30 000 dollars à l'ex-femme de Nkalubo, Sanyu Nakitende, à Lusaka³⁶.

Liens avec Ahl al-Sunna wal-Jama'a au Mozambique

39. Pour la première fois, le Groupe d'experts a obtenu des preuves de liens organisationnels entre les ADF et Ahl al-Sunna wal-Jama'a au Mozambique (voir annexe 15).

B. Crise liée au Mouvement du 23 mars

Expansion territoriale

40. Malgré les efforts bilatéraux, régionaux et internationaux visant à désamorcer la situation qui ont été déployés depuis le rapport à mi-parcours du Groupe d'experts (voir annexe 16), le Mouvement du 23 mars (M23) a continué à augmenter la fréquence de ses attaques contre les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC), les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) et les groupes armés associés³⁷. En conséquence, la crise humanitaire s'est aggravée de façon catastrophique, entraînant notamment plus d'un million de civils déplacés (voir annexe 17 et par. 63 à 70 plus bas). Les affrontements entre le M23 et les FARDC, qui s'accusent mutuellement d'avoir violé les accords de cessez-le-feu successifs (voir annexe 18), ont entraîné des pertes importantes de part et d'autre. Le M23, qui est bien organisé et équipé (par. 52 et 53 plus bas), a continué à mener des combats intenses sur plusieurs fronts simultanément et souvent pendant des périodes prolongées (voir également [S/2022/967](#), par. 30 et 32).

41. Le M23 a continué d'étendre la zone sous son contrôle, progressant vers le nord-est, le sud et l'ouest, souvent avec le soutien de la Force de défense rwandaise (RDF)³⁸, malgré une vigoureuse contre-offensive des FARDC, soutenues par des groupes armés locaux, les FDLR et des sociétés militaires privées (voir par. 47 et 48 plus bas). Le M23 a pris le contrôle d'autres routes, ponts et villes stratégiques, dont Nyamilima début janvier 2023 ; Kitchanga fin janvier ; Mushaki, fin février ; et, brièvement, la zone minière de Rubaya, le 26 février (voir par. 91 à 97 plus bas). Le M23 a presque réussi à encercler complètement la ville de Goma.

42. Fin février 2023, le M23 contrôlait une zone deux fois plus grande que le territoire qu'il contrôlait au début de novembre 2022 (voir annexe 19 et [S/2022/967](#), par. 31). Jusqu'à la mi-mars 2023, le M23 a continué à menacer Sake, à seulement 25 km au nord-ouest de Goma, sur la route Mweso-Kitchanga-Goma, notamment en lançant des tirs de mortier³⁹. À la mi-mars, le M23 a affronté les FARDC et des groupes armés dans le sud et le sud-ouest de Sake et a pris le contrôle de collines surplombant la route entre Sake et Minova, dans le Sud-Kivu, le long du lac Kivu. Il n'a pas réussi à couper ce dernier axe vers Goma, prendre le contrôle du lac ou pénétrer dans le territoire de Kalehe, au Sud-Kivu ; néanmoins, les affrontements ont entraîné des déplacements massifs de civils vers le Sud-Kivu et isolé davantage la ville de Goma. Outre les restrictions imposées aux déplacements de la MONUSCO et des agences humanitaires, le contrôle par le M23 des principales routes de transport, notamment celles menant au Rwanda et à l'Ouganda, a également eu un impact

³⁶ Sources : autorités régionales et chercheurs.

³⁷ Les combats se sont calmés brièvement à certaines périodes.

³⁸ Documents et preuves photographiques conservés dans les archives du Groupe d'experts et entretiens avec plus de 80 sources.

³⁹ Mission du Groupe d'experts à Sake, février et mars 2023.

économique direct sur Goma, car l'approvisionnement en vivres et autres produits a été perturbé et les prix ont augmenté.

43. Le M23 a également continué de faire fonctionner et de développer son administration parallèle, et de prélever des impôts sur les civils et les acteurs économiques dans les territoires qu'il contrôle (voir également [S/2022/967](#), annexe 23).

Retrait incomplet

44. Malgré les cérémonies marquant le retrait de certaines positions et zones, les preuves recueillies montrent que les retraits et désengagements annoncés par le M23 semblent avoir été purement tactiques, visant à gagner du temps face à la montée de la pression internationale, alors que le groupe armé avait reçu des garanties que les zones « désengagées » ne seraient pas remises aux FARDC, mais à la force régionale de la Communauté d'Afrique de l'Est, comme prévu au mini-sommet sur la paix et la sécurité dans l'est de la République démocratique du Congo, tenu à Luanda (voir annexe 20).

45. Malgré la remise symbolique par le M23 des villes de Kibumba et de Rumangabo à la force régionale de la Communauté d'Afrique de l'Est, respectivement le 23 décembre 2022 et le 5 janvier 2023, les dirigeants et les combattants du M23 sont restés présents et opérationnels dans ces villes et dans les alentours. D'autres combattants des zones désengagées ont été redéployés dans d'autres régions⁴⁰. En janvier et février 2023, le Groupe d'experts a également reçu des preuves que le M23 et la RDF avaient fait avancer des troupes le long de cet axe, y compris à travers Rugari et Kibumba, pour renforcer le front ouest vers Kitshanga et Sake. La force régionale n'est pas intervenue pour empêcher ce mouvement⁴¹. De même, il a été signalé à la mi-mars 2023 que le M23 ne s'était pas retiré de la zone autour de Sake-Mushaki-Karuba ni de Bunagana et de ses environs au début du mois d'avril 2023⁴².

46. Bien que les lignes de front entre le M23 et les FARDC soient restées calmes au début du mois d'avril 2023, le M23 n'a pas pleinement respecté le calendrier de la Communauté d'Afrique de l'Est adopté à la mi-février, qui avait fixé le 30 mars 2023 comme date limite pour un retrait complet. Par exemple, le 12 avril 2023, le M23 a convoqué les acteurs économiques à une réunion dans ses bureaux de coordination à Rutshuru (voir annexe 21).

Multiplicité des acteurs militaires sur le terrain

47. La période considérée a été caractérisée par la militarisation de la ville de Goma et de la zone de Sake, ainsi que par la présence de multiples acteurs en tenue militaire – à savoir les FARDC soutenues par des groupes armés (par. 71 à 90 ci-dessous), les forces de maintien de la paix de la MONUSCO, la force régionale de la Communauté d'Afrique de l'Est (voir annexe 22) et les sociétés militaires privées (voir annexe 23) – déployés pour, entre autres objectifs, arrêter la conquête territoriale du M23 et desserrer l'étau autour de Goma (par. 40 à 42). Des contingents de la force régionale ont été progressivement déployés dans les zones et les positions partiellement libérées par le M23 (par. 44 à 46 ci-dessus). Le Président de l'Angola a annoncé le

⁴⁰ Mission du Groupe d'experts à Kibumba en janvier 2023 et entretiens avec plus de 40 sources, y compris la force régionale de la Communauté d'Afrique de l'Est.

⁴¹ Documents et preuves photographiques conservés dans les archives du Groupe d'experts et entretiens avec plus de 30 sources.

⁴² Sources : FARDC, sociétés militaires privées, combattants des groupes armés, société civile et MONUSCO.

déploiement d'un contingent angolais pour garantir le cantonnement prévu du M23 dans le Maniema et protéger les membres du Mécanisme conjoint de vérification élargi.

48. Bien que les contingents de la force régionale de la Communauté d'Afrique de l'Est n'aient pas participé à des offensives, les FARDC ont eu de plus en plus recours à l'artillerie et aux frappes aériennes contre les positions du M23, ralentissant la progression du groupe armé vers Sake et accélérant son retrait de certaines positions, en particulier dans les zones de Sake et de Mushaki⁴³. Le M23 a dénoncé régulièrement le fait que les opérations des FARDC bénéficiaient de la planification et du soutien des sociétés militaires privées (Agemira RDC et Congo Protection), et a affirmé que le Gouvernement congolais travaillait avec des « mercenaires » (voir annexe 24).

Organisation, revendications, renforcement des contingents et entraînement

49. Le discours du M23 a évolué et ne se contente pas de dénoncer l'absence de progrès dans la mise en œuvre de la déclaration d'engagement signée par le Mouvement du 23 mars à la conclusion du dialogue de Kampala et de la déclaration signée par le Gouvernement congolais à la conclusion du dialogue de Kampala (les Déclarations de Nairobi), le 12 décembre 2013 (S/2022/479, par. 69). Le discours du groupe armé a de plus en plus porté sur la protection de la communauté tutsie contre un génocide présumé et donc, sur la neutralisation des FDLR (par. 98 plus bas). Il a demandé à parler directement avec les autorités de la République démocratique du Congo et a fixé de nouvelles conditions pour son propre retrait, telles que « la fin de la corruption » et « la réforme de l'armée », rejetant de facto les conditions établies dans les processus de Luanda et de Nairobi⁴⁴.

50. Le commandement du M23 (voir annexe 25) est resté sous le commandement militaire global du « général » Sultani Makenga, qui fait l'objet de sanctions (voir aussi S/2022/967, par. 35). L'organisation civilo-militaire du M23 s'est encore renforcée, notamment grâce à plusieurs officiers et soldats des FARDC qui ont rejoint le groupe⁴⁵. Selon plusieurs sources, Baudoin Ngaruye (CDi.019), qui fait l'objet de sanctions, et les combattants du M23 sous son commandement (voir également S/2013/433, par. 14, 25, 29 et 52, et encadré à la p. 6), tous cantonnés au Rwanda jusqu'à récemment, ont été amenés en République démocratique du Congo en février 2023 pour rejoindre le M23. Ils ont suivi un entraînement à Tshanzu et ont été redéployés, notamment dans la zone de Rwindi et de Kisheshe (S/2022/479, par. 58)⁴⁶. Le Groupe d'experts a également établi que le M23 et les Twirwaneho, un groupe armé actif au Sud-Kivu, se rapprochaient sur le plan opérationnel (voir par. 142 à 145 plus bas).

51. Des combattants du M23 qui ont été capturés ou se sont rendus ont confirmé que le « colonel » Kanyamibwa continuait de diriger la formation militaire et idéologique des nouvelles recrues à Tshanzu, avec le soutien du « lieutenant » Moïse et du « sous-lieutenant » Masengechu, qui seraient tous les deux d'anciens membres des FARDC. La formation des nouvelles recrues durait six à neuf mois ; les plus prometteuses étaient sélectionnées pour le commando et bénéficiaient d'un

⁴³ Toujours sous le contrôle des FARDC et de sociétés militaires privées au moment de l'établissement du présent rapport.

⁴⁴ Sources : communiqués du Mouvement du 23 mars (M23), entretiens avec des dirigeants du M23 et MONUSCO.

⁴⁵ Sources : FARDC, ex-combattants du M23, chercheurs, MONUSCO et société civile.

⁴⁶ Sources : chercheurs et M23.

entraînement spécial. Début mars 2023, les nouveaux combattants avaient fini leur entraînement, ce qui a porté à environ 3 000 le nombre total de combattants du M23⁴⁷.

Matériel militaire des M23

52. Des preuves photographiques ainsi que des vidéos et des images par drone montrent des chefs et des combattants du M23 portant de nouveaux uniformes assortis, des casques en kevlar et des gilets pare-balles (voir également [S/2022/967](#), par. 44). Un combattant et aide-de-camp d'un chef du M23 qui s'est rendu a confirmé que le groupe avait acheté de nouveaux uniformes, mais n'a pas pu donner de détails sur l'origine précise de ces uniformes. Les combattants du M23 et/ou de la RDF ont également été dotés de radios VHF, de matériel de vision nocturne et de véhicules. La variété et le bon état de l'équipement militaire récupéré et documenté dans les zones occupées par le M23 ou dans lesquelles la RDF a mené des incursions ou des opérations, dont divers types de fusils d'assaut, de mitrailleuses lourdes et légères, divers types de lance-roquettes, de roquettes, de lance-grenades et de grenades, de canons sans recul, d'obus de mortier et de boîtes de munitions, ont donné une idée de l'importante puissance de feu du M23 (voir annexe 26).

53. Certains équipements militaires, de production récente, ne pouvaient donc pas appartenir aux anciens stocks du M23 datant de 2012 et 2013⁴⁸. Par exemple, plusieurs grenades antipersonnel de 40 mm et une boîte de munitions de 7,62 x 54 mm, toutes deux produites en 2021, ainsi que des munitions de 12,7 x 108 et des casques en kevlar, tous produits en 2020, ont été retrouvés à la mi-mars 2023 dans des positions abandonnées du M23 à environ 3 à 5 km au nord-est de Sake, dans le territoire de Masisi (voir annexe 27). Le Groupe d'experts n'avait jamais vu en République démocratique du Congo des fusils d'assaut de type Galil et AK-103, aperçus, le 3 mars 2023, dans un camp mixte du M23 et de la RDF, à Mushaki (voir annexe 26). Ceci démontre que le M23 venait de se doter d'un nouvel arsenal militaire ou que le matériel récupéré appartenait à une armée régulière soutenant le M23 sur le champ de bataille (voir [S/2022/967](#), par. 45).

Incursions de la Force de défense rwandaise, opérations militaires, soutien au Mouvement du 23 mars et organisation du groupe

54. Le 24 mars 2023, dans un communiqué officiel, les FARDC ont repris les déclarations du Gouvernement congolais selon lesquelles la RDF continuait d'opérer sous le couvert du M23. Le 29 mars, les autorités militaires ont déclaré que le Rwanda avait envoyé des renforts en contingents et en matériel vers la République démocratique du Congo, et que la RDF et le M23 avaient attaqué la ville de Mweso, dans le territoire de Masisi (voir annexe 28 et [S/2022/967](#), par. 50). Bien que le Rwanda a continué de nier qu'il fournit un soutien au M23, y compris en réponse aux demandes d'information du Groupe d'experts, plusieurs États Membres et l'Union européenne ont au Rwanda demandé de mettre fin à cet appui. En particulier, les États-Unis « ont réitér[é] leur appel au Rwanda, à savoir qu'il mette fin à son appui au Mouvement du 23 mars (M23), qui fait l'objet de sanctions imposées par l'ONU, et ont exhort[é] les membres du Conseil [de sécurité] à examiner comment ce type de soutien contrev[enait] au régime de sanctions en vigueur⁴⁹ ».

55. Le Groupe d'experts a obtenu d'autres preuves – y compris des preuves documentaires et photographiques et des images aériennes – d'opérations militaires menées par des soldats clairement vêtus de l'uniforme militaire de la RDF dans les

⁴⁷ Sources : ex-combatants du M23, chercheurs et services de renseignement.

⁴⁸ Voir, notamment, l'évaluation menée en 2013 de l'embargo sur l'arsenal du M23 (document conservé dans les archives du Secrétariat) et [S/2012/348/Add.1](#).

⁴⁹ Réunions du Conseil de sécurité, décembre 2022 ([S/PV.9215](#)) et mars 2023 ([S/PV.9298](#)).

territoires de Rutshuru, Masisi et Nyiragongo, entre novembre 2022 et mars 2023 (voir également [S/2022/967](#), par. 47 à 51). Des témoins oculaires, des membres de la société civile, des autorités locales, des chefs de groupes armés et des combattants, des combattants du M23 capturés, des fonctionnaires rwandais, deux officiers de renseignement rwandais et un soldat de la RDF, ainsi que des sources des milieux diplomatiques ont également signalé la présence de troupes de la RDF dans les zones frontalières, les villes occupées par le M23 et les nouvelles positions de la RDF et du M23 dans ces trois territoires (voir également par. 86 et 88 plus bas).

56. Les troupes de la RDF ont attaqué les positions des FDLR et du Rassemblement pour l'unité et la démocratie (RUD)-Urunana en République démocratique du Congo, dans le but, entre autres, de neutraliser le « colonel » Ruvugayimikore Protogène (alias Ruhinda)⁵⁰ des FDLR, le « général » Pacifique Ntawunguka (alias Omega) (CDi.024), commandant militaire des FDLR faisant l'objet de sanctions, et les groupes armés congolais alliés⁵¹. À la mi-décembre 2022, le « colonel » Gavana, chef du RUD-Urunana, aurait été tué lors d'une opération ciblée de la RDF⁵². La présence de la RDF à Kisheshe et Bambu, dans le territoire de Rutshuru, et dans la région de Mushaki, dans le territoire de Masisi, a été régulièrement signalée avant et après que le M23 eut pris le contrôle de ces régions, connues pour abriter de nombreux groupes armés locaux et des FDLR (voir également par. 67 et 86 à 90 ci-dessous)⁵³. D'après plusieurs sources, des membres de la RDF ont été assassinés dans ces localités, comme l'attestent des documents recueillis sur le champ de bataille (voir annexe 29).

57. La RDF a également mené certaines opérations et envoyé des renforts au M23 dans le but de s'emparer de zones stratégiques ou de les fortifier. Par exemple, une vidéo datant du 15 novembre 2022 montre au moins 25 combattants, de la RDF selon les informations recueillies, marchant en colonnes dans la ville de Kiwanja, qui était sous le contrôle du M23 depuis le 29 octobre 2022 (voir annexe 30)⁵⁴. En outre, en février et mars 2023, des soldats de la RDF du onzième bataillon commandé par le lieutenant-colonel Alex Nkuranga étaient présents dans les zones de Mushaki et de Karuba⁵⁵, dans le territoire de Masisi, où ils ont combattu les FDLR, l'Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain (APCLS) et des éléments Nyatura-Abazungu (Alliance des nationalistes congolais pour la défense des droits humains/Alliance de force de défense du peuple)⁵⁶. Le 7 mars 2023, des combattants en tenue militaire et munis d'armes similaires à celles de la RDF ont été repérés sur une colline fortifiée de Karuba (voir annexe 31). Le Groupe d'experts a également obtenu un carnet récupéré sur une position mixte M23/RDF, à Mushaki, contenant des notes manuscrites en anglais et en kinyarwanda indiquant les noms et grades des soldats et commandants présumés de la RDF envoyés en mission dans la région, l'utilisation de mortiers de 82 mm et 60 mm et la mission, dont l'objectif était de « détruire les forces armées en sabotant leur intégration » (voir annexe 32). Des images aériennes et des photographies ont confirmé la présence de soldats de la RDF sur le territoire de la République démocratique du Congo (voir annexe 33).

58. D'après plusieurs sources indépendantes et fiables d'origines diverses, dont un soldat de la RDF et plusieurs témoins oculaires, les troupes de la RDF sont arrivées

⁵⁰ Voir aussi [S/2022/967](#), annexes 31 et 34.

⁵¹ Sources : chercheurs, société civile et services de renseignement, soldat de la RDF.

⁵² Sources : services de renseignement de la RDF, MONUSCO et groupes armés.

⁵³ Sources : témoins oculaires, chercheurs, FDLR, CMC, membres de la société civile et images de drones.

⁵⁴ Sources : témoins oculaires, membres de la société civile, milieux diplomatiques et combattants des groupes armés.

⁵⁵ Sources : soldat de la RDF, chercheur et témoins oculaires.

⁵⁶ Sources : soldat de la RDF, chercheur et témoins oculaires, combattants des groupes armés et membres de la société civile.

du côté rwandais de la frontière et ont pénétré en République démocratique du Congo par différents points d'entrée (voir annexe 34)⁵⁷.

59. Le Groupe d'experts a reçu des informations confirmant que les opérations de la RDF sur le terrain, notamment celles de ses forces spéciales et de réserve, étaient coordonnées par le général de brigade Andrew Nyanvumba (voir également [S/2022/967](#), annexe 29)⁵⁸. Les troupes de la RDF déployées comprenaient des membres des 201^e et 301^e brigades⁵⁹, ainsi que des membres des forces spéciales de la RDF, commandées par le capitaine Niragire Jean Pierre (alias Gasasira), chargées de certaines opérations à partir de mai 2022⁶⁰. Gasasira, à son tour, a reçu des instructions du général de division Ruki Karusisi, commandant général des forces spéciales de la RDF⁶¹. Le général de division Alexis Kagame, qui a commandé plusieurs opérations de la RDF en République démocratique du Congo en 2022 (voir [S/2022/967](#), annexe 32), a été rappelé à Kigali et remplacé par le général de division Emmy Ruvusha⁶².

60. Plusieurs sources averties, dont deux membres des services de renseignement de la RDF, des membres du personnel en tenue et des sources proches du M23, ont indiqué au Groupe d'experts que l'objectif des opérations militaires de la RDF sur le territoire de la République démocratique du Congo, appelées « opérations au Nord-Kivu », était de renforcer le M23 en lui fournissant des troupes et du matériel et de l'utiliser pour prendre le contrôle des sites miniers, acquérir une influence politique en République démocratique du Congo⁶³ et décimer les FDLR⁶⁴. Le Groupe d'experts constate qu'à ce jour, les opérations au Nord-Kivu n'ont pas permis d'atteindre ces objectifs.

61. Selon deux agents de renseignement de la RDF, un officier de la RDF, trois chercheurs et des services de renseignement étrangers, les opérations au Nord-Kivu ont été conçues et coordonnées par le général James Kabarebe, actuellement conseiller du Président du Rwanda pour les questions de défense et de sécurité (voir également [S/2012/843](#), encadré à la p. 10). Pour l'exécution des opérations, Kabarebe a reçu le soutien, entre autres, du général Jean Bosco Kazura, du général de corps d'armée Mubarakh Muganga, du général de division Franck Mugambage, du général de division Vincent Nyakarundi, du général de division Ruki Karusisi, du général de division Eric Murokore et du général de brigade Rugumyangabo Gacinya (voir annexe 35).

Tensions entre la République démocratique du Congo et le Rwanda

62. L'expansion territoriale du M23 et les opérations menées par les FARDC et les groupes armés alliés contre le M23, qui ont été dénoncées par le Gouvernement

⁵⁷ Sources : membres de la société civile, autorités locales, milieux diplomatiques, chercheurs.

⁵⁸ Sources : chercheurs, soldat de la RDF, Gouvernement congolais et milieux diplomatiques.

⁵⁹ La 201^e brigade comprenait des membres des 6^e, 19^e et 25^e bataillons et des forces de réserve (voir aussi [S/2022/967](#), annexe 29). La 301^e brigade comprenait des membres des 4^e et 11^e bataillons et des forces de réserve.

⁶⁰ Le Groupe d'experts a constaté qu'en 2020, Gasasira a coopéré avec, notamment, le colonel Claude Rusumbi et le général Gahizi des FARDC dans le territoire de Rutshuru dans le cadre d'opérations contre les FDLR ([S/2020/1283](#), par. 36 à 41). Sources : chercheurs, FARDC et preuves documentaires et photographiques.

⁶¹ Sources : chercheurs, personnes proches du M23 et services de renseignement des FDR.

⁶² Ibid.

⁶³ Sources : services de renseignement de la RDF, chercheurs, Cabinet du Président de la République démocratique du Congo, services de sécurité de la République démocratique du Congo proches des Twirwaneho, ex-combattants des Twirwaneho et du M23, et milieux diplomatiques.

⁶⁴ Sources : soldat de la RDF, ex-combattants du M23, chercheurs, groupes armés et témoins oculaires.

rwandais à plusieurs reprises (voir également S/2022/967, par. 64 à 71), ont aggravé les relations déjà tendues entre la République démocratique du Congo et le Rwanda⁶⁵. Les tensions se sont aggravées lorsque, le 24 janvier 2023, la RDF a tiré sur un avion de chasse Sukhoi (SU-25) appartenant aux FARDC, au-dessus de Goma, dans l'espace aérien congolais, alors que l'avion s'apprêtait à atterrir à l'aéroport de Goma (voir annexe 36).

Exactions contre les civils commises par le Mouvement du 23 mars (meurtres, arrestations arbitraires, tortures, viols et travail forcé)

63. Le Groupe d'experts a réuni des preuves que les combattants du M23 avaient commis de multiples violations du droit international humanitaire et de graves atteintes aux droits humains dans les zones qu'ils contrôlaient (voir par. 41 et 42 ci-dessus), y compris des meurtres et des viols⁶⁶. Les actes énumérés ci-après constituent des actes sanctionnables en vertu du paragraphe 7 e) de la résolution 2293 (2016) du Conseil de sécurité, qui en a reconduit les dispositions dans sa résolution 2641 (2022).

64. Les civils qui se trouvent dans les zones occupées par le M23 ont indiqué qu'ils vivaient dans la crainte de persécutions, car les personnes soupçonnées de collaborer avec les autorités congolaises, les FARDC ou les « groupes armés ennemis » étaient arbitrairement arrêtées, détenues ou parfois torturées à mort. Certains individus capturés par le M23 ont disparu sans laisser de traces (voir annexe 37)⁶⁷. Des témoins vivant dans des zones contrôlées par le M23, dont un chef local installé par le M23, ont parlé d'un « devoir » de dénoncer les personnes soupçonnées de collaborer avec les FARDC ou les groupes armés ennemis⁶⁸.

65. Le Groupe d'experts a constaté que le M23 commettait des meurtres indiscriminés et ciblés de civils, ce qui constitue un changement de tactique par rapport à la période précédente. En particulier, les opérations contre les bastions des FDLR ont coïncidé avec des meurtres de civils, punis parce qu'ils étaient soupçonnés d'être des proches ou des sympathisants des FDLR, ou d'autres groupes armés hostiles au M23, surtout lorsque la population locale résistait à l'occupation du M23 (par. 66 et 67 ci-dessous)⁶⁹. Le Groupe d'experts a documenté des exécutions sommaires de civils et de combattants capturés ou de combattants présumés par le M23 (voir annexe 38) ainsi que le viol de dizaines de femmes (par. 68 et 69 plus bas). Le M23 a également pillé systématiquement les biens et les récoltes de la population locale et forcé les habitants à contribuer aux rations de ses combattants⁷⁰.

Tueries à Kisheshe le 29 novembre 2022

66. Le 29 novembre 2022, le M23 a perpétré une série de représailles sanglantes contre des civils dans la ville de Kisheshe, à la suite d'une confrontation armée avec des groupes armés locaux, notamment les FDLR et les Maï-Maï. Le M23 a nié avoir tué des civils, affirmant que « seulement » huit d'entre eux avaient péri dans des tirs

⁶⁵ Voir aussi : Jeune Afrique, « Paul Kagame : M23 en RDC, Tshisekedi, Macron, présidentielle au Rwanda... L'entretien exclusif en vidéo », vidéo, 31 janvier 2023.

⁶⁶ Sur la base de plus de 50 entretiens avec des victimes, des témoins, des chercheurs, des représentants de la société civile, des responsables locaux et des sources gouvernementales, humanitaires et de la MONUSCO, ainsi que sur des preuves photographiques, vidéo et documentaires.

⁶⁷ Sources : témoignages de proches de victimes, civils vivant dans des zones contrôlées par le M23, chercheurs, membres de la société civile et MONUSCO.

⁶⁸ Sources : responsables locaux ayant collaboré avec le M23 et membres de la population.

⁶⁹ Sources : responsables locaux, témoins locaux, chercheurs, organisations humanitaires et MONUSCO.

⁷⁰ Sources : témoins directs, victimes, responsables locaux, société civile, chercheurs.

croisés (voir annexe 39)⁷¹. Cependant, les enquêtes menées par le Groupe d'experts ont révélé que plus de 100 personnes avaient été tuées après que le M23 eut procédé à une fouille de maison en maison, exécutant des civils non armés, principalement des hommes et des garçons, dont certains n'avaient pas plus de 12 ans, sous prétexte qu'ils étaient des combattants ou des partisans de groupes armés ennemis - sans toutefois vérifier leur identité. Après la prise de Kisheshe, les combattants du M23 ont systématiquement pillé les biens des civils et violé plusieurs femmes⁷². Les conclusions du Groupe d'experts à ce sujet sont présentées en détail à l'annexe 40.

Tueries à Kazaroho en février 2023

67. Les preuves recueillies par le Groupe d'experts ont confirmé le meurtre d'au moins 11 personnes, dont une femme et deux enfants, à Kazaroho, le 26 février 2023 ou autour de cette date⁷³. Selon des témoins, les victimes ont été tuées par le M23 alors qu'elles travaillaient dans des champs agricoles précédemment contrôlés par les FDLR. Kazaroho, ancien siège de l'état-major de secteur des FDLR, a été une cible clé des opérations du M23 et de la RDF (voir annexe 41)⁷⁴. Selon des témoins les meurtres ont manifestement été commis par le M23 pour punir des présumés membres des FDLR et leurs proches, étant donné qu'aucun affrontement armé n'avait eu lieu avec les FDLR avant ces meurtres. Des photographies obtenues par le Groupe d'experts montrent des corps de victimes, certaines tuées avec les bras attachés dans le dos. De nombreuses maisons ont été incendiées, dont certaines ont été confirmées comme appartenant aux FDLR ou à leurs dépendants. Les conclusions du Groupe d'experts à ce sujet sont présentées en détail à l'annexe 42.

Viols dans les zones contrôlées par le Mouvement du 23 mars

68. De nombreux viols ont été signalés dans les zones contrôlées par le M23, commis par des combattants du M23⁷⁵. Des personnes travaillant avec des survivantes de violences sexuelles ont recensé au moins 60 femmes, dont huit filles mineures, qui ont été violées par des combattants du M23 dans le territoire de Rutshuru depuis novembre 2022⁷⁶. Le Groupe d'experts a interrogé 12 femmes, dont trois mineures, qui ont été violées alors qu'elles retournaient chez elles chercher de la nourriture⁷⁷. Les femmes ont décrit les assaillants comme étant des combattants du M23 en tenue militaire complète, bien armés et parlant le « kinyarwanda du Rwanda » (voir annexe 43).

69. Le Groupe d'experts a également documenté le viol de plus de 20 femmes et filles à Bambo ou dans ses environs, dans la chefferie de Bwito, pendant ou après la prise de contrôle de la ville par le M23 le 21 novembre 2022⁷⁸. Le Groupe d'experts a interrogé trois femmes qui avaient été soumises à un viol collectif par des combattants du M23 dans des circonstances similaires. Une jeune femme a été victime d'un viol collectif alors qu'elle s'était réfugiée dans une maison avec six autres

⁷¹ Communiqué du M23 du 3 décembre 2022, signé par le Président du M23, Bertrand Bisimwa.

⁷² Sources : témoignages de témoins oculaires et de victimes de Kisheshe, responsables locaux, chercheurs, membres de la société civile et MONUSCO.

⁷³ Sources : chiffres les plus modérés rapportés par les témoins, y compris les habitants qui ont participé à la collecte des corps, chercheurs, membres de la société civile et FDLR.

⁷⁴ Sources : témoins, chercheurs, membres de la société civile et MONUSCO, et annonce publique sur un compte Twitter affilié au M23.

⁷⁵ Sources : responsables locaux, témoins, ONG et membres de la société civile.

⁷⁶ Statistiques fournies par des spécialistes travaillant avec des rescapées de violences sexuelles dans le territoire de Nyiragongo.

⁷⁷ Sources : toutes les personnes vivant dans le camp de déplacés de Kanyaruchinya.

⁷⁸ Sources : rescapées de viol, responsables locaux, témoins travaillant avec des rescapées de viol, chercheurs et MONUSCO.

femmes. Douze hommes, qu'elle a identifiés comme des combattants du M23 parlant le kinyarwanda, les ont violés à tour de rôle. Le plus frappant est que les trois femmes ont toutes déclaré qu'on leur avait demandé où se trouvait leur mari avant de les violer. L'une d'entre elles s'est fait traiter d'« épouse Nyatura » en raison de ses cheveux tressés. Sur la base des preuves recueillies, le Groupe d'experts a noté une tendance à recourir au viol pour punir ou humilier les femmes présumées être des proches de combattants ennemis. Les conclusions du Groupe d'experts à ce sujet sont présentées en détail à l'annexe 44.

Travail forcé

70. Les combattants du M23 ont systématiquement utilisé des civils pour effectuer des travaux forcés, notamment pour transporter des munitions et des biens pillés, ou accomplir le « salongo », c'est-à-dire des travaux d'intérêt général obligatoires⁷⁹. Les personnes qui refusaient étaient punies ; certaines ont été tués (voir annexe 45)⁸⁰.

Coalitions de groupes armés et coordination des Forces armées de la République démocratique du Congo

71. En mai 2022, le Président de la République démocratique du Congo, Tshisekedi Tshilombo, a demandé à la hiérarchie militaire de s'abstenir d'utiliser des intermédiaires dans la lutte contre le M23. Néanmoins, le Groupe d'experts a continué de constater qu'une coalition de groupes armés participaient aux côtés des FARDC dans la lutte contre le M23 (S/2022/967, par. 64 à 71). La participation des groupes armés – cruciale pour limiter les avancées du M23 – a été organisée, coordonnée et soutenue par des officiers supérieurs des FARDC.

72. Dans les faits, les groupes armés ont intensifié leur recrutement ; restructuré, défini et coordonné leurs zones d'opérations armées ; et se sont réarmés face à l'expansion territoriale rapide du M23 et à l'intensité des combats (voir par. 40 à 43 plus haut).

Recrutement et remobilisation des ex-combattants

73. Entre décembre 2022 et janvier 2023, pour renforcer leurs rangs dans les territoires de Walikale, Masisi et Rutshuru, l'Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain a recruté 200 combattants, la faction Nduma défense du Congo-Rénové (NDC-R) dirigée par Guidon Shimiray Mwisa (CDi.033), faisant l'objet de sanctions, a recruté 305 combattants et le Collectif des mouvements pour le changement (CMC)/Forces d'autodéfense du peuple congolais (CMC-FAPC) dirigé par le « général » Bigabo a recruté 241 combattants (voir annexe 46)⁸¹. Les Collectif des mouvements pour le changement/Forces de défense du peuple (CMC/FDP) dirigé par le « général » Dominique Ndarahutse (alias Domi) et les FDLR ont également intensifié leurs campagnes de recrutement (voir par. 87 plus bas).

74. Les combattants démobilisés qui avaient été cantonnés dans un centre de démobilisation à Mumbambiro, près de Sake, dans le territoire de Masisi, ont quitté le centre et rejoint des groupes armés locaux, les FDLR ou le M23⁸². Les autres ont été renvoyés chez eux et le centre a été provisoirement fermé le 5 février 2023⁸³.

⁷⁹ Outre le M23, d'autres groupes armés imposent régulièrement le *salongo* à la population locale.

⁸⁰ Sources : membres de la société civile, responsables locaux, chercheurs, témoins oculaires et victimes.

⁸¹ Sources : combattants des groupes armés, autorités locales, chercheurs, FARDC et membres de la société civile.

⁸² Sources : FARDC, combattants des groupes armés, autorités locales et chercheurs.

⁸³ Mission du Groupe d'experts à Sake et Mumbambiro, février et mars 2023.

Alliance de groupes armés contre le Mouvement du 23 mars

75. Les groupes armés locaux actifs dans le Nord-Kivu se sont organisés en une coalition appelée Alliance des résistants de la patrie (ARP), dirigée par le chef de l'APCLS, le « général » Janvier Buingo Karahiri ; le chef du NDC-R, Guidon Shimirayi Mwisa, a supervisé la logistique et les opérations avec l'aide de Domi, chef du CMC/FDP⁸⁴.

76. Des groupes armés locaux ont rejoint l'alliance pour combattre aux côtés des FARDC. Dans les territoires de Walikale et de Masisi, il s'agit du CMC/FDP, de l'Alliance des nationalistes congolais pour la défense des droits humains/Alliance de force de défense du peuple, de l'APCLS, du NDC-R (dirigé par Guidon) et des Maï-Maï Kifuafua. Dans le territoire de Rutshuru, ces groupes comprenaient le Mouvement patriotique d'autodéfense (MPA), le Collectif des mouvements pour le changement/Forces armées du peuple congolais (CMC/FAPC), le NDC-R/Bwira (aujourd'hui dirigé par Mapenzi)⁸⁵. Enfin, les FDLR, qui font également partie de la coalition, ont surtout opéré en tant qu'unité distincte, également connue sous le nom de « cinquième colonne »⁸⁶.

77. Le Groupe d'experts a reçu des informations concordantes concernant la participation des groupes armés de la coalition aux opérations contre le M23 et la RDF, notamment à Kitshanga et Rubaya, respectivement en janvier et fin février 2023 (voir annexe 47)⁸⁷.

78. En novembre 2022, le groupe armé connu sous le nom de Coalition des patriotes résistants congolais/Force de frappe (PARECO/FF) a refait surface, apparemment pour combattre le M23 et la RDF et défendre l'intégrité territoriale de la République démocratique du Congo (voir aussi [S/2008/773](#), par. 114 à 120)⁸⁸. La PARECO/FF était dirigée par l'ancien chef du M23, Sendugu Hakizimana (alias Museveni) (voir annexe 48 et [S/2012/843](#), par. 46).

Coordination par les Forces armées de la République démocratique du Congo

79. Plusieurs sources ont informé le Groupe d'experts que les généraux Janvier Mayanga (voir également [S/2008/773](#), par. 116 et 117) et Hassan Mugabo-Baguma (voir également [S/2015/19](#), par. 169 et 170) des FARDC avaient été envoyés au Nord-Kivu pour superviser les opérations et mobiliser et coordonner les groupes armés en soutien aux FARDC⁸⁹. D'après plusieurs sources fiables, indépendantes et d'origines diverses, cette coopération a été approuvée par les autorités militaires nationales⁹⁰, en particulier le chef de la Maison militaire de la République démocratique du Congo, le général Franck Ntumba, et le chef d'état-major de l'armée, le général Christian Tshiwewe Songesha⁹¹.

80. Fin décembre 2022 et début janvier 2023, le général Chico Tshitambwe (voir aussi [S/2009/603](#), par. 44), alors commandant en second des opérations contre le M23,

⁸⁴ Sources : combattants des groupes armés, FARDC, membres de la société civile, chercheurs et autorités locales.

⁸⁵ Voir [S/2022/967](#), annexe 51.

⁸⁶ Sources : ex-combattants, chefs de groupes armés, FARDC et membres de la société civile.

⁸⁷ Ibid.

⁸⁸ Sources : autorités locales, FARDC et services de sécurité, chefs de groupes armés et combattants, membres de la société civile et chercheurs.

⁸⁹ Sources : FARDC, services de sécurité, autorités locales, ex-combattants, chercheurs, société civile, MONUSCO et services de renseignement.

⁹⁰ Sources : FARDC, services de renseignement, combattants de groupes armés, membres de la société civile et chercheurs.

⁹¹ Sources : FARDC, services de renseignement, combattants de groupes armés, chercheurs et membres de la société civile.

a organisé au moins trois réunions entre la hiérarchie militaire officielle et les chefs des groupes armés à Goma pour sceller cette collaboration⁹². Lors de la réunion de janvier, à laquelle ont également participé les FDLR-Forces combattantes abacunguzi (FOCA), chaque chef de groupe armé a reçu 5 000 dollars et l'assurance qu'il recevrait un armement adéquat⁹³. À la même période, des chefs de groupes armés ont rencontré les généraux Mayanga et Mugabo pour convenir d'un soutien logistique et financier à l'ARP. Par exemple, une réunion de coordination s'est tenue à l'hôtel Nyarusumba à Kitchanga, les 10 et 11 décembre 2022⁹⁴.

81. Le colonel Salomon Tokolonga des FARDC (voir également [S/2022/967](#), par. 65) a servi de point de contact entre la hiérarchie militaire des FARDC et les groupes armés. Il a coordonné plusieurs opérations et approvisionnements en armes⁹⁵. Le chef du NDC-R, Guidon, et le chef d'état-major du NDC-R à Kitshanga, Deo Bafosse Mparanyi, sont apparus sur plusieurs photos et dans une vidéo, en compagnie du colonel Tokolonga, en décembre 2022 (voir annexe 49).

82. D'après plusieurs sources, sur instruction des généraux Mayanga et Mugabo, les FARDC ont fourni aux groupes armés des uniformes, des armes, des munitions, des groupes électrogènes, du carburant, de la nourriture et des incitations financières⁹⁶. Les FARDC ont également distribué des brassards rouges afin de pouvoir distinguer les groupes armés amis des groupes ennemis⁹⁷.

83. Les combattants de l'ARP ont déclaré au Groupe d'experts que les chefs des groupes armés avaient promis leur participation en échange de plusieurs conditions⁹⁸. Par exemple, le NDC-R/Guidon comptait sur la levée du mandat d'arrêt émis par le Gouvernement congolais à son encontre; les FDLR-FOCA ont demandé la libération de leurs membres détenus par le Gouvernement et l'APCLS a demandé à rejoindre les FARDC en tant qu'unité spéciale.

84. Les combattants et les chefs des groupes armés se sont plaints de l'inefficacité de la coordination et des antagonismes personnels au sein de la hiérarchie des FARDC, de la fuite des soldats des FARDC face aux attaques du M23 et de la RDF, ainsi que de l'insuffisance et de l'inadéquation des munitions fournies par les FARDC. Les changements fréquents dans le commandement des FARDC ont été source d'instabilité pour les soldats des FARDC et tous les combattants engagés au combat (voir annexe 50).

85. Le 3 mars 2023, le Conseil des ministres du Gouvernement congolais s'est réuni et un accord a été trouvé sur un projet de loi portant création d'une force de défense de réserve. Cet accord a été dénoncé comme autorisant l'enrôlement d'éléments de groupes armés locaux dans les forces de réserve nationales⁹⁹, mais le Gouvernement

⁹² Sources : combattants des groupes armés, autorités locales, chercheurs et membres de la société civile, FARDC, services de renseignement et de sécurité.

⁹³ Sources : chefs et combattants de groupes armés, chercheurs et milieux diplomatiques.

⁹⁴ Sources : chefs de groupes armés, chercheurs, autorités locales et services de renseignement, membres de la société civile et MONUSCO.

⁹⁵ Sources : combattants des groupes armés, autorités locales, chercheurs, membres de la société civile, services de renseignement.

⁹⁶ Sources : combattants de groupes armés, chercheurs, FARDC, membres de la société civile, services de sécurité, services de renseignement et milieux diplomatiques.

⁹⁷ Sources : ex-combatants, autorités locales et FARDC, services de renseignement et membres de la société civile.

⁹⁸ Sources : combattants actifs et ex-combattants, chercheurs, FARDC, membres de la société civile, services de sécurité et de renseignement.

⁹⁹ Compte rendu du Conseil des ministres du Gouvernement de la République démocratique du Congo, 3 mars 2023. Voir aussi : « En RDC, des miliciens pourraient-ils devenir des réservistes de l'armée ? », Jeune Afrique, 13 mars 2023.

a publié un démenti¹⁰⁰. Cependant, le Groupe d'experts a été informé d'une réunion, tenue à Goma, le 13 avril 2023, et présidée par le général Constant Ndimba, au cours de laquelle il a été prévu de déployer près de 6 000 combattants et ex-combattants pour constituer la force de réserve – payée et équipée par les FARDC (voir annexe 51)¹⁰¹. Le Groupe d'expert craint que l'intégration de groupes armés dans une force de réserve ne compromette à la fois le processus de Nairobi et le programme de désarmement, de démobilisation, de relèvement communautaire et de stabilisation.

Organisation des Forces démocratiques de libération du Rwanda-Forces combattantes abacunguzi et coopération avec les Forces armées de la République démocratique du Congo et les groupes armés locaux

86. Les FDLR-FOCA, sous la direction politique du « lieutenant général » Gaston Iyamuremye (CDi.003)¹⁰² et le commandement militaire d'Omega Israel (CDi.024) (S/2017/1091, par. 15 et S/2022/479, par. 73 et 74), sont restées actives dans le Nord-Kivu¹⁰³. Lors des attaques menées par le M23 et la RDF contre les bases des FDLR-FOCA en décembre 2022, le porte-parole des forces, appelé Fontaine, a été tué. Niyiturinda Placide (alias Cure Ngoma) a été chargé de la communication par la suite (voir par. 80). Les FDLR-FOCA sont restées actives dans les territoires de Rutshuru et de Nyiragongo¹⁰⁴.

87. En plus de recruter et de former des combattants pour d'autres groupes armés¹⁰⁵, les FDLR-FOCA ont recruté et formé de nouveaux combattants pour renforcer leur unité spéciale, appelée Commando de recherche et d'action en profondeur (CRAP), sous le commandement du « colonel » Ruvugayimikore Ruhinda¹⁰⁶. Les FDLR-FOCA ont recruté essentiellement dans les territoires de Rutshuru et de Nyiragongo. Après avoir été formés par les « colonels » Taffi et Makoma, les meilleurs combattants ont été envoyés à Omega à Kibirizi, dans le territoire de Rutshuru, qui les a enregistrés et répartis dans diverses unités de protection et de combat, dont le CRAP. Début février 2023, entre 150 et 170 éléments nouvellement formés ont rejoint l'unité¹⁰⁷.

88. Le CRAP, composé de 300 à 500 éléments, a défendu les positions des FDLR-FOCA dans les territoires de Bwisa, Buhara, Kazahoro, Mozambique, Paris et Suncity, dans les territoires de Rutshuru et Nyiragongo, lorsque le M23 et la RDF ont lancé une vague d'attaques entre novembre 2022 et février 2023¹⁰⁸. Le Groupe d'experts note que les FDLR se sont retirées de plusieurs positions, exposant la population à des représailles (voir par. 66 et 67 plus haut).

89. Les FDLR-FOCA ont étroitement collaboré avec les groupes armés locaux et les FARDC¹⁰⁹. Le « colonel » Ruhinda a assisté à plusieurs réunions de planification

¹⁰⁰ Sources : chefs de groupes armés, chercheurs, société civile et milieux diplomatiques.

¹⁰¹ Sources : officier des FARDC et combattants de groupes armés.

¹⁰² Également connu sous les noms de Byiringiro Victor Rumuli, Victor Rumuri, Michel Byiringiro, Victor Byiringiro et Rumuli.

¹⁰³ Sources : ex-combattants des FDLR, chercheurs, autorités locales, services de sécurité et membres de la société civile.

¹⁰⁴ Sources : ex-combattants, autorités locales, chercheurs, membres de la société civile et FARDC.

¹⁰⁵ Y compris pour la CMC/FDP (Domi) et l'Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain. Voir également S/2022/479, annexe 41.

¹⁰⁶ Sources : ex-combattants des FDLR, chercheurs, autorités locales, services de sécurité et membres de la société civile.

¹⁰⁷ Ibid.

¹⁰⁸ Sources : ex-combattants, porte-parole des FDLR, chercheurs et services de renseignement et de sécurité.

¹⁰⁹ Sources : ex-combattants, porte-parole des FDLR, chercheurs, milieux diplomatiques et services de renseignement et de sécurité.

avec les FARDC à Kitshanga les 10 et 11 décembre 2022 (voir par. 80 plus haut) et à nouveau le 10 janvier 2023, et les FARDC lui ont fourni des armes et des munitions¹¹⁰. Dans la même période, plusieurs sources ont rapporté qu'Omega avait tenu des réunions à Goma avec la hiérarchie militaire des FARDC, au sujet d'une collaboration¹¹¹.

90. D'après les sources des FDLR-FOCA, celles-ci ont combattu aux côtés des FARDC et des groupes armés locaux pour défendre leurs positions et leurs familles contre les attaques du M23¹¹². Par exemple, elles ont combattu avec la CMC/FDP à Tongo, Kibirizi et Kikuku, et avec l'APCLS à Birambizo, Rusekera, Shonyi, Kitchanga et Rubaya¹¹³.

C. Menaces pesant sur l'intégrité de la chaîne d'approvisionnement de l'étain, du tantale et du tungstène à Rubaya

91. Le Groupe d'experts a reçu des informations selon lesquelles des groupes armés ont participé à l'exploitation et aux activités de contrebande de minerais d'étain, de tantale et de tungstène à Rubaya et observe que cette situation (voir également [S/2021/560](#), par. 58) compromet l'intégrité de la chaîne d'approvisionnement de ces minerais.

92. Des éléments des groupes armés Nyatura-Abazungu et de la PARECO/FF ont fait des incursions dans les sites miniers de Rubaya pour imposer des taxes aux creuseurs artisanaux ([S/2021/560](#), par. 57 à 71)¹¹⁴. Sporadiques jusqu'à la fin de 2022, ces incursions sont devenues plus fréquentes à la suite de l'avancée du M23, qui, par exemple, a chassé le groupe Nyatura de sa base dans le territoire de Masisi située près du village de Luke, dans le groupement de Nyamaboko, non loin de Rubaya. La police minière de la ville de Rubaya a toléré les incursions de Nyatura-Abazungu et de la PARECO/FF dans les sites miniers, car elle les considérait comme des alliés des FARDC dans la lutte contre le M23¹¹⁵. Le Groupe d'experts a été informé qu'au cours des derniers mois, ces groupes armés avaient consolidé leur contrôle sur les sites miniers de Rubaya et leurs relations avec les réseaux de contrebande opérant dans la région¹¹⁶.

93. Le 10 février 2023, la Société minière de Bisunzu, qui détenait les droits sur les principaux sites de production autour de Rubaya, a suspendu ses activités et quitté le site avec l'ensemble de son personnel. Les mineurs, qui étaient pour la plupart membres de la Coopérative des exploitants artisanaux miniers de Masisi, ont néanmoins continué de travailler, y compris sur les sites de l'entreprise.

94. Le 26 février 2023, le M23 a occupé Rubaya, mais a été chassé quelques jours plus tard par des groupes armés locaux.

95. Le 28 février 2023, à la suite de la découverte d'une cache d'armes sur sa propriété à Masisi, le directeur de la Société minière de Bisunzu, Edouard Mwangachuchu Hizi, député du Congrès national pour la défense du peuple

¹¹⁰ Ibid.

¹¹¹ Sources : combattants, chercheurs et services de sécurité, services de renseignement militaire et membres de la société civile.

¹¹² Sources : ex-combattants, chercheurs et services de renseignement militaire et membres de la société civile.

¹¹³ Ibid.

¹¹⁴ Sources : creuseurs basés à Rubaya et services de sécurité.

¹¹⁵ Ibid.

¹¹⁶ Sources : membres de la société civile et services de sécurité.

(S/2008/773, par. 19), a été arrêté puis inculpé de crimes graves, notamment de trahison et d'association de malfaiteurs¹¹⁷.

96. Le 15 mars 2023, les activités et les exportations de la Société minière de Bisunzu ont été suspendues par la Ministre des mines (voir annexe 52), qui a allégué que la société exploitait des minerais dans le périmètre d'un site exploité par la Société aurifère du Kivu et du Maniema, une société du portefeuille de l'État.

97. Le Groupe d'experts a reçu des informations selon lesquelles le processus de traçabilité a été suspendu, bien que la production se poursuive à Rubaya, rendant ainsi tous les minerais extraits dans la région inéligibles pour le marché international. Plusieurs sources ont indiqué que les minerais étaient acheminés en contrebande vers le Rwanda et la province du Sud-Kivu, où ils étaient étiquetés et blanchis dans divers sites miniers¹¹⁸.

D. Montée des tensions ethniques dans le contexte de l'expansion territoriale du Mouvement du 23 mars

Instrumentaliser le discours du génocide

98. Afin de justifier son expansion territoriale agressive au Nord-Kivu, le M23 a exploité le discours selon lequel il protégeait de l'extermination les populations congolaises tutsies et Banyamulenge de l'est de la République démocratique du Congo (voir par. 49 plus haut). Dans ses communiqués publics, le M23 évoque un « génocide imminent » contre la population tutsie qu'il prétend protéger, liant ainsi inextricablement celle-ci à ses objectifs belliqueux et expansionnistes. Ce discours a également été utilisé par le Rwanda, ainsi que par les Twirwaneho, à l'égard de la population Banyamulenge (voir annexe 53).

99. De manière perverse, ce discours génocidaire a créé un terrain dangereusement fertile pour l'incitation à la peur, les discours haineux et les représailles violentes, y compris les meurtres, , contre les populations susmentionnées par ceux qui s'opposent au M23 (voir annexe 54 et S/2022/967, par. 72 à 75). Les membres de la population tutsie interrogés par le Groupe d'experts ont confirmé que les actes de violence, y compris le meurtre de civils tutsis, avaient coïncidé avec la résurgence du M23¹¹⁹.

100. Le Groupe d'experts indique que, si les actes de violence contre les populations rwandophones dans le contexte actuel est incontestable, la manipulation du discours de génocide par le M23 et les autorités rwandaises a considérablement augmenté le risque d'attaques contre des civils et pourrait déclencher une violence interethnique généralisée entre les populations.

Discours de haine

101. La crise liée au M23 a accentué les clivages ethniques entre les belligérants et continué d'alimenter la xénophobie et les discours de haine à l'encontre des populations rwandophones¹²⁰ vivant en République démocratique du Congo,

¹¹⁷ Sources : membres de la société civile et fonctionnaires congolais. Voir aussi : « Procès du député Édouard Mwangachuchu en RDC : le contenu d'un coffre-fort saisi révélé », RFI, 12 avril 2023.

¹¹⁸ Sources : membres de la société civile, mineurs et commerçants basés à Rubaya.

¹¹⁹ Sources : témoignages, responsables locaux, membres de la société civile et MONUSCO.

¹²⁰ Le terme « rwandophone » comprend les groupes de langue kinyamulenge et kinyarwanda, comme les Banyamulenge du Sud-Kivu, majoritairement tutsis, et les Banyarwanda du Nord-Kivu, qui regroupent les populations hutues et tutsies.

notamment les Tutsis et les Banyamulenge (voir également [S/2022/967](#), par. 72 à 75)¹²¹.

102. Les discours de haine et belliqueux destinés à dénigrer les rwandophones, perçus comme soutenant le M23, ont continué d'être propagés par des personnalités politiques, des membres de la société civile, des populistes locaux, des activistes et des membres de la diaspora congolaise, et ont été largement amplifiées sur les médias sociaux. Le fil conducteur de ce discours xénophobe était que les rwandophones, y compris les Tutsis et les Banyamulenge, sont des groupes ethniques étrangers qui doivent retourner au Rwanda. À l'approche des élections, ce discours s'est transformé en appel à l'exclusion des rwandophones de l'inscription sur les listes électorales¹²². Des actes spécifiques de violence collective et de harcèlement de rwandophones dans les centres d'inscription sur les listes électorales ont immédiatement suivi (voir annexe 55).

103. Certaines personnalités extrémistes ont également explicitement menacé de tuer des rwandophones (voir annexe 56)¹²³. Le Groupe d'experts a documenté plusieurs cas de lynchage, d'exécutions arbitraires et de violence collective résultant de l'augmentation du discours xénophobe à l'encontre des rwandophones¹²⁴ (voir annexe 57 et [S/2022/967](#), par. 74). Les manifestations contre la force régionale de la Communauté d'Afrique de l'Est et de la MONUSCO, à Goma, les 6 et 7 février 2023, ont pris une dimension ethnique inattendue, les manifestants ayant attaqué ou vandalisé plusieurs maisons, commerces et églises appartenant à des rwandophones ou utilisés par eux (voir annexe 58). Les rwandophones ont été harcelés et menacés dans toute la ville, ce qui a obligé nombre d'entre eux à se cacher¹²⁵.

IV. Ituri

A. Factions de la Coopérative pour le développement du Congo

104. La faction Coopérative pour le développement du Congo/Union des révolutionnaires pour la défense du peuple congolais (CODECO/URDPC) est restée extrêmement violente, malgré son engagement unilatéral en faveur de la cessation des hostilités et sa participation au processus de Nairobi ([S/2022/967](#), par. 82 à 86)¹²⁶. Ses zones d'opérations s'étendaient du territoire de Djugu à celui de Mahagi. La CODECO/URDPC s'est principalement attaqué à des civils, ainsi qu'à des éléments des Zaïre, des FARDC et de la Police nationale congolaise, en représailles ou pour dissuader des attaques ou obtenir des armes.

105. Le commandement de la CODECO/URDPC est resté inchangé (voir annexe 59), mais le modus operandi de la faction est devenu plus coordonné et de plus en plus contrôlé à partir du quartier général du groupe situé à Ndalo, dans le secteur de Walendu-Pitsi (territoire de Djugu)¹²⁷.

¹²¹ Sources : témoins, chercheurs, analyse des médias, membres de la société civile et MONUSCO.

¹²² Sources : analyse des déclarations publiques, membres de la société civile, chercheurs, MONUSCO et membres de la communauté rwandophone.

¹²³ Sources : déclarations publiques et vidéos diffusées sur les médias sociaux.

¹²⁴ Sources : témoins, chercheurs, membres de la société civile et MONUSCO.

¹²⁵ Sources : vidéos et informations de sources ouvertes sur les médias sociaux, membres des communautés tutsies et Banyamulege, membres de la société civile et MONUSCO.

¹²⁶ [S/2022/479](#), par. 81 à 83.

¹²⁷ Sources : chercheurs, membres de la société civile et services de renseignement, FARDC, Police nationale congolaise et ex-combattants.

106. D'après des sources de la CODECO/URDPC, celle-ci comptait entre 25 000 et 40 000 combattants, ou 10 000 et 15 000 selon d'autres sources¹²⁸.

107. Selon les dirigeants de la CODECO/URDPC, toutes les autres factions de la CODECO ont été absorbées par l'URDPC (S/2022/967, par. 82 et 83). Ainsi, la Force de défense contre la balkanisation du Congo (également connue sous le nom de Force contre la balkanisation du Congo), l'Armée de libération du Congo, la CODECO/Bon temple de Dieu et la CODECO/Catholique avaient des représentants au quartier général de la CODECO/URDPC et opéraient sous le commandement de celle-ci. C'est le commandement de la CODECO/URDPC qui prenait la décision des opérations de ripostes ou des attaques, de revendiquer des attaques ou de négocier la libération d'otages¹²⁹. D'après les chefs de la CODECO/URDPC, les instructions sur les opérations potentielles étaient communiquées aux combattants pendant les réunions ou par l'intermédiaire des médias sociaux.

108. La CODECO/URDPC a intensifié ses attaques le long de la route nationale 27, dans la zone minière de Mongbwalu et dans les chefferies de Bahema-Nord, Bahema-Badjere et Banyali-Kilo¹³⁰. D'autres attaques ont été signalées dans le centre de Djugu et à Tchomia (par. 125 à 128 plus bas). La CODECO/URDPC a mené d'importantes attaques contre les positions des FARDC, notamment entre janvier et mars 2023, saisissant ainsi des armes et des munitions¹³¹. Par exemple, le 28 janvier 2023, la CODECO/URDPC a attaqué le 3401^e régiment des FARDC, basé à Njala, tuant 17 éléments des FARDC, en blessant 14 et volant 14 fusils d'assaut de type AK, 2 mitrailleuses de type PKM et neuf caisses de munitions (voir annexe 60).

109. En même temps que la CODECO/URDPC participait au conclave de Nairobi, en novembre 2022, et à la suite de cet événement, le Groupe d'experts a documenté une série d'attaques meurtrières contre des civils attribuées au CODECO/URDPC, ciblant des civils associés au groupe armé rival Zaïre (par. 124 à 128 plus bas).

110. La vague d'attaques violentes contre les forces gouvernementales et les civils contredit l'engagement pris par la CODECO/URDPC de mettre fin aux hostilités et constitue une menace sérieuse pour la paix et la sécurité dans la région. Les chefs de la CODECO/URDPC ont justifié les attaques en les qualifiant de représailles contre les atrocités commises par des éléments du groupe Zaïre à l'égard de leur communauté. Le 7 février 2023, une organisation connue sous le nom de G5, représentant cinq communautés cibles des attaques des différentes factions de la CODECO, a envoyé une lettre au facilitateur du processus de Nairobi, Uhuru Kenyatta, dans laquelle elle demandait l'exclusion de la CODECO/URDPC des pourparlers et le déploiement de la force régionale de la Communauté d'Afrique de l'Est pour combattre le groupe armé (voir annexe 61)¹³². Au moment de l'établissement du présent rapport, aucune décision en ce sens n'avait été prise.

111. Les éléments de la CODECO/URDPC ont gardé le contrôle des sites miniers, exploités notamment pour acheter des armes et des munitions¹³³. D'autres ressources

¹²⁸ Sources : Programme de désarmement, de démobilisation, de relèvement communautaire et de stabilisation, autorités locales, membres de la société civile, FARDC, services de renseignement et de sécurité.

¹²⁹ Sources : chercheurs, ex-combattants, chefs de la CODECO, membres de la société civile, services de renseignement militaire, FARDC et Police nationale congolaise.

¹³⁰ Sources : chercheurs, ex-combattants, sources de renseignement militaire, FARDC, Police nationale congolaise et MONUSCO.

¹³¹ Ibid.

¹³² Alur, Hema, Mambisa Ndo Okebo, et Nyali.

¹³³ Sources : chercheurs, services de renseignement, FARDC et Police nationale congolaise.

provenaient de l'imposition et des cotisations des membres de la communauté Lendu ainsi que du produit des enlèvements¹³⁴.

112. En décembre 2022, la CODECO/URDPC, le Front patriotique et intégrationniste du Congo (FPIC) également connu sous le nom de Chini ya Kilima¹³⁵ et la Force de résistance patriotique d'Ituri (FRPI) ont formé une alliance connue sous le nom de G3¹³⁶. Selon plusieurs sources, l'objectif de cette alliance était d'échanger des points de vue et d'harmoniser les stratégies avant le troisième dialogue intercongolais qui s'est tenu le 6 décembre 2022 dans le cadre du processus de Nairobi dirigé par la Communauté d'Afrique de l'Est¹³⁷. Au moment de l'établissement du présent rapport, l'alliance n'était pas encore devenue un partenariat opérationnel permettant de mener des attaques conjointes.

B. Tensions au sein du groupe Zaïre/Mouvement d'autodéfense populaire de l'Ituri

113. Le groupe armé Zaïre a continué à commettre des actes de violence armée dans les territoires de Djugu et de Mahagi¹³⁸. Il a continué ses attaques contre des factions rivales de la CODECO, des camps des FARDC, des éléments de la Police nationale congolaise et des civils dans les territoires de Djugu, Mahagi et Irumu (voir par. 127 plus bas).

114. Le groupe Zaïre a également connu des tensions internes¹³⁹. Le 22 décembre 2022, un nouveau mouvement appelé Mouvement d'autodéfense populaire de l'Ituri (MAPI) a été créé, qui serait le représentant officiel du groupe Zaïre. Ce groupe prétendait représenter la communauté Hema et certains de ses membres venaient du groupe Zaïre. Il a dit qu'il voulait s'associer au processus de Nairobi, contrairement au groupe Zaïre.

115. Le commandement du MAPI était composé d'anciens dirigeants du groupe Zaïre (voir annexe 62). Le 23 janvier 2023, la création du MAPI a été officiellement annoncée dans les locaux du Gouvernement provincial de l'Ituri, bénéficiant ainsi de l'aval des autorités provinciales.

116. La création du MAPI a été contestée par des notables de la communauté Hema, par le G5 et par certains combattants du groupe Zaïre, qui ont remis en cause la représentativité du nouveau mouvement¹⁴⁰. D'après eux, le MAPI, qui ne représentait pas les intérêts de la communauté Hema, était une tactique du Gouverneur provincial, le général Luboya Johny Kashama, et de la MONUSCO pour affaiblir le groupe Zaïre¹⁴¹. En conséquence, des menaces ont été proférées à l'encontre du Gouverneur et du personnel de la MONUSCO, accusés d'être impliqués dans la création du MAPI, et des violences ont éclaté entre des membres du MAPI et du groupe Zaïre.

¹³⁴ Ibid.

¹³⁵ [S/2021/560](#), par. 102 ; et [S/2022/479](#), par. 124 à 129.

¹³⁶ Sources : chefs de la CODECO, combattants, chercheurs et FARDC, Police nationale congolaise, services de renseignement et membres de la société civile.

¹³⁷ Sources : chefs et combattants de la CODECO, ex-combattants du Front patriotique et intégrationniste (FPIC), chercheurs, FARDC, Police nationale congolaise, services de renseignement et membres de la société civile.

¹³⁸ Voir également [S/2022/479](#), par. 101 et 102.

¹³⁹ Sources : chercheurs, combattants de Zaïre, FARDC, membres de la société civile et MONUSCO.

¹⁴⁰ Sources : combattants du groupe Zaïre, autorités locales, chercheurs, membres de la société civile et MONUSCO.

¹⁴¹ Il s'agit d'une initiative de la MONUSCO et du Gouvernement provincial visant à organiser un dialogue intercommunautaire.

117. Plusieurs sources ont indiqué que, malgré la création du MAPI, le groupe Zaïre est resté organisé autour de quatre factions, à savoir le Zaïre-K, le Zaïre-Malayika, le Zaïre-Mazembe et le Zaïre-Djamaique. Chaque faction opérait dans des zones spécifiques (voir annexe 63). Toutes ces factions ont continué de perpétrer des attaques contre les FARDC, la CODECO et des civils.

C. Scission du Front patriotique et intégrationniste du Congo

118. Depuis décembre 2022, le FPIC est en proie à des conflits internes qui ont entraîné une scission. Des tensions sont apparues lorsque les chefs du FPIC ont contraint leur commandant militaire, le « général » Songambebe Selyabo, à démissionner. Tondabo Erabo (également connu sous le nom de « général » Herode) devait devenir le nouveau commandant du groupe armé¹⁴². Le litige a donné lieu à des affrontements armés entre les combattants de Songambebe et ceux d'Herode. Herode a établi son quartier général à Nyakunde, quant à Songambebe, il s'est retiré à Mwenga, Sulasula.

119. Dans le cadre de ses enquêtes menées à Marabo et à Nyakunde, quartier général de la faction d'Herode, le Groupe d'experts a reçu des informations de plusieurs sources selon lesquelles le nouveau chef avait considérablement réduit l'influence de la faction de Songambebe, la plupart des combattants du FPIC s'étant ralliés à Herode.

120. Dans un communiqué, Herode a nommé sa faction « FPIC/Chambre noire-sanduku »¹⁴³. Dans une lettre qu'il a adressée par la suite aux représentants du Gouvernement et aux chefs locaux, il a demandé le rétablissement de l'autorité de l'État, y compris le retour des FARDC, de la Police nationale congolaise et des chefs locaux (voir annexe 64), qui ont confirmé au Groupe d'experts qu'ils étaient à nouveau autorisés à opérer dans les zones contrôlées par le FPIC. Ils ont également signalé le retrait des combattants qui sillonnaient auparavant la ville, harcelant les civils et imposant des taxes.

121. Le 28 mars 2023, Herode a convoqué une réunion à Nyakunde pour finaliser un accord de réconciliation avec la population locale. Dans un communiqué, le FPIC a réitéré son unité, son engagement à mettre fin aux hostilités, à travailler avec le Gouvernement de la République démocratique du Congo et à adhérer au Programme de désarmement, de démobilisation, de relèvement communautaire et de stabilisation (voir annexe 65).

122. Dans un communiqué, Songambebe a dénoncé la faction FPIC/Chambre noire-sanduku, qu'il a qualifiée de « groupe armé terroriste » et a invité les autorités congolaises, la MONUSCO et les responsables du Programme de désarmement, de démobilisation, de relèvement communautaire et de stabilisation à ne pas tenir compte de ses dirigeants (voir annexe 66).

123. Au moment de l'établissement du présent rapport, le Groupe d'experts n'avait constaté aucune initiative de désarmement ou de démobilisation de la part des nouveaux dirigeants du FPIC. Selon certaines sources, Herode aurait mené une campagne de propagande pour asseoir sa propre légitimité.

¹⁴² Sources : combattants du FPIC, services de sécurité et membres de la société civile.

¹⁴³ Source : vidéo conservée dans les archives du Groupe d'experts.

D. Attaques contre des civils menées par les milices de la Coopérative pour le développement du Congo/Union des révolutionnaires pour la défense du peuple congolais et le groupe Zaïre/Mouvement d'autodéfense populaire de l'Ituri

124. La CODECO/URDPC a continué ses attaques contre les civils, alors même que ses dirigeants participaient au troisième conclave de Nairobi, qui s'est tenu en novembre et décembre 2022 (voir par. 104 et 109 plus haut). Le groupe Zaïre n'était pas représenté à Nairobi. Les engagements pris en faveur de la paix ou de la démobilisation n'ont pas été respectés, puisque des attaques et des tueries presque quotidiennes étaient signalés au moment de l'établissement du présent rapport.

125. Depuis le début du mois de décembre 2022, le Groupe d'experts a documenté une augmentation substantielle des attaques violentes contre les civils par la CODECO/URDPC, visiblement en représailles à des attaques similaires, bien que beaucoup moins fréquentes, du groupe Zaïre¹⁴⁴. Comme par le passé, l'ampleur des représailles de la CODECO/URDPC dépasse les attaques du groupe Zaïre (S/2018/531, par. 162 et 163).

126. Les attaques de représailles menées par Zaïre (voir annexe 67) et la CODECO/URDPC ont principalement visé les villages et les civils des populations rivales, dont un nombre disproportionné de femmes et d'enfants, dans une série de tueries et d'enlèvements indiscriminés, souvent accompagnés de pillages et de destructions de biens et d'infrastructures civiles, y compris écoles et hôpitaux. Plus de 300 civils ont été tués dans des attaques confirmées par le Groupe d'experts, entre mi-novembre 2022 et début avril 2023. Cette montée de la violence reflète les tensions croissantes entre les populations Lendu et Hema¹⁴⁵.

127. Ce schéma de représailles en boucle s'est étendu au-delà du territoire de Djugu au territoire de Mahagi, auparavant moins touché par les activités des groupes armés, opposant les Alur affiliés au groupe Zaïre aux Lendu dans la chefferie Walendu-Watsi (voir annexe 68). La RN 27 reliant Bunia au territoire de Mahagi est restée en grande partie sous le contrôle de la CODECO/URDPC, les embuscades et les meurtres systématiques entravant gravement la circulation des civils, y compris le commerce, le long de cet axe crucial¹⁴⁶.

128. Outre des soi-disant représailles, la CODECO/URDPC a également mené des attaques coordonnées et à grande échelle contre des villages dans le territoire de Djugu, ciblant systématiquement des civils Hema ou Alur. Le 8 janvier 2023, une attaque bien coordonnée contre les localités de Blukwa, Largu et Drodro a causé la mort de plus de 23 civils¹⁴⁷. Le 13 janvier 2023, la CODECO/URDPC a tué au moins 49 civils, dont des femmes, dans les villages de Nyamamba et de Mbogi sur les rives du lac Albert, à majorité Hema. Les assaillants sont allés de porte à porte, ciblant les civils, attachant les mains de certaines personnes pour les empêcher de s'enfuir avant de les exécuter¹⁴⁸. Cinq femmes, dont l'une était enceinte de huit mois à l'époque, ont

¹⁴⁴ Sur la base de plus de 40 entretiens avec des membres de la société civile, des victimes, des membres de groupes armés, des responsables locaux, des chercheurs, des ONG internationales et autres, des autorités civiles et militaires, des services de renseignement et des sources de la MONUSCO, ainsi que sur des preuves photographiques et documentaires.

¹⁴⁵ Ibid.

¹⁴⁶ Ibid.

¹⁴⁷ Sources : témoins, preuves photographiques, chercheurs, FARDC, MONUSCO et membres de la société civile.

¹⁴⁸ Les preuves photographiques et les vidéos examinées par le Groupe d'experts et corroborées par les témoignages, montrent le corps de plusieurs victimes, dont des femmes, les mains attachées dans le dos, certaines présentant des signes de mutilation grave.

été enlevées¹⁴⁹ et auraient servi d'esclaves sexuelles dans un camp de la CODECO/URDPC à Salimboko¹⁵⁰. Des preuves détaillées sur ces attaques figurent à l'annexe 69.

V. Sud-Kivu

A. Affrontements et attaques de groupes armés

129. Dans les Hauts Plateaux des territoires de Mwenga, Fizi et Uvira, les groupes armés Maï-Maï et Twirwaneho ont continué à s'affronter et à se livrer à des attaques de représailles, tuant des civils, pillant le bétail et détruisant des biens (S/2022/479, par. 152 à 161). S'ils visaient principalement les communautés opposées, ces groupes armés ont également attaqué des civils de leurs propres communautés, comme les Twirwaneho, qui ont continué d'exécuter les personnes qu'ils percevaient comme ennemies (voir annexe 70)¹⁵¹.

130. La plupart des attaques ont été signalées aux alentours de Bijombo, Karegerege, Mikenge, Minembwe, et Rugezi. En particulier, depuis fin 2022, les Twirwaneho ont régulièrement attaqué les populations Bafuliro, Babembe et Banyindu à Rugezi, où ils ont visé le camp de personnes déplacées et ont pillé et brûlé plusieurs habitations et l'hôpital local (voir annexe 71)¹⁵². À la mi-mars 2023, les Twirwaneho ont attaqué simultanément Musika et les villages environnants, se heurtant aux Forces armées « Biloze Bishambuke » (FABB) et tuant une douzaine de civils, dont des enfants¹⁵³. Après les attaques, les combattants Maï-Maï, en particulier ceux des FABB, ont riposté par des vols de bétail et des embuscades contre des civils Banyamulenge, conduisant ainsi à des affrontements soutenus avec les Twirwaneho. Par ailleurs, les Twirwaneho et les FABB se sont régulièrement affrontés pour le contrôle de la mine voisine de Bigaragara¹⁵⁴.

131. Depuis octobre 2022, les Twirwaneho ont intensifié leurs attaques contre les FARDC, contre lesquelles ils se sont régulièrement battus¹⁵⁵ depuis qu'ils se sont renforcés grâce au recrutement et à des armements et ont étendu leur zone d'opérations¹⁵⁶.

132. Les FABB et les Maï-Maï Yakutumba, ainsi que leur groupe allié, les Maï-Maï Apa Na Pale, sont également restés actifs sur le territoire de Fizi, en particulier dans les secteurs de Mutambala et de Ngandja, notamment autour de Misisi et des différents sites miniers de la région (S/2022/479, par. 180 à 189)¹⁵⁷. Les groupes armés ont enlevé et attaqué des civils et des acteurs humanitaires, ainsi que des sites miniers pour les contrôler¹⁵⁸. Des affrontements pour le contrôle des mines à la

¹⁴⁹ Sources : témoignages de deux survivants de l'attaque, membres de la société civile et FARDC.

¹⁵⁰ Selon un parent direct d'une des femmes enlevées.

¹⁵¹ Sources : ex-combattant des Twirwaneho, chercheurs, FARDC, services de sécurité, services de renseignement, membres de la société civile et MONUSCO.

¹⁵² Sources : FARDC, chercheurs, services de renseignement, membres de la société civile et MONUSCO.

¹⁵³ Sources : chercheurs et MONUSCO.

¹⁵⁴ Sources : FARDC, services de renseignement, membres de la société civile, MONUSCO et chercheurs.

¹⁵⁵ Depuis 2019, la MONUSCO a documenté plus de 60 attaques que les Twirwaneho ont menées contre les FARDC.

¹⁵⁶ Sources : FARDC, chercheurs, services de sécurité, services de renseignement, membres de la société civile et MONUSCO.

¹⁵⁷ Sources : chercheur, membres de la société civile et MONUSCO.

¹⁵⁸ Ibid.

frontière entre Fizi et Kalemie ont été signalés entre les groupes alliés Maï-Maï Yakutumba et les FABB à la fin de l'année 2022¹⁵⁹.

B. Conseil national pour le renouveau et la démocratie : scission et activités

133. Après des mois de tensions internes, le Conseil national pour le renouveau et la démocratie-Forces de Libération Nationale (CNRD-FLN) s'est scindé à la fin de l'année 2022, ce qui a coïncidé avec un regain d'activité et de communication du groupe (voir annexe 72).

C. Opérations conjointes de la Force de défense nationale du Burundi et des Forces armées de la République démocratique du Congo

134. Le déploiement des forces armées burundaises dans le Sud-Kivu s'est poursuivi (S/2022/967, par. 102 à 107), avec plusieurs renforcements de troupes¹⁶⁰ et une nouvelle expansion de la zone des opérations menées conjointement avec les FARDC¹⁶¹. Ceci a à nouveau mené les groupes armés à établir des alliances et des accords de coopération pour soutenir ou combattre la coalition de la Force de défense nationale du Burundi (FDNB) et des FARDC (S/2022/967, par. 106 et 107). Cela a également entraîné le mouvement de groupes qui voulaient éviter d'être visés. Dans certaines zones où ces groupes se sont redéployés, comme dans le secteur d'Itwombe, le nombre d'attaques signalés a augmenté, y compris les cas d'enlèvement et de meurtre de civils, de pillages et d'embuscades contre les forces de sécurité de la République démocratique du Congo¹⁶².

135. La FDNB a continué à progresser vers le sud à la poursuite de la Résistance pour un État de droit au Burundi (RED Tabara) et des Forces nationales de libération (FNL), ces dernières étant le seul groupe ayant été attaqué. La coalition FDNB-FARDC a affronté les FNL, entre janvier et mars 2023, dans le secteur d'Itombwe, territoire de Mwenga¹⁶³. Après le dernier combat en date, fin mars, des éléments du FNL dirigés par Aloys Nzabampema sont allés vers le sud en direction du secteur de Lulenge, plus proche des positions de la RED Tabara¹⁶⁴.

136. Progressant en direction du sud, en décembre 2022 et janvier 2023, la coalition FDNB-FARDC a temporairement pris le contrôle de plusieurs positions des Twirwaneho, notamment de leur quartier général à Bijabo, sans aucun combat, ces derniers ayant déjà quitté les lieux par précaution. Quelques semaines plus tard, les Twirwaneho sont retournés dans certaines de ces zones, en particulier à Kihamba, près de Bijabo¹⁶⁵.

137. Début janvier 2023, des contingents de la FDNB sont arrivés à Minembwe, plusieurs positions de RED Tabara ayant été signalées à proximité, notamment autour de Rugezi (au sud de Minembwe, territoire de Fizi)¹⁶⁶. Leur arrivée a provoqué la

¹⁵⁹ Sources : FARDC, services de renseignement et MONUSCO.

¹⁶⁰ Le 4 mars 2023, d'autres contingents de la FDNB ont été déployés au Nord-Kivu dans le cadre de l'accord sur la force régionale de la Communauté d'Afrique de l'Est.

¹⁶¹ Sources : chercheur, FARDC, membres de la société civile et MONUSCO.

¹⁶² Sources : chercheurs, FARDC, membres de la société civile, MONUSCO et services de renseignement.

¹⁶³ Sources : services de renseignement, chercheurs et membres de la société civile.

¹⁶⁴ Sources : chercheur, services de sécurité et MONUSCO.

¹⁶⁵ Ibid.

¹⁶⁶ Sources : chef de groupe armé, FARDC et MONUSCO. Cependant, depuis mars 2023, certains combattants du RED Tabara sont retournés à Masango, où ils ont repris position.

panique au sein de la population Banyamulenge, qui a temporairement fui la région, et poussé les Twirwaneho sur la défensive ; ceux-ci ont renforcé leurs troupes et leurs positions autour de la ville et augmenté le recrutement forcé (voir les paragraphes 150 à 156 plus bas)¹⁶⁷.

138. Les groupes armés ont continué à établir des alliances ou des accords de coopérations (S/2022/967, par. 106 et 107), dans le but de combattre la coalition FDNB-FARDC ou, au contraire, de collaborer avec elle contre la RED Tabara ou les Twirwaneho et le M23¹⁶⁸. En particulier, depuis fin 2022, le CNRD et d'autres groupes Maï-Maï, tels que les Maï-Maï Kapapa et les Maï-Maï Kijangala¹⁶⁹, ont tenu plusieurs réunions pour coordonner les activités et la collaboration avec la coalition FDNB-FARDC et les Gumino contre la RED Tabara¹⁷⁰. Plus généralement, il semble que de nombreux groupes Maï-Maï se sont rangés du côté de la coalition FDNB-FARDC par souci d'auto-préservation.

139. Les FNL et la RED Tabara, en revanche, se sont rapprochées en raison de la pression militaire à leur encontre¹⁷¹. Plusieurs sources ont continué de faire état d'une alliance entre les Twirwaneho et la RED Tabara (S/2022/967, par. 107)¹⁷², les deux groupes étant apparemment soutenus par le Rwanda¹⁷³ et collaborant vraisemblablement avec le M23 (voir par. 142 à 145 plus bas)¹⁷⁴.

140. Par ailleurs, une autre coalition Maï-Maï a été renouvelée fin janvier 2023 lors de réunions tenues dans le territoire de Fizi¹⁷⁵, notamment sous l'impulsion d'Emo ya M'Mbondo¹⁷⁶. Similaire à celle mentionnée dans le rapport du Groupe d'experts de juin 2021 (S/2021/560, par. 138 à 140), cette coalition, dirigée par Ebuela, Alida et René, comprenait les FABB. Elle visait, entre autres, à contrer les opérations de la coalition FDNB-FARDC, à attaquer la ville de Minembwe et à combattre le M23 dans le Nord-Kivu.

D. Impact sur le Sud-Kivu de la crise liée au Mouvement du 23 mars

141. Plusieurs groupes armés opérant dans le Sud-Kivu, dont les Maï-Maï Yakutumba, ont exprimé leur volonté de combattre le M23. Ils ont mobilisé certains de leurs éléments soit pour atteindre le Nord-Kivu soit pour empêcher le M23 de pénétrer dans le Sud-Kivu, comme il est indiqué à l'annexe 73.

¹⁶⁷ Sources : personne proche des Twirwaneho, chercheurs, FARDC, services de renseignement, membres de la société civile et MONUSCO.

¹⁶⁸ Sources : source proche des groupes Maï-Maï, chercheurs, FARDC, services de renseignement, membres de la société civile et MONUSCO.

¹⁶⁹ Kijangala s'est toutefois rendu en avril 2023, mais son adjoint est resté dans l'alliance dirigée par Kapapa.

¹⁷⁰ Sources : sources proches des Twirwaneho, services de renseignement, membres de la société civile et MONUSCO.

¹⁷¹ Sources : chercheur, services de sécurité, services de renseignement, membres de la société civile et MONUSCO.

¹⁷² Sources : sources proches des groupes Twirwaneho et Maï-Maï, FARDC, services de sécurité, services de renseignement et MONUSCO.

¹⁷³ Il semble toutefois que la RED Tabara soit divisée sur le rapprochement avec le Rwanda.

¹⁷⁴ Sources : sources proches des groupes Twirwaneho et Maï-Maï, FARDC, services de sécurité, services de renseignement et MONUSCO.

¹⁷⁵ Sources : source proche des groupes Maï-Maï, chercheurs, membres de la société civile et MONUSCO.

¹⁷⁶ Sources : chercheurs et MONUSCO. La mutualité Emo ya M'Mbondo regroupe les Babembe de la diaspora et compte des bureaux dans plusieurs pays, y compris aux Etats-Unis. Le Groupe d'experts a déjà signalé son rôle dans le soutien aux groupes Maï-Maï au Sud-Kivu (voir S/2022/479, annexe 82).

E. Liens entre les Twirwaneho et le Mouvement du 23 mars

Rapprochement

142. Comme en 2012, le M23 a tenté de se faire des alliés dans le Sud-Kivu, en particulier les Twirwaneho et la RED Tabara, mais aussi d'autres groupes armés (voir annexe 74), l'objectif étant d'ouvrir un deuxième front au Sud-Kivu (voir aussi [S/2012/843](#), par. 69 à 81)¹⁷⁷. Plusieurs personnes ont joué un rôle clé dans ce rapprochement.

143. Charles Sematama, ancien aide de camp de Laurent Nkunda et déserteur des FARDC qui a rejoint les Twirwaneho en février 2021 (voir également [S/2021/560](#), par. 142 et [S/2022/479](#), par. 156), était le principal intermédiaire avec Sultani Makenga (voir par. 50 plus haut)¹⁷⁸. Sematama est notamment passé par son proche parent, Saint-Cadet Ruyuzangoma (voir par. 154 plus bas) pour coordonner le rapprochement. Au départ, Makanika doutait du soutien des Twirwaneho au M23, essentiellement en raison de l'absence de soutien de la communauté Banyamulenge au sens large au M23 et au Rwanda¹⁷⁹. Cette situation a créé des tensions au sein du commandement des Twirwaneho.

144. Après sa participation aux pourparlers de Nairobi, en novembre 2022, Saint-Cadet¹⁸⁰ ainsi qu'un membre éminent de la Mahoro Peace Association, Lazare Sebitereko ont fait campagne pour encourager la communauté Banyamulenge de Nairobi à soutenir financièrement le M23 et les jeunes Banyamulenge à rejoindre les rangs des Twirwaneho (voir par. 150 à 156 plus bas)¹⁸¹. À la mi-janvier 2023, Saint-Cadet, accompagné de Willy Munezero et de Jules Rutebuka, a rencontré les dirigeants du M23 à Bunagana¹⁸².

145. D'après plusieurs sources, le colonel Moïse Byinshi Gakunzi, un déserteur Banyamulenge des FARDC, a rejoint le M23 en mars 2023, pour soutenir l'ouverture d'un second front du M23 à Kalehe, au Sud-Kivu¹⁸³. Un général de la RDF, Vincent Nyakarundi (voir par. 61 plus haut) a également été cité comme ayant participé à la sensibilisation des groupes armés du Sud-Kivu à l'appui du M23¹⁸⁴.

Recrutement

146. Depuis la fin de 2021, des campagnes de recrutement sont organisées à l'intention des jeunes Banyamulenge vivant au Burundi, au Kenya et en Ouganda. De jeunes recrues ont été envoyées dans les camps du M23 (voir par. 50 et 51 plus haut) par les villes frontalières de Kisoro et de Bunagana, toutes deux situées en Ouganda (voir également [S/2022/479](#), par. 67)¹⁸⁵.

¹⁷⁷ Sources : chercheur, services de sécurité, services de renseignement, membres de la communauté Banyamulenge, membres de la société civile et MONUSCO.

¹⁷⁸ Sources : FARDC, membres de la communauté Banyamulenge, membres de la société civile et MONUSCO.

¹⁷⁹ Ibid.

¹⁸⁰ Sources : chercheurs, services de sécurité, FARDC, membres de la société civile et MONUSCO.

¹⁸¹ Sources : responsable d'autodéfense, membres de la société civile, services de sécurité, membres de la communauté Banyamulenge et MONUSCO.

¹⁸² Sources : membre de la communauté Banyamulenge, FARDC, services de sécurité, membres de la société civile et MONUSCO.

¹⁸³ Sources : membre de la communauté Banyamulenge, chercheurs, membres de la société civile, services de renseignement et MONUSCO.

¹⁸⁴ Sources : chercheur, FARDC, membres de la société civile et MONUSCO.

¹⁸⁵ Sources : ex-combattant des Twirwaneho, membre de la communauté Banyamulenge, services de renseignement, membres de la société civile et MONUSCO.

147. Au moins 80 Banyamulenge ont été recrutés au Kenya pour le M23¹⁸⁶. Plusieurs ex-combattants Banyamulenge du M23, des responsables locaux Banyamulenge et des membres de la société civile en République démocratique du Congo et au Kenya, ainsi que des jeunes Banyamulenge, ont indiqué que la majorité des jeunes Banyamulenge avaient été trompés et orientés vers le M23 au lieu des Twirwaneho¹⁸⁷.

148. Le Groupe d'experts a recueilli des preuves selon lesquelles plusieurs organisations représentant les intérêts des Banyamulenge en République démocratique du Congo et dans l'ensemble de la région étaient associées au mécanisme de recrutement au niveau régional. D'après plusieurs sources, des personnes appartenant aux antennes locales de la Mahoro Peace Association ont apporté un soutien financier à ce mécanisme de recrutement, notamment Willy Munezero et Jean-Luc Muvura au Kenya¹⁸⁸.

149. Le Groupe d'experts a établi que le M23 a exécuté au moins huit Banyamulenge, recrutés au Kenya et en Ouganda, alors qu'ils tentaient de fuir le groupe¹⁸⁹. Plusieurs recrues Banyamulenge ont également été tuées lors des combats entre le M23 et les FARDC.

F. Recrutement et utilisation d'enfants : le cas des Twirwaneho

150. La plupart des groupes armés actifs dans le Sud-Kivu ont utilisé des enfants de moins de 18 ans pour participer activement aux hostilités ou remplir d'autres rôles auxiliaires, en violation du régime des sanctions. Le Groupe d'experts a recueilli des preuves attestant de la présence d'enfants dans divers groupes Maï-Maï, ainsi que dans les groupes Gumino et Twirwaneho (S/2021/560, par. 151). Le programme de désarmement, de démobilisation, de relèvement communautaire et de stabilisation a entraîné la démobilisation d'un grand nombre d'enfants, et de nombreux groupes se sont engagés à libérer les mineurs, à l'exception notable des Twirwaneho et des Gumino, qui se sont opposés au processus et ont continué à nier l'existence d'enfants dans leurs rangs¹⁹⁰.

151. Les Twirwaneho, sous la direction de Makanika, ont continué de recruter massivement¹⁹¹, y compris des enfants âgés d'à peine 12 ans¹⁹². Les enfants étaient utilisés pour garder des positions, effectuer des patrouilles, recueillir des renseignements, participer à des opérations de combat, servir d'escorte personnelle ou travailler comme domestiques dans les camps militaires. Des commandants, dont Makanika, Charles Sematama, Freddy Rushombo, Kamasa et Gakunzi, ont utilisé des mineurs âgés de 14 à 15 ans, notamment comme escortes armées¹⁹³. Les nouveaux

¹⁸⁶ Sources : membres de la communauté Banyamulenge, FARDC, MONUSCO et membres de la société civile.

¹⁸⁷ Sources : ex-combattants des Twirwaneho et du M23, membres de la communauté Banyamulenge, membres de la société civile et MONUSCO.

¹⁸⁸ Sources : membres de la société civile, membres de la communauté Banyamulenge, services de sécurité et MONUSCO.

¹⁸⁹ Sources : ex-combattants des Twirwaneho et du M23, membres de la communauté Banyamulenge et MONUSCO.

¹⁹⁰ Sources : chercheurs, source gouvernementale, ex-combattant des Twirwaneho, membres de la société civile et MONUSCO.

¹⁹¹ Le Groupe d'experts a déjà signalé que Michel Rukunda (alias Makanika) utilisait des enfants comme escortes personnelles, en 2010, alors qu'il était commandant adjoint des Forces républicaines fédéralistes (S/2010/596, par. 131 et 132), et en 2011 alors qu'il était commandant adjoint des FARDC pour l'opération Amani Leo au Sud-Kivu (S/2011/738, par. 655 et 656).

¹⁹² Sources : chercheur, ONG, membres de la société civile, FARDC et MONUSCO.

¹⁹³ Sources : chercheurs, membres de la société civile, ex-combattant des Twirwaneho, déclarations d'anciens enfants soldats et MONUSCO.

combattants, y compris les mineurs, ont continué à être recrutés aux niveaux local, national et régional, y compris par la force, presque exclusivement parmi la communauté Banyamulenge¹⁹⁴ (S/2021/560, par. 133 à 137, 141 et 142).

152. Les Twirwaneho ont continué de s'appuyer sur des civils armés dans les villages, qui étaient comme une force de réserve à mobiliser en cas de besoin pour repousser des attaques ou mener des opérations offensives (voir aussi S/2021/560, par. 136)¹⁹⁵. Lors d'une visite du Groupe d'experts à Minembwe, en mars 2023, des notables locaux, des responsables de la société civile et des représentants de la communauté ont ouvertement admis qu'en cas de menace, tous les membres de la communauté, y compris les femmes et les écoliers¹⁹⁶, participaient aux combats.

153. Plusieurs sources ont indiqué qu'une campagne massive de recrutement et d'entraînement avait été menée au cours de l'été 2022. Des élèves à partir de l'âge de 12 ans, des enseignants et des pasteurs ont été enrôlés et ont suivi un entraînement militaire obligatoire, qui a duré au moins un mois, pendant les vacances scolaires¹⁹⁷. La majorité des recrues ont été formées dans un camp situé dans la forêt de Bijabo, et Makanika lui-même faisait partie des formateurs¹⁹⁸. Par la suite, certains enfants sont restés dans les camps militaires, tandis que d'autres sont retournés dans leurs villages, ont été munis d'armes et mis dans une force de réserve¹⁹⁹. Des enfants démobilisés ont indiqué qu'ils devaient effectuer des patrouilles de nuit²⁰⁰.

154. Saint Cadet Ruvuzangoma, Président de la société civile de Minembwe et membre actif des Twirwaneho (S/2022/967, par. 109), a confirmé lors d'un entretien avec le Groupe d'experts qu'à Minembwe, tous les jeunes Banyamulenge faisaient des « rondes » pour patrouiller autour des villages et que les « inexpérimentés », y compris les « élèves » qui ne savaient pas manier une arme, ont tous suivi un entraînement pendant l'été 2022 pour « bien faire face aux attaques ».

155. Si certaines recrues ont rejoint les Twirwaneho de leur plein gré, le recrutement forcé est resté d'usage. De nombreux civils ont été tués ou punis pour avoir refusé de s'engager ou d'envoyer leurs enfants (voir annexe 75)²⁰¹.

156. Les Twirwaneho et certains dirigeants locaux sont restés farouchement opposés à la démobilisation²⁰². Ils ont menacé d'attaquer les biens et la base de la MONUSCO à Minembwe si elle maintenait le processus de démobilisation²⁰³. À la suite de l'assassinat d'un Casque bleu à Minembwe le 30 septembre 2022 (S/2022/967, par. 108 à 110), le nombre de démobilisations facilitées par la MONUSCO a nettement chuté, et une autre organisation travaillant dans le domaine de la démobilisation a suspendu ses activités dans la région²⁰⁴.

¹⁹⁴ Sources : chercheurs, membres de la société civile, FARDC, autorités gouvernementales et MONUSCO.

¹⁹⁵ Sources : chercheurs, membres de la société civile, ex-combattants des Twirwaneho et MONUSCO.

¹⁹⁶ À préciser qu'il s'agissait uniquement d'enfants fréquentant l'école secondaire et non l'école primaire.

¹⁹⁷ Sources : chercheur, témoignages d'enfants démobilisés et MONUSCO. D'après plusieurs sources, la formation s'est déroulée en plusieurs fois.

¹⁹⁸ Sources : membres de la société civile, MONUSCO, chercheurs et témoignages d'enfants démobilisés.

¹⁹⁹ Sources : chercheur, membres de la société civile, anciens enfants soldats et MONUSCO.

²⁰⁰ Sources : membres de la société civile et MONUSCO.

²⁰¹ Sources : ONG, chercheurs, ex-combattant des Twirwaneho, FARDC et MONUSCO.

²⁰² Sources : chercheur, membres de la société civile, ex-combattant des Twirwaneho et MONUSCO.

²⁰³ Sources : FARDC, membres de la société civile et MONUSCO.

²⁰⁴ Statistiques de la MONUSCO.

G. Financement des Twirwaneho

157. Les enquêtes menées par le Groupe d'experts ont révélé que les Twirwaneho continuaient à financer leurs opérations par un modèle combinant impôt local et financement par la diaspora (voir également [S/2022/479](#), annexe 82). Soutenir les Twirwaneho, responsables de meurtres, de recrutement d'enfants et d'attaques contre le personnel des Nations Unies (voir par. 150 à 156 ci-dessus et [S/2022/967](#), par. 108 à 113), constitue une violation du régime de sanctions.

Impôt local

158. Le groupe Twirwaneho est financé en premier lieu par un impôt qu'il prélève sur les membres de la communauté Banyamulenge vivant dans les zones qu'il contrôle. D'autres personnes n'appartenant pas à la communauté Banyamulenge ont également été contraintes de payer par crainte de représailles²⁰⁵.

159. Les investigations menées par le Groupe d'experts ont révélé un système d'imposition mensuelle ; par exemple, les policiers, les commerçants et les conducteurs de motos devaient payer 10 dollars chacun, tandis que les enseignants payaient 10 000 francs congolais. Un enseignant basé dans le groupement de Bijombo a déclaré que ses collègues et lui devaient payer ce montant à des agents spéciaux appartenant à un comité des Twirwaneho.

160. Des sources basées à Minembwe et des sources proches des Twirwaneho ont également informé le Groupe d'experts que des institutions financières locales participaient à ce système d'imposition. Par exemple, deux enseignants qui recevaient leur salaire par l'intermédiaire de banques locales ont déclaré que l'impôt était déduit directement par leur banque.

161. Un commandant des Twirwaneho, Charles Gikwerere (voir [S/2021/560](#), annexe 95), a été cité comme étant au centre du financement local des Twirwaneho, gérant, dans le commandement du groupe, tout l'argent issu de ces impôts illégaux²⁰⁶.

Appui essentiel de la diaspora

162. Outre les impôts locaux prélevés dans les zones contrôlées par les Twirwaneho, l'appui financier de la diaspora a été important. Des sources de la communauté Banyamulenge en République démocratique du Congo et à l'étranger, d'anciens membres des Twirwaneho, des chercheurs, d'autres membres de groupes armés opérant sur le territoire de Fizi et des services de sécurité ont confirmé que les principales sources de financement des Twirwaneho provenaient de la diaspora Banyamulenge dans la région et aux États-Unis. Plusieurs combattants ayant quitté le groupe armé en mars 2023 ont déclaré au Groupe d'experts que leurs supérieurs avaient souvent fait allusion à ce financement, leur conseillant de travailler dur afin de faire honneur à l'argent fourni par la diaspora.

163. Le Groupe d'experts a établi que des dirigeants de la diaspora basée aux États-Unis ont publiquement exhorté les membres de la communauté à apporter un soutien financier aux Twirwaneho. Par exemple, lors d'une cérémonie commémorative aux États-Unis en l'honneur d'un commandant des Twirwaneho décédé, Bonheur Sekunzi Muragwa²⁰⁷, trois responsables locaux liés à la Mahoro Peace Association²⁰⁸ ont exprimé leur soutien aux Twirwaneho ; l'un d'entre eux a demandé au public

²⁰⁵ Sources : ex-combattant des Twirwaneho et chefs de la communauté Minembwe.

²⁰⁶ Sources : ex-combattant des Twirwaneho, chercheurs, enseignants, autres personnes provenant de Minembwe et MONUSCO.

²⁰⁷ Source : ex-dirigeant des Twirwaneho décédé en prison à Kinshasa.

²⁰⁸ Sources : responsables de la communauté Banyamulenge aux États-Unis et MONUSCO.

d'augmenter sa cotisation mensuelle de 20 dollars afin de soutenir des personnes comme Bonheur, qui « partent au combat pieds nus et affamées »²⁰⁹. Un autre responsable local a menacé ceux qui ne contribuait pas d'être exclus de la communauté (voir annexe 76).

Mahoro Peace Association

164. La Mahoro Peace Association, fondée par des Banyamulenge aux États-Unis, est l'une des plus grandes associations communautaires Banyamulenge au monde. Plusieurs responsables locaux ont quitté la Mahoro Peace Association pour créer une autre association appelée Banyamulenge Mutuality-Unity. Ils ont informé le Groupe d'experts que leur décision avait été motivée par le fait que les dirigeants de la Mahoro Peace Association ne soutenaient que les Twirwaneho et non les Gumino. Ils se sont également opposés au rapprochement entre les Twirwaneho, la Mahoro Peace Association et le Rwanda (voir par. 143 plus haut).

165. Plusieurs sources ont expliqué que les contributions de la diaspora, notamment de la Mahoro Peace Association, ont commencé quand les Twirwaneho étaient encore un groupe d'autodéfense (S/2021/560, par. 133), mais que les cotisations ont augmenté sous le commandement de Makanika²¹⁰. Selon ces sources, plus les combattants faisaient de conquêtes militaires, plus ils recevaient de fonds.

166. La Mahoro Peace Association n'a pas donné au Groupe d'experts toutes les informations sur les transferts d'argent effectués vers la République démocratique du Congo et la région, mais a confirmé qu'elle avait dépensé 384 286 dollars pour l'aide humanitaire en 2022. Sur la base de ce montant et d'informations supplémentaires obtenues au cours de ses enquêtes, le Groupe d'experts a estimé que la Mahoro Peace Association avait acheminé plus d'un million de dollars dans la région depuis 2020.

167. La Mahoro Peace Association a déclaré au Groupe d'experts que les fonds qu'elle envoyait dans la région étaient exclusivement destinés à répondre à des besoins humanitaires par l'intermédiaire de membres de la communauté Banyamulenge au Burundi, au Kenya, en République démocratique du Congo et au Rwanda. Le Groupe d'experts a reçu des preuves que certains de ces membres étaient liés aux Twirwaneho, et plusieurs sources ont indiqué que certains fonds ont été détournés au profit des Twirwaneho²¹¹.

VI. Primera Gold DRC : un nouveau partenariat entre les Émirats arabes unis et la République démocratique du Congo contre la contrebande de l'or

168. À la suite des accords de coopération signés entre la République démocratique du Congo et les Émirats arabes unis en octobre 2021²¹², la société Primera Gold DRC a été créée en décembre 2022. Fruit d'un partenariat public-privé, la société a officiellement lancé ses exportations d'or artisanal le 13 janvier 2023. D'après ce que plusieurs sources au sein du Gouvernement congolais et de Primera Gold DRC ont rapporté au Groupe d'experts, cette initiative visait à lutter contre la contrebande de l'or et à promouvoir le commerce équitable de l'or produit dans le pays,

²⁰⁹ Plusieurs sources ont indiqué au Groupe d'experts que la cotisation mensuelle type collectée par la Mahoro Peace Association aux États-Unis s'élevait à 20 dollars.

²¹⁰ Sources : membres de la communauté Banyamulenge et MONUSCO.

²¹¹ Sources : communauté Banyamulenge, MONUSCO, membres de la société civile, anciens membres et ex-combattants des Twirwaneho.

²¹² Les accords couvrent plusieurs aspects économiques, notamment les douanes et la promotion et la protection des investissements dans les deux pays.

conformément à une recommandation du Groupe d'experts (S/2017/1091, par. 102). De janvier à mars 2023, la société Primera Gold DRC a exporté plus de 500 kg d'or artisanal, alors qu'en 2022, le total officiellement exporté par la République démocratique du Congo était de 42,25 kg, démontrant ainsi que le commerce de l'or artisanal dans le pays a toujours été largement sous-déclaré et pratiqué essentiellement par des réseaux illicites (S/2016/466, par. 123 et 157 ; et S/2019/469, par. 165).

169. Conformément à son mandat de surveillance du commerce de l'or provenant de la République démocratique du Congo pour s'assurer qu'il ne finance pas des groupes armés ou des réseaux criminels, le Groupe d'experts a enquêté sur les activités de la société Primera Gold DRC. Il a eu des échanges constructifs avec tous les acteurs concernés, notamment les autorités congolaises et des Émirats arabes unis et les représentants de la société Primera Gold DRC. Le Groupe a conclu que, même si la société peut contribuer à ce que les exportations d'or passent par les voies officielles, un certain nombre de défis pourraient compromettre le projet.

Mécontentement du secteur minier

170. D'après plusieurs sources, la décision de créer la société Primera Gold DRC a été prise sans consultation avec la Ministre des mines, alors que ces questions relèvent clairement de son mandat²¹³. Trois sources averties ont informé le Groupe d'experts que la Ministre avait désapprouvé l'accord et donc refusé de cosigner le décret régissant les activités de la société (voir annexe 77). D'autres sources averties ont confirmé que le Centre d'expertise, d'évaluation et de certification des substances minérales précieuses et semi-précieuses (CEEC) ne voulait pas délivrer les certificats de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) pour deux exportations de la société Primera Gold DRC en janvier 2023. Le CEEC avait exprimé des doutes sur la conformité de ces exportations avec les lois congolaises et les conditions d'exportation définies par le Mécanisme régional de certification de la CIRGL, notamment que l'or doit être commercialisé à partir d'un site validé, que la chaîne d'approvisionnement ne doit pas être liée au financement des groupes armés et qu'il ne doit pas impliquer le travail d'enfants. Selon des sources du Groupe d'experts, le CEEC n'avait pas toutes les informations nécessaires lui permettant de confirmer le respect de ces conditions. Cependant, le CEEC a mis fin à cette opposition à la suite de l'intervention de la Présidence de la République Démocratique du Congo. Des sources au sein de la Présidence et de Primera Gold DRC ont à leur tour dit au Groupe d'experts que le Ministère des mines craignait de perdre les gains financiers tirés de la contrebande de l'or, d'où son opposition.

171. Le Groupe d'experts a reçu des informations selon lesquelles des responsables du Ministère des mines et des services miniers spécialisés ainsi que la Ministre elle-même ont subi des pressions pour accepter finalement l'initiative de Primera Gold DRC. Ils craignaient des représailles de la part de la Présidence de la République démocratique du Congo, qui avait fait de Primera Gold DRC la pierre angulaire de ses initiatives dans le secteur aurifère²¹⁴.

172. Des responsables du Ministère des mines et des services miniers spécialisés aux niveaux national et provincial se sont également inquiétés du fait que d'après l'accord, Primera Gold DRC avait un monopole de fait sur les exportations d'or artisanal de la République démocratique du Congo. Cette inquiétude était partagée par les acteurs économiques du Sud-Kivu, qui ont examiné l'arrêté ministériel du 14 mars 2023 (voir annexe 78). Ils ont relevé que l'ordonnance exigeait des

²¹³ Sources : fonctionnaires, y compris des hauts fonctionnaires de plusieurs ministères et des juristes.

²¹⁴ Sources : milieux diplomatiques et hauts responsables connaissant le dossier.

négociants qu'ils exportent par mois au moins 100 kg d'or de la République démocratique du Congo, ce qui, selon eux, aurait pour effet d'exclure tous les autres acteurs du marché au profit de Primera Gold DRC.

Risque que la société Primera Gold DRC serve de canal officiel de blanchiment de l'or illégal

173. Le Groupe d'experts a rencontré les responsables de Primera Gold DRC pour parler des politiques mises en place par la société pour déterminer l'origine précise de l'or acheté et exporté. Il a par la suite envoyé des lettres à ce sujet à Primera Gold DRC et à AuricHub, la raffinerie basée à Abu Dhabi qui raffine l'or exporté par Primera Gold DRC. Le Groupe d'experts a indiqué que les deux entreprises avaient coopéré avec lui. Il a confirmé que la politique de diligence raisonnable de Primera Gold DRC couvrait les éléments requis par les instruments nationaux et internationaux. Toutefois, il a fait remarquer que dans la pratique, l'application devrait faire l'objet d'un suivi, car c'est là qu'il peut y avoir des problèmes.

174. Par exemple, la société s'est appuyée sur la traçabilité effectuée par le Service d'assistance et d'encadrement de l'exploitation minière artisanale et à petite échelle, qui ne surveille qu'un nombre limité de sites d'extraction de l'or. Il est donc fort possible que la chaîne d'approvisionnement de Primera Gold DRC contienne de l'or produit à partir de sites qui restent sous le contrôle de groupes armés, y compris dans le territoire de Fizi (S/2022/479, par. 170 à 178). Les preuves recueillies indiquaient déjà que plusieurs fournisseurs de la société s'approvisionnaient sur des sites illégaux dans les territoires de Fizi et de Shabunda²¹⁵. Le Groupe d'experts n'a pas pu confirmer si de l'or provenant de sites illégaux a été vendu à Primera Gold DRC et entend collaborer avec la société pour poursuivre l'enquête sur cette affaire.

175. Bien que le Groupe d'experts n'ait pas de preuves indéniables d'activités illégales menées par AuricHub en République démocratique du Congo, il note que la raffinerie n'a pas encore fait l'objet d'un audit des Émirats arabes unis ou d'un audit d'approvisionnement responsable reconnu à l'échelle internationale.

VII. Augmentation de la contrebande transfrontière de l'or vers le Burundi

176. Pendant la période examinée, le Groupe d'experts a constaté une augmentation des activités d'un réseau criminel composé de civils, d'acteurs économiques et d'intermédiaires burundais et congolais et d'agents burundais en tenue qui se livraient à la contrebande de l'or entre la République démocratique du Congo et le Burundi.

177. Plusieurs sources ont informé le Groupe d'experts que les tensions actuelles entre la République démocratique du Congo et le Rwanda (voir par. 62 plus haut) avaient perturbé la route de la contrebande de l'or vers le Rwanda²¹⁶, car les autorités congolaises avaient augmenté le contrôle des biens et des personnes transitant par la frontière²¹⁷. Par conséquent, les contrebandiers, y compris ceux liés aux groupes armés qui contrôlent les sites de production d'or dans les territoires d'Uvira et de Fizi, détournent de plus en plus le transfert illicite de l'or vers le Burundi, qui s'est avéré une plaque tournante de l'or commercialisé illégalement depuis la République démocratique du Congo (S/2016/466, par. 159 à 164).

²¹⁵ Sources : personnes connaissant l'activité aurifère à Baraka et Bukavu.

²¹⁶ Sources : membres de la société civile, chercheur et acteurs du secteur minier.

²¹⁷ Ibid.

178. Le Groupe d'experts a identifié un homme qui était au cœur des activités du réseau. Il s'est présenté sous différents noms, Célestin Nduwimana ou Gedeon Bigirimana, et comme ayant des occupations différentes, agent de renseignement burundais basé à Uvira ou policier burundais détaché à Uvira, où il prétendait assister le contingent burundais de la force régionale de la Communauté d'Afrique de l'Est. ~~Ø~~, Le numéro de téléphone de la République démocratique du Congo utilisé par Célestin Nduwimana était enregistré sous un autre nom.

179. D'après de nombreuses sources, Nduwimana était un intermédiaire clé qui mettait des contrebandiers de la République démocratique du Congo en contact avec des acheteurs du Burundi²¹⁸. Le Groupe d'experts a confirmé qu'à six reprises au moins, entre décembre 2022 et mars 2023²¹⁹, Nduwimana a facilité l'acheminement d'or pour un total de 11 kg²²⁰. Selon les informations reçues, ces transactions ont généré l'équivalent de 455 000 dollars²²¹.

180. Ces six transactions ont révélé le modus operandi du réseau criminel concerné. Nduwimana a d'abord contacté des contrebandiers à Uvira pour leur faire part de son intérêt et leur promettre une opération lucrative au Burundi, leur garantissant la protection des autorités burundaises une fois qu'ils auraient franchi la frontière.

181. L'or provenant de la République démocratique du Congo a ensuite été blanchi par l'intermédiaire de coopératives officielles au Burundi (voir annexe 79). Plusieurs sources complices ont dit au Groupe d'experts que Nduwimana facilitait également les contacts entre les contrebandiers souhaitant passer au Burundi et les représentants des coopératives gérant des sites miniers au Burundi. Au cours de ses enquêtes, le Groupe d'experts a par exemple obtenu un document manuscrit décrivant un accord frauduleux entre les coopératives Koribilorwa Twikenure Minyago et Dukorere Hamwe Dusoze Ikiwi pour acheter de l'or à des individus en provenance de la République démocratique du Congo²²². L'un des signataires de ce document est Noël Nshimirimana. Le Groupe d'experts a obtenu un numéro de téléphone utilisé par Nshimirimana pour entrer en contact avec d'autres membres du réseau et constaté qu'il était enregistré sous un autre nom.

182. Selon plusieurs personnes servant de « mules » (transporteurs) pour ce réseau criminel, l'or qu'elles transportaient vers le Burundi provenait des sites miniers de Misisi ou de Nyange, en République démocratique du Congo. Au moment de passer la frontière, elles répartissaient l'or entre plusieurs personnes afin de réduire le risque de tout perdre en cas d'arrestation. Toutefois, traverser la frontière entre Uvira, en République démocratique du Congo, et le Burundi présentait peu de problème, compte tenu du laxisme des contrôles et de l'absence de scanners ou de fouilles permettant de détecter le minerai.

183. Selon des sources des services de sécurité de la République démocratique du Congo et des personnes contactées par Nduwimana, celui-ci a déclaré qu'il agissait sur ordre de ses chefs hiérarchiques. Le Groupe d'experts n'a pas été en mesure de confirmer si Nduwimana opérait à titre officiel ; cependant, il a rassemblé un ensemble de preuves démontrant qu'il agissait avec la bénédiction de hauts fonctionnaires.

²¹⁸ Sources : services de sécurité, acteurs économiques et personnes proches de Nduwimana au fait de la contrebande de l'or à la frontière entre la République démocratique du Congo et le Burundi.

²¹⁹ Le réseau exporte de plus grandes quantités. Nduwimana a dit à plusieurs de ses partenaires qu'il était en contact avec des individus dans plusieurs autres régions de la République démocratique du Congo.

²²⁰ Sources : individus participant aux opérations avec Nduwimana.

²²¹ Ibid.

²²² Document conservé dans les archives du Secrétariat.

184. Trois « mules » ont informé le Groupe d'experts qu'elles avaient été arrêtées à deux postes de contrôle de police sur la route entre Bujumbura et Muyinga alors qu'elles transportaient de l'or. Le chauffeur a mentionné le nom d'un général burundais et elles ont pu passer sans encombre. D'après ces « mules », les policiers burundais avaient été prévenues de leur passage. Selon trois autres sources bien informées, Nduwimana a facilité une rencontre, dans le district de Kamenge, entre des personnes appartenant au réseau de contrebande et un ressortissant burundais, qui s'est présenté comme le général Thierry Habimana. Au cours de cette réunion, Habimana a indiqué qu'il était prêt à apporter son appui. Deux autres « mules » ont indiqué que lorsqu'elles avaient été interpellées pour être fouillées au poste frontière de Gatumba, la fouille avait été interrompue après que Nduwimana eut appelé un agent de la police burundaise.

185. Dans une lettre adressée au Groupe d'experts en avril 2023, les autorités burundaises ont déclaré que les coopératives susmentionnées n'étaient pas impliquées dans l'exploitation de l'or de la République démocratique du Congo et que les personnes identifiées par le Groupe d'experts leur étaient inconnues.

VIII. Recommandations

186. Le Groupe d'experts formule les recommandations ci-après.

Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1533 (2004) concernant la République démocratique du Congo

187. Le Groupe d'experts recommande que le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1533 (2004) concernant la République démocratique du Congo :

a) Encourage tous les États Membres à lui donner un accès libre et immédiat à toutes les informations qu'eux-mêmes, ou des entités privées enregistrées sur leur territoire, pourraient détenir concernant le financement et la fourniture d'armements et matériels connexes aux groupes armés actifs en République démocratique du Congo, y compris concernant l'utilisation d'engins explosifs improvisés par les Forces démocratiques alliées (ADF) (voir par. 22 à 28 et 29 à 39 plus haut) ;

b) Encourage les États Membres à faire en sorte que ni eux ni les éléments sous leur commandement n'apportent un soutien quelconque au Mouvement du 23 mars (M23) ou à tout autre groupe armé (voir par. 54 à 61 plus haut) ;

c) Encourage les entreprises actives dans la chaîne d'approvisionnement de l'or produit en République démocratique du Congo, notamment la société Primera Gold DRC et AuricHub, à faire en sorte que leurs pratiques d'approvisionnement soient pleinement conformes aux exigences nationales, régionales et internationales, notamment aux lignes directrices sur le devoir de diligence adoptées par le Conseil de sécurité dans sa résolution 1952 (2010) (voir par. 173 et 175 plus haut) ;

d) Encourage le Gouvernement congolais à travailler avec les parties prenantes concernées afin de rétablir sans délai l'intégrité de la chaîne d'approvisionnement en étain, tantale et tungstène, notamment à Rubaya, dans la province du Nord-Kivu (voir par. 91 à 97 plus haut) ;

Gouvernement de la République démocratique du Congo

188. Le Groupe d'experts recommande que le Gouvernement de la République démocratique du Congo :

a) Communique sans plus tarder les informations sur les flux financiers destinés aux ADF en provenance de Daech ou d'individus et d'entités qui y sont liés, et collabore avec le Groupe d'experts à ce sujet (voir par. 29 à 39 plus haut) ;

b) Agisse en amont pour saisir les caches d'armes privées et les armes appartenant à des combattants et collabore avec le Groupe d'experts pour déterminer l'origine des armes et des munitions saisies et récupérées (voir par. 52, 53 et 95 plus haut) ;

c) Enquête sur les personnes et entités ci-dessous et engage des poursuites à leur rencontre :

i) Les personnes responsables de violations graves du droit international humanitaire et du droit des droits humains, comme les violations figurant dans le présent rapport (voir par. 18 à 28, 63 à 70 et 124 à 128 plus haut) ;

ii) Les officiers des Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC) qui organisent et coordonnent la coopération entre les éléments des FARDC et les groupes armés, y compris le transfert d'armes et de munitions des stocks officiels gouvernementaux vers les groupes armés, notamment dans les territoires de Rutshuru, Masisi et Nyiragongo (voir par. 71 à 85 plus haut) ;

iii) Les personnes et entités basées en République démocratique du Congo qui contribuent au financement des groupes armés, notamment des ADF et des Twirwaneho (voir par. 160 et 167 plus haut) ;

d) Prenne des mesures urgentes pour prévenir et réprimer les incitations à la discrimination, à l'hostilité et à la violence, ainsi que les actes de cette nature, y compris les discours d'exclusion et le rejet des droits de citoyenneté à l'approche des élections, en particulier à l'encontre des populations rwandophones (voir par. 98 à 103 plus haut) ;

e) Applique sans délai le Programme de désarmement, de démobilisation, de relèvement communautaire et de stabilisation, en mettant l'accent sur la démobilisation des enfants utilisés par les groupes armés, notamment dans la province du Sud-Kivu (voir par. 150 à 156 plus haut) ;

Gouvernement burundais

189. Le Groupe d'experts recommande que le Gouvernement burundais enquête sur les entités et les individus, y compris ceux mentionnés dans le présent rapport, impliqués dans l'exportation frauduleuse d'or de la République démocratique du Congo vers le Burundi, et engage des poursuites contre eux le cas échéant, (voir par. 176 à 185 ci-dessus) ;

Mahoro Peace Association

190. Le Groupe d'experts recommande que la Mahoro Peace Association lui donne des explications, ainsi qu'au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [1533 \(2004\)](#) concernant la République démocratique du Congo, sur la nature de ses relations avec les Twirwaneho et mette au point un mécanisme global de suivi des fonds envoyés en République démocratique du Congo et dans la région (voir par. 167 plus haut).

Annex/Annexe 1:

Map of ADF intended expansion in the DRC

Carte de l'expansion prévue par les ADF en RDC



Map annotated by the Group

Annex/Annexe 2:

Links between ADF and Mai-Mai Malaika

Les liens entre ADF et Mai-Mai Malaika

Sources indicated that while contact between the two groups may predate the death in 2020 of Sheikh Hassan, Mai-Mai Malaika's leader,²²³ contact with ADF has also continued with his successors.

Two ADF collaborators reported that in 2022, Meddie Nkalubo sent them to meet Mai-Mai Malaika leadership in order to propose collaboration between ADF and Mai-Mai Malaika, as both groups were of Muslim faith. Meddie Nkalubo instructed one of these collaborators to host individuals coming from Salamabila in 2022 and transiting through Goma before joining ADF camps.

²²³ Researchers and intelligence sources.

Annex/Annexe 3:

Da'esh claims of attacks perpetrated by ADF in March and April 2023, published by Islamic State and Amaq News Agency

Revendications de Da'esh concernant des attaques perpétrées par l'ADF en mars et avril 2023, publiées par l'État islamique et l'agence de presse Amaq

(1) Claim and pictures of Mukondi attack of 8 March 2023



Above: Da'esh claim of Mukondi attack. Provided to the Group by security sources.



Above: Amaq News Agency publication of Da'esh claim, published on 10 March 2023. Provided to the Group by security sources.

Translation:

“Thanks to God, soldiers of the Caliphate attacked the Christian village of Mukondi in the Beni area the day before yesterday, where the mujahideen stormed the village, targeting a grouping of Christians with various weapons, resulting in the deaths of at least 35 Christians and the wounding of others, and the mujahideen burned down Christian houses inside the village and captured some of their possessions, and then returned to their positions safely.”

Amaq editorial published on 14 March 2023²²⁴ on attacks perpetrated in the first two weeks of March 2023, including the attack on Mukondi:

“Congo - North Kivu - Amaq Agency: Upwards of 65 were killed within the ranks of the African Christians in a new series of attacks by the Islamic State in the Beni area of North Kivu of eastern Congo. A security source told Amaq Agency that fighters of the Islamic State managed to undertake the consecutive wide scale attacks over the course of the last week on numerous Christian villages in Beni.

²²⁴ Provided to the Group by security sources.

The source added that the fighters attacked last Saturday the village of Kirindera, killing at least 20 Christians and burning down hotels and government structures in addition to houses and various possessions. The source then said that a new attack conducted by the fighters occurred last Sunday, targeting a grouping of Christians in the village of Mabinduno and other nearby villages of Mabulingwa, Kininga and Vulira, resulting in the deaths of more than 30 Christians, among them a village chief. Likewise, the source added that another attack on Tuesday in the village of Mwendiba and its surroundings left at least 15 killed, among them a priest, and a church burned. And remember that upwards of 40 Christians were killed last Wednesday in an attack on the village of Mukondi. These attacks caused a large wave of displacement among the Christian ranks in the areas.

The source stated to Amaq that these attacks, which are continuing even during the writing of this report, are within the context of the practical application of the Qur'an and Sunnah, which states to fight the Christians until they submit to Islam or pay Jizyah to the Muslims.

It is also noteworthy that the Congolese Government is still unable to protect its Christian citizens, despite the military and political alliances it has pursued in the last years to target fighters and the rising attacks of the Islamic State.”

(1) Claim of Musandaba attack of 8 April 2023



Claims published by Da'esh and provided to the Group by security sources

Translation:

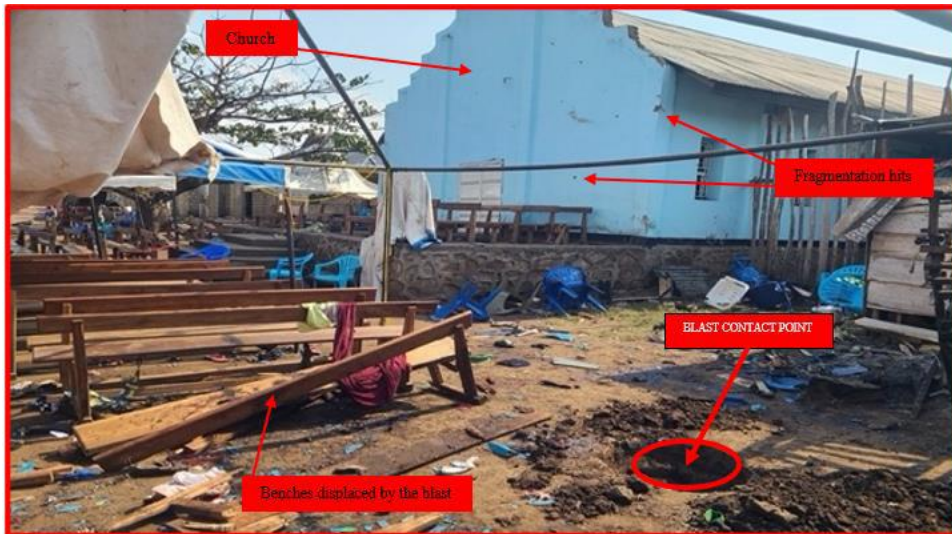
“Thanks to God, soldiers of the Caliphate attacked groupings of infidel Christians near the village of Musandaba in the Beni area yesterday with various weapons, resulting in the death of at least 20 Christians and the burning of a vehicle and motorcycle and other possessions, and the mujahideen returned to their positions safely.”

Annex/Annexe 4:

IED detonation in Kasindi on 15 January 2023

Explosion d'un engin explosif improvisé à Kasindi le 15 janvier 2023

Picture and schematic analysis of the blast site scene, showing the church, fragmentation hits, blast contact point and benches displaced by the blast:



Picture and schematic analysis of crater and shrapnel found at the scene:



Pictures and schematics provided by MONUSCO and pictures obtained from DRC security forces and civilians.

Annex/Annexe 5:**Additional elements on Mbusa Mbunga Moise alias Mupalalo****Éléments complémentaires sur Mbusa Mbunga Moise alias Mupalalo**

Mbusa Mbunga Moise, alias Mupalalo (other aliases used: Mbunga Thakukulya and Mbusa Hibrahim), had been arrested in 2020 for collaborating with ADF. In October 2020, he escaped during the Kangbaya jailbreak (see [S/2022/967](#), annex 2). Mupalalo was again arrested on 13 February 2023 in Butembo, as he was picking up a can of nitric acid sent by another ADF collaborator in Kasindi. This ADF collaborator had informed Mupalalo that he had to deliver the nitric acid to Abwakasi, and that the substance was intended for the manufacture of bombs. Several pictures of nails and nitric acid (see below) were found on Mupalalo's cell phone.

When interviewed by the DRC authorities, Mupalalo said that since 2020, he was shipping food supplies but also phones, Motorola radios nails, etc. to ADF commanders through several other ADF collaborators, including "Yahya", "Jeannot", "Mbale Jackson", "Erasmé" and several motorbike drivers. Mupalalo also admitted that he transported two bombs that had been manufactured in ADF camp Isale by Abwakasi. He gave one of the bombs to "Yahya", who lived in Butembo and who transported the bomb to Beni, where it was detonated at Ma Campagne on 25 January 2023. He gave the other bomb to Jeannot, who was to place the bomb at a location in Butembo, possibly Mustanga neighbourhood, central market or a bar.

Mupalalo said that he was coordinating the bomb attacks with Jeannot, Yahya, and another unidentified motorcycle driver. Mupalalo also provided technical details regarding the manufacturing of IEDs.

Mupalalo was in direct contact with several ADF commanders, including Abwakasi, Amigo, Defender and Musa Kamusi. Mupalalo declared that Abwakasi was the one taking the final decision regarding the location and the dates of the IED attacks, and that he required the attacks to inflict the maximum number of casualties.

Mupalalo, however, denied being involved in the Kasindi attack on 15 January 2022.

The above information was provided to the Group by DRC security and intelligence sources and MONUSCO sources.



Picture of Mbusa Mbunga Moise



Acid and second bomb found by DRC judicial authorities at Mupalalo's house in January 2023



Picture found on Mupalalo's phone that he used to purchase the sulphur powder

Photographs provided to the Group by security sources

Annex/Annexe 6:

ISCAP/Da'esh claims of responsibility for the 15 January 2023 explosion in Kasindi

Da'esh revendique la responsabilité de l'explosion du 15 janvier 2023 à Kasindi



ولاية وسط إفريقية
عشرات القتلى والجرحى من النصارى
الكافرين بتفجير لجنود الخلافة داخل كنيسة
بمنطقة (بيني) شرقي الكونغو

Claims published by Da'esh and provided to the Group by security sources

Translation:

“Dozens of unbelieving Christians were killed and wounded in an explosion of the Caliphate soldiers inside a church in the Beni region, eastern Congo.

Sunday 22 Jumada II 1444 AH – Central African State.

By the grace of God Almighty, the soldiers of the Caliphate were able to plant and detonate an explosive device inside a church of unbelieving Christians in the town of Kasindi in the region Beni in eastern Congo, which resulted in the killing of about 20 Christians, and the wounding of dozens of others with varying degrees of severity. And let the Congolese forces and their allies know that their successive campaigns against the Mujahideen will only lead to more failure and loss, God willing.”



Claim published by Da'esh and provided to the Group by security sources

Translation:

“Dozens of Christians were killed and wounded in a (...) bombing by Islamic State fighters inside a church in eastern Congo.

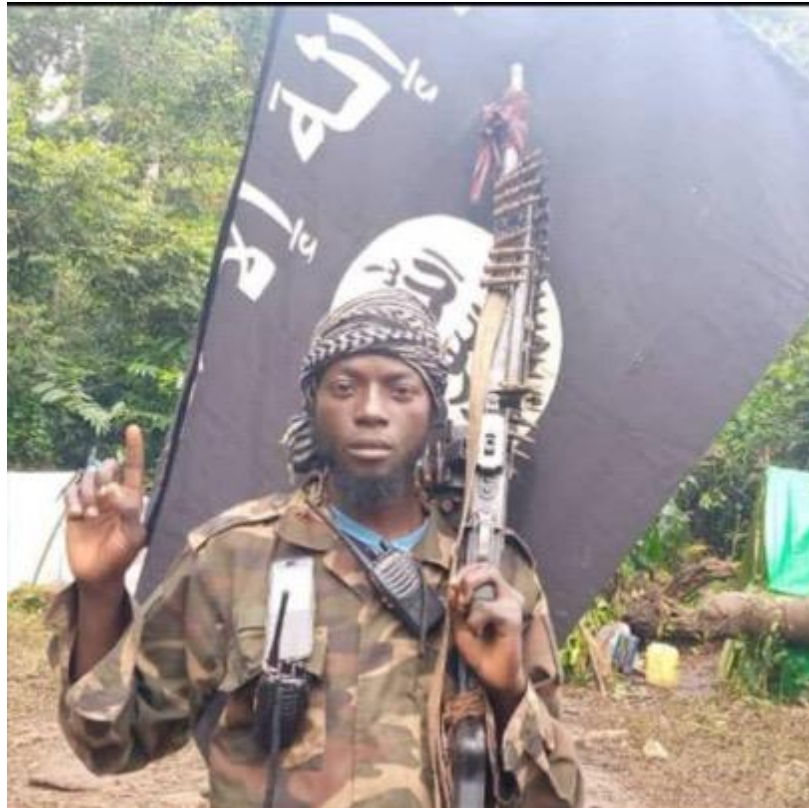
Congo – North Kivu – Amaq Agency: Today, a violent bombing struck a Christian church in the “Beni” region in the “North Kivu” Province, east of the Congo, resulting in the death and injury of dozens of Christians.

Security sources told Amaq Agency, “Islamic State fighters were able to plant and detonate a high-explosive device this afternoon inside a Christian church in Kasindi” in the eastern “Beni” region. The sources added that the bombing targeted a large crowd of Christians who were performing, killing at least 20 Christians and injuring (...) dozens of others, in addition to destroying the church. The same source indicated to Amaq that the qualitative bombing comes to prove the failure of the recent military campaigns of the Congolese forces and their allies in achieving security for their Christians subjects.

15 January 2023.”

Via the instant messenger app Telegram, ADF also published a picture of the person who allegedly placed the bomb, most likely a Ugandan citizen. The Group continues to try to identify this individual and could not confirm the involvement of this individual in the Kasindi attack of 15 January 2023.

ISCAP/Da'esh claim with picture of the person who allegedly placed the IED (unconfirmed):

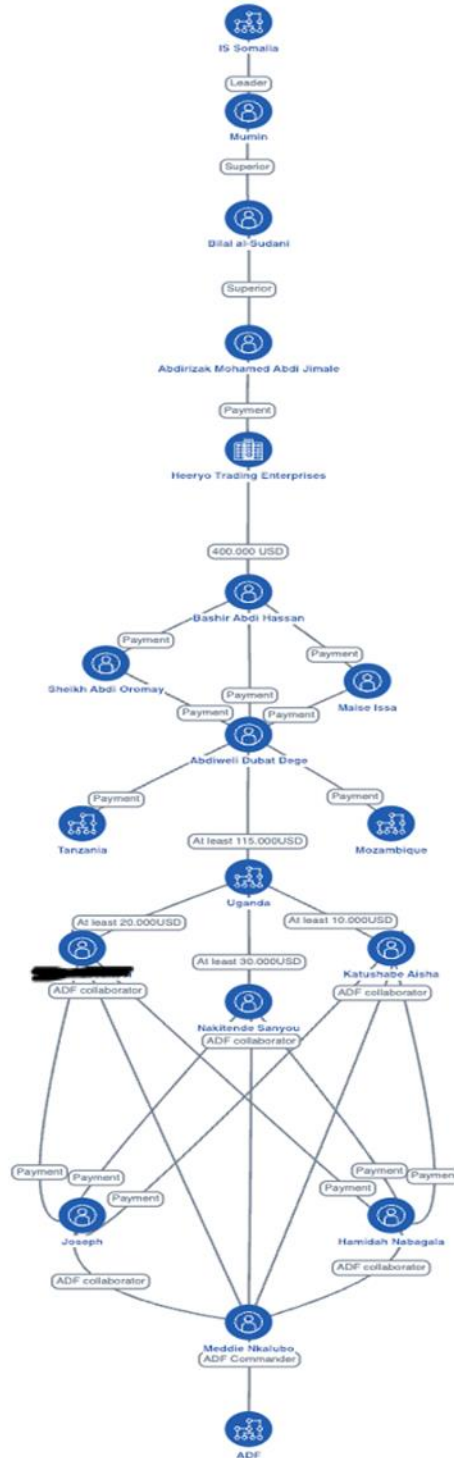


Claim published by Da'esh on 15 January 2023

Annex/Annexe 7:

Simplified diagramme summarizing the cases of financial support from Da'esh to ADF

Schéma simplifié résumant les cas de soutien financier de Da'esh aux ADF



Above: Diagramme prepared by the Group based on available evidence. One name in the diagramme is redacted for security purposes

Annex/Annexe 8:

Bashir Abdi Hassan



Picture of Bashir Abdi Hassan obtained from security sources

Annex/Annexe 9:

Selpal and the risk that third-party payment providers facilitate money flows for Da'esh

Selpal et le risque que des tierces personnes facilitent les flux d'argent au profit du Da'esh

Bashir Abdi Hassan used the payment system of a company called Selpal to facilitate money transfers. He registered with the Selpal system in May 2020.

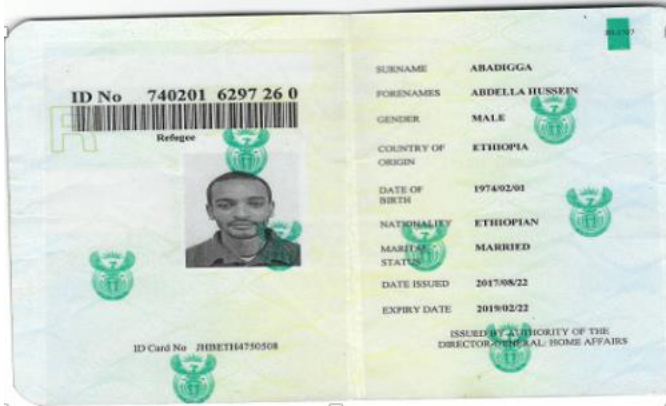
Some of the transfers he facilitated were reportedly made using the Selpal payment system which, inter alia, allows for the use of electronic wallets to deposit and withdraw money and to facilitate the payment of remittances (for example from mobile money services such as Mama Money) from anywhere in the world. As such, this system, commonly referred to as a third-party payment provider (TPPP) system, enables users to convert cash into electronic money for informal (and often unbanked) stores and thus to transfer money to other countries undetected and unconstrained by the rigours of anti-money laundering and anti-terrorism laws in South Africa. For example, Bashir Abdi Hassan reportedly had deposited over 1 million South African rand in his electronic wallet, which he was using to facilitate several of the money transfers made to Dege.

Multiple sources, including insider sources, reported that TPPPs have been used by Da'esh and other criminal networks to send large amounts of money throughout the region.

Annex/Annexe 10:

Copy of Abdella Hussein Abadigga’s official travel documents and photographs of Abadigga and Farhad Hoomer

Copie des documents d’Abdella Hussein Abadigga et photographies d’Abidagga et Farhad



Hoomer

Above: Photographs and ID of Abdella Hussein Abadigga



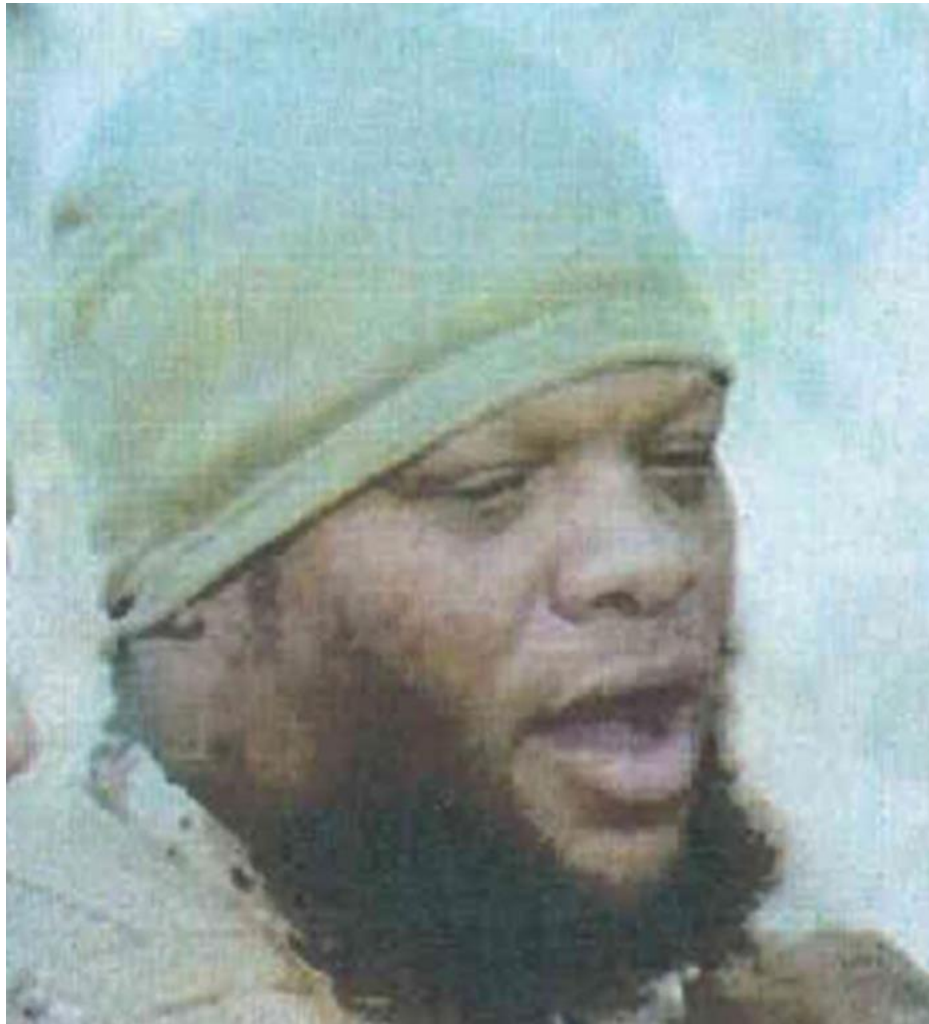
Above: Photograph of Farhad Hoomer

Photograph and documents provided to the Group by security sources

Annex/Annexe 11:

Photograph of Patrick Modise

Photographie de Patrick Modise



Patrick Modise was reportedly arrested in Syria in 2017 and is currently in detention.
Photograph provided to the Group by security sources

Annex/Annexe 12:**Background information, photographs and identification documents of the individuals travelling with Abadigga****Informations générales, photographies et documents d'identité des personnes voyageant avec Abadigga**

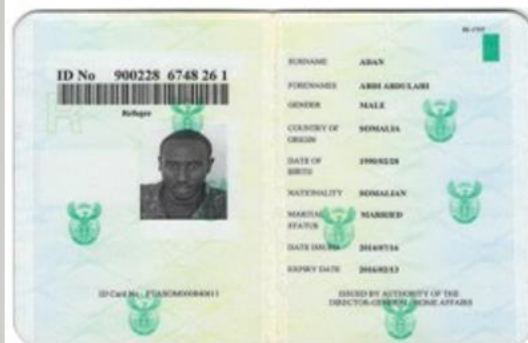
Abdella Hussein Abaddiga and two individuals travelled from South Africa to Goma (via Kinshasa) where they were arrested on 22 October 2017 at the Goma airport as they were trying to join ADF. These individuals were Abdi Abdulahi Adan, a Somali national, and Ahmed Rashad Elema, a Kenyan national. Another individual, Hamisi Issa Shahame, a Tanzanian national (see below) with a South African temporary residence permit, was arrested on 20 October 2017, two days prior to the arrest of Abaddiga and the other individuals, at Goma port coming from South Africa through Burundi.

The Group obtained evidence that Farhad Hooper was in contact with Abwakasi regarding their release. As such, Hooper was in contact with Abadigga's brother and uncle, and with Elema's wife, whom he advised in June 2018 to claim that her husband was only travelling to DRC for business. Hooper was also in contact with the lawyer of these individuals in the DRC. In August 2018, Abwakasi informed Hooper that they had managed to make a deal with a FARDC officer from the Military Intelligence where Abadigga and the others were detained.

Abdi Abdulahi Adan and Abadigga were repatriated to South Africa in February and March 2020, respectively. Hamisi Issa Shahame and Ahmed Rashad Elema were both repatriated in March 2020 to Tanzania and Kenya, respectively, although reportedly they travelled back to South Africa, possibly in 2021.

As mentioned in paragraph 36, before his travel to DRC and after his return, Abadigga was in charge of a Da'esh cell in Mayfair, Johannesburg, reportedly together with Elema.

Below: Photograph and copy of passport and refugee card for Abdi Abdulahi Adan





Below: Picture of Hamisi Issa Shahame



Photographs and copies of documents provided to the Group by security sources

Annex/Annexe 13:

Photographs of the drones and camera seized during Abadigga's arrest in 2017

Photographies des drones et de l'appareil photo saisis lors de l'arrestation d'Abadigga en 2017

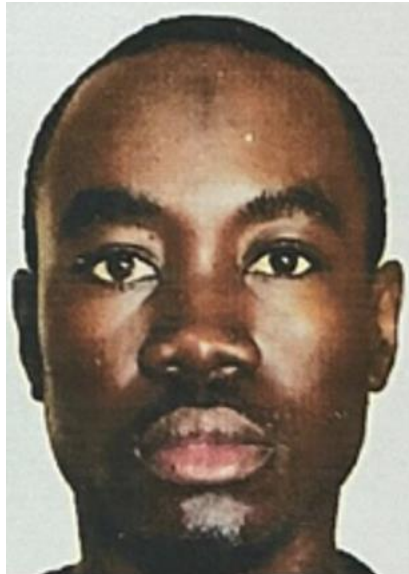


Photographs provided to the Group by security sources

Annex/Annexe 14:

Photograph of Swalleh Abubakar

Photographie de Swalleh Abubakar



Photograph provided to the Group by security sources

Annex/Annexe 15:**Links between ADF and ASWJ****Liens entre les ADF et ASWJ**

As previously reported, since 2019 Da'esh had been referring to ADF in DRC and ASWJ in Mozambique collectively as Islamic State Central African Province or ISCAP, as both groups had pledged allegiance to Da'esh (see [S/2021/560](#), annex 20). ADF was then given authority over ASWJ to which it provided guidance as well as financial support, logistics including training, recruitment and combatants. Leaders of both groups were regularly in contact, and multiple sources reported that Musa Baluku travelled to Mozambique in 2021, and that ASWJ leaders travelled to the DRC in 2017 and 2023.

According to several ADF ex-combatants and abductees, while some combatants came to the DRC from Mozambique until around 2018, conversely several combatants based in the DRC, especially at the ADF camp based around Baraka, South Kivu, joined ASWJ in Mozambique after the camp was dismantled in 2017. Several sources reported that Abdul Rahman Faisal, a religious leader linked to Usafi Mosque, was amongst those sent to Mozambique by Musa Baluku at the end of 2017. Arrested in January 2018 along with other Ugandans, he was presented by the Mozambican authorities as one of the leaders of ASWJ.

However, according to several sources, tensions arose between the two groups over the centralization in the management by ADF, notably of financial support, as well as admonishments by ADF leadership over operational and religious issues. For example, the Group reviewed exchanges between Abwakasi and Hooper in July 2018, in which Abwakasi admonished Hooper for directly contacting and sending money to ASWJ, explaining that ASWJ had pledged allegiance through ADF and that, as such, all communications and support should pass through ADF first. Reportedly, ASWJ then started requesting more autonomy to report directly to Da'esh. Information retrieved from laptops recovered in ASWJ camps showed that, in 2021, ASWJ had been sending its reports directly to IS Somalia leader Mumin in Somalia, such as the list of fighters, ASWJ operational and administrative structures, etc. This might partly explain why Da'esh referred to Mozambique as the "Wilayah Mozambique" from May 2022 onwards, despite initially referring to ASWJ as ISCAP when claiming responsibility for ASWJ attacks since 2019, in the same manner in which it had referred to claims of attacks in the DRC. Da'esh continued to refer to its DRC affiliate as ISCAP in the latest communications.

Annex/Annexe 16:

Additional information on bilateral, regional and international efforts to de-escalate the situation in North-Kivu Province

Informations complémentaires sur les efforts bilatéraux, régionaux et internationaux visant à apaiser la situation dans la province du Nord-Kivu

Since the resumption of the M23 crisis, the African Union (AU), the East African Community (EAC) and the International Conference on the Great Lakes Region (ICGLR) undertook mediation efforts together with some bilateral initiatives. On the different agreements and diplomatic efforts to resolve the crisis, see also [S/2022/967](#), annex 22.

The Group observed that AU-backed political consultations between leaders of the DRC and Rwanda under the leadership of Angolan President João Lourenço, which led to the Luanda Roadmap on 23 November 2022, had mixed results. For example, M23 did not comply with several deadlines for its withdrawal (see para. 46), forcing leaders to change the timelines, while the DRC Government continued to reject calls for negotiations with M23. Equally, various decisions taken during the EAC-led Nairobi process regarding armed groups faced implementations challenges.

Diplomatic and government sources hinted at a disconnect between the EAC-led Nairobi process and the AU/Angola-led Luanda initiative.²²⁵ They also raised concerns over the EAC's reluctance to engage M23 militarily as per its mandate. According to these sources, neither the Nairobi process nor the Luanda political consultations had a substantial impact on the crisis which worsened, as documented in this report.

In parallel, several bilateral initiatives including the French President's visit to the DRC on 4 March 2023 have yet to yield results.

In addition, a planned meeting between Qatar and the DRC through the Luanda process did not take place.

The United States, Belgium, France and the European Union called on Rwanda to end its support to M23.

At the time of drafting this report, the Group noted that no subsequent actions have been taken against Rwanda.

²²⁵ Diplomatic and civil society sources and researchers.

Annex/Annexe 17:

IDP crisis / humanitarian situation in North Kivu

La crise relative aux personnes déplacées / la situation humanitaire au Nord-Kivu

Since the start of the M23 conflict, most notably since the second wave of offensive operations launched on 20 October 2022 (see [S/2022/967](#), para. 31), over 1 million civilians have been displaced in North Kivu Province, fleeing areas occupied by M23 (see below a report by OCHA published on 20 April 2023). Over half of the internally displaced (IDPs) have settled in Nyiragongo territory and on the outskirts of Goma, engendering a catastrophic humanitarian crisis.²²⁶

The dire living conditions in IDP settlements,²²⁷ with poor hygienic and sanitary conditions and inadequate access to health care, led to the outbreak of a cholera epidemic in December 2022,²²⁸ with cases increasing considerably until March 2023.²²⁹ While humanitarian agencies began reporting a cautious return of IDPs to certain areas²³⁰ since mid-March 2023, and the European Union delivered close to 70 tonnes of medical and nutritional supplies in March 2023, roughly half of the IDPs still did not have access to basic emergency aid at the time of writing.²³¹

The influx of IDPs also led to a sharp increase in incidents of sexual violence. Women and children had to walk great distances in search of food and water supplies, which exposed them to higher security risks. According to statistics provided by individuals working with sexual violence survivors working with IDPs in Kanyaruchinya camp, reported rape cases more than tripled in November and December 2022 compared to preceding months, to over 100 cases per month in Nyiragongo health district alone.²³² At least nine women, including four minors (i.e. younger than 18 years), were raped by men wearing FARDC uniforms in or around Kanyaruchinya. In most cases, however, the victims were unable to identify the perpetrators.²³³

Approximately 2,000 schools were forced to close due to the security situation in North Kivu between January 2022 and March 2023, affecting the education of approximately 685,000 children. At least 33 schools were attacked, 28 were occupied by armed groups, and 288 used as shelters by displaced people.²³⁴

²²⁶ According to a source working in the management of the Kanyaruchinya camp, over 255,520 IDPs were officially registered by January 2023.

²²⁷ Witnessed by the Group during a field visit to Kanyaruchinya, North of Goma in January 2023.

²²⁸ As [reported by WHO](#).

²²⁹ OCHA statistics [on ReliefWeb](#) published on 5 April 2023.

²³⁰ In Masisi, Rutshuru and Walikale territories.

²³¹ OCHA statistics [on ReliefWeb](#) published on 5 April 2023.

²³² Source: professionals working with IDPs in Kanyaruchinya.

²³³ Statistics provided by three professionals working with victims of sexual violence.

²³⁴ OCHA statistics [on ReliefWeb](#) published on 5 April 2023.



RD Congo : Situation humanitaire dans la province du Nord-Kivu

17 avril 2023

Ce rapport est produit par OCHA RDC en collaboration avec les partenaires humanitaires. Il couvre la période du 1^{er} au 15 avril 2023

FAITS MAJEURS

- 1,1 millions de personnes déplacées dans le Nord-Kivu depuis mars 2022
- Au moins 40 civils tués dans des attaques armées à Beni entre le 1^{er} et le 15 avril
- Flambée de rougeole dans le Nord-Kivu : 1 800 cas et 13 décès enregistrés en une semaine.
- Lancement d'une distribution de 900 tonnes de vivres à 54 000 personnes déplacées dans le territoire de Lubero

CHIFFRES CLES



2,3 M

personnes déplacées internes au Nord-Kivu au 31 mars 2023
(Source : CMP Nord-Kivu)



2,9K

incidents de protection enregistrés au Nord-Kivu au 31 mars 2023 (Source : Cluster Protection)



114

acteurs humanitaires, dont 66 ONG congolaises, opérationnels au Nord-Kivu
(Source : 3W de mars 2023)

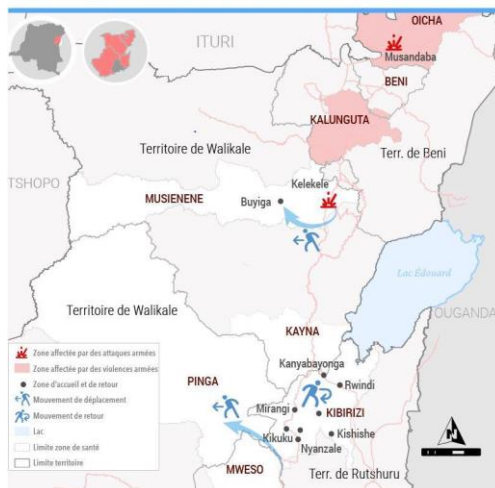
APERÇU DE LA SITUATION

Au moins 1,1 million de personnes déplacées à cause du conflit lié au M23 dans le Nord-Kivu depuis mars 2022

Les affrontements entre l'armée congolaise et le groupe armé Mouvement du 23 mars (M23) ont provoqué le déplacement de plus de 1,1 million de personnes dans le Nord-Kivu depuis mars 2022¹. Plus de 51 % des personnes déplacées internes sont des femmes, 49 % sont des hommes et 58,5 % sont des enfants de moins de 18 ans. La majorité de ces personnes (plus de 51 %) vivent dans le territoire de Nyiragongo et la ville de Goma.

Bien que quelques **timides mouvements de retour** aient été rapportés, notamment dans le territoire de Rutshuru où près de 50 000 personnes déplacées sont retournées chez elles entre le 13 mars et le 1er avril, la situation reste préoccupante

RD CONGO : PROVINCE DU NORD-KIVU



¹ Source: CMP Nord-Kivu Adhoc du 4 avril 2023

Above: OCHA statistics published on 20 April 2023 (page 1), reporting that 1.1 million internally displaced persons have fled their homes in North Kivu Province since March 2022 due to the M23 crisis

Source: ReliefWeb, at <https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/rd-congo-situation-humanitaire-dans-la-province-du-nord-kivu-17-avril-2023> (last consulted on 24 April 2023)

Annex/Annexe 18:

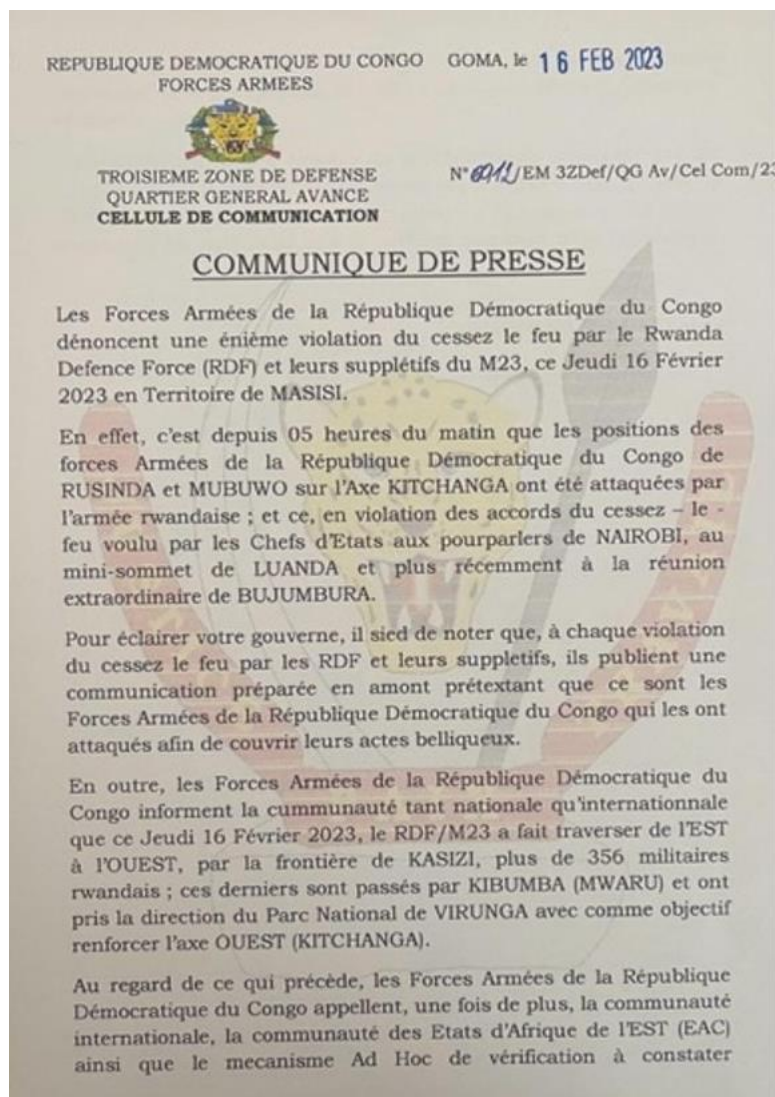
FARDC and M23 accusing each other of breaching successive ceasefire agreements

Les FARDC et le M23 s'accusent mutuellement de violer les accords de cessez-le-feu successifs

- M23 communiqué of 16 December 2022 denouncing a violation of the ceasefire by “the Government coalition”:

Communiqué provided to the Group by M23 sources

- Excerpt from the FARDC communiqué of 16 February 2023 denouncing the violation of the ceasefire agreement by RDF and M23:



Communiqué provided to the Group by FARDC sources

Annex/Annexe 19:

M23-controlled territory in November 2022 compared with the period January-April 2023

Territoire contrôlé par le M23 en novembre 2022 versus janvier-avril 2023

- Below: Map depicting M23 areas of influence in November 2021, and March, July and November 2022, also published in [S/2022/967](#), annex 17:

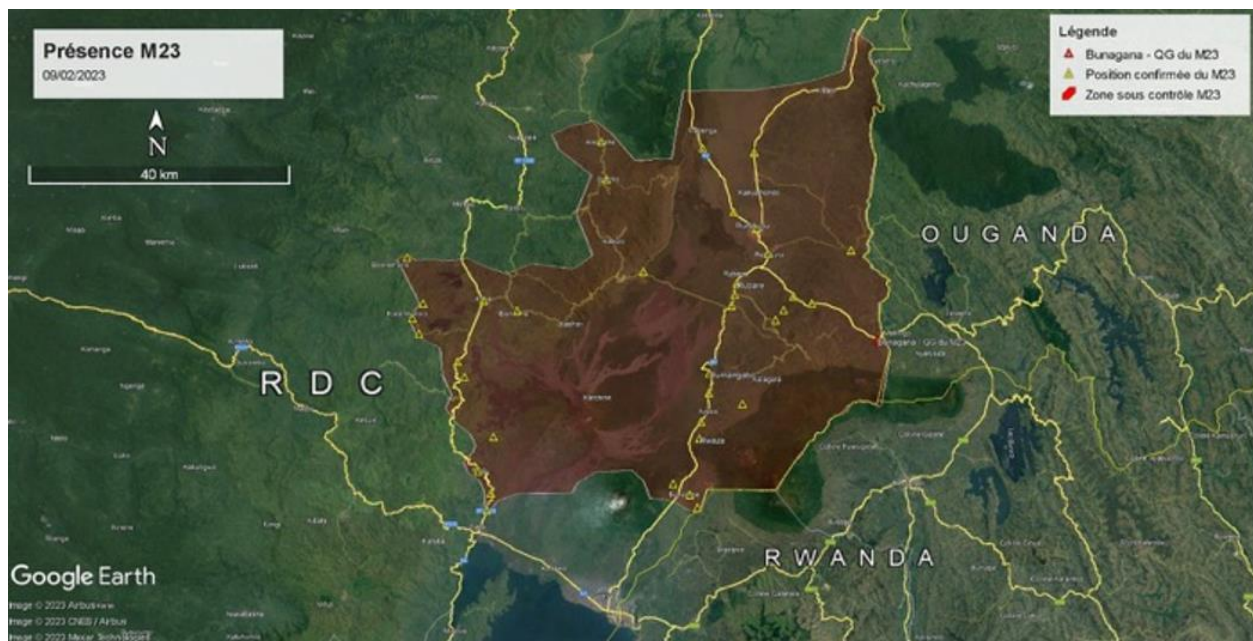


Map provided to the Group by a source with knowledge of the matter and confirmed by the Group's investigations

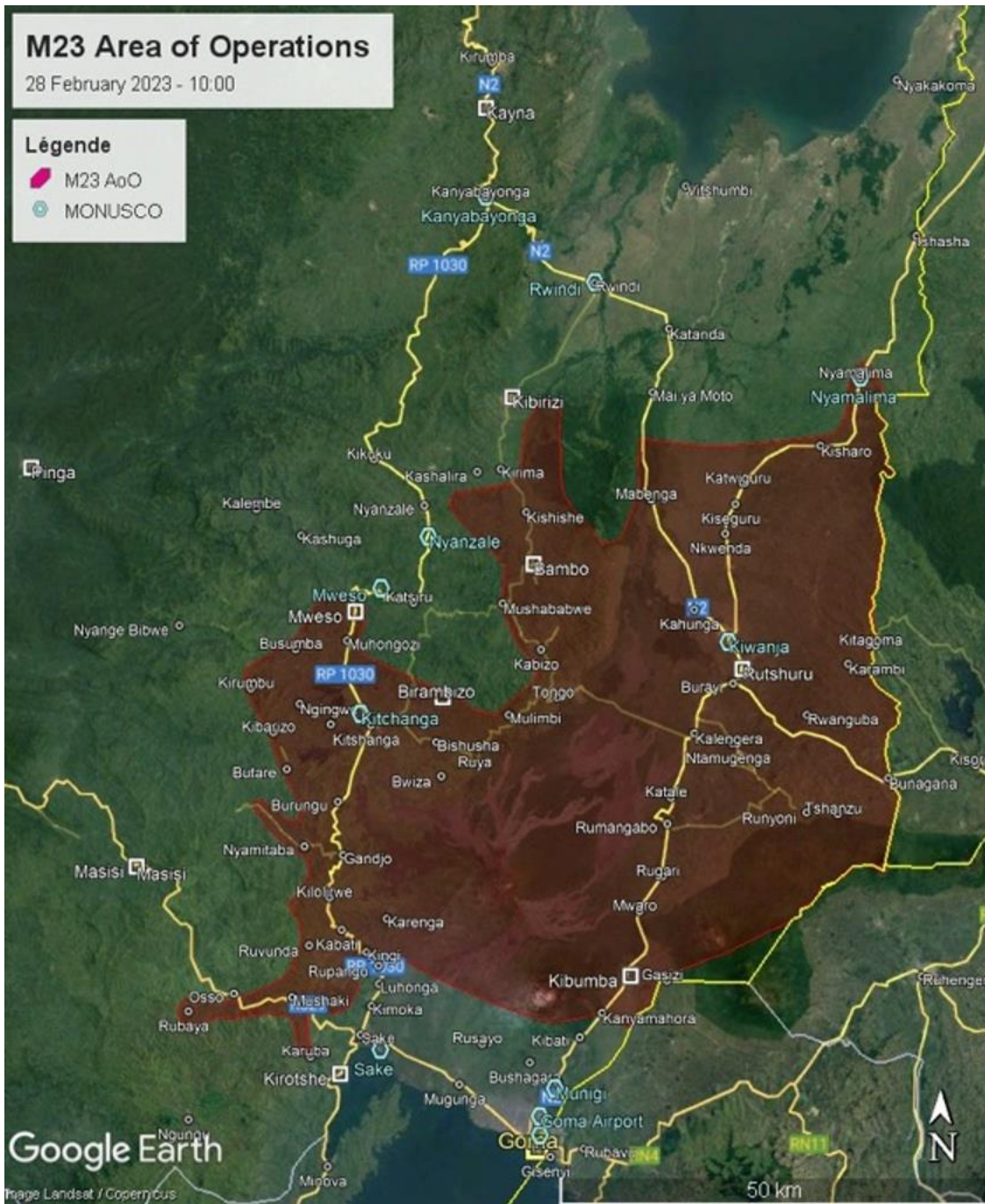
- Below: Map depicting M23 areas of influence and operations as at 6 February 2023:



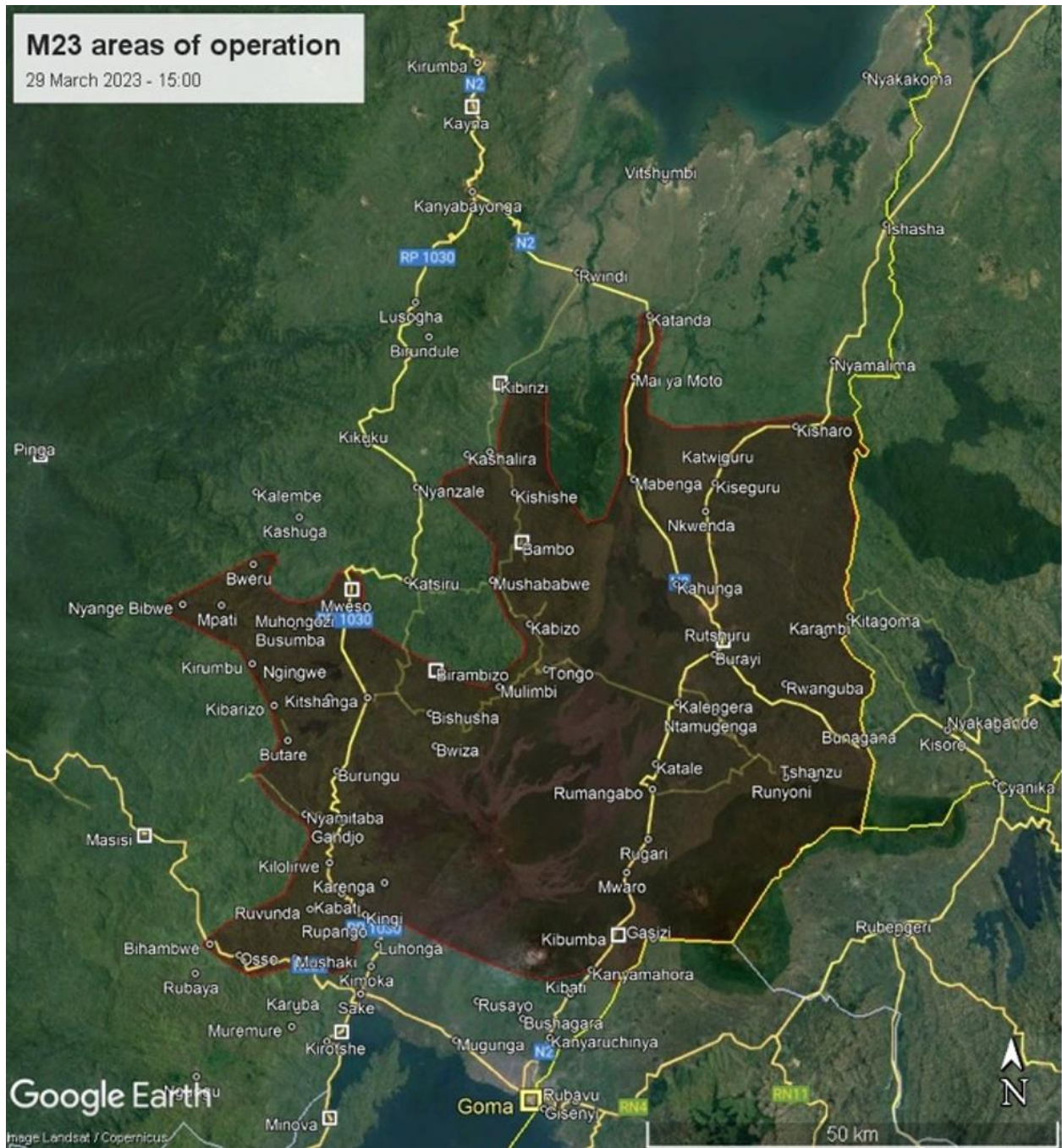
- Below: Map depicting M23 areas of influence and operations as at 9 February 2023 showing further territorial expansion towards the West and Southwest:



- Below: Map depicting M23 areas of influence and operations as at 28 February 2023 showing further territorial expansion towards the North, West and Southwest:



- Below: Map depicting M23 areas of influence and operations on 29 March 2023 showing further territorial expansion towards the West and Southwest. This map was still valid on 15 April 2023, despite announced withdrawals:



Maps obtained by the Group from sources with knowledge of the matter and confirmed by the Group's investigations

Annex/Annexe 20:**Final communiqué of 23 November 2022 of the Luanda Mini-Summit on peace and security in the eastern region of the DRC****Communiqué final du 23 novembre 2022 du mini-sommet à Luanda sur la paix et la sécurité dans l'est de la RDC**

The Mini-Summit decided, inter alia, the following:

- Cessation of hostilities in general, and in particular of M23 attacks against the FARDC and MONUSCO from Friday, 25th of November 2022 at 18h00 (Day D) (point 8 (a));
- Continued full deployment of the EAC Regional Force (point 8 (c));
- Intervention of the EAC Regional Force against M23, as established in the framework of the Nairobi Process and the conclusions of the Extraordinary Meeting of the Chiefs of General Staff of the EAC Armed Forces, held in Bujumbura, on 8th of November 2022, in case of non-compliance by M23 to cease hostilities and withdraw from occupied territories (point 8 (d));
- Withdrawal of the M23 from the currently held positions and its return to its initial positions, as per the Extraordinary Meeting of the Chiefs of General Staff of the EAC Armed Forces of 8 November 2022, held in Bujumbura, Republic of Burundi, under the control of the Regional Force and the Ad Hoc Mechanism in collaboration with MONUSCO (Day D+2), namely:
 - “Kenya to initially deploy its Contingent in Goma, DRC and subsequently in Bunagana, Rutshuru and Kiwanja upon the withdrawal of M23 to its initial positions not beyond the line along Sabinyo (DRC side), Bigega, Bugusa, Nyabikona, Mbuzi, Rutsiro and Nkokwe.
 - If M23 does not withdraw the EAC Heads of States shall authorize use of force to compel the group to comply.” (point 8 (e));
- Creation of the conditions for the occupation of M23 currently controlled zones, by the EAC Regional Force, with the support of MONUSCO and the Ad-Hoc Verification Mechanism (D-Day+2) (point 8 (f)).



REPUBLIC OF ANGOLA

*MINI-SUMMIT ON PEACE AND SECURITY IN THE EASTERN
REGION OF THE DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO*

FINAL COMMUNIQUE

1. At the invitation of His Excellency **João Manuel Gonçalves Lourenço**, President of the Republic of Angola, African Union Champion for Peace and Reconciliation in Africa and Mediator designated to maintain the dialogue between the DRC and Rwanda by the 16th Extraordinary Session of the Assembly of Heads of State and Government of the African Union in Malabo on 28 May 2022, a Mini-Summit on Peace and Security in the Eastern Region of the Democratic Republic of the Congo (DRC) was held on 23rd of November 2022, in Luanda, Republic of Angola.
2. The Mini-Summit was attended by His Excellency **Évariste Ndayishimiye**, President of the Republic of Burundi and current Chairperson of the East African Community (EAC), His Excellency **Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo**, President of the Democratic Republic of Congo, His Excellency **Vincent Biruta**, Minister of Foreign Affairs and International Cooperation of the Republic of Rwanda, representing His Excellency **Paul Kagame**, President of the Republic of Rwanda and His Excellency **Uhuru Muigai**

1/7

4/7



Kenyatta, former President of the Republic of Kenya and Facilitator appointed by the EAC for the implementation of the Nairobi Peace Process.

3. Madame **Michelle Ndiaye**, Special Representative of the Chairperson of the African Union Commission and Head of the African Union Liaison Office in the DRC, Ambassador **João Samuel Caholo**, Executive Secretary of the International Conference on the Great Lakes Region (ICGLR), and Lieutenant General **Nassone João**, Commander of the Ad Hoc Verification Mechanism, also attended the meeting as guests.
4. The main objective of the Luanda Mini-Summit was to establish a timetable for the implementation of priority actions, with a view to the cessation of hostilities and the immediate withdrawal of the M23 from occupied Congolese localities, and to coordinates agreed through the Luanda and Nairobi Processes.
5. The Heads of State welcomed the results of the initiatives taken within the framework of the Luanda and Nairobi Processes, namely the operationalisation of the Ad Hoc Verification Mechanism on 9th of November 2022 and the deployment of the EAC Regional Force troops in the provinces of North and South Kivu in the DRC.
6. The Heads of State congratulated His Excellency **João Manuel Gonçalves Lourenço**, President of the Republic of Angola, African Union Champion for Peace and Reconciliation in Africa and Mediator designated by the African Union Assembly, and His Excellency **Évariste Ndayishimiye**, President of the Republic of Burundi and

2/7

current Chairperson of the East African Community (EAC), for the efforts aiming the restoration of peace, security and stability in the Eastern DRC, within the framework of the Luanda and Nairobi Processes.

7. The Heads of State discussed the security situation in the Eastern region of the DRC and expressed their concern about :

- a) The worsening insecurity and persistent military actions of the M23;
- b) The acquisition by the M23 of increasingly sophisticated weapons and other means to carry out attacks against the Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC) and;
- c) The persistence of negative and terrorist forces in the eastern DRC, which constitutes a threat to peace, security and stability in the sub-region.

8. The Mini-Summit decided the following:


- a) Cessation of hostilities in general, and in particular of M23 attacks against the FARDC and MONUSCO from Friday, 25th of November 2022 at 18h00 (Day D);
- b) Full compliance with the requirements of the Communiqués of the EAC Heads of State Conclaves of 21st of April and 20th of June 2022 (Nairobi Process), the Luanda Roadmap of 6th of July 2022 (Luanda Process) and the conclusions of the Extraordinary Meeting of the Chiefs of General Staff of the EAC Armed Forces (Bujumbura, 8 November 2022);


- c) Continued full deployment of the EAC Regional Force;
- d) Intervention of the EAC Regional Force against M23, as established in the framework of the Nairobi Process and the conclusions of the Extraordinary Meeting of the Chiefs of General Staff of the EAC Armed Forces, held in Bujumbura, on 8th of November 2022, in case of non-compliance by M23 to cease hostilities and withdraw from the occupied territories;
- e) Withdrawal of the M23 from the currently held positions and its return to its initial positions, as per the Extraordinary Meeting of the Chiefs of General Staff of the EAC Armed Forces of 8th of November 2022, held in Bujumbura, Republic of Burundi, under the control of the Regional Force and the Ad Hoc Mechanism in collaboration with MONUSCO (Day D+2), namely:

«Kenya to initially deploy its Contingent in goma, DRC and subsequently in Bunagana, Rutshuru and Kiwanja upon the withdraw of M23 to its initial positions not beyond the line along Sabinyo (DRC side), Bigega, Bugusa, Nyabikona, Mbuzi, Rutsiro and Nkokwe.

If M23 does not withdraw the EAC Heads of States shall authorize use of force to compel the group to comply»;
- f) Creation of the conditions for the occupation of M23 currently controlled zones, by the EAC Regional Force, with the support of MONUSCO and the Ad-Hoc Verification Mechanism (D-Day+2);

4/7

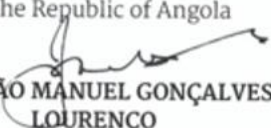
- 
- g) Cessation of all politico-military support to the M23, FDLR and all other local and foreign armed groups operating in Eastern DRC and the Region (D-Day);
 - h) FDLR-FOCA, RED-TABARA, ADF and other armed groups operating on Congolese territory shall immediately lay down their arms and initiate their unconditional repatriation under the terms of the Nairobi Process, with the support of MONUSCO, the Ad-Hoc Verification Mechanism and the EAC Regional Force (D-Day+5);
 - i) Disarmament and cantonment of the M23 in Congolese territory under the control of the FARDC, the Regional Force and the Ad Hoc Verification Mechanism, with the collaboration of MONUSCO (D-Day +5);
 - j) Return of Internal Displaced People (IDPs) to their homes (Day D+7);
 - k) Resumption and continuation of political consultations between the Government of the DRC and local armed groups (Day D+10);
 - l) Resumption of bilateral dialogue between the DRC and Rwanda with a view to the normalisation of diplomatic relations and the resumption of cooperation (Day D+60);
 - m) Commitment of the parties to the implementation of the Luanda Roadmap and the agreements reached in the Nairobi Process and the EAC Chiefs of General Staff meeting;

- 
- n) Consideration and resolution of the issue of the return of all refugees to their countries of origin, as referred to in the Luanda Roadmap (Day D+15);
 - o) Need of permanent coordination at all levels between the Luanda Process and the Nairobi Process;
9. The Heads of State requested that the FARDC, the Regional Force and the Chiefs of General Staff (CGS) of the EAC Regional Force, in collaboration with MONUSCO, study all issues related to the disarmament and cantonment of M23 elements and submit proposals to them at their next Mini-Summit.
 10. The Heads of State recommended the acceleration of the implementation of the Disarmament, Demobilisation, Community Reintegration and Stabilisation Programme (PDDR-CS) underway in the DRC, expressed their deep concern about the conditions in which hundreds of thousands of displaced people are living in the war-affected areas of North Kivu province and launched an appeal to the International Community for humanitarian aid to those populations.
 11. The Heads of State agreed to meet again soon in Bujumbura to evaluate the implementation of the conclusions of the resolutions and recommendations of the Luanda Mini-Summit.
 12. Finally, the Heads of State thanked His Excellency **João Manuel Gonçalves Lourenço**, President of the Republic of Angola, African Union Champion for Peace and Reconciliation in Africa and Mediator designated by the

Assembly of the African Union, for the fraternal welcome and hospitality he extended to them as well as his active involvement in the resolution of the security crisis in the Eastern region of the DRC.

Done in Luanda, on 23rd of Novembre 2022.-

By the Republic of Angola


H.E. JOÃO MANUEL GONÇALVES
LOURENÇO

President of the Republic of Angola
and Mediator mandated by the
African Union Assembly

By the Republic of Burundi

H.E. ÉVARISTE NDAYISHIMIYE

President of the Republic of
Burundi and Chairperson of the
East African Community

By the Democratic Republic of the
Congo


H.E. FÉLIX-ANTOINE TSHISEKEDI
TSHILOMBO

President of Democratic Republic of
the Congo

By the Republic of Rwanda


H.E. VINCENT BIRUTA

Minister of Foreign Affairs and
Cooperation Representing H.E.
Paul Kagame, President of the
Republic of Rwanda


By the East African Community/Facilitator

H.E. Uhuru Muigai Kenyatta

Former President of the Republic of Kenya

7/7

Document provided to the Group by diplomatic sources

The Group notes that the deployment of the EAC Regional Force in areas vacated by M23 was reiterated during the Meeting of East African Community Chief of Defence Forces/Staff held in Nairobi, Kenya, on 9 February 2023:

EAC-CONFIDENTIAL

2.1.2.3 Observation

As a pre-requisite for successful implementation of the new timelines, the Meeting observed the following key considerations:

- a. Ceasefire to hold in order to facilitate organized and coordinated withdrawal of M23.
- b. Establishment of a Monitoring and Verification Mechanism.
- c. Concurrent withdrawal of all armed groups and EACRF Deployment in the vacated areas.
- e. Deployment of EACRF to areas earmarked for M23 phased withdrawal.
- f. Protection of civilians in areas vacated by M23.

2.1.2.4 Recommendations

2.1.2.4.1 The Meeting took into account the key considerations which led to new withdrawal timelines.

2.1.2.4.2 From the key considerations, the Meeting decided that the withdrawal of M23 be phased over a period of 30 days, with the D-day set for 28 February 2023. Consequently, the new withdrawal timelines, which must be adhered to by M23, were developed as hereunder:

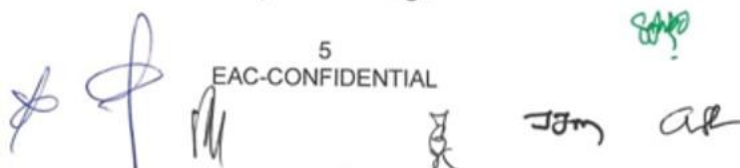
Phase 1: 28 Feb – 10 Mar 23

M23 withdraws from Kibumba, Rumangabo, Karenga, Kirolirwe and Kitchanga.

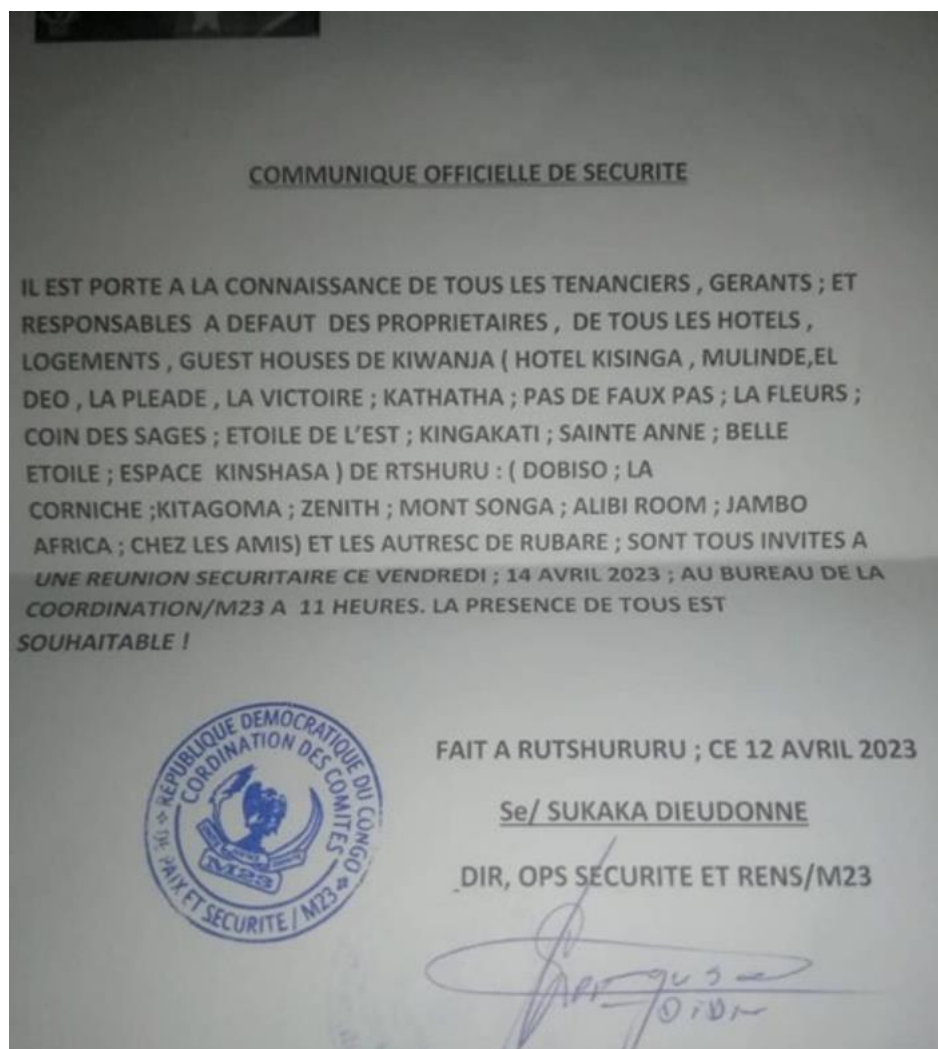
Phase 2: 13 – 20 Mar 23

M23 withdraws from Kishishe, Bambo, Kazaroho, Tongo and Mabenga.

5
EAC-CONFIDENTIAL



Excerpt of the report of the 9 February 2023 meeting provided to the Group by diplomatic sources

Annex/Annexe 21:**M23 communiqué summoning economic actors for a meeting at M23 coordination offices in Rutshuru****Communiqué du M23 convoquant les acteurs économiques à une réunion dans les bureaux de coordination du M23 à Rutshuru**

Document obtained by the Group from civil society sources

Annex/Annexe 22:

Update on the East Africa Community Regional Force

Mise à jour de la force régionale de la Communauté de l’Afrique de l’Est

The deployment of the East Africa Community Regional Force (EACRF) (see also [S/2022/967](#), annex 68) accelerated in March 2023. Citizen discontent, violent mass protests and the intensity of M23 attacks and territorial expansion prompted these developments.

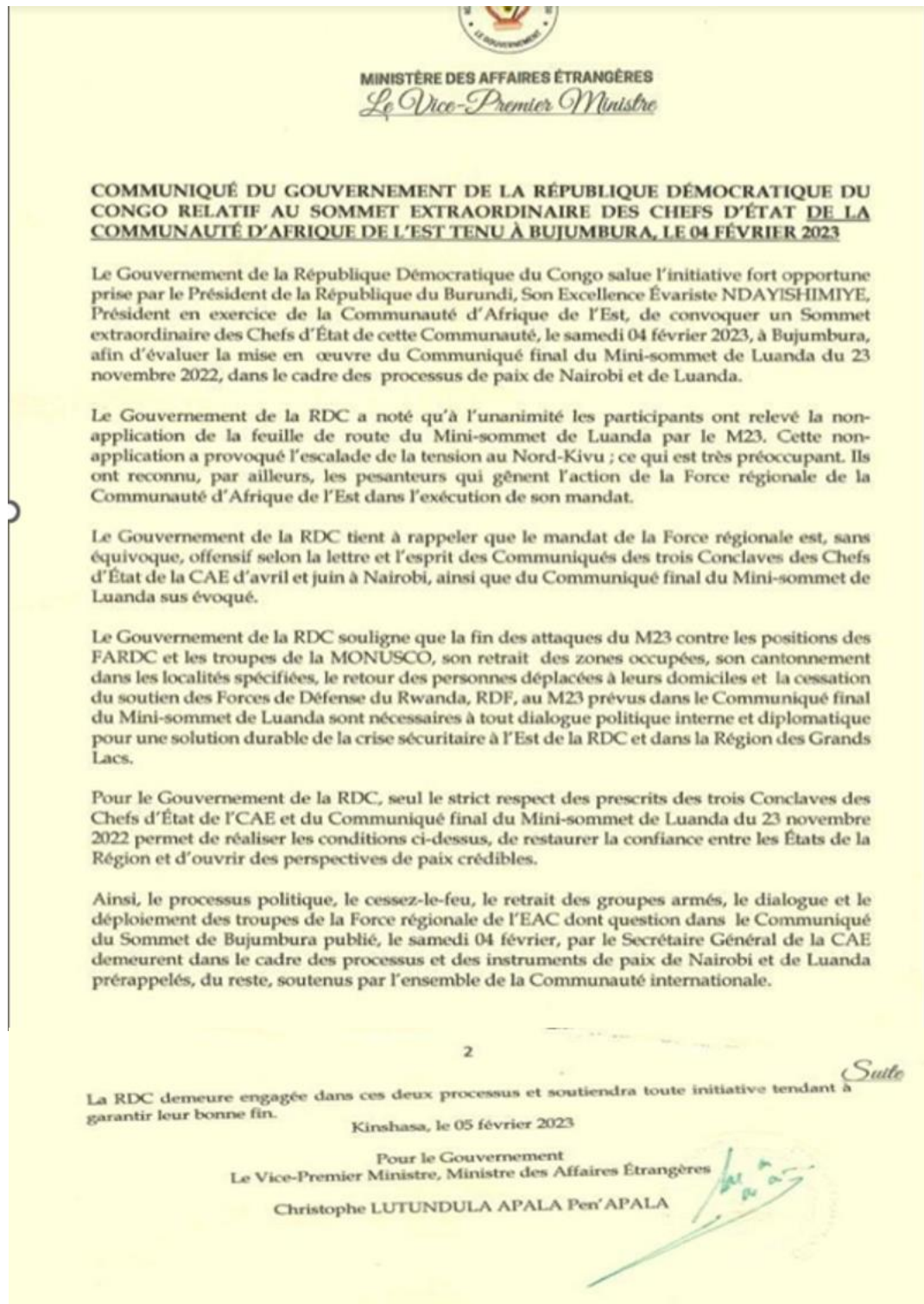
On 3 March 2023, Kenya, Uganda, Burundi, South Sudan and Angola deployed troops in eastern DRC in accordance with the recommendations of the Luanda roadmap and the conclusions of the EAC Defence Ministers’ meeting held on 9 February 2023. At the time of drafting, the Kenya Defence Force (KDF) contingent was deployed in Goma, Rumangabo, Kibati, and Kibumba, while the Uganda People Defence Forces (UPDF) contingent was deployed in Bunagana. The FDN (Burundi) contingent was deployed in Karuba, Matanda, Kilolirwe, Mushaki, Neenero, Sake and Kitchanga. The South Sudan Defence Force (SSDF) contingent was deployed in Kibati. Angola planned to deploy troops to Kindu (Maniema) as a “peacekeeping unit” sent to secure the Ad-Hoc Verification Mechanism which was set up to accompany the cantonment process of M23 troops inside the DRC (see map with the EACRF contingent operational boundaries below).

The accelerated deployment followed months of uncertainty and, to some extent, inaction of the EACRF since the initial deployment of the Kenyan contingent on 2 November 2022. For example, the Group observed that until March 2023, in Nyiragongo and Rutshuru territories, the EACRF mostly limited itself to frequent patrolling.

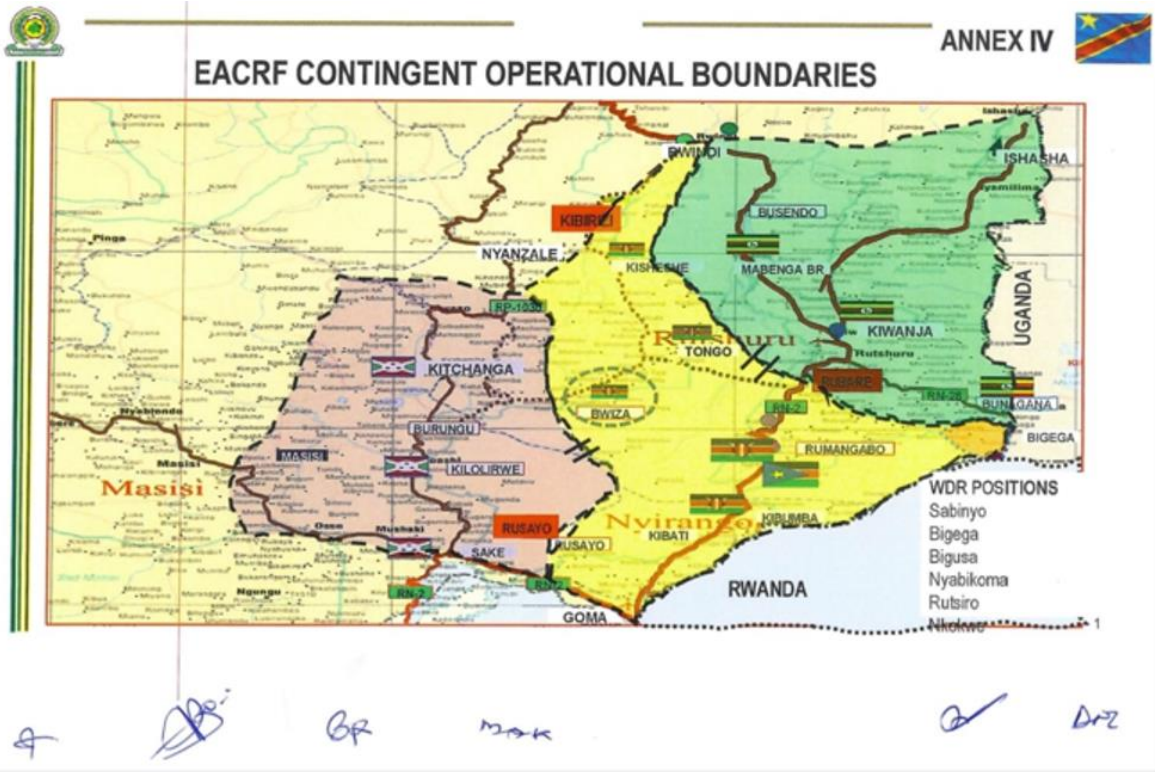
EACRF did not engage in operations against M23 or any other armed group, even though it had the mandate to do so according to the Luanda Mini-Summit (see also annex 20).

The absence of the use of force by the EACRF until March 2023 fuelled speculations over the efficiency and neutrality of the EACRF. The DRC authorities, for example, complained that the EACRF diverted from its original mandate as stipulated in its concept of operations (CONOPS). In a communiqué issued by the Government of the DRC on 4 February 2023 (see below), DRC authorities reiterated the need for the EACRF to fully implement its mandate by engaging in combat against M23, amongst others. The EACRF’s perceived inaction also triggered popular discontent. For example, civil society organizations in Goma staged three days of protests against EACRF (and MONUSCO) on 6 and 7 February 2023 which turned violent (see also annex 58).

Below: Communiqué issued by the Government of the DRC on 4 February 2023



Document obtained by the Group from diplomatic sources



Excerpt of the report of the 9 February 2023 meeting provided to the Group by diplomatic sources

Annex/Annexe 23:

Private military companies

Sociétés militaires privées

In July 2022, the *Maison Militaire*, led by General Franck Ntumba, concluded an agreement with a newly created Congolese enterprise, Agemira RDC, headed by Olivier Bazin, a French-Congolese national. Agemira RDC employed Bulgarian, Belarusian, Georgian, Algerian, French and Congolese nationals, of which 35 were deployed in eastern DRC and 35 in Kinshasa.²³⁵ Agemira RDC was contractually engaged in three domains: (1) refurbishing and increasing the DRC's military air assets; (2) rehabilitating airports in eastern DRC (Bukavu/Kavumu and Beni); and (3) ensuring the physical security of aircraft and strategic locations. Under the third domain of the contract, Agemira RDC had been tasked to and did provide strategic advice and direction to FARDC when the latter was engaged in operations against M23 in North Kivu Province.²³⁶

On 24 November 2022, a contract was concluded between Congo Protection, a Congolese company represented by Thierry Kongolo, and “Association RALF”, a Romanian enterprise with “ex-Romanians from the French Foreign Legion” represented by its founding president, Horatiu Potra.²³⁷ The agreement was concluded for a 12-month period and became effective on 1 December 2022.²³⁸

The contract specifies that “the Contractor [RALF] has expertise and extensive experience in the provision of security management services that are essential to the Company [Congo Protection] and [that] the Contractor agreed to make its experience available to the Company to provide training and instruction to the FARDC ground troops of the Contracting Authority by means of a contingent of 300 instructors.”²³⁹

Officially, Congo Protection's mandate does not go beyond training and instructing FARDC units. However, on the ground, Congo Protection's ex-military personnel also guard Goma airport and are to be deployed to Bukavu to protect Kavumu airport.²⁴⁰ Also, in late January and again late February 2023, when Sake town was threatened by M23, Congo Protection informed the Group that the instructors would not adopt a ‘wait and see’ attitude if the Sake area, where the FARDC training camps were located, was attacked or threatened by M23. Indeed, on 9 and 10 February 2023 and again in early March 2023 when M23 approached Sake, the instructors and the trainees manned defence posts in Sake and *de facto* prevented M23 from further advancing.²⁴¹

The Group also received information from several sources, including DRC government sources, that the DRC authorities planned to send 2,500 military contractors from Colombia, Mexico and Argentina to North Kivu to stop the advance of M23, and that three South African nationals were present from 15 March to mid-April 2023 to prepare for the arrival of these 2,500 military contractors and coordinate their actions and operations in North Kivu. While several sources informed the Group that the sending of the contractors followed a bilateral agreement concluded between the DRC and the United Arab Emirates, the UAE denied the existence of such an agreement.

The Group was informed that in mid-April 2023, the plan to send 2,500 military contractors was (temporarily) halted.

²³⁵ Olivier Bazin, FARDC and security sources.

²³⁶ Agemira RDC, FARDC and security forces.

²³⁷ Asociația RALF website ([Asociația RALF – Romanii care au Activat in Legiunea Franceza](#)), Horatiu Potra and military sources.

²³⁸ Contract on file with the Secretariat. Congo Protection, FARDC and security forces.

²³⁹ Translation of the contract on file with the Group.

²⁴⁰ Security Forces and FARDC, Group of Experts visit of Goma airport in January 2023.

²⁴¹ Security Forces and FARDC, Agemira RDC and Congo Protection.

Annex/Annexe 24:

M23 communiqué of 17 February 2023 referring to the “Government coalition” including FARDC, armed groups and mercenaries

Communiqué du M23 du 17 février 2023 faisant référence à la "coalition gouvernementale" comprenant les FARDC, les groupes armés et les mercenaires



UPDATE- 17 FÉVRIER 2023

Le M23 présente sa gratitude aux Dirigeants Régionaux pour leurs efforts incessants pour trouver une solution pacifique au conflit en cours dans l'Est de la RDC. Le M23 condamne les attaques barbares des forces de la coalition du Gouvernement de Kinshasa à savoir les FARDC, FDLR, NYATURA, APCLS, PARECO, MAI-MAI et MERCENAIRES depuis 9h45 ce vendredi 17 février 2023 sur toutes ses positions à KINGI, RUVUNDA, KABATI, KAGUSA, RUMENETI, la ville de KITSHANGA et leurs environs. Elles attaquent pendant que les Dirigeants Régionaux sont à Addis-Abeba pour trouver une solution pacifique au conflit en cours dans l'Est de la RDC.

Nous prenons à témoin la Communauté Nationale et Internationale de la énième violation des décisions issues du 20ème Sommet Extraordinaire des Chefs d'Etat de l'EAC du 4 février 2023, tenu à Bujumbura. Le M23 prend note de manque de volonté du Gouvernement de Kinshasa de trouver une solution pacifique au conflit en cours et l'imposition de son option belliciste par tous les moyens.

Le M23 réitère son engagement à résoudre pacifiquement le conflit en cours dans l'Est de la RDC. Cependant, il se réserve le plain droit de se défendre et ne ménagera aucun effort pour protéger les populations civiles et leurs biens dans les zones sous son contrôle.

Fait à Bunagana, le 17 Février 2023

Le Porte-Parole Politique du Mouvement du 23 Mars

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Lawrence Kanyuka', is written over a horizontal line.

Lawrence KANYUKA

Annex/Annexe 25:

M23 leadership and structure

Leadership et structure du M23

The Group continued to obtain information on individuals known to be part of the M23 leadership structure and military operations (see also [S/2022/967](#), annex 23). At times, the precise responsibility/tasks assigned were not consistently or identically reported to the Group by the different sources it obtained information from, in which case the Group indicated “possibly” in the structure below.

Political branch:

- Bertrand Bisimwa: President
- Benjamin Mbonimpa: Executive Secretary
- Lawrence Kanyuka: Political spokesperson and negotiator
- “Colonel” Erasto Bahati: Finance Officer

Military branch:

- “General” Emmanuel Sultani Makenga: Commander-in-Chief
- “Brigadier-General” Yusuf Mboneza: Deputy-Commander operations/intelligence
- “Brigadier-General” Bernard Byamungu: Deputy-Commander operations
- “Colonel” Justin Gaceri Musanga: Deputy-Commander administration/logistics
- “Colonel” Ernest Sebagenzi: Chief of Staff and/or possibly second deputy commander operations/intelligence and possibly responsible for civilian-military relations and/or possibly Police Inspector
- “Major” Willy Ngoma: Military spokesperson
- “Colonel” Dieudonné Padiri: G1 (administration))
- “Colonel” Castro Mberabagago: G2 (intelligence)
- “Colonel” Imani Nzenze Idi: G3 (operations)
- “Colonel” Joseph Kabayiza: possibly G4 (logistics)
- “Colonel” Albert Kabamba: G5 (planning)
- “Colonel” Leon Kanyamibwa: Training officer with the support of “Lieutenant” Moise and “Sous-Lieutenant” Masengechu
- “Colonel” Innocent Rukara: Possibly artillery commander
- “Colonel” Kalala Kanyamarere and Doctor Jean Paul: Military hospital commanders

Four M23 Brigades and Battalions:

- 1st Brigade commander: “Colonel” Gacheri Musanga
Battalion commander : “Lieutenant-Col” Karangwa
- 2nd Brigade commander: “Colonel” Nzenze Imani
Battalion commander: “Colonel” Mwiseneza Thomas, alias “Colonel” Rapid
Battalion commander: “Major” Mirindi
- 3rd Brigade commander: “Colonel” Kabundi Emmanuel
Battalion commander: “Colonel” Aigle
Battalion commander; “Colonel” Dabusirindia
- 4rd Brigade: “Colonel” Justin Bihire alias Zéro-Three

Annex/Annexe 26:

Additional information on M23 weaponry and military equipment recovered from areas occupied by M23 and/or areas where RDF incursions and/or operations were documented

Informations supplémentaires sur l'armement et l'équipement militaire du M23 récupérés dans les zones occupées par le M23 et/ou dans les zones où des incursions et/ou des opérations des RDF ont été documentées

This annex provides information on military equipment recovered and/or documented in areas occupied by M23 and/or areas where RDF incursions and operations were conducted. The recovered evidence, which is non-exhaustive, provides some insight into the type and origin of military equipment held by, and the firepower of, M23 combatants and soldiers on the ground.

The Group sent several tracing requests in order to obtain information regarding the diversion of this materiel from its intended legal end-user. Several responses are yet to be received.

Materiel recovered in Sake area on 15 March 2023

The Group documented the following weapons, ammunition and military uniforms recovered on 15 March 2023 at an abandoned M23 and/or RDF position north of Sake town, Masisi territory:



- 12.7x108 mm ammunition rounds (see detailed picture below, annex 27)
- Anti-personnel rifle grenades (see detailed picture below, annex 27)
- One composite ballistic Kevlar helmet produced in 2020, similar to the ones used by RDF and not documented as being part of the FARDC arsenal (see detailed picture below, annex 27).

- One 40mm VOG-25 rifle grenade, produced in 1982, documented as being part, inter alia, of the FARDC arsenal:



- One 60 mm mortar shell:



- One 60 mm mortar shell and packaging documented as being part, inter alia, of the FARDC arsenal:





- Two 82mm mortars shell containers (one produced in 2014), documented as being part, inter alia, of the M23 arsenal and FDLR arsenal²⁴²:



²⁴² Documented respectively in 2013 and 2016.

- Five rocket-propelled grenades of various type (four PG-7 variants and one PG-7M variant in the middle):



- Steel helmets documented as being part of the FARDC arsenal:



- One Kevlar helmet produced in 2018, documented as being part, inter alia, of FARDC and RDF arsenals:



Pictures obtained from source with knowledge of the matter

Materiel recovered in Sake area on 13 March 2023

The Group documented weapons, ammunition and military uniforms recovered on 13 March 2023 at an abandoned M23 and/or RDF position 3 km northeast of Sake town, Masisi territory. However, the Group could not inspect the materiel or obtain detailed pictures to show the year of production and/or origin.



Materiel observed in Mushaki and Karuba area on 4 and 7 March 2023

The Group of Experts documented military equipment observed in early March 2023 at several mixed M23 and RDF positions in the area around Mushaki and Karubi, Masisi territory. Since the documentary evidence was not precise enough to capture serial numbers, the Group could not send tracing requests for the materiel.

- Galil-type assault rifle, most likely Galil ACE GEN1, not documented on DRC territory prior to March 2023:



- AK-103 type assault rifle, not documented on DRC territory prior to December 2022 and March 2023:



In December 2022, in YouTube²⁴³ footage of a video circulated by Lawrence Kanyuka, M23 spokesperson, and showing Willy Ngoma (M23 military spokesperson) and M23 combatants, it appeared that at least one M23 combatant was equipped with an AK-103 type assault rifle:

²⁴³ [\(115\) M23 - RDC : Exclusive interview A BUNAGANA - YouTube.](#)



- AKMS-type assault rifle:



- General-purpose machine gun, possibly PKM:



- Heavy machine gun, possibly Type 85:



- Rocket-propelled grenade launcher with loaded grenade:



- Rocket-propelled grenade launcher with loaded grenade (OG-7 variant):



- Recoilless gun (73mm):



- Grenade launcher (similar to MILKOR MGL, Mk1L version), documented as being part, inter alia, of the RDF arsenal:



- Offensive grenade, possible OG-7 variant:



- Propelled grenade, possibly PG-9 variant:



- Type 69 bounding HE-Frag warhead for RPG-7:



- Box of ammunition:



- Bullet-proof jackets:



- Vision equipment including night vision equipment:





- VHF radio:



Pictures obtained from source with knowledge of the matter

Annex/Annexe 27:**Recovered military equipment produced recently****Matériel militaire récupéré produit récemment**

- **40mm anti-personnel grenades**

The Group documented several containers of DQJ03-40 anti-personnel rifle grenades (type 90) (see also [S/2022/967](#), annex 27). The recovered 40mm anti-personnel rifle grenades were recovered at an abandoned M23 and/or RDF position north of Sake town, Masisi territory, on 15 March 2023. This type of grenade is known to be in use by the RDF. It is, however, not documented as being part of the FARDC arsenal.

The Group sent tracing requests in order to obtain information regarding the diversion of this materiel from its intended legal end-user. The Group notes that a representative of the Permanent Mission of the People's Republic of China to the United Nations informed the Group that "after verification by the Chinese authorities, the lack of product batch numbers made it impossible to confirm that the weapons and ammunition (...) were produced by the Chinese side."

Case number	Category	Type / model markings	Identification markings	Lot / serial number	Year of production	Factory code
#1	40 mm grenade	DQJ03-40	06-21-5413	06	2021	5413



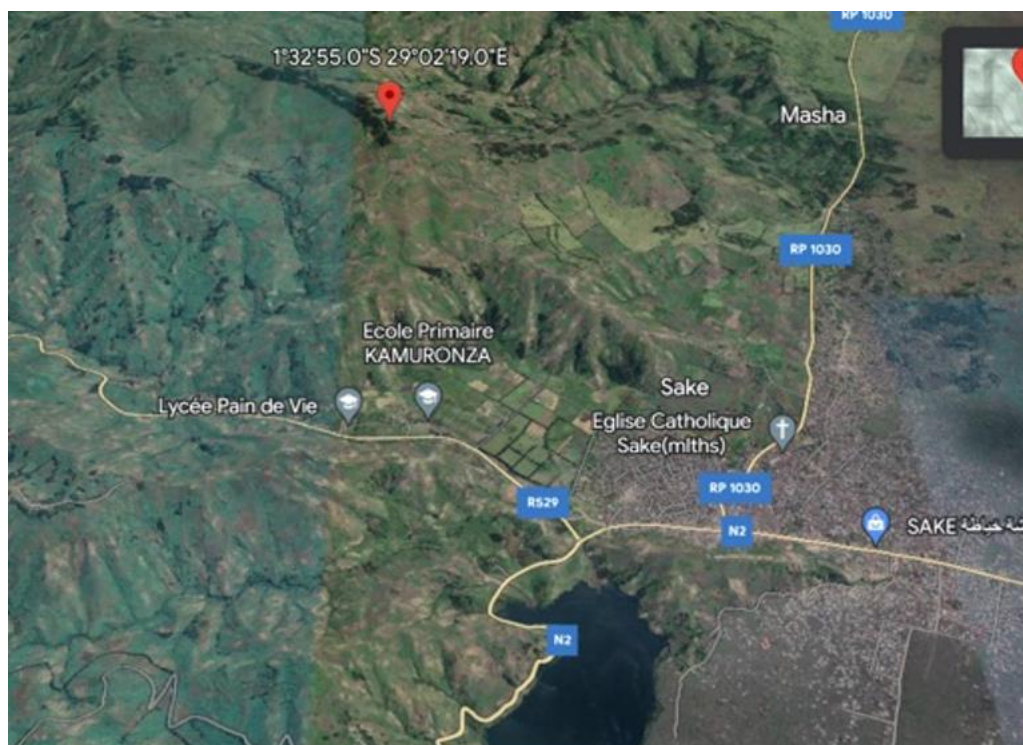
- **7.62x54mm ammunition**

The Group documented a box of 7.62x54 mm ammunition produced in 2021 with characteristics similar to those of Bulgarian production by Arsenal JSCo,²⁴⁴ recovered on 13 March 2023 some 3 km northeast of Sake town.

²⁴⁴ [7.62x54 mm cartridges - Arsenal JSCo. - Bulgarian manufacturer of weapons and ammunition since 1878 \(arsenal-bg.com\)](#)

The Group sent tracing requests in order to obtain information regarding the diversion of this materiel from its intended legal end-user.

Case number	Category	Type / model markings	Lot / serial number	Year of production
#1	7.62x54 mm ammunition	FMJ/SC SSNf-55 10/21	A18-21- ((10))	2021



Map showing location of recovery of the ammunition box

- **12.7x108 mm ammunition**

The Group documented 12.7x108 mm ammunition rounds consistent with production by Chinese State Factory 41 in 2020 which were recovered at an abandoned M23 position north of Sake town, Masisi territory, on 15 March 2023.

The Group sent tracing requests in order to obtain information regarding the diversion of this materiel from its intended legal end-user. The Group notes that a representative of the Permanent Mission of the People’s Republic of China to the United Nations informed the Group that “after verification by the Chinese authorities, the lack of product batch numbers made it impossible to confirm that the weapons and ammunition (...) were produced by the Chinese side.”

Case number	Category	Type / model markings	Identification markings	Lot / serial number	Year of production	Factory code
#1	12.7x108 mm	41 20	41 20		2020	41

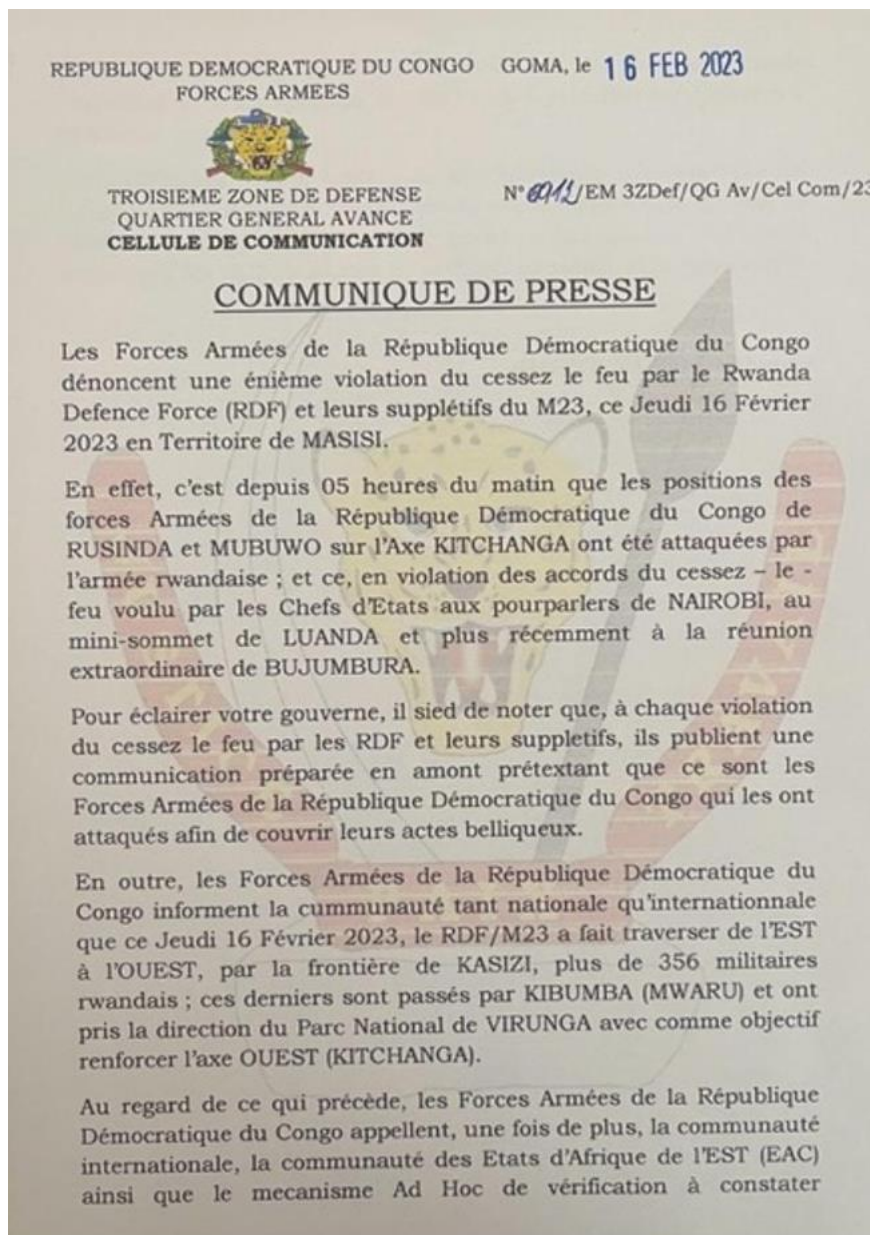


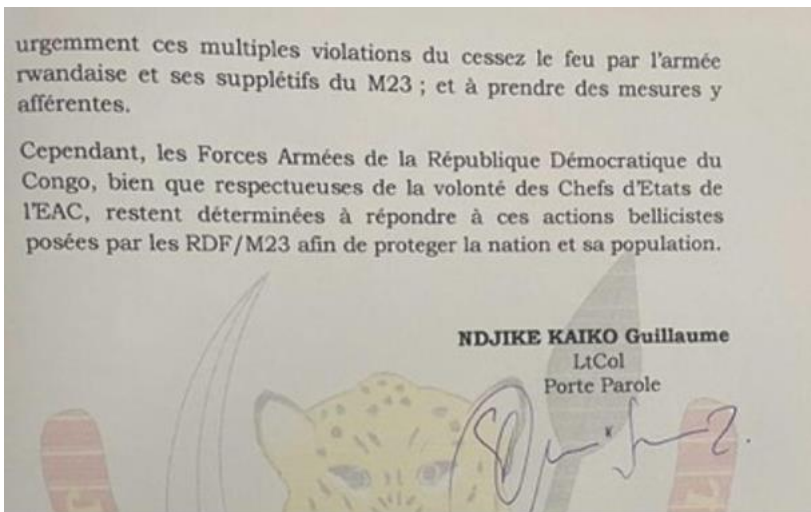
- Composite ballistic Kevlar helmet similar to the ones used by RDF and not documented as being part of the FARDC arsenal, produced in 2020. These helmets were recovered at an abandoned M23 and/or RDF position north of Sake town, Masisi territory, on 15 March 2023.



Annex/Annexe 28:**FARDC communiqués alleging RDF presence and operations on DRC territory****Communiqués des FARDC revendiquant la présence et les opérations des RDF**

- Communiqué of 16 February 2023 denouncing the violation of the ceasefire agreement by RDF and M23 on 16 February 2023, stating that (a) FARDC positions in Rusinda and Mubuwo on the Kitchanga road were attacked by the Rwandan army and (b) 365 RDF elements crossed the border through Kasizi entry point, passed through Kibumba and passed through Virunga Park to reinforce the Kitchanga axis.






Document provided to the Group by FARDC source

- Communiqué of 20 February 2023 stating that from 19 to 20 February 2023, RDF/M23 launched general attacks on four FARDC positions in Kyahemba, Butchalwichi, Kihusha and Lubula, Masisi territory and denouncing multiple and repeated violations of the ceasefire by “RDF and their M23

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO GOMA, le 20 FEB 2023
 FORCES ARMEES



TROISIEME ZONE DE DEFENSE N° 008/EM 3ZDef/QG Av/Cel Com/23
 QUARTIER GENERAL AVANCE
 CELLULE DE COMMUNICATION

COMMUNIQUE DE PRESSE

Les Forces Armées de la République Démocratique du Congo portent à la connaissance de l'opinion tant Nationale qu'Internationale que, dans la nuit du Dimanche 19 au Lundi 20 Fev 2023, les RDF/M23 ont lancé des attaques généralisées sur QUATRE de ses positions à KYAHEMBA, BUTCHALWICHI, KIHUSHA et LUBULA en Territoire de MASISI ; et ce, malgré les effort fournis par les Chefs d'Etats à NAIROBI, LUANDA, BUJUMBURA et plus récemment à ADDIS - ABABA afin d'obtenir le cessez-le-feu de la part ce dernier.

Ces affrontements qui sont en cours au moment où nous communiquons, viennent de provoquer des déplacements massifs des populations civiles entraînant de ce fait, un drame humanitaire.

Ainsi donc, au regard de ces multiples violations à répétition du cessez-le-feu par le RDF et ses supplétifs de M23, les FARDC lancent pour la énième fois un appel à la communauté Internationale, à l'Union Africaine, à la Communauté des Etats d'Afrique de l'EST ainsi qu'au Mécanisme de vérification ad hoc de constater ces bavures et d'en tirer toutes les conséquences.

Toutefois, dans le cadre de ses missions constitutionnelles, les Forces Armées de la République Démocratique du Congo ont pris toutes les dispositions qui s'imposent pour éradiquer cette manche et protéger les populations congolaises et leurs biens tout en demeurant respectueuses de la volonté des Chefs d'Etats de l'EAC.

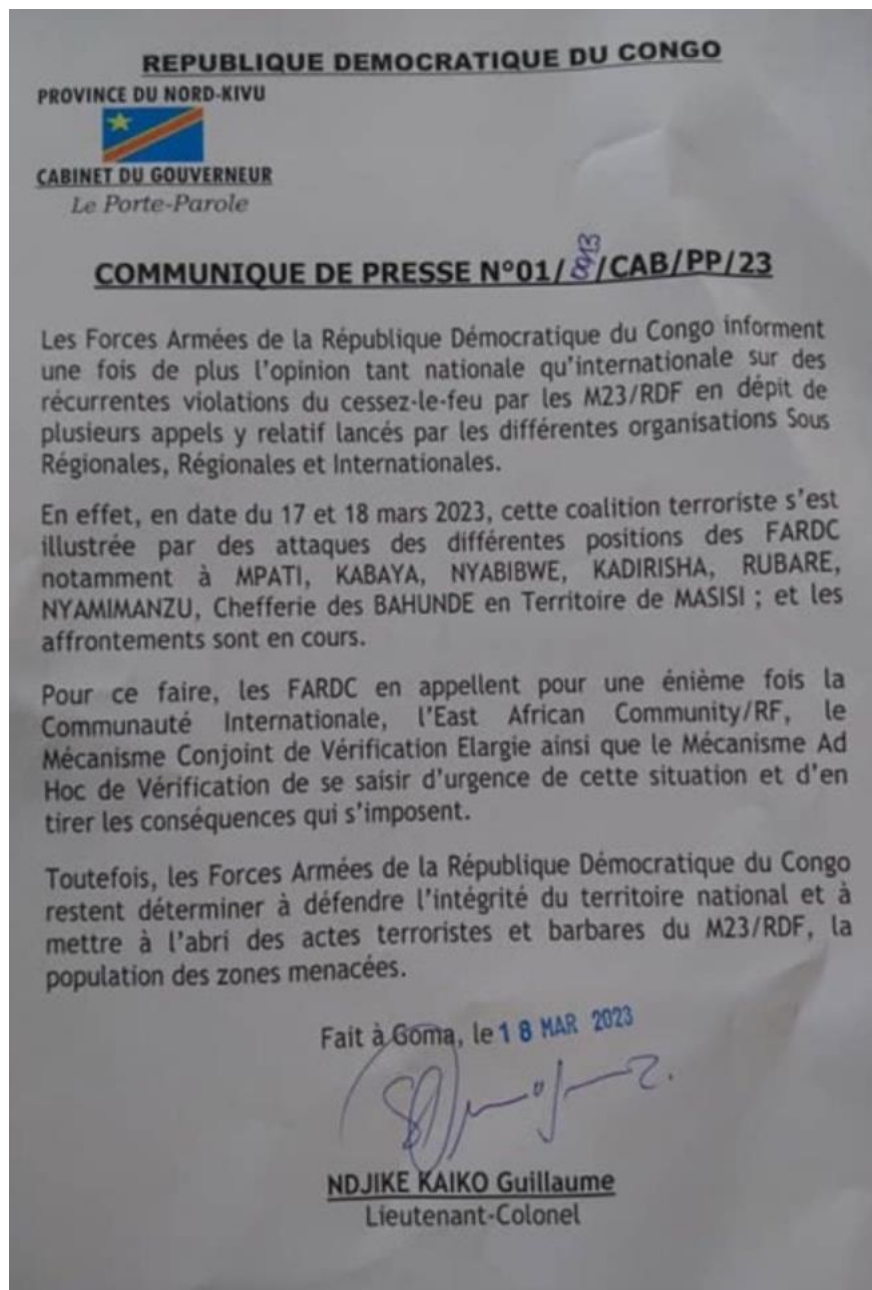
NDJIKE KAIKO Guillaume
 LtCol
 Porte Parole



substitutes.”

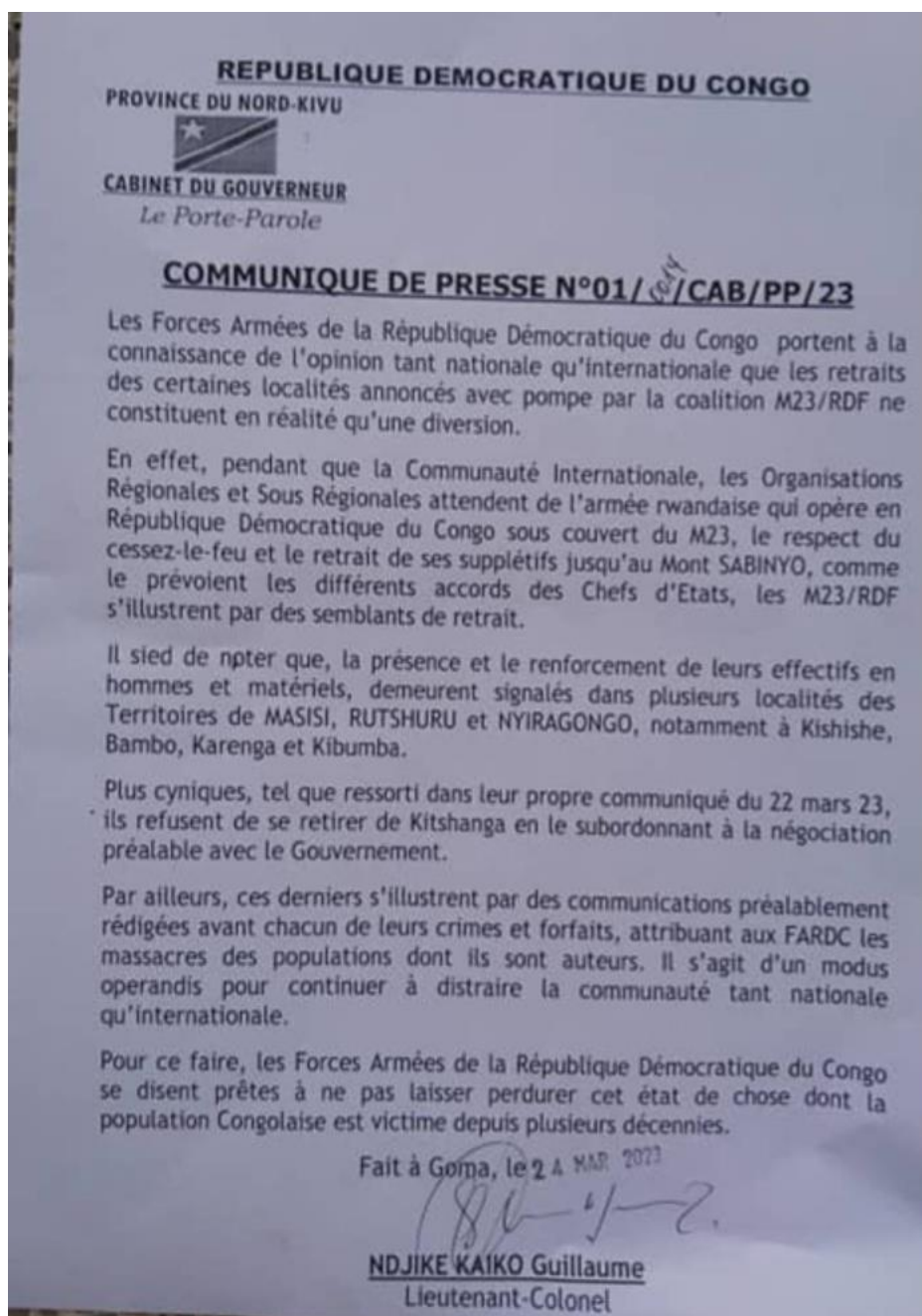
Document provided to the Group by FARDC source

- Communiqué of 18 March 2023 stating that “M23/RDF” violated the ceasefire and that on 17 and 18 March, this “terrorist coalition” attacked different FARDC positions in Mpati, Kabaya, Nyabibwe, Kadirisha, Rubare and Nyamimanzu, Masisi territory:



Document provided to the Group by FARDC source

- Communiqué of 24 March 2023 alleging that the withdrawals from certain localities announced by the “M23/RDF coalition” are only a diversion, and referring to the “Rwandan army that operates under the guise of the M23.”



Document provided to the Group by FARDC source

- Communiqué of 29 March 2023 claiming that Rwanda sent reinforcements of troops and equipment to the DRC, and that RDF and M23 troops attacked Mweso town, Masisi territory, on 28 March 2023.

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
PROVINCE DU NORD-KIVU

CABINET DU GOUVERNEUR
Le Porte-Parole

COMMUNIQUE DE PRESSE N°01/2023/CAB/PP/23

Fidèle aux violations constantes et à la non-observance des engagements souscrits, le RWANDA continue de distraire la communauté internationale et d'acheminer des renforts en troupes et en équipements en République démocratique du Congo.

Resté dans la posture d'agression, son armée, les Forces de Défense du Rwanda et leurs supplétifs du M23 ont attaqué, ce mardi 28 mars 2023, la cité de MWESO en territoire de MASISI, malgré le déploiement de la Force Régionale.

Les combats encore en cours ont provoqué des dégâts collatéraux et le déplacement des populations.

L'attitude de l'armée rwandaise démontre clairement la détermination du pouvoir de Kigali à défier la Communauté internationale et à ne pas respecter les recommandations ni de l'Union Africaine, encore moins de la Communauté de l'Afrique de l'Est à laquelle ce pays appartient.

Contre vents et marrées, les Forces Armées de la République Démocratique du Congo s'emploient à tout mettre en œuvre pour en finir une fois pour toutes avec les aventures des RDF et des terroristes du M23 en RDC.

Fait à Goma, le 29 MAR 2023


NDJIKE KAIKO Guillaume
Lieutenant-Colonel

Document provided to the Group by FARDC source

Annex/Annexe 29:

Additional information on the presence of RDF elements in North Kivu and examples of documents detailing the presence of some RDF elements in North Kivu, including RDF elements killed in North Kivu

Informations complémentaires sur la présence de membres des RDF au Nord-Kivu et exemples de documents détaillant la présence de certains éléments RDF, y compris des éléments tués au Nord-Kivu

The Group obtained lists and pictures of RDF soldiers and commanders reportedly present and some killed while involved in operations in North Kivu. Some names and images of RDF soldiers also circulated on social media and messaging applications (Facebook, WhatsApp, etc.). Other information relating to the presence of RDF soldiers in North Kivu was contained in documents that were recovered at the site of clashes, including some documents recovered on the remains of deceased soldiers, in areas under M23 control and where RDF presence had been reported.

Documents recovered on presumed RDF soldiers at Kilima (Kisheshe) on 29 November 2022

For example, on 29 November 2022, the Group received copies of documents recovered from the remains of at least one RDF soldier killed in combat at Kilima, near Kisheshe. Some of these documents were signed by a “Lieutenant-Colonel E. Mugabo” (see images below). Several sources reported that three RDF officers and many M23 combatants were killed in combat on 29 November 2022 in Kilima, near Kisheshe (see also Annex 40 on the Kisheshe incident). According to these sources, one of the RDF elements killed was Lieutenant-Colonel Emmanuel Mugabo, who had been in charge of the operations in the area. However, the Group could not independently confirm his death.

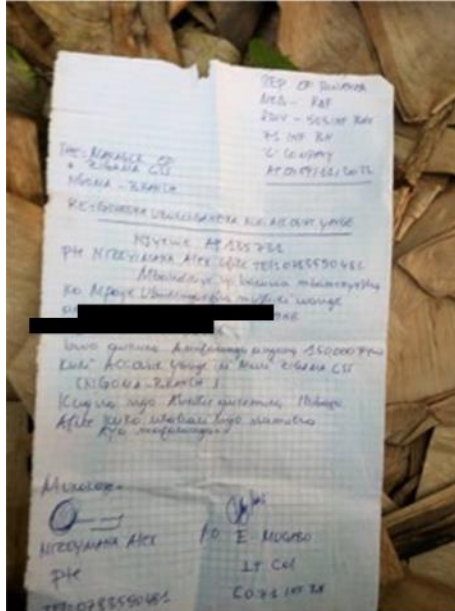
The documents below, recovered by a local armed group engaged in fighting M23 and RDF, are signed by RDF elements (details below in the translations) and by their superior, Lieutenant-Colonel Emmanuel Mugabo, and detail that the RDF elements provided power of attorney on their bank accounts to close relatives. The amounts are shown in Rwandan currency and the banks referred to are located in Rwanda.

One RDF officer confirmed to the Group that RDF soldiers sometimes carry these types of documents when sent to the battlefield.



Translation:

“Power of attorney on my account: Me, AP 13554, Pte Barore Elyse, telephone 9791088723, I am writing to inform you that I give the mandate to my mother who is called [REDACTED](...) to collect my money in my account in Zigama, Ngoma Branch (100.000 Rwf) (...) so that she can use it for her needs in case of my absence (...) Signed: Borare Elyse and Lt-Col E. Mugabo”



Translation:

“Power of attorney on my account: me, AP 135731, Pte Nizeyimana Alex, tel: 0783590481, I am writing to inform you that I give the mandate to my sister [REDACTED] (...) to collect my money in my account in Zigama, Ngoma Branch, 150.000 Rwf (...) so that she can use it (...) Signed: Nizeyimana Alex and Lt-Col E. Mugabo”



Translation:

“(…) 100.000 in my account at the Zigama bank (Kachiru branch) in order to solve the financial problems as I am not present to give the money. Thank you. Signed: Niyoyita J Taime and Lt-Col E. Mugabo.

The above documents were obtained from civil society sources and individuals close to armed groups on 29 November 2022.

Other information about deceased soldiers, presumably RDF elements

The Group received information - including the rank, names, reported dates of death and/or pictures - of 14 individuals reportedly belonging to the Rwandan army or Rwandan reserve force that were allegedly killed in North Kivu, DRC, between May 2022 and March 2023.

The Group sent this information to the Government of Rwanda. Following the Group’s request for information, the Government of Rwanda replied that “out of 14 individuals presented (…) eleven (11) of them are indeed deceased members of RDF. However, none of them was killed in DRC but passed away in Rwanda due to either accidents or natural illness.”

The Government of Rwanda also noted that 12 individuals referred to in the Group’s request for information appear in a propaganda video clip authored by renowned DRC/FDLR propagandists. While the Group acknowledges that several lists and pictures also circulated amongst FDLR circles and local armed groups too, the Group also obtained information on the majority of the individuals from a range of sources, independent from the FDLR. The Group also notes that Rwandan officials and one RDF officer confirmed the killing of RDF soldiers in North Kivu Province between May 2022 and March 2023 to the Group. The Group further reiterates that RDF soldiers were arrested on DRC territory (see also [S/2022/967](#), annex 28).

One RDF officer informed the Group that one of the objectives of the mid-March 2023 clashes south and southwest of Sake (see also para. 42) was to take control of Minova on the lakefront, in order to evacuate the corpses of deceased RDF soldiers via Lake Kivu. RDF Colonel Deo Rusanganwa, the commanding officer of the marine unit, was reportedly in charge of these operations.

Information on presence of RDF soldiers and officers in Masisi territory

The Group also reviewed information regarding 17 RDF soldiers and officers involved in operations against FARDC, local armed groups and FDLR in Masisi territory, North Kivu, between 1 January and 15 March 2023. The Group obtained detailed information regarding these individuals, including their rank, names and registration numbers.

The Group sent all details regarding the seventeen RDF soldiers and officers to the Government of Rwanda. This included Colonel Alex Nkuranga, whose presence was reported to the Group by reliable sources in Mushaki and Karuba area in February and March 2023 (see also para. 57). The Government of Rwanda denied the alleged presence of Lieutenant Colonel Alex Nkuranga in Mushaki in March 2023.

The Rwandan authorities did not provide any specifics regarding the other sixteen RDF soldiers but stated that “the Government of Rwanda equally refutes these allegations that seek to validate DRC and FDLR propaganda and narrative”.

Annex/Annexe 30:

Column of at least 30 combatants described as RDF marching through Kiwanja town on 15 November 2022

Colonne d'au moins 30 combattants décrits comme des RDF traversant la ville de Kiwanja le 15 novembre 2022

Eyewitnesses, civil society actors, local authorities and FARDC sources reported that on 15 November 2022, RDF soldiers marched through the centre of Kiwanja town. The video filmed that day and obtained by the Group on 16 November shows at least 25 soldiers marching as part of a column and wearing full battledress and equipment, including helmets, backpacks and personal weapons, similar to those of the RDF. The video was widely distributed on social media on 15, 16 and 17 November 2022 and was geolocated as having been filmed near Radio Racov in Kiwanja.

Eyewitnesses interviewed by the Group identified the armed and uniformed men as RDF members because of their distinct military equipment and uniforms, their well-organized structure which is different from that of the M23, their modus operandi and their spoken language.

Other sources, including intelligence and diplomatic sources, also reported that the soldiers' walking in formation, trained behaviour and equipment suggested that these combatants belonged to a conventional army, while also stressing that M23 and RDF are often indistinguishable.



Above: Screenshots of the video provided to the Group by civil society sources on 16 November 2022.

 **Patrick Ricky Paluku**
@PatrickPaluku1

Les Rwandais entrent en masse ce mercredi à Kiwanja comme vus en cette vidéo. En temps, les FARDC pilonnent la colline de Nyundo située à 1km de la frontière RDC-Rwanda, en localité Rwibiranga Groupement de BUHUMBA où les M23 ont débordé. Kabuhanga et Hehu, aussi en ébullition.

[Translate Tweet](#)



10:08am · 16 Nov 2022 · Twitter for Android

50 Replies · 42 Retweets · 72 Likes

Above: Tweet of 16 November 2022 by Ricky Paluku claiming to show RDF troop reinforcements in Kiwanja

Annex/Annexe 31:

Combatants wearing equipment similar to those of the RDF

Combattants portant des équipements similaires à ceux des RDF

On 7 March 2023, combatants wearing military attire and weapons similar to those of RDF were spotted on a fortified hill in Karuba which was under M23 control at the time. Armed group combatants, civil society and security sources confirmed the presence of RDF soldiers in the area that day. The Group notes that one RDF officer also stated that the individuals depicted in these images certainly were RDF soldiers.



Picture on the right below: HE-Frag OG-9 projectile, used in recoilless launchers SPG-9 or 2A28 light tank guns



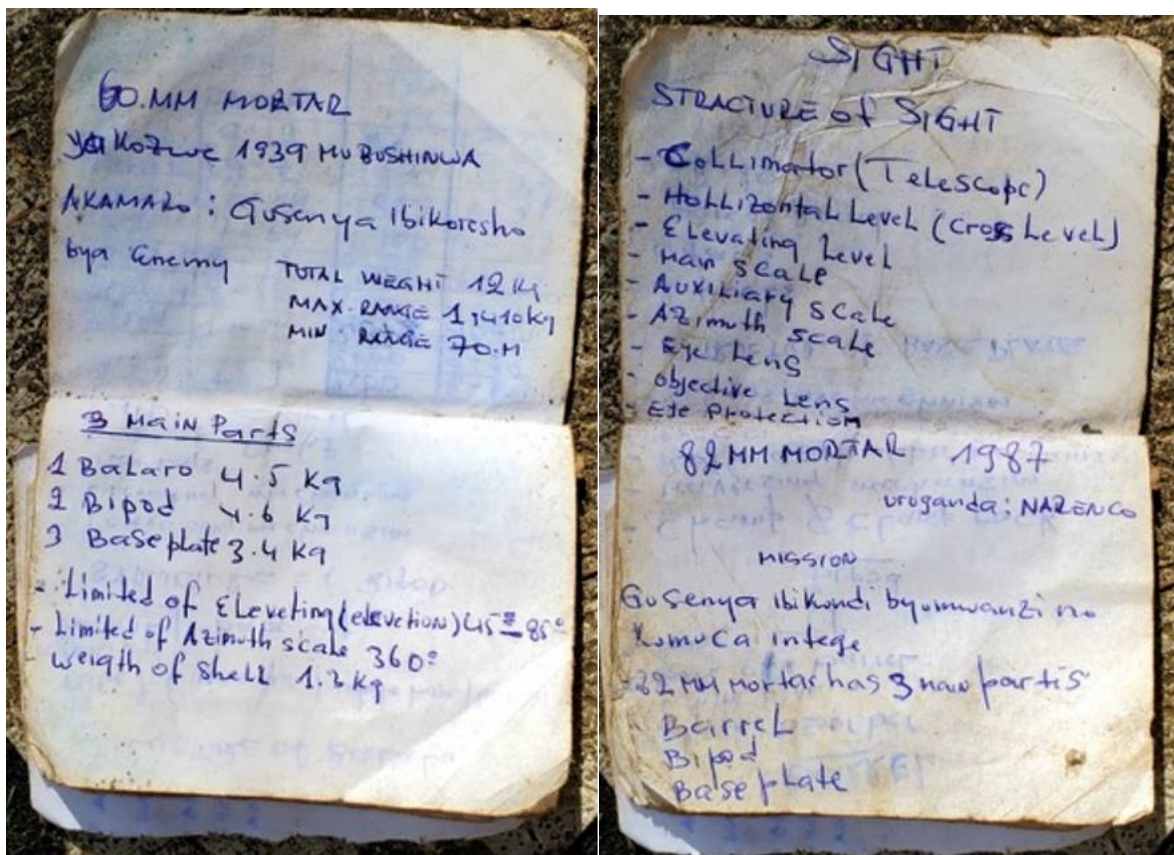
Pictures provided to the Group by a source with knowledge of the matter

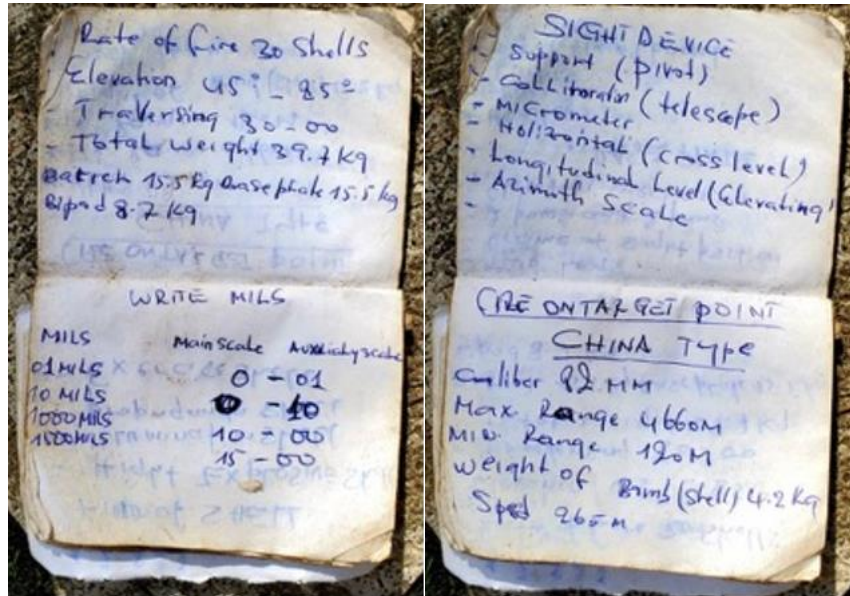
Annex/Annexe 32:

Excerpts of a notebook recovered in Mushaki detailing names and grades of suspected RDF soldiers, presence and use of mortars and mission

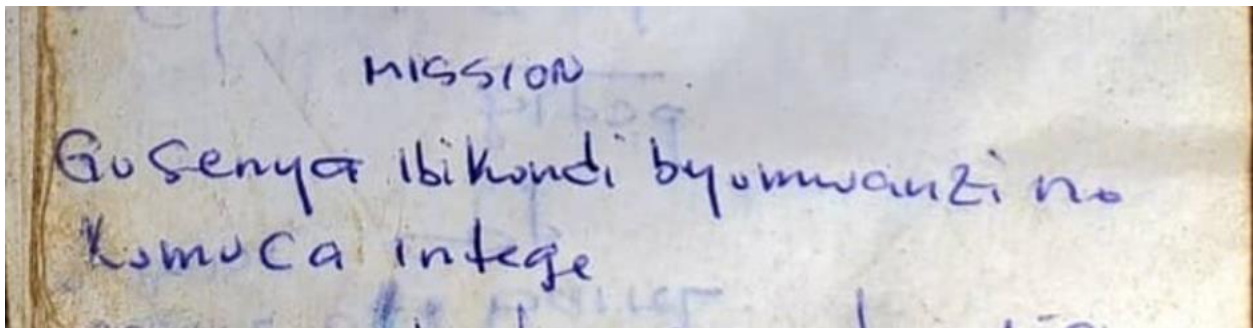
Extraits du carnet de notes retrouvé à Mushaki détaillant les noms et grades des soldats présumés des RDF, la présence et l'utilisation de mortiers et la mission

- Excerpts on the mortar use and weaponry:





- Excerpt on the mission articulated as “destroying the armed forces by breaking their integration” (translation) (see para. 57)

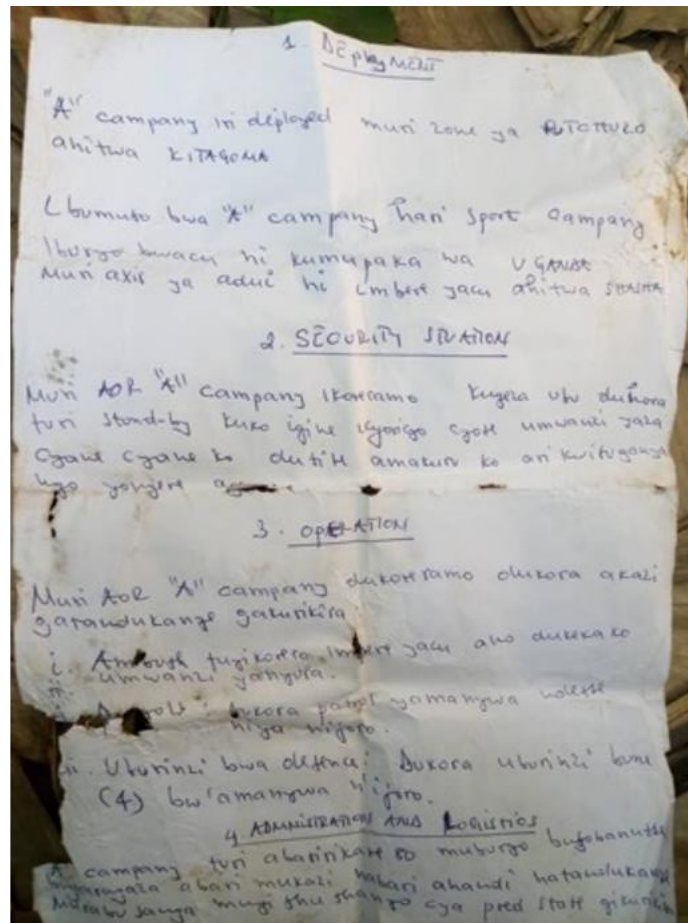


- Excerpt with some names and grades of soldiers (see also annex 29):



Notebook provided to the Group by source with knowledge of the matter

- Example of other documents detailing some operations in North Kivu



Document provided to the Group by civil society sources

Translation:

- “1. Deployment: A company A is deployed in Rutshuru in a place called Kitagoma. To the west of company A there is the company sport, and to the east is the Ugandan border, the enemy is in front of us on the Shasha axis.
2. Security situation: In the AOR where company A is operational, we remain on high alert because we know that the enemy can come and attack us at any time; we have information according to which the enemy will attack us to (...).
3. Operations: In the AOR where our company A is operational, we carry out the following tasks: we set up ambushes in front of our operational sector where the enemy can pass, we do night and day patrols, we defend our positions at night and during the day.
4. Administration and logistics: In our company A we are 80 soldiers in total including those that are in operations and those that are elsewhere.”

Annex/Annexe 33:

Examples of aerial footage and photographic evidence confirming the presence of RDF soldiers on DRC territory

Exemples de séquences aériennes et de preuves photographiques confirmant la présence de soldats des RDF sur le territoire de la RDC

- On 21 and 22 December 2022, about 200 soldiers equipped with uniforms, weaponry and backpacks similar to standard RDF issue were spotted in the so-called “three antennas” area in Kibumba, Nyiragongo territory. Armed group combatants, civil society and security sources confirmed the presence of RDF soldiers in the area during this period. The Group notes that one RDF officer also stated that the individuals depicted in these images certainly were RDF soldiers:





Footage provided to the Group by source with knowledge of the matter

- On 19 January 2023, RDF soldiers, between two and four sections, were spotted 8.6 kilometers southeast of Kitchanga. Aside from the elements assembled at the position, approximately 15 elements were standing inside the trenches. One image shows about 25 RDF soldiers organized in three groups and wearing similar battledress and equipment. The imagery also shows two objects considered to be either rocket-propelled grenade launchers or portable missiles (possibly type SA7 or SA16t):





Annex/Annexe 34:

RDF entry points

Points d'entrée RDF

Civil society actors, local authorities, diplomats, researchers, one RDF element and eyewitnesses reported that between November 2022 and March 2023, RDF troops arrived from the Rwandan side of the border and entered the DRC through, inter alia, Bukima, from where they moved to Rugari and Kakomero, and further to Burungu via a path in Virunga National Park.

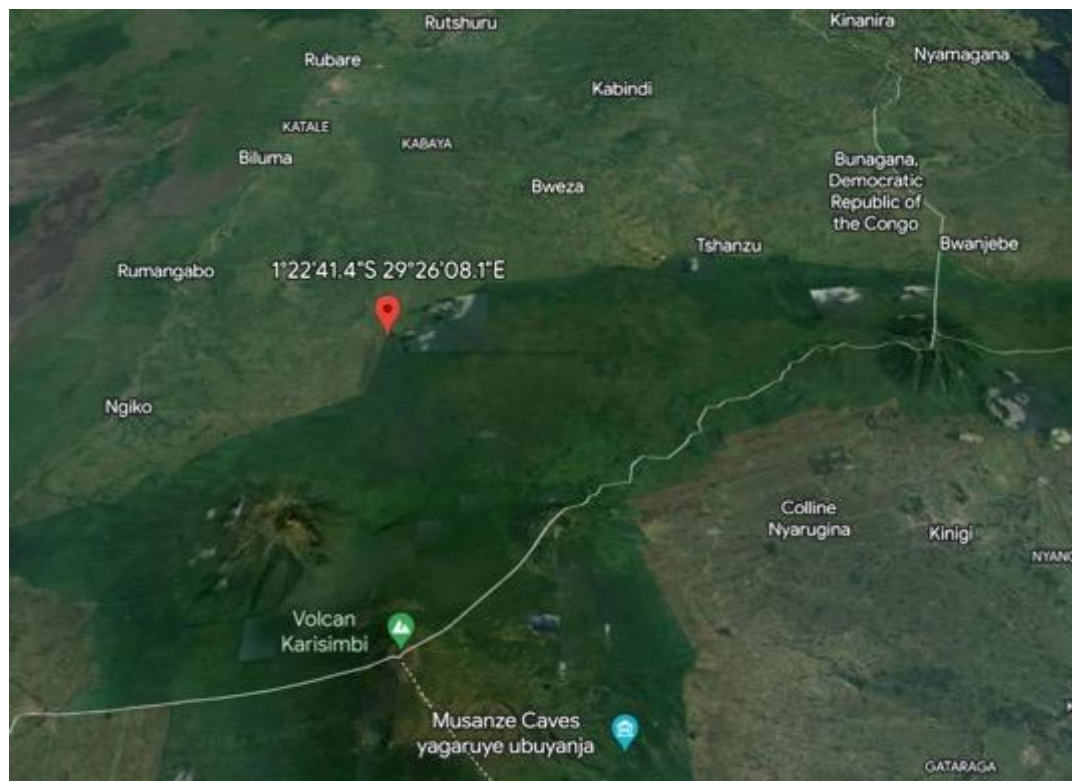
RDF troops also entered through Kabuhanga, south of Kibumba, Nyiragongo territory, to move to the three antennas area, and through Ndiza close to the Sabinyo volcano, to move to Jomba groupement.

The same sources also reported that once RDF troops arrived in Kitshanga area, they split into two directions, i.e., north towards Mweso and south towards Kilolirwe and Mushaki area.

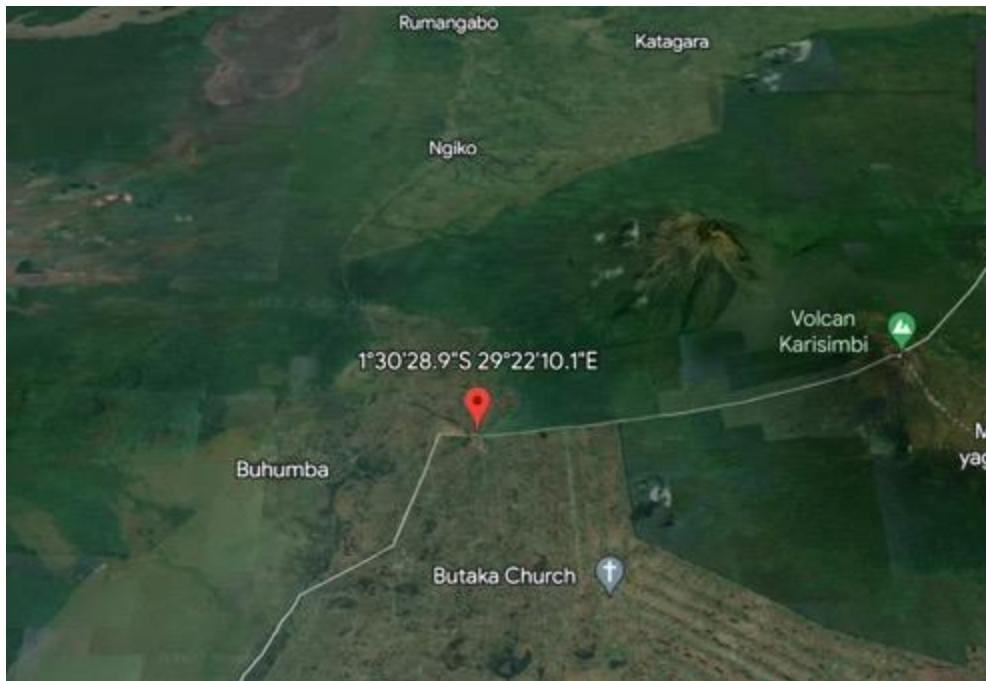
One RDF element involved in operations in Tongo said that his section had been sent to the area from Mukamira in Rwanda.

Civil society sources, eyewitnesses and security sources reported that RDF had a logistics base in Katale, Rutshuru territory.

- Bukima: 1°22'41.4''S-29°26'08.1''E



- Kabuhunga: 1°30'28.99"S-29°22'10.17" E



- Ndiza (1°22'21.2"S-29°33'49.9"E)



Annex/Annexe 35:

Rwandan officers involved in operations in North Kivu

Officiers rwandais impliqués dans les opérations au Nord Kivu

- General James Kabarebe: Defence and Security Advisor to the President
- General Jean Bosco Kazura: Chief of Defence Staff
- Lieutenant-General Mubarakh Muganga: Army Chief of Staff
- Major-General Vincent Nyakarundi: Chief Military and Defence Intelligence
- Major-General Ruki Karusisi: Special Force Operations Commander
- Major-General Eric Murokore: Reserve Force Coordinator Northern Province including volcanoes area
- Major-General Franck Mugambage: Acting Reserve Force Chief of Staff
- Brigadier-General Rugumyangabo Gacinya: Chief Operations RDF/M23, based in Bunagana

Annex/Annexe 36:**Additional information on the 24 January 2023 shooting of a FARDC SU-25 fighter jet****Informations complémentaires sur le tir du 24 janvier 2023 sur un avion de chasse SU-25 des FARDC**

On 24 January 2023, three shots were fired from the line of the international border between the DRC and Rwanda (see below).²⁴⁵ One surface-to-air missile hit the Sukhoi aircraft which, despite the damage, was able to land at Goma airport.

Rwandan authorities nearly immediately took responsibility for the incident, stating that “defensive measures” had been taken since this was the third time that a Congolese fighter jet had violated Rwandan airspace. Rwanda had already accused Congolese aircraft of violating its airspace in November and December 2022.²⁴⁶

The DRC Government, in an official communiqué, “condemn[ed] and strongly denounce[d] the attack against one of its Sukhoi 25 aircraft by the Rwandan army” and stated that the aircraft “did not fly over Rwandan air space” (see below). The DRC Government also considered this attack to be “a deliberate act of aggression that amounts to an act of war.”

The Group notes that the proximity of Goma airport to the international border with Rwanda, and the position/direction of the landing strip limit most aircraft, whether military or civilian, to briefly transiting through Rwandan airspace prior to landing.

These incidents and others from the recent past (see [S/2022/479](#), para. 63 and [S/2022/967](#), annex 15) forewarned that there was a risk of military aircraft operating in North Kivu to be targeted.

On 5 February 2023, the shooting of a MONUSCO transport helicopter, possibly by M23 elements,²⁴⁷ resulted in two South African pilots being wounded, one of whom subsequently died of his injuries. On 24 February 2023, a UN Humanitarian Air Service (UNHAS) helicopter came under fire at a 10-minute flying distance from Goma (see below). The aircraft managed to land without any casualties. Consequently, MONUSCO and UNHAS decided to suspend all helicopter flights operating in eastern DRC, a move that impacted MONUSCO operations and humanitarian activities in the area. The Group reiterates that attacks on UN peacekeepers and humanitarian staff constitute sanctionable acts under the applicable sanctions regime.

²⁴⁵ The Group of Experts was present in Goma that day and heard the three shots.

²⁴⁶ On 7 November and 28 December 2022.

²⁴⁷ Investigations are ongoing.

- Map showing the international border, the reported position of the missile prior to the shooting and the reported position of the fighter jet when hit:



Annotated map obtained from source with knowledge of the matter
Several videos of the shooting of the fighter jet are on file with the Secretariat

- Official communication of the DRC Government on the 24 January 2023 shooting of a FARDC SU-25 fighter jet:



MINISTÈRE
DE LA COMMUNICATION
ET MÉDIAS

COMMUNIQUÉ OFFICIEL

Le Gouvernement de la République Démocratique du Congo condamne et dénonce fermement l'attaque de son avion de chasse par l'armée rwandaise dans l'espace aérien Congolais et n'entend pas se laisser faire

Le Gouvernement de la République Démocratique du Congo condamne et dénonce fermement l'attaque contre l'un de ses avions Sukhoï-25 par l'armée rwandaise, ce 24 janvier 2023 vers 17h00 à Goma, chef-lieu de la province du Nord-Kivu.

Cet avion de chasse a été attaqué pendant qu'il entamait son atterrissage sur la piste de l'aéroport international de Goma. Les tirs rwandais ont été dirigés vers un aéronef Congolais volant à l'intérieur du territoire Congolais. Il n'a nullement survolé l'espace aérien rwandais. L'avion a atterri sans dégâts matériels majeurs.

Cette attaque s'ajoute à l'offensive déclenchée ce matin par l'armée rwandaise vers Kitchanga et immédiatement repoussée par les Forces Armées de la République Démocratique du Congo (FARDC). Dans l'entre-temps, il est observé des colonnes de militaires de l'armée rwandaise en provenance du Rwanda pour renforcer les positions de Kibumba et Bwito en prévision d'autres actions criminelles.

Le Gouvernement considère cette énième attaque du Rwanda comme une action délibérée d'agression qui équivaut à un acte de guerre n'ayant pour objectif que de saboter les efforts en cours dans la mise en œuvre des actions convenues dans le cadre des processus de Luanda et de Nairobi pour la restauration de la paix à l'Est de la République Démocratique du Congo et dans la région des Grands-Lacs.

Par ailleurs, à quelques jours du démarrage des opérations d'enrôlement des électeurs au Centre et à l'Est du pays, le Gouvernement appelle l'attention de la communauté internationale sur la nécessité et l'urgence de maintenir la pression sur le Rwanda et le mouvement terroriste M23 pour qu'ils cessent la violence qui risque d'hypothéquer ces opérations en cette année électorale.

Enfin, bien qu'étant engagé dans les différents processus de paix précités, le Gouvernement de la République Démocratique du Congo se réserve le droit légitime de défendre son territoire national et ne se laissera pas faire.

Fait à Kinshasa, le 24 janvier 2023.

Kinshasa-RDC
Adresse : ES, avenue TABU-LEY (ex. TOMBALAYE), Bâtiment RATELSCO (RTNC 2) Commune de la Gombe, Kinshasa-RDC
• Courriel : info@communication.gouv.cd
• Site web : <https://communication.gouv.cd>
• Réseaux sociaux : @com.mediasRDC

Communication obtained from FARDC source

- Official United Nations communication on the 24 February 2023 attack of a UNHAS helicopter

United Nations



Nations Unies

Bureau du Coordonnateur humanitaire en République démocratique du Congo

Une attaque sur un hélicoptère opéré par l'UNHAS met en péril l'action humanitaire dans l'est de la RDC

Kinshasa, le 26 février 2023 - Le vendredi 24 février, un hélicoptère opéré par le Service aérien humanitaire des Nations Unies (UNHAS), géré par le Programme alimentaire mondial (PAM), a essuyé des tirs à 10 minutes de Goma, lors de son retour de Walikale. Les trois membres de l'équipage et 10 passagers à bord de l'hélicoptère sont heureusement indemnes.

« Nous sommes profondément préoccupés par la sécurité des opérations aériennes et des acteurs humanitaires qui dépendent de ces vols pour atteindre les groupes les plus vulnérables de la population. L'opération des services aériens humanitaires en République démocratique du Congo reste indispensable pour fournir une assistance humanitaire à des centaines de milliers de personnes dans certaines parties du pays difficilement accessibles » a déclaré le Coordonnateur humanitaire Bruno Lemarquis.

Cette dernière attaque est la deuxième au cours des six derniers mois : une première attaque ayant eu lieu en septembre 2022.

En conséquence, le PAM a décidé de suspendre temporairement tous les vols humanitaires dans les zones de conflit au Nord-Kivu et en Ituri, jusqu'à ce que des mesures supplémentaires soient prises pour garantir la sécurité des vols et des acteurs humanitaires qui les utilisent.

Malheureusement, cette suspension affectera l'axe Goma - Beni - Bunia, et l'axe Goma - Walikale - Pinga - Kibua - Masisi - Oninga - Kirumba - Rwindi - Roe et Nibili. Cette suspension aura un impact négatif sur l'acheminement de l'aide humanitaire indispensable aux personnes vulnérables dans ces zones.

« Nous appelons toutes les parties au conflit à respecter le droit humanitaire international et à épargner les acteurs et les biens humanitaires, y compris les aéronefs humanitaires. Nous devons travailler ensemble pour créer un environnement propice à l'acheminement de l'aide humanitaire aux personnes dans le besoin » a souligné M. Lemarquis.

Cette attaque intervient quelques jours après le lancement du Plan de réponse humanitaire 2023, qui vise à apporter une assistance humanitaire à 10 millions de personnes, dont la plupart se trouvent dans l'Est du pays, pour un montant de \$2,25 milliards.

Communication obtained from MONUSCO sources

Annex/Annexe 37:**Arbitrary arrests, enforced disappearances and torture by M23****Arrestations arbitraires, disparitions forcées et torture par le M23**

The Group documented a practice of arbitrary arrests by M23 in areas under its control.²⁴⁸ Several sources reported that individuals suspected of being members of enemy armed groups, or suspected of collaborating with Congolese authorities, FARDC or enemy armed groups, were systematically arrested, detained, and some were tortured or executed by M23. Many have disappeared and their fate remains unknown (see also [S/2022/967](#), para. 57).

According to a civil society source from Rutshuru, in December 2022 over 70 persons were incarcerated in several cells in Rutshuru, including in an underground holding cell in Nyongera. Witnesses interviewed by the Group reported that prisoners were often tortured and families were denied access to them.²⁴⁹

The Group documented the arrest by M23 elements of Mugabushoboye Bazirushaka Andre at Katale, Rutshuru territory, on 7 December 2022. His arrest was witnessed by several villagers. He was suspected of being a member of FDLR, and according to witnesses, he was forced by M23 to point out the locations where FDLR were possibly hiding in the area. The family of the victim did not receive any news of his whereabouts until the time of writing this report. After Bazirushaka Andre's arrest, M23 accused the civilian population of Katale and neighbouring Rugari of cooperating with FDLR and instructed them to immediately vacate these localities (see copy of statement below issued by the civil society *Force Vive de Congo*). Sources also reported that M23 burned down or destroyed several houses in Rugari, during a search/revenge operation against FDLR combatants or presumed collaborators.²⁵⁰

²⁴⁸ MONUSCO, civil society sources, researchers, and several testimonies of eyewitnesses to arbitrary arrests.

²⁴⁹ Civil society sources, community leaders, and two civilians living in the Rutshuru area.

²⁵⁰ The burning of the houses was confirmed by several eyewitness testimonies, including IDPs who returned to the area in search of food or other supplies.



Above: Statement by the president of the Rumangabo civil society *Force Vive de Congo* on the disappearance of Mugabushoboye Bazirushaka Andre and the persecution of the local population

Similar incidents were reported by multiple sources interviewed by the Group in various areas controlled by M23, including in Kisheshe and Bambo. These sources stated that M23 often punished and incarcerated civilians for allegedly collaborating with the enemy or for refusing to submit to the demands of M23 combatants. They reported that civilians were also confined and prevented from leaving the conquered villages, were thoroughly searched and their phones confiscated, mainly to prevent them from providing information about events in their villages. M23 combatants did not hesitate to shoot civilians who tried to escape.

An inhabitant of Kisheshe reported that M23 systematically harassed the local population and invented false pretexts to punish them. Initially they killed those accused of treason or disobedience, but subsequently began a practice of asking for payment to release the captives. The source claimed that the ransom payment varied between 50,000 and 200,000 Congolese francs.

One inhabitant of Bambo witnessed several incidents of M23 combatants harassing local civilians on suspicion that they were Mai-Mai or FDLR combatants. In particular, he witnessed M23 cutting the leg of a man accused of being a Mai-Mai combatant.

Another source reported the arrest by M23 of two minors in Kisheshe, accused of being the children of a FDLR combatant. The children were taken and were never seen again. The same source explained that M23 inquired about the identities of suspected individuals, and if locals did not vouch for them as belonging to the community, they were killed.

Several sources also indicated that community leaders installed/appointed by M23 were required to regularly report on activities in the village and to denounce all suspicious activities, notably enemy collaborators. This was confirmed by two leaders installed/nominated by M23 in two distinct localities.

Multiple, independent sources interviewed by the Group reported a practice of corporal punishments administered by M23 combatants to those who disobeyed orders or were suspected of wrongdoing. One source explained that as M23 did not have proper prisons, the regular punishment for transgressions was beatings. M23 often killed those suspected or accused of serious offences (for example theft or giving information to the enemy).

Three sources, two of whom had to carry out forced labour on several occasions, had seen other civilians getting severely beaten for refusing to carry out the mandatory community service called “salongo” (see also annex 45 below).

Below: Photographic evidence provided to the Group by a security source shows M23 combatants administering corporal punishment to an unidentified man on 7 March 2023 at Karuba:





Annex/Annexe 38:**Summary executions of civilians and captured or suspected combatants by M23****Exécutions sommaires de civils et de combattants capturés ou présumés par le M23**

Multiple, independent sources reported that M23 often executed civilians as well as individuals suspected of being enemy combatants or collaborators, to punish them or to prevent them from fleeing.²⁵¹

On 21 November 2022, M23 executed 10 young men at Mburambaze on the outskirts of Bambo town in Bwito chiefdom.²⁵² According to local sources, they were executed by M23 combatants allegedly because some of their companions escaped during a brief combat between M23 elements and FARDC on the outskirts of Bambo town. The men were taken by force in the villages of Kabizo and Butare, when M23 passed through their villages on their way to conquer Bambo. An eyewitness had seen the young men transporting baggage for M23 the previous day, as they passed through Buhambi, on their way to Bambo. The same witness had seen their bodies at the entrance of Bambo, soon after they were killed, and confirmed they were the same men seen the previous day. Inhabitants of Bambo identified the victims and contacted their families to recover their remains.

²⁵¹ Civil society, local residents/eyewitnesses to incidents, community leaders, MONUSCO sources.

²⁵² Three independent sources, inhabitants of Bambo, as well as MONUSCO sources.

Annex/Annexe 39:

M23 communiqué of 3 December 2022 signed by “President” Bertrand Bisimwa, denying the massacre of civilians at Kisheshe

Communiqué du M23 du 3 décembre 2022 signé par le président Bertrand Bisimwa, niant le massacre de civils à Kisheshe

Les événements du 29/11/2022 à Kisheshe ont été fortement manipulés et médiatisés pour des raisons politiques. Le M23 a tenu à faire parler les faits sans les distordre de manière à rétablir la vérité. Pour la 1ere fois nous parlons du nombre et des noms des morts, nos excuses.

Translate Tweet

5:44 am · 4 Dec 2022

Above: Announcement regarding the events at Kisheshe posted by Bertrand Bisimwa on his official Twitter account (@bbisimwa) on 4 December 2022, sharing the official M23 communiqué published on 3 December 2022

Below: The same message above reposted in English on the official Twitter account of the M23 Movement M23RDCONGO (@M23_ARC), on 4 December 2022

M23RDCONGO @M23_ARC - 4 Dec 2022

The events of 11/29/2022 in Kishishe were heavily manipulated and publicized for political reasons. The #M23 wanted to make the facts speak without themselves in order to restore the truth. For the first time we are talking about the number and names of the dead. Please, apologies

DEVELOPMENT OF EVENTS IN THE VILLAGE OF KISHISHE

What did really happen in the village of KISHISHE in the territories of M23?

The M23 Movement Directorate, hereby, informs the international and national community that the ongoing political and media campaign, waged against it by the DRC Government, is contaminated with the sole purpose of wanting to mislead and incite violence from the ongoing genocide in the territories of South Kivu and Ituri. This tactic lacks authenticity. The M23 Movement regrets that the countless allegations against it from the head of a false militia are taken as true in the face which, as the contrary happened elsewhere, proved untrue in the end.

The M23 Movement is so affected by the course of its struggle, hence, pays particular attention to the protection of the positions and their aspects of the role of engagement on the battlefield in line with international humanitarian law and safeguarding of the lives of civilians. It cannot tolerate unfounded allegations by means of a communication attack that consisting of inflicting the fabrications by the DRC Government.

In regard to the generalized armed conflict between a unit of FARDC and the DRC Government, members of FARDC, FDLR, INTERAHUKU, INTERKIBU and Inter-Ituri, on November 29th, 2022, in the village of KISHISHE, as well as the political fighting of the DRC Government, which has never declared a national mourning with the flag at half mast for the thousands of Congolese civilians slaughtered by the said DRC Government (FDL, FDLR, INTERAHUKU and INTERKIBU), the M23's, however, obliged to shed the light on the event that got much media attention and huge manipulation.

On 29th November 2022, the DRC Government appointed Brigadier General (Général) BERTHELEMY NOUNOU as commander in charge of operations with the special mission of saving the border armed group, FARDC, located by FARDC in 2020 and to gather different armed groups operating in the part of the country to launch an offensive against the M23 in the territory of Rutshuru. This armed group, FARDC is known for its serious abuse perpetrated against civilians in the territory of KISHISHE between the years 2016 and 2020. DRC, M23 COMMUNIQUE 01 NOVEMBRE 2022, 002.


On November 29th, 2022, marks the official institution day of FARDC/DFP in DR Congo in the territory of KISHISHE, by M. BERTHELEMY NOUNOU with the approval of using war on M23.

On November 29th, 2022, following the infiltration and attack orchestrated by the DRC Government against the FARDC/DFP against FARDC in the FARDC General (Général) NOUNOU and the other FARDC, INTERAHUKU and INTERKIBU, to restore the security in the village of KISHISHE and to restore full control of it, INTERKIBU INTERAHUKU then conducted a first public attack aimed at restoring national mourning in the territory of KISHISHE and then, under their own false name (unit of FARDC, INTERAHUKU and INTERKIBU), the M23/DFP forces with civilians a counter-offensive.

M23RDCONGO and 2 others

13 45

Below: Full text of M23 communiqué issued on 3 December 2022 relating to the events at Kishishe, signed by Bertrand Bisimwa as “Chairman of the M23 Movement”



DEVELOPMENT OF EVENTS IN THE VILLAGE OF KISHISHE

What did really happen in the village of KISHISHE in the territory of Rutshuru?

The M23 Movement Directorate, hereby, informs the international and national community that the ongoing political and media campaign, waged against it by DRC Government, is perpetrated with the sole purpose of tarnishing its image and creating a diversion from the ongoing genocide in the North Kivu, South Kivu and Ituri. This truly lacks authenticity. The M23 Movement regrets that the unverified allegations derived from the head of a tribal militia are taken as true to life facts which, on the contrary happened otherwise, herein below is the explanation.

The M23 Movement is so attached to the cause of its struggle, hence, pays particular attention to the protection of the populations and total respects of the rules of engagement on the battlefield in-line with international humanitarian law and safeguarding of the lives of civilian. It cannot tolerate unfounded allegations by means of a communication attack that consisting of relaying the fabrications by the DRC Government.

In regard to the speculated armed confrontation between a unit of ARC/M23 and the DRC Government's coalition of FARDC, FDLR, PARECO/FF, NYATURA, PACLS and Mai-Mai, on November 29th, 2022, in the village of KISHISHE as well as the political hijacking of the DRC Government, which has never decreed a national mourning with the flag at half mast for the thousands of Congolese citizens slaughtered by the the said DRC Government BENI, ITURI, MINEMBWE and KWAMOUTH, the M23 is, therefore, obliged to shed the light on this event that got much media attention and huge manipulation.

01. In mid-November 2022, the DRC Government appointed Brigadier General MUGABO Hassan in the territory of MASISI as commander in charge of operations with the special mandate of reviving his former armed group, PARECO, founded by himself in 2006 and to gather different armed groups operating in this part of the country to launch an immense offensive against the M23 in the territory of Rutshuru. This armed group, PARECO is known for its serious abuses perpetrated against peaceful citizens in the territory of MASISI between the years 2006 and 2009; CFR: M23 COMMUNIQUE OF NOVEMBER 22nd, 2022
02. November 23rd, 2022, marks the official reactivation day of PARECO/FF in CHUGI in the territory of MASISI, by Mr. SENDUGU MUSEVENI with the objective of waing war on M23;
03. November 29th, 2022, following the infiltration and attack orchestrated by the DRC Government coalition through the PARECO/FF a group belonging to the FARDC General MUGABO Hassan and his allies FDLR, NYATURA and Mai-Mai, to violate the ceasefire in the village of KISHISHE and to therefore take control of it, SENDUGU MUSEVENI then published a first audio which went viral in social networks praising the tremendous work of his fighters and thus, orders them to also take control of TONGO, BAMBO and KALENGERA. The ARC/M23 forces will carry out a counter-offensive

Tél : Porte-Parole Politique +243899411093, Porte-Parole militaire +243814946907 Email : mouvementdu23mars2@gmail.com

to put the enemy out of harm's way. ARC/M23 chased and pursued the enemy towards the localities of KILIMA and KIBIRIZI.

04. In the 2nd audio, published by the same PARECO's political leader, speaking in Kinyarwanda, in order to be also heard by the FDLR, then, he appeals to all of his fighters to use even stones they are extracting from the mines to kill M23 soldiers and snatch their weapons;
05. On November 30th, 2022, throughout the burial ceremony of the enemies' dead combatants on the battlefield, that was organised by the ARC/M23 Unit on ground in collaboration with the local authorities and population, it was then they discovered the presence of civilians bodies. This is when the DRC Government coalition forces (FARDC, FDLR, NYATURA, APCLS, PARECO/FF and MAI-MAI) tried to claim their dead combatants with weapon in hand on the battlefield as civilians. Their announcements went viral on social media with a fanciful and sensational toll of more than 120 dead, on the sole objective of playing with the good faith of people who love peace and justice. Thereafter, many reactions followed from everywhere, based on these allegations that have not been verified by credible sources;
06. On December 1st, 2022, the FARDC Spokesperson officially announces a death toll of 50 civilians after realising that the toll presented by his allies was too blatant to be authentic when in reality there were 8 civilians who died from stray bullets.
07. On Friday, December 02nd, 2022, the DRC Government without any due diligence or investigation and with lack of verified information from credible sources, for political gains has hijack these false allegations with the dual objective, firstly concealing the setbacks suffered by its coalition in the KISHISHE area and secondly, to diverted one's attention on ongoing Genocide committed by its coalition of FARDC, FDLR, PARECO/FF, NYATURA, APCLS and Mai-Mai in the territories of MASISI, RUTSHURU and MINEBWE (NORTH KIVU, SOUTH KIVU AND ITURI).
08. In way to implement its political hijacking, the DRC Government has decreed a national mourning on an unverified allegation of the massacre of some fifty Congolese civilians that itself, is unable to identify the victims as it has just relied on a hastily fabricated toll record for the sake of it;
09. However, the DRC Government should have really communicated and strongly condemned the ongoing killings currently being carried out by its coalition FARDC, FDLR, PARECO/FF, NYATURA, APCLS and Mai-Mai in the territories of MASISI, RUTSHURU and MINEMBWE against innocent civilians, either for their ethnicity or for their refusal to lend their support to their actions. Some civilians are stuck in their own homes for fear of being identified and executed. Hate Speeches and xenophobia are chanted by adults and young children in the villages' streets against any family and any person with Tutsi facies, ordering them to return to Rwanda, failing to do so, they will be immediately killed because they are assimilated to the M23;

In the way to establishing the truth, the M23 Movement for the very first time and in exceptional manner allows itself to publish the number of enemy combatants and civilians fallen on the battlefield and tremendously apologises in advance.

In the battle mentioned above, the enemy did not only lose the control of KISHISHE, but also left several bodies on the battlefield, including a known Mai-Mai Chief, in the name of PONDU as well as 20 combatants' bodies all belonging to the coalition of FARDC/FDLR/PARECO/NYATURA/ACPLS and Mai-Mai.

In regard to civilian victims hit by stray bullets during the battle amounted to 8 people whose identities were recorded in a report countersigned by all the local leaders, namely the village administrative officials, nurses, teachers, pastors and leaders of different associations, all of them participated in the burial of the victims named below:

- | | |
|--------------------|------------------------------------|
| 1. FUMBO ; | 5. Fils JAMS, |
| 2. JAMS ; | 6. Maman KAMZUNGU ; |
| 3. MUTAMPERA ; | 7. SEMUTOBE, |
| 4. Fils SHAKWIRA ; | 8. PALUKU SIWATULA LETAKAMBA André |

Our Movement, the M23, presents its sincere condolences to the families of 8 compatriots killed by stray bullets and wishes eternal rest to the souls of the deceased.

Outraged by these slanderous denunciations, the M23 Movement Directorate solemnly demands, a swift mixed investigation into the events of KISHISHE as well as the attacks by the DRC Government coalition of FARDC/FDLR/PARECO/NYATURA/ACPLS/CODECO/Mai-Mai, against heavily populated areas under our control by using heavy artillery, combat tanks, helicopters and fighter jets, since the beginning of this despicable and unjust war imposed on us by the DRC Government. Our Movement greatly open its door to the investigators and shall guarantees them security and a sane environment during the time of their work.

The M23 Movement Directorate is extremely convinced that after the establishment of the truth, the entire World will be scandalised by the extend of a manipulation program put in place by the DRC Government coalition of FDLR / PARECO / NYATURA / APCLS / CODECO / Mai-Mai with the sole intention of reinforcing their pretexts for refusing the direct dialogue in favor of war.

The DRC Government remains lip tight on the ongoing massacres of our compatriots in BENI, ITURI, MINEMBWE and KWAMOUTH, but prefers to decree a national mourning of three days for the death of FDLR, PARECO, NYATURA, APCLS and Mai-Mai combatants who are continuously kill Congolese citizens in the East of the country, this is the perfect way for the DRC Government to make fun of our innocent compatriots who are horribly and continually being slaughtered by its coalition.

The full report of our Movement's Interdepartmental Commission on Human Rights on this matter, is expected in the forthcoming hours.

Bunagana, December 03rd, 2022

The Chairman of the M23 Movement



Bertrand BISIMWA

Annex/Annexe 40:**M23 mass killings of civilians at Kisheshe on 29 November 2022****Massacres de civils par le M23 à Kisheshe le 29 novembre 2022*****Investigative methodology***

The Group investigated allegations of mass killings of civilians on 29 November 2022 by M23 at Kisheshe, in Bambo *groupement*, Bwito *chefferie*, Rutshuru territory. The Group interviewed residents of Kisheshe, survivors and eyewitnesses of the attack, local community leaders and members of civil society, and also collected additional information from researchers and MONUSCO. The Group based its findings presented below on corroborated evidence from verified, reliable sources, in line with the evidentiary standards set out in paragraphs 6 and 7 of this report.

The Group was unable to travel to Kisheshe due to the prevailing insecurity in Kisheshe and the region. The Group had informed the M23 leadership that it planned to visit Kisheshe and other areas in Rutshuru territory in January 2023.²⁵³ Lawrence Kanyuka, M23's political spokesperson, initially welcomed the Group's initiative. However, on the day of the Group's departure to the area, both Lawrence Kanyuka and Bertrand Bisimwa, the "president" of M23, denied access to areas under M23 control, stating that M23 could not guarantee the security of the experts at that time. They also insisted that the experts abandon plans of travelling along the RN2 route from Kibumba to Rumangabo, although that road was officially no longer under M23's control (see para. 45). Lawrence Kanyuka suggested that should the experts proceed with the visit, they risked being killed by "enemy" armed groups and the culprits would never be identified, citing the fate of the two members of the Group of Experts, Zaida Catalán and Michael Sharp, who were killed in 2017 (see also [S/2017/672/Rev.1](#), paras. 165-173). In these circumstances, to avoid putting members of the Group and potential witnesses in Kisheshe at risk, and because of significant M23 and RDF troop movements along the axis reported at that time (see para. 45), the Group decided not to proceed with a field visit.

The Group once again contacted the M23 leadership in March 2023 to inform them of a new attempt to visit Kisheshe. Lawrence Kanyuka requested additional time to consider a response, but to this day has not responded to the Group's request.

Kisheshe – geography and context

Kisheshe is a locality in the Bambo *groupement*, in the Bwito chiefdom,²⁵⁴ inhabited by a population predominantly from the Hutu community, but also from the Hunde, Nande and other communities. At the time of the incident, most of the inhabitants were farmers, including seasonal workers who came to work the fertile land surrounding Kisheshe but did not live there permanently. In November 2022, the town was also inhabited by displaced civilians who had fled previous fighting in other areas of Rutshuru territory.

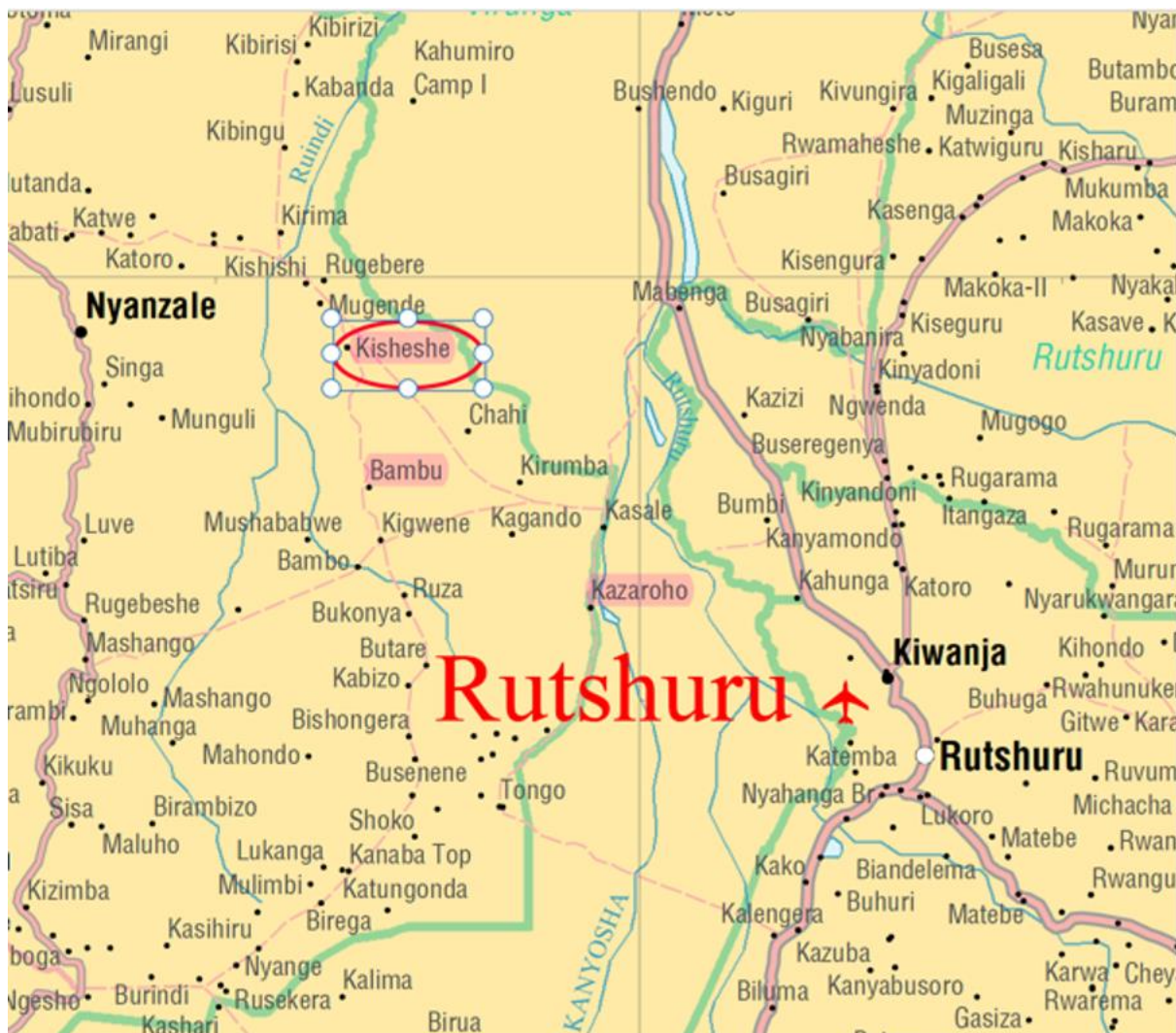
Kisheshe town is subdivided in two localities – Kilama (also referred to as Kilima)²⁵⁵ and Kisheshe proper. References to events in Kisheshe in general include both localities.

²⁵³ Phone conversation with Mr Lawrence Kanyuka the spokesperson of the M23 movement and Bertrand Bisimwa, M23 "President", 25 January 2023.

²⁵⁴ Located 9.5 km north of Bambo, the *chef-lieu* of the Bambo *groupement*, (at ca. 2 hours walking-distance), and 8.5 km south of Kilima, the nearest town.

²⁵⁵ There is also a town called Kirima, depicted on some maps as Kilima, 8.5 km north of Kisheshe, which is different from the Kilama/Kilima neighbourhood of Kisheshe.

Witnesses stated that the agricultural land around Kisheshe had been exploited by FDLR since 1994 when they settled in adjacent areas in the Virunga National Park (VNP). FDLR had given “permission” to civilians to work the land in exchange for the payment of taxes, either in money or goods.



Above: Map of Rutshuru territory indicating the location of Kisheshe

Presence of FARDC and armed groups hostile to M23 in and around Kisheshe, prior to the events

Prior to the attack, FARDC had occupied several defensive positions in and around Kisheshe, including south of Kisheshe, in direction of Bambo.²⁵⁶

Also, according to witness testimonies, several armed groups were also present in or around Kisheshe prior to the arrival of M23.

²⁵⁶ According to a local authority, FARDC had several positions in the centre of Kisheshe, one along the Nyabihanda river, on a hill in the direction of Bambo. Another position was at Matete, on a hill in the south of Kisheshe. Another position was at Kilama.

FDLR were present in certain localities of the Bwito chiefdom and in the VNP, in areas bordering both the Tongo and the Bambo *groupements*. FDLR controlled a vast area in the VNP called La Domaine, only a few kilometers northeast of Kisheshe. The FDLR headquarters located in “Mozambique” was located approximately 15 km northeast of Kisheshe. According to witnesses, “Mozambique” was built by FDLR where FDLR members lived with their families. Civilians from surrounding villages, including from Kisheshe, commuted, or lived there seasonally to work the fields in and around “Mozambique” and La Domaine.

Witnesses also reported the presence of the armed group Nyatura/CMC led by “Domi” (Dominique), as well as Mai-Mai of Kabido and commander Pondu, based in the Bwito chiefdom. These groups joined forces, including with FDLR, in an ad-hoc alliance to oppose the advancement of M23 in the area.

Events leading up the Kisheshe massacre

On 21 November 2022, M23 attacked Bambo town, 10 km south of Kisheshe.²⁵⁷ After a brief combat with FARDC, the latter abandoned their positions and M23 took control of Bambo.²⁵⁸ Although no civilian casualties were reported,²⁵⁹ several women were raped by M23 combatants the day they took over the town and in the following days (see para. 69 and annex 44 below).

On 22 November 2022, the day after taking control of Bambo, M23 convened a meeting with the population of Bambo, informing them that M23 had come to liberate the Congolese people and to search for FDLR combatants.²⁶⁰ According to a witness who was present at the meeting, M23 warned that if they heard even one gunshot in town, they would “rip the town apart” until they found the culprit.

On 23 November, M23 troops left Bambo in the direction of Kisheshe, where they engaged in combat with FARDC defending the town. FARDC fled after a few hours of fighting and M23 took control of Kisheshe. Witnesses reported that a house was destroyed by a bomb and a few civilians, including children, were injured but there were no confirmed reports of targeted killings of civilians by M23.

Concordant testimonies by several eyewitnesses and local community leaders indicated that after taking control of Kisheshe, M23 combatants began breaking down doors of houses, pillaging stores and looting goods from the villagers. Witnesses reported that M23 raped several women on 23 November and in the following days.²⁶¹ A community leader from Kisheshe described how a 29-year-old woman²⁶² refused to be raped outside, and asked to be taken inside her home. M23 took her to a neighbour’s house where she was raped.

Between 23 and 28 November, a few days after taking control of Kisheshe, all M23 combatants present in Kisheshe left the town and moved towards Mozambique, the FDLR stronghold in the vicinity of Kisheshe. Aware of the imminent arrival of M23, the majority of FDLR and their dependents had left “Mozambique” shortly before the arrival, taking a different route to enter Kisheshe, thus avoiding a direct confrontation with M23. Many of the displaced from Mozambique took refuge in the Adventist church in Kilama.

²⁵⁷ Arriving from the direction of Kabizo, south of Bambo.

²⁵⁸ Several local witnesses interviewed by the Group and MONUSCO sources.

²⁵⁹ Local witnesses reported that a woman died when a bomb fell on her house during combat, but there was insufficient evidence to establish the provenance of the bomb.

²⁶⁰ According to three witnesses, inhabitants of Bambo.

²⁶¹ Researchers, and three witnesses interviewed by the Group, including a source working with sexual violence survivors.

²⁶² The identity of the victim is known to the Group.

During these days, a group of Mai-Mai Kabido combatants also entered Kisheshe. Local authorities attempted to negotiate their departure, fearing that their presence would result in confrontation with M23 and negatively impact civilians. The Mai-Mai combatants refused to leave.

On or around 28 November, heavy fighting was reported in “Mozambique” between FDLR and M23.

On 29 November, Mai-Mai and FDLR ambushed M23 combatants on the outskirts of Kisheshe.²⁶³ Heavy fighting ensued and both sides suffered heavy losses. Mai-Mai commander Pongu²⁶⁴ and several high-ranking M23 officers were allegedly killed during the fighting. Mai-Mai and FDLR forces were overpowered and fled.

According to several witness testimonies, the initial objective of M23 was to return from Mozambique to Bambo. After having been ambushed and suffering losses (see also annex 29 on deceased M23 and RDF elements), they changed direction to pursue the attackers into Kisheshe and called for reinforcements from Bambo. M23, in their public communiqué of 3 December 2022 (see above annex 39) as well as in public statements,²⁶⁵ admitted that they fought with Mai-Mai who attacked them, and that they pursued the Mai-Mai into the town of Kisheshe.

Reprisal killings by M23 in Kisheshe on 29 November 2022

Witnesses of the attack on Kisheshe confirmed that some Mai-Mai combatants who fled the fighting with M23 entered Kisheshe and hid among the population, including in civilian residences. According to these witnesses, this was the trigger for the events that ensued.

Multiple and concordant witness testimonies, including of eyewitnesses, reported that M23 began a systematic, door-to-door search of civilian homes in Kisheshe, principally looking for men and young boys, killing them on suspicion that they were FDLR or Mai-Mai combatants, or otherwise supporters of these armed groups. Civilians found inside in the Adventist church of Kilama were taken outside and executed. Among those sheltering in the church were displaced civilians who had taken refuge in Kisheshe, including dependents of FDLR from Mozambique, but also civilians from Kisheshe who had taken refuge there when the exchange of fire began earlier that day. According to witnesses, some people were killed with machetes or clubbed to death, while those who attempted to flee were shot. Some women were also killed.

A woman whose house was near the centre of Kisheshe, opposite the Adventist church of Kilama, witnessed the killings through a hole in the wall of her house. She saw M23 entering the village, breaking down the doors of houses, bringing out civilians found inside and killing them, mostly men and boys. Some were shot, others killed with machetes. She saw many people killed in these circumstances but was unable to estimate their number. She also witnessed the killing of the Adventist pastor and his son, outside his residence.²⁶⁶ She managed to escape with her family from Kisheshe shortly thereafter. Her relatives later told her that the killing spree had continued that day, and more than 100 people were killed. She named several people who were killed that day.²⁶⁷

Another resident from Kisheshe confirmed that M23 entered every house in the village, and where they found a man or a boy, they accused him of being a combatant and killed him, even if the accused were not armed. He reported

²⁶³ A few kilometers south-east of Kisheshe.

²⁶⁴ On page 3 of the communiqué of 3 December 2022, M23 acknowledged the killing of commander Pongu during the fighting in Kisheshe.

²⁶⁵ See interview given by a local M23 commander at https://www.youtube.com/watch?v=8ifAVC_Qci4 [starting at minute 11:55].

²⁶⁶ The killing of the pastor, a well-known figure in Kisheshe (called Jamusi [*phon.*]) and of his son were confirmed by several witnesses. The killing of the pastor was acknowledged by M23 in their communiqué of 3 December 2022 (annex 39).

²⁶⁷ The names provided by the witness were also found on the lists of victims received by the Group.

that a male nurse working at the Kisheshe health centre was also killed that day, inside his residence. The killing of the nurse was confirmed by multiple witnesses.²⁶⁸

At least one house in the village was set on fire by M23 combatants. According to testimonies, several people were killed inside the house prior to the fire on suspicion that they were FDLR because they spoke Kinyarwanda. Their bodies were burnt, hence the number of people killed inside the house was not known.

Witnesses explained that civilians who spoke Kinyarwanda were believed to be (close to) FDLR,²⁶⁹ while those who spoke Kihunde²⁷⁰ or Kinande²⁷¹ were presumed to be Mai-Mai combatants or collaborators. According to several witnesses, most victims were of Hutu ethnicity.

Burials

Concurring witness testimonies indicated that the victims killed at the Adventist church were buried in at least two mass graves at a banana plantation adjacent to the church (see map below).²⁷² M23 forced local civilians to dig graves and help with the burials. According to some witnesses, one of the mass graves in the banana plantation contained at least 20 bodies. The pastor and his son were buried in a grave close to his house, in the vicinity of the church. Other bodies were burnt, including inside houses that were set on fire. Although the existence of other graves was reported by some sources, the Group was unable to gather sufficient evidence to include the information in this report.

According to several sources, M23 did not allow civilians to organize proper burials for members of their families. Several witnesses reported that M23 refused to grant the Red Cross access to the village to assist with the burials. According to these witnesses, M23 wanted to hide evidence of the killings.

The communiqué issued by the M23 leadership on 3 December 2022 regarding the events in Kisheshe (annex 39) claimed that burials of “enemy combatants” were organized by M23 in collaboration with local authorities and the local population, and that on that occasion, they had discovered the bodies of civilians among those of the fallen combatants.²⁷³

Number of victims killed in Kisheshe

The Group received the names of victims compiled by community leaders, based on information shared by survivors, eyewitnesses, family members of victims and other inhabitants of Kisheshe, including those who participated in burials.²⁷⁴ A total of 120 victims were listed by name, the vast majority male,²⁷⁵ including 27 children under the age of 18, the youngest 12 years of age.

Witnesses admitted having encountered challenges in establishing the accurate numbers of victims, as many survivors fled and some victims were not locals from Kisheshe,²⁷⁶ hence their names were not always known to the

²⁶⁸ M23 listed his name among the eight civilians who they acknowledged having been killed that day – see the M23 communiqué of 3 December 2022 (annex 39).

²⁶⁹ The language spoken by Hutu refugees from Rwanda.

²⁷⁰ The language spoken by the Hunde ethnic group.

²⁷¹ The language spoken by the Nande ethnic group.

²⁷² The Group obtained the GPS locations of the presumed mass graves.

²⁷³ See point 5 of the M23 communiqué.

²⁷⁴ The group received two lists, one containing 120 names, the other 114 – although the names are identical and listed in similar order. The Group concluded that the sources used for the establishment of the two lists were identical, as the lists contain the same information.

²⁷⁵ Only three women were listed among the victims.

²⁷⁶ In particular, seasonal workers were present in Kisheshe around the time of the events.

locals. Individual witnesses could only provide an estimate of the number of civilians they had seen being killed, or those who were found and buried.

Evidence obtained by the Group established that a significant number of civilians were killed that day. However, the Group was unable to independently corroborate the total number of civilians killed, as it was unable to complete its investigations in that regard.



Elements indicating the intentional targeting of civilians presumed to be members of, or supporting enemy armed groups

Witnesses to the events were adamant that M23 summarily executed civilians in Kisheshe to punish them for potentially supporting or harbouring armed groups hostile to M23 (notably FDLR and Mai-Mai), or for being presumed members of these armed groups, without conducting any verification of their status – either civilian or combatant. Witnesses also indicated that M23 justified the house-to-house search and revenge killing spree that ensued with the fact that combatants who had participated in the ambush and subsequent combat against M23 earlier that day had taken refuge in Kisheshe, including in the homes of civilians.

Other witnesses stated that Hutu civilians were disproportionately targeted due to their presumed affiliation with FDLR. For example, several witnesses indicated that while pillaging shops and burning houses, M23 stated that they were committing those acts because the properties belonged to FDLR. Civilians were systematically asked about

their ethnicity, and based on the language they spoke or on their appearance, they were told they were either FDLR, Nyatura or Mai-Mai collaborators.²⁷⁷ One witness recounted how he was stopped by three M23 combatants the day after the massacre, as he was attempting to leave the village. The M23 combatants spoke Kinyarwanda, and since the witness also responded in Kinyarwanda, he was accused of being FDLR.²⁷⁸ He was shot at but managed to escape, as it was still dark.

The Group also received testimonies indicating that even in the days and weeks following the killings, civilians were systematically stopped and controlled by M23 in and around Kisheshe, and suspected enemy collaborators were arrested, tortured, disappeared without a trace, or killed. One witness knew of three Kisheshe inhabitants who were arrested in their homes, including two minors suspected of being the children of a FDLR combatant. The children had disappeared without news of their whereabouts since their arrest.

Witnesses also reported that following the takeover of Bambo and Kisheshe, M23 convoked public meetings during which they informed the population that they were there to liberate them from the tyranny of the government and local armed groups, and conveyed threats to retaliate against anyone found to collaborate with the DRC authorities and the local groups. Several rape victims reported that M23 combatants asked them about their husbands' whereabouts and told them that they were either FDLR or Mai-Mai wives, before they raped them (see para. 69 and annex 44).

Description of M23 combatants

Witnesses who were present in Kisheshe during and after its takeover by M23 testified that there were many "Rwandans" among the M23 who attacked and occupied the town. They stated that the majority of these M23 combatants spoke Kinyarwanda, in a dialect that is not spoken in the DRC, as it was difficult to understand by those who spoke the Kihutu/Kinyarwanda spoken in the DRC. Some witnesses stated that the morphology of Rwandans was different from the Congolese, and therefore presumed they were Tutsis from Rwanda.

Denials by M23 and attempts to manipulate the narrative of events related to the Kisheshe massacre

M23 leadership denied the intentional killing of civilians in Kisheshe. In the communiqué issued on 3 December 2022 (see annex 39 above), M23 claimed that the allegations were a fabrication intended to tarnish the reputation of the armed group and divert attention from the ongoing genocide being perpetrated in North Kivu, South Kivu and Ituri. In the communiqué, the M23 leadership stated that there was an armed confrontation with local armed groups coming from Kisheshe, in violation of the ceasefire and with the intent of "taking control of the village," and that M23 pursued the attackers to "neutralize them."²⁷⁹

The communiqué acknowledged that the bodies of eight civilians were discovered among those of the fallen combatants, claiming they were all killed by stray bullets.²⁸⁰ The communiqué listed the names of the eight civilians killed, including the pastor of the Adventist church ("Jams")²⁸¹ and his son ("fils Jams"),²⁸² the son of Shakwira,²⁸³ and

²⁷⁷ A rape survivor interviewed by the Group said she was called a "Nyatura wife" because of her braided hair.

²⁷⁸ In point 4 of the M23 communiqué of 3 December 2022, the M23 refers to the political leader of PARECO/FF issuing a statement in Kinyarwanda in order to be "well understood also by FDLR," encouraging all combatants to kill M23 combatants and seize their weapons, thus identifying FDLR as Kinyarwanda-speaking.

²⁷⁹ See point 3 of the M23 communiqué of 3 December 2022.

²⁸⁰ See points 5 and 6 of the M23 communiqué.

²⁸¹ Page 3 at number 2 on the list of victims included in the M23 communiqué of 3 December 2022.

²⁸² Page 3 at number 5 on the list of victims included in the M23 communiqué of 3 December 2022.

²⁸³ Page 3 at number 4 on the list of victims. Witnesses interviewed by the Group stated that Shakwira's son was killed during the reprisal killing spree conducted by M23 in Kisheshe. Shakwira was a well-known notable of the village.

Letakamba.²⁸⁴ However, several witnesses interviewed by the Group had named these same victims as having been killed during the punitive massacre of civilians, in the context of the door-to-door searches conducted by M23 combatants. M23 also claimed that the list was established and signed by all the local leaders who had participated at the burials. Evidence on file with the Group indicates that this list was compiled under duress, upon the request of M23 to provide a list of the victims identified by name, and in fact it initially contained more than 18 names. The villagers continued adding names to the list as more bodies were identified in subsequent days, but the full list was never acknowledged or published by M23.

A team of journalists from Rwanda including Marc Hoogsteyns and Adeline Umutoni from the Kivu Press Agency visited Kisheshe during the first week of December 2022 under the protection of M23²⁸⁵ and later published a video reportage on the events in Kisheshe.²⁸⁶ The presentation of their findings reveals an unconcealed attempt to present a narrative favourable to M23.²⁸⁷ that does not hold in the face of scrutiny.

Main findings of the journalists who travelled to Kisheshe under M23 protection:

One of the journalists claimed that his request to M23 to travel to Kisheshe was “accepted without any hesitation” and they were able to “freely talk with the locals.” The journalist acknowledged in his article that “... most of our local contacts spoke freely. It is possible though that some of them tempered their testimonies due to the presence of M23 soldiers. But others told us bluntly what happened and that they regretted that the FDLR had to vacate the region because of the fact that they were actually living well under their umbrella.”

An article titled ‘The Kisheshe report’ was published based on the findings of the journalists, on 30 December 2022.²⁸⁸ The report stated that M23 had engaged in brief fighting with Mai-Mai and FDLR elements who ambushed them in the northern part of Kisheshe, while the few civilians who remained in Kisheshe were concentrated in the southern part of town, hiding either in their houses or in the Adventist church located in the southern part of the town. The report claimed that “nineteen (19) bodies were found in and around the Mai-Mai ambush, on the northern flank of the village, in neighborhoods (avenue) called Kirama and Sukuma.” The report also cited Lt. Col. Julien Mahano of M23, commander in Kisheshe at the time, who stated that “[w]e recognized the death of eight (8) civilians, and we explained to residents that we were attacked and had to defend ourselves. We could not identify civilians from militia in the ambush, since most civilians had either fled or were hiding in their houses.”

One of the journalists²⁸⁹ emphasized that M23 rebels had insisted on two facts: that the number of victims was exaggerated, as it did not exceed 20, and that it was difficult to distinguish the civilians from combatants, since the latter wore civilian clothing and hid inside the houses.²⁹⁰

²⁸⁴ Page 3 at number 8 on the list of victims, identified by witnesses as the nurse working at the Kisheshe health centre.

²⁸⁵ The journalists did not receive accreditation from the Congolese Government to operate in North Kivu. They were accused to have violated multiple deontological rules and Congolese laws, entering Congolese territory with M23 support through the Bunagana border crossing.

²⁸⁶ Video titled “RDC-M23 : Que s’est-il exactement passé en Novembre 2022 à Kishishe?” at https://youtu.be/8ifAVC_Qci4, published on 30 December 2022.

²⁸⁷ See a blog article titled ‘About the juggling of the figures of the so called Kishishe massacre’ published by photojournalist Marc Hoogsteyns on 12 February 2023. The article overtly defends M23 and the interests of Rwanda, while strongly criticizing the UN and Human Rights Watch (HRW) reports on the Kisheshe incident, stating that HRW was “known for its rabiate anti-Kigali attitude” and “was amongst the first groups to market Tshisekedi’s propaganda about the events in Kisheshe.” The journalist dismisses the findings of the investigations conducted by the UN and HRW stating among others that their findings “were the result of questions being posed to a ‘a priori’ hostile population [towards M23] that had to abandon its life under the FDLR umbrella and that was highly anti-Tutsi.”

²⁸⁸ ‘The Kisheshe report’ was published on the Gatete News site by [Gatete Ruhumuliza Nyiringabo](https://gateteviews.rw/the-kishishe-report/) <https://gateteviews.rw/the-kishishe-report/>.

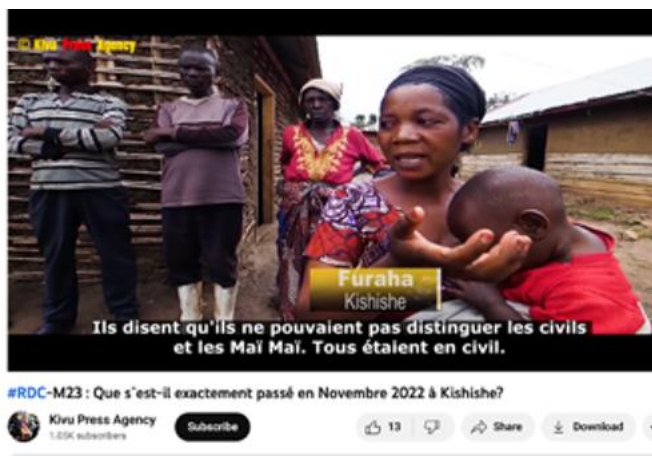
²⁸⁹ See Tweet by Marc Hoogsteyns at <https://twitter.com/MarcHoogsteyns/status/1604947851796271119?s=20> (last consulted on 13 April 2023) endorsing an article published in the *Le Soir* journal about their findings.

²⁹⁰ The link to the article published by *Le Soir* at <https://fr.rwanda-podium.org/?RD-Congo-le-temoignage-rare-d-un-journaliste-en-zone-occupee-par-les-rebelles> (as consulted on 13 April 2023).

One of the locals who was present during the visit of the journalists later testified that statements were made under duress, since the journalists were always accompanied by armed M23 combatants.²⁹¹

The Group notes that the above statements by the journalist and the findings detailed in “The Kisheshe report” do not address the inherent contradiction between the claims of M23 that the 19 bodies were found in the area of the ambush in the **northern** part of the village, and the testimonies of civilians who claimed that the pastor of the village, his son and others were killed close to the Adventist church in Kilama, located in the **southern** part of Kisheshe. M23’s initial justification that civilians were killed by stray bullets also contradicted their subsequent statement that civilians had either fled or were hiding in their houses located on the opposite side of the town, and they were killed as it was difficult to distinguish them from combatants.

Edited footage of the interviews recorded by the journalists was broadcast on YouTube on 30 December 2022.²⁹² Civilians from Kisheshe who appeared in the YouTube footage stated that M23 convened a meeting with the villagers to “apologize” for the killings, and that during this meeting, M23 leaders admitted that they could not distinguish civilians of the village from the Mai-Mai because they all wore civilian clothing (see screenshot #1 below).



Screenshot above: “They [M23] say that they could not distinguish the civilians from the Mai Mai. They all wore civilian clothing.”

²⁹¹ The audio recording of the interview with the witness is on file with the Group.

²⁹² See the video published at https://youtu.be/8ifAVC_Qci4 (link last visited on 23 April 2023). Journalist Marc Hoogstenys stated that “[w]e interviewed several villagers on camera and put the edits online and we also wrote a report in which we detailed most of our findings. We even forwarded a list with the names of most of the casualties” (see [About the juggling of the figures of the so called Kisheshe massacre](#)). About their findings, the journalist comments that they “concluded that approx. 11 militiamen and 8 civilians died during the fighting in the village, contrary to the declarations of the government nobody was executed in the local church, the houses in the village were untouched and only one civilian died in Bambo. The M23 told us that they chased the FDLR out of Bambo and Kisheshe and that dozens of them were killed during that process. But those died in the fierce fighting that followed their retreat out of the two localities and they could therefore not be labeled as ‘civilians’.”



Screenshot above: An inhabitant of Kisheshe stating that they [the locals, inhabitants of Kisheshe] could “not distinguish a FDLR combatant from a civilian as they all wear civilian clothes.”



Screenshot above: An inhabitant of Kisheshe stating that “Mai-Mai combatants attempted to get absorbed into the village.”



Screenshot above: A woman stating that “When the Mai-Mai provoked the M23, the population became their victims.”



Screenshot above: A man identified in the footage as the chief of the village of Kisheshe stating that “They [M23] could not distinguish the locals [civilians] from the Mai Mai.”



Screenshot above: “They [M23 combatants] were shooting at everyone because everyone was dressed in civilian clothing.”

The testimonies featured in the YouTube video thus confirm the testimonies and evidence collected by the Group, namely that M23 made no distinction between combatants and civilians, killing anyone without hesitation.

Conclusion

The Group notes that the modus operandi of M23, the killing of over 100 people in one day after combat had ended and the enemy had fled, is indicative of recklessness, or intent to deliberately kill civilians.

The Group recalls that international humanitarian law and international criminal law, based on the fundamental principle of distinction between civilians and combatants, prohibit the act of intentionally directing an attack against the civilian population as such or against individual civilians not taking direct part in hostilities, and provide that in case of doubt as to the status of a person, that person shall be considered to be a civilian. The acts perpetrated by M23 at Kisheshe may thus constitute a war crime and are sanctionable acts under the UN sanctions regime.

Annex/Annexe 41:

Kazarohe as key target of M23/RDF operations

Kazarohe, cible prioritaire des opérations du M23/RDF

M23 issued a public threat against key locations on the **Tongo – Kazarohe axis**, which was published on the M23-controlled “@Goma24News” Twitter account on 2 November 2022.

Kazarohe, located southeast of Kirumba bordering Virunga National Park, was an important agricultural area controlled by FDLR and the seat of its Sector headquarters, thus making it a key target for M23 and RDF operations. Tongo was traditionally an area controlled by FDLR where their dependents lived, and the population supported them.²⁹³



Source: <https://twitter.com/goma24news/status/1587909047508172801?s=20> (last visited 17 April 2023)

²⁹³ Multiple sources interviewed by the Group, including residents of the area, as well as MONSUCO sources.

Annex/Annexe 42:**Killings at Kazaroho on or around 26 February 2023****Tueries à Kazaroho le/vers le 26 février 2023**

The findings below are based on evidence collected from several independent sources, including four residents living in the area of Kazaroho and an eyewitness to the attack. The Group also collected additional evidence from community members and individuals with knowledge of the events and received corroborated photographic evidence depicting the bodies of several victims of the killings. At least one of the victims is depicted with arms tied behind the back, with a large wound at the back of the head, indicating an execution-style killing as depicted in the images below.



Above: Image of a body found at Kazaroho, with wound on the back of the head, and arms tied behind the back. Photographs from a local source, authenticated by two independent witnesses

Kazaroho geography and context

Kazaroho is located at few kilometres southeast of Kirumba village, in the Bwito chiefdom of Rutshuru territory. Kirumba is located less than 10 km southeast of Bambo town (see map below).



Above: Map of Rutshuru territory indicating location of Kazaroho

Kazaroho is an agricultural area traditionally controlled and exploited by FDLR, who had also established its Sector headquarters at this location.²⁹⁴ Residents of the area explained that FDLR, including their dependents, had built houses at this location that were used seasonally during cultivation and harvesting. Civilians from neighbouring areas, including from Kabizo, Bambo and Rushovu, also worked in Kazaroho seasonally. The majority were from the Hutu community, but also Nande and Hunde.

Due to its strategic importance, Kazaroho was a key target for M23 and RDF operations (see Annex 41 above).

Events preceding the killings at Kazaroho on /around 26 February 2023

M23 occupied Kazaroho in November 2022 during its conquest of the Bwito *chefferie*. FDLR abandoned its positions in Kazaroho and withdrew deeper into Virunga National Park.

After taking control of the area, M23 prohibited the population from cultivating the agricultural fields in Kazaroho. Upon the request of the local customary chiefs, M23 allowed the population to temporarily return to the fields to harvest their crops. From mid-January onwards, M23 reinstated the prohibition, allegedly due to the proximity of FDLR positions in the area. Residents acknowledged that it was difficult to distinguish FDLR from civilians, as they often wore civilian clothing and concealed their weapons.

In January 2023, clashes between FDLR and M23 were reported in the wider area. However, FDLR elements were avoiding open confrontation and, beyond occasional ambushes, would hide in the forest including in the vicinity of Kazaroho. Residents reported frequent killings of civilians by M23 on suspicion they were FDLR or supporters of the group. M23 burned down several houses built on the fields in Kazaroho, including houses that belonged to FDLR and their dependents, in a bid to rid the area of FDLR.

In February 2023, M23 withdrew from the area of Kazaroho to conduct operations elsewhere. The residents cautiously returned to their fields as they were facing a famine. Some FDLR elements dressed in civilian clothing also joined civilians to harvest the crops.

The killings on or around 26 February 2023

M23 returned to Kazaroho in hiding, and in the early evening hours ambushed the civilians who were working in the fields. A witness who was present during the attack reported that many people were working the fields that day. M23 combatants approached undetected from the forest and began attacking the field workers, stabbing them or cutting them with machetes, and only shooting those who attempted to flee. The witness claimed that all the workers were civilians, unarmed, including several women and children. The witness managed to flee to safety along with several others.

After the attack, the bodies were left scattered in the fields and some were thrown by M23 into the nearby river. FDLR combatants who were camped in the hills/forests surrounding Kazaroho alerted the villages nearby about the killings.

Witnesses interviewed by the Group identified several victims by name, including a mother who was killed with her two children.

M23 prohibited the burial of the bodies and stood watch to ambush those who would return to recover the bodies. Two witnesses interviewed by the Group were part of small, separate groups of residents who returned to the fields two or

²⁹⁴ Multiple sources interviewed by the Group, including residents of the area, community leaders, and MONSUCO sources.

three days after the killings to identify the victims. They each surveyed a different area, for fear of being attacked. One of them counted 17 bodies, including of seven women and two children of approximately 10-15 years of age, all of them showing stab wounds (machetes or bayonet stabs). Another group found other bodies, in other areas of the field, and reported that some of the victims were killed with their hands tied behind their back.

Two witnesses reported that a woman who was stabbed survived the attack,²⁹⁵ and that she described that the assailants used the bayonets on their weapons to kill. Her two-year-old child was killed.

Collective accounting of the bodies reported at least 38 individuals killed, including several women and children. The Group was unable to independently corroborate the total number of victims.

At least six victims were identified by name, corroborated by at least two independent sources. The photographs provided to the Group show six additional bodies, including one of a woman. Some bodies were photographed in the river, corroborating the statements of the witnesses interviewed by the Group. The witnesses identified the locations of the bodies based on the photographs shown, including:

- On a footpath connecting Kanyangiri village to Kazaroho;
- On a footpath called “chez Defao”;
- In a location called “chez Docta”;
- On the bank of the river Mirindi that passes through Kazaroho, in a location called “chez Mbangi”.

Burials

According to witness accounts, FDLR combatants buried some of the bodies in the fields at Kazaroho, while others were taken back to the village. One witness attended the vigil of one of the victims and reported that M23 combatants dressed in full combat gear came to the house to interrupt the ceremony and forbade the villagers from mourning their dead.

Description of the perpetrators

The witness who was present when the attack began identified the assailants as M23 combatants. Other witnesses recounted the testimony of the woman who survived the attack, who identified the attackers as M23 combatants. All of the witnesses excluded the possibility that another armed group was responsible for the attack.

The witness who attended the vigil saw the M23 combatants and heard them address the crowd. He claimed they were all Rwandans.

Motive for the attack

Witnesses could not explain what motivated the attack by M23, as there was no fighting between FDLR and M23 in the vicinity of Kazaroho. FDLR elements were still camped in Virunga National Park around Kazaroho but avoided confrontation with M23 and always retreated at the news of M23 approaching.

A witness who was present when the attack began saw the M23 combatants approaching and catching people one by one, killing them mostly with bladed weapons, and only shooting those who intended to flee. The witness did not see any FDLR combatants and did not witness any armed confrontation between FDLR and M23, neither before nor after the killings.

²⁹⁵ She was the only injured victim who survived the attack.

Witnesses speculated that M23 may have returned to ambush FDLR and their dependents, knowing they might be there during harvest, as earlier in the year M23 had burned down an entire neighbourhood in Kazaroho but did not find anyone there. A local resident confirmed that some of the houses belonged to FDLR combatants, such as “chez Docta” and “chez Mbangú”, but other houses belonged to civilians. M23 burned down all the houses in the area, without distinction. According to these witnesses, M23’s intention was to exterminate all FDLR members, and thus killed everyone without distinction.

Conclusion

The Group notes that the modus operandi of the attack carries the traits of a targeted revenge attack, with the intention of killing without distinction. This is supported by the fact that women and small children were also killed with bladed weapons, and several victims were found with arms tied, suggesting they were executed.

The Group recalls that international humanitarian law and international criminal law, based on the fundamental principle of distinction between civilians and combatants, prohibit the act of intentionally directing an attack against the civilian population as such, or against individual civilians not taking direct part in hostilities, and provides that in case of doubt as to the status of a person, that person shall be considered to be a civilian. The acts perpetrated by M23 at Kazaroho may thus constitute a war crime and are sanctionable acts under the UN sanctions regime.

Annex/Annexe 43:**Rapes perpetrated by M23 in areas under their control****Viols perpétrés par le M23 dans les zones sous leur contrôle**

The Group interviewed 12 rape survivors separately, one by one, all internally displaced by the M23 crisis and living in the IDP camp at Kanyaruchinya, near Goma. The women reported being gang raped in areas that were, at the time, under M23 control, by men wearing military uniforms. The women all sought assistance at a medical centre in Kanyaruchinya after their rape. Medical staff confirmed that similar cases had been reported during the same period (from November 2022 to January 2023), in circumstances and locations that corroborate the narrative given by the victims.

A summary of the evidence provided by each of the 12 sexual violence survivors²⁹⁶ is included here below.

- (1) A 30-year-old Hutu woman from Rugari had fled her home when M23 occupied the town and since then has been living in the IDP camp at Kanyaruchinya. When the Kenyan contingent (EACRF) announced that M23 had withdrawn from Rugari, she decided to return to her village to search for food and some household items. In her recollection, it was sometime in December 2022. Upon her arrival in Rugari, she was attacked by two men who removed the infant she was carrying on her back and tied her arms behind her back. The two men took turns raping her. After they finished, they threatened to kill her if she denounced their deed. She saw many other soldiers hidden not far from them, in the bush. Fearing for her life, she returned to the IDP camp. Her baby was not harmed.

Description of the perpetrators: The perpetrators were dressed in Rwandan military uniforms, different from the Congolese military attire. They wore complete military uniforms and combat helmets. Both carried “big weapons.” They spoke Kinyabwisha, the language spoken by the Hutus. She believed the perpetrators were Rwandans.

- (2) A 30-year-old Hutu woman had fled her home in Rumangabo when M23 attacked, launching bombs from the surrounding hills. She took refuge in Kanyaruchinya, where she recently gave birth. She recounted that two months after giving birth she heard it was safe to return to Rumangabo. She did not remember the month of the incident, but mentioned it was shortly after the “liberation” of Kibumba from M23. Her husband sent her to Rumangabo to harvest bananas. When she arrived, three men broke into her home, threw her on the ground, placed her baby aside, and two took turns raping her. They threatened to kill her if she refused. She began bleeding profusely after the second man had raped her, so the third one refrained from raping her. She recalled that her baby did not stop crying while the men were raping her, but they did not harm the baby. They left her bleeding in the house.

Description of the perpetrators: She said that the three men spoke Kinyarwanda, and believed they were Rwandans because they spoke with a different accent. They were armed and wore Rwandan military uniforms.

After the rape, she returned to Kanyaruchinya and went to the hospital, where she received medical treatment. Her husband rejected her after this incident.

²⁹⁶ Their identities are known to the Group, but their names are withheld to protect their security and dignity.

- (3) A 20-year-old Hutu woman was raped in similar circumstances, when she returned to her land in Rumangabo to harvest some manioc. She believed that M23 had already retreated from Kibumba and it was safe to return. Three men approached her in the fields in Rumangabo and asked what she was doing there. They threw her on the ground, undressed her and took turns raping her, in the middle of the fields. When they had finished, they left. They threatened to find her and kill her if she reported the incident.

Description of the perpetrators: The men had approached from behind and masked her eyes with a handkerchief, so she was unable to look at them. She heard them speak the Kinyarwanda language “from Rwanda.” She said she could tell the difference between the dialect spoken in Congo and the one spoken in Rwanda.

She spent the night in her house in Rumangabo and recalled that the town was deserted. The next day she returned to Kanyaruchinya and sought medical help at the medical centre in the camp.

- (4) A 40-year-old woman returned to Rugari in December in search of food. She was told that M23 had already left. When she arrived in Rugari, she found that her house had been burned down. She decided to harvest some beans before returning to the IDP camp. She stumbled upon two men in uniforms. They both raped her, in the middle of the fields.

Description of the perpetrators: She did not pay much attention to their appearance but remembers that they were wearing military uniforms, combat helmets and were armed. She recognized that they both spoke Kinyarwanda “from Rwanda” when they told her that if she screamed, they would kill her. She could recognize the language because she heard it spoken before.

After the rape, she returned to Kanyaruchinya and sought medical help. Her husband rejected her because of the rape.

- (5) A 20-year-old woman was raped by three men when she returned to Rumangabo in search of food. She did not recall the date but “it was not long ago” (NB: the interview took place in January 2023). She was ambushed in her house, thrown on the ground and the men took turns raping her. They threatened to kill her, but she begged for mercy. After they finished, they told her to take what she came for and to leave immediately.

Description of the perpetrators: The three men wore rain ponchos and military pants. She recalled that it was raining heavily. The men spoke Kinyarwanda “from Rwanda;” she recognized that it was not the language spoken in Congo.

After the incident, she returned to Kanyaruchinya through the bush, avoiding the main road and villages. She sought medical help at the local hospital.

- (6) A 29-year-old woman returned to Rugari in December 2022, after being told that the road was “liberated” from M23. She intended to harvest some crops and thereafter return to Kanyaruchinya. While she was in the fields, she stumbled upon two soldiers who asked her what she was doing there and why was she not returning to live in Rugari. One of the two, who appeared to be a chief, raped her, while the other stood guard.

Description of the perpetrators: The two men spoke Kinyarwanda, in a dialect that the victim could not fully understand. They were very well-equipped including helmets and bullet-proof vests, and armed.

She returned to Kanyaruchinya and received medical attention from the local health centre. She did not tell her husband what had happened to her.

- (7) A 17-year-old girl was sent by her parents to the fields around Kibumba to look for food, as they were suffering from hunger in the IDP camp. She did not remember the date, but she did recall it was after the announcement that M23 had officially withdrawn from Kibumba. Along the road in Kibumba, in the bush, she was caught by four men wearing military uniform. Two of them held her down, gagged her so she could not scream, while two others took turns raping her.

Description of the perpetrators: she recalled that the men were wearing full military uniforms and combat helmets. She believes they spoke Kinyarwanda “from Rwanda,” because she could not understand everything.

After the rape, she walked back to Kanyaruchinya, carrying her luggage on her back, where she went to seek help at the medical centre.

- (8) A 22-year-old girl returned from the IDP camp in Kanyaruchinya to Rumangabo, in search of food. She recalled that it was still during the period when M23 was in control of Rumangabo, had not yet handed over the camp to the Kenyans, and M23 was still in Kibumba. Upon arrival at the fields, she met two soldiers dressed in military uniforms. They threatened to shoot her if she attempted to flee. One of them raped her.

Description of the perpetrators: The soldier who did not rape her told her that he recognized her from his previous time in Congo, in 2013, because she had been kind to him. She remembered him as a Rwandan called Sadiki. She does not know where in Rwanda he was from. She remembered that in 2013, when M23 was there, Sadiki came to her house where she was selling beverages. She had offered him drinks for free. Despite recognizing her, Sadiki did not stop the other soldier from raping her. She claimed that the other man was also Rwandan because their language was different than the languages spoken in Congo.

She returned to Kanyaruchinya and went to the hospital for assistance.

- (9) A 55-year-old woman was raped in her home in Rugari in December 2022, when she returned to search for food. She was ambushed by six men wearing uniforms inside her house. She was beaten, the men kicked her with their feet to force her to the ground. Four of them took turns to rape her, and only stopped when she began bleeding profusely. The other two refused to rape her. They shouted at her, asking why they [women] go there knowing that they [the soldiers] do not have women? She was beaten again after she was raped, and then they left. The men came back again later, telling her to stay because they needed women, after such a long time spent in the bush.

She spent two days in her house, bleeding, before she could gather strength to walk back to Kanyaruchinya. She walked leaning on a stick as she was in pain. She returned to Kanyaruchinya where she spent a day in the hospital. Her husband rejected her because she was raped.

Description of the perpetrators: The men were all dressed in Rwandan military uniforms, that she knew well because she had seen those uniforms before. They all wore helmets and bullet-proof vests. They spoke Kinyarwanda “from Rwanda;” she could recognize the difference as the Kinyarwanda spoken in Congo was very different.

- (10) A 35-year-old woman was raped in November 2022, as she was fleeing her hometown of Rumangabo. She wanted to collect some food from the fields before leaving. She was attacked by five soldiers who all took turns raping her. They threatened to kill her if she screamed.

She bled profusely from her injuries. She could not walk so she spent the night in Kibumba, before reaching Kanyaruchinya. Her husband abandoned her and she has not seen him since. She was left alone with her six children.

Description of the perpetrators: She identified the perpetrators as M23 combatants who were coming from Nyesisi. It was war and everyone knew that M23 was there. The men were very tall, wore identical ponchos and combat helmets. They spoke the “Rwandan language.” She identified them as Tutsis from Rwanda, because the “tonality” of Congolese Tutsi was very different. She explained that in Rugari and Rumangabo the people spoke the same language, whereas in Rutshuru, in Jomba and Busanza the locals spoke Kinyarwanda, similar to the one spoken by Rwandans but with a different accent.

- (11) A 35-year-old woman from Rumangabo, living as an IDP in Kanyaruchinya, returned in December 2022 to Rumangabo to search for food. She heard that FARDC soldiers had taken control of Rumangabo and it was safe to return. She did not know whether the Kenyans were there. On the way back, she met a group of armed men who ordered her to get undressed. She had a child on her back, they told her to put her child on the ground. They were in a group, two raped her while the others were watching. They beat her and threatened her. After they finished, they told her to leave quickly and not to say anything to anyone.

Description of the perpetrators: The soldiers were armed, wore black ponchos and green berets, and spoke Kinyarwanda.

She returned to Kanyaruchinya on foot. She arrived with her feet swollen and went straight to the hospital. She said she preferred dying rather than returning to Rumangabo while M23 were there.

- (12) A 40-year-old woman, living at the IDP site in Kanyaruchinya, reported that she was raped by uniformed men in the vicinity of the Nyiragongo volcano, on 27 December 2022, when she went, in the company of 12 other women, to gather firewood. She was raped by two men, while another group of men chased after the other women. After the incident she met some of the other women at the hospital, where they realized that they had all been raped on the same day. She knew the other women as they all lived in the IDP camp.

Description of the perpetrators: The perpetrators wore full military uniforms, different from those of FARDC soldiers. They wore knee-protection, bullet-proof vests, helmets and balaclavas, and only their eyes were visible. They were armed and spoke Kinyarwanda, but not the dialect spoken in Congo. They told her “You are beasts, you are all going to die here, why don’t you go home?”, and afterwards they let her go.

Annex/Annexe 44:**Rapes by M23 combatants after the takeover of Bambo town on 21 November 2022****Viols commis par les combattants du M23 après la prise de la ville de Bambo le 21 novembre 2022**

The Group received concordant testimonies reporting a spike in rape cases after the takeover of Bambo town by M23. A local leader informed the Group that prior to the arrival of M23, only two rape cases per year were registered in Bambo, whereas between 21²⁹⁷ and 29 November 2022, M23 combatants raped at least 20 women and girls, including minors (i.e. younger than 18 years). A local resident who assisted sexual violence survivors confirmed the sudden increase in cases coinciding with the arrival of M23 in Bambo.

The Group interviewed three women who were gang raped by M23 combatants in Bambo. Their testimonies, including terminology used by the women, are summarized here below.

(1) Young woman, native of Bambo, mother of seven children

She was living in the Chuna neighbourhood of Bambo. Her husband fled before the arrival of M23. She was sheltering in her home with her children when M23 arrived and took control of Bambo after a brief combat against FARDC forces, who quickly fled.

Soon after the fighting ended, M23 soldiers entered her house and asked about the whereabouts of her husband. She told them she did not know where he was. They then forced her into a room and took turns raping her. The one who seemed to be their commander was the first to rape her, telling the others to wait their turns. Two other combatants took their turn to rape her afterwards. When they all finished, they left, without harming the children. The same day, M23 called for a general meeting with the population in the centre of the village, so she took advantage of the distraction to go to the medical centre for treatment, where she spent two nights receiving medical care. A week after leaving the hospital, she took her children and fled Bambo, taking refuge in another region that was not controlled by M23.

Description of the perpetrators: She recalls that the M23 combatants all spoke Kinyarwanda, a language that she did not understand. She deduced from the context what they were saying. She could distinguish the Kinyarwanda spoken in Congo from the Kinyarwanda spoken in Rwanda and claimed that the combatants were all Rwandan. Their commander was very tall and carried a stick in his hand. They all wore military uniforms, like those worn by soldiers in Rwanda. She had seen the same uniforms at the border with Rwanda. They all carried weapons.

(2) 22-year-old, native of Bambo

She is a native of Bambo and was living in the Chuna neighbourhood when M23 arrived and took control of the town, in November 2022. As there was a lot of shooting in town, she took refuge in another more solid house with six other women.

They could still hear shots being fired when twelve M23 combatants entered the house. They asked the women where their husbands were, and the women all answered that they did not know. The combatants asked the women to undress and lie down on the floor. They then began raping them, each taking a woman. When one finished, others took their turns. All 12 men took their turns raping several women. All women were raped by several men. When they finished,

²⁹⁷ M23 took control of Bambo on 21 November 2022.

the women could not even walk from their injuries. Someone found them in the house and called for help to carry them to the hospital. She did not remember how long she spent at the hospital. She was the youngest of the six women who were raped. She was four months pregnant with her first child but lost the pregnancy due to the injuries sustained from the rapes.

Description of the perpetrators: She identified the perpetrators as M23 combatants, Rwandans who “did not resemble the Congolese.” They were different from FARDC soldiers who spoke the local language. The M23 combatants spoke Kinyarwanda. She could identify the difference between the Kinyarwanda spoken in Rwanda and the one spoken in Congo. The combatants did not speak “like Congolese.”

(3) 19-year-old girl, native of Bambo

She recalls that M23 took control of Bambo sometime in November 2022 but does not recall the exact date. She fled the town a week after it was taken over by M23 and went to Kisheshe. She had spent one night in Kisheshe, when she heard gunshots and rumours that M23 were returning to Kisheshe. She thus decided to return to Bambo.

On the road between Kisheshe and Bambo, she saw many combatants, as they were trying to enter Kisheshe. M23 elements stopped everyone at the checkpoint and confiscated money and phones they found on passers-by. She was also stopped and searched, like everyone else. Women who passed the checkpoint were “profiled”, told that “you are the wife of a Nyatura, you the wife of a FDLR, you the wife of a FARDC.” She was told she was a “Nyatura wife” because of her braided hair. Two combatants took her aside and led her into a nearby banana plantation. They told her to undress and took turns raping her. After they finished, they left her there without saying a word.

She returned to Bambo and went to the hospital where she spent three days. She did not want to see M23 anymore, so she decided to leave Bambo. She spent two months on the road until she reached an area that was not controlled by M23.

Description of the perpetrators: The combatants who raped her spoke Kinyarwanda, a language that she understood a little. They were not from the region – she believed they came from Rwanda, because they spoke Kinyarwanda, were all tall and wore uniforms like those worn by Rwandan soldiers. She explained that she saw M23 combatants dressed in three types of uniforms: those similar to the FARDC uniforms, the Rwandan uniforms, and others [different type].

Annex/Annexe 45:**Systematic use of forced labour or “Salongo”²⁹⁸ by M23****Utilisation systématique des travaux forcés ou « Salongo » par le M23**

M23 publicly acknowledged the use of mandatory community service or “Salongo” in areas under its control. M23 published propaganda messages on its official Twitter account about the good collaboration of the local population who, they claimed, voluntarily participated in “Salongo.”



Above: Screenshot of a publication on the official Twitter account of M23, M23RDCONGO “@M23_ARC”, on 2 December 2022

English translation of the text: “Here is what happens in the areas under the control of M23_ARC, the military working together with the population. M23_ARC never targeted the civilian population. Such allegations are made by those who do not want peace, with the sole purpose of pitting communities against each other”

²⁹⁸ Traditionally, communities in North Kivu gathered to undertake “Salongo” for the common interest of the community.

However, multiple sources and corroborated testimonies of residents living in areas occupied by M23 reported to the Group that such community work was systematically imposed by M23 on the local population, for the sole interest of the M23 movement, not for the interest of the community. Participation was forced under threat of severe punishment, and in fact amounted to forced labour. Those who refused were severely punished, detained and beaten, and sometimes killed. Most often, local men were forced to do “Salongo” by transporting goods, including supplies and ammunition, to M23 camps/positions over long distances. Multiple sources reported that scores of men were forced to carry goods over long distances, and upon arriving to their destination they were executed (see above annex 38 on summary executions). Witnesses also gave examples of men who were taken by force to carry out “Salongo” and disappeared without a trace.

The Group interviewed several sources who were victims of forced labour or “Salongo”.

Case 1

A resident of Tongo, victim of forced labour imposed by M23, explained how the system of “Salongo” functioned. M23 instructed village chiefs to issue convocation for “Salongo”. M23 then used the men to transport goods to a given location, where they were given a token (“jeton”) upon arrival. They had to keep it until the following Salongo, as proof that they had carried out the service. There were designated days for each type of chore that had to be carried out (for example, motorcycle drivers did Salongo on Saturdays, other residents used as porters every Friday).²⁹⁹ Trucks would bring ammunition and food from Bunagana to Rushovu. From Rushovu, porters – in large numbers – would transport the goods to Murimbi, where a large M23 camp was located. Each group was made up of approximately 40 porters. The porters were always accompanied by military escort. The witness was forced to transport boxes of ammunition to Murimbi, where he was given a token and allowed to return home. Along the road, the tokens had to be presented at M23 checkpoints. Those who had lost their tokens or did not have one, were often severely beaten. The local chief had to intervene to vouch for the person to be allowed to return home. The source witnessed many civilians getting severely beaten by M23.

Case 2

Another victim of forced labour, resident of Rushovu, was forced to transport M23 baggage from Rushovu to Rushege. He does not know what was in the baggage. He did “Salongo” twice, other times he hid for an entire week to escape the ordeal of walking very long distances, carrying heavy loads. He explained that M23 mistreated civilians and forced every male resident, 15 years or older, to carry out “Salongo.” Some were used as porters, others had to work in the fields or build roads. He confirmed that tokens were given after the execution of the “Salongo.” Participation was forced, and those who refused were severely beaten. He saw many civilians being punished.

The Group notes that such acts amount to inhumane treatment and torture, a serious violation of international human rights law, and a violation of the sanctions regime.

²⁹⁹ Confirmed by another source from Tongo.

Annex/Annexe 46:

Lists showing the recruitment of combatants by armed groups in North Kivu

Des listes montrant le recrutement de combattants par les groupes armés au Nord-Kivu

LES RECRITEMENTS DE MDCR DES JEUNES GARÇONS
DANS LES DIFFÉRENTS VILLAGES ET
LA LOCALITÉ EN TERRITOIRE DE

WALIKALE

- 1 Village pinga : 50 jeunes
- 2 Village Bunayi : 10 jeunes
- 3 Village Katdoi : 11 jeunes
- 4 Village mpeky : 20 jeunes
- 5 Village mindjende : 13 jeunes
- 6 Village Kalonge : 40 jeunes
- 7 Village munsanga : 25 jeunes
- 8 Village Bukonde : 20 jeunes
- 9 Village mecha : 23 jeunes
- 10 Village minova : 15 jeunes
- 11 Village Besse : 12 jeunes
- 12 Village mpomfi : 16 jeunes
- 13 Village Kulinga : 14 jeunes
- 14 Village Buhimba : 9 jeunes
- 15 Village Kyanjeko : 8 jeunes
- 16 Village misinga : 18 jeunes

TOTAL : 305 jeunes

NB Tous les villages
se trouvent dans les
groupement Kisimba
territoire de wali kale
secteur de wamanga mais
dans les différents localité
ou village nous avons
la localité ou village :

Banamtingi, localité
Banakiandi, localité
Nsuku, localité Mulema,
localité Balinda et la localité
Balinda

RECRITEMENTS DE APCL DES JEUNES GARÇONS
à MASISI

- 1 Village Bihendu : 25 jeunes
- 2 Village Nsanganano : 15 jeunes
- 3 Village Kalembe masisi : 60 jeunes
- 4 Village Kashiga : 30 jeunes
- 5 Village ~~Village~~
Mweso : 70 jeunes

TOTAL : 200 jeunes

NB Tous c'est
villages se trouvent
dans le groupement
Bashaki masiroto
dans la localité
Bushimo, Kalembe
et Mweso tous
dans le territoire
de masisi

RECRUTEMENTS DENYATURA BICHATO

1. Village matenge: 10 jeunes par force	NB Tous c'est village se trouvent dans le groupement Kisi- mba, territoire de Wali Kale dans la loca- lité <u>Nyuka</u> et dans la localité <u>Balindu</u> .
2. Village mukanga: 8 jeunes par force	
3. Village Butundu: 3 jeunes	
4. Village nyuka: 7 jeunes	
5. Village Kazuba: 15 jeunes	
6. Village Rugara: 20 jeunes	
7. Village munta: 25 jeunes	
8. Village mabeshe: 15 jeunes	
9. Village mashingi: 9 jeunes	
10. Village Hagama: 23 jeunes	
11. Village Kashesha: 12 jeunes	
12. Village Burongo: 12	
13. Village Bulindu: 6 jeunes	
14. Village Ihula: 30 jeunes	
15. Village mashuo: 27 jeunes	
16. Village masiza: 14 jeunes	
17. Village Bwasha: 12 jeunes	
<u>TOTAL</u> : 241 jeunes	

Documents provided to the Group by a combatant, member of the ARP coalition

Annex/Annexe 47:

Documents showing positions of armed groups part of the ARP coalition, and of FARDC

Documents montrant les positions des groupes armés membres de la coalition ARP, ainsi que les positions des FARDC

les places occupé par les groupes armés

① les places occupé par le M23

- Nyamilima
- Rutsherr - (OR)
- Ishasha

1. Ki Shisha : M23	9) Kazi Kiro : M23	ap - Rugari
2. Kahumira : M23	10) Karto : M23	ap Kingari
3. Tongo : M23	11) Bamba : M23	ap Butsa
4. Bishusha : M23	12) Ngenere : M23	ap busanza
5. Bwiza : M23	13) Bshamba : M23	ap Bukuma
6. Kabale Kasha : M23	14) Kutalo : M23	ap Binya
7. Bwanga : M23	15) Ruchuku : M23	Bwiza Tongo Bishusha Bukamba Bamba
8. Kitchunga : M23	16) Mubenga : M23	
17) Kiwanga : M23	17) Kabale : M23	
18) Rubare : M23		

② les places occupé par NDCR

1. Mureso NDCR	5) Kalinga NDCR
2. Kalembe NDCR	6) Buhimba NDCR
3. mpety NDCR	7) Kya chikiro NDCR
4. mpanga NDCR	8) Nyamalere NDCR
10) Busambambo NDCR	9) Kalongo : NDCR
11) Bukumbura NDCR	13) Mukaka NDCR
12) Pinga katanga NDCR	14) Misoke NDCR
16) Mutongo NDCR	15) Kasoko NDCR
17) Bukuba NDCR	21) Majengo NDCR
18) Malimongi NDCR	22) Munzowa NDCR
19) Irameso NDCR	23) Dhinza NDCR
20) Bibasiwa NDCR	24) Munzanga NDCR
26) Kisame NDCR	25) Besse NDCR
27) Misau NDCR	28) Kibua NDCR
21	29) Ruwoma Ebat majoro
	30) Bukusha wali Kalo NDCR

6 les places occupé par les mai mai commando Njembé suite N°2

- 1) mine Etat majoro mai mai commando.
- 2) Kasha lisa : mai mai commando
- 3) somikivu mai mai commando
- 4) Ki Bingu mai mai commando
- 5) Ki Binizi mai mai commando
- 6) mutando mai mai commando
- 7) Katwe mai mai commando

à Ruchuru
Bwito

7) les places occupé par le FARDC

- | | |
|---------------|--------------------|
| 1) Kilolirwe | 7) Kalembe |
| 2) Rushabeshe | 8) Kanguru Katsira |
| 3) Miveso | 9) Nyanzala |
| 4) muongozi | 10) Kasoko |
| 5) Miveso | 11) Kihondo |
| 6) Kashuga | 12) Kikuku |
| 13) Kibirizi | 15) Kibingu |
| 14) Mime | 16) Pinga |
| 17) mpety | 19) malemo |
| 18) Rwindi | |

8) les places occupé par le Nyatuna Jean-mu

- | | |
|------------|-----------------|
| 1) Kimumbu | 8) Kikohwa |
| 2) Bibwe | 9) Luhanga |
| 3) Nyanze | 10) Binili |
| 4) Kikuye | 11) Kabuye |
| 5) mpati | 12) Kahongoboka |
| 6) Mihara | 13) Kinzana |
| 7) Hembe | |

3) les places occupé par le nyatuna de Bizabo

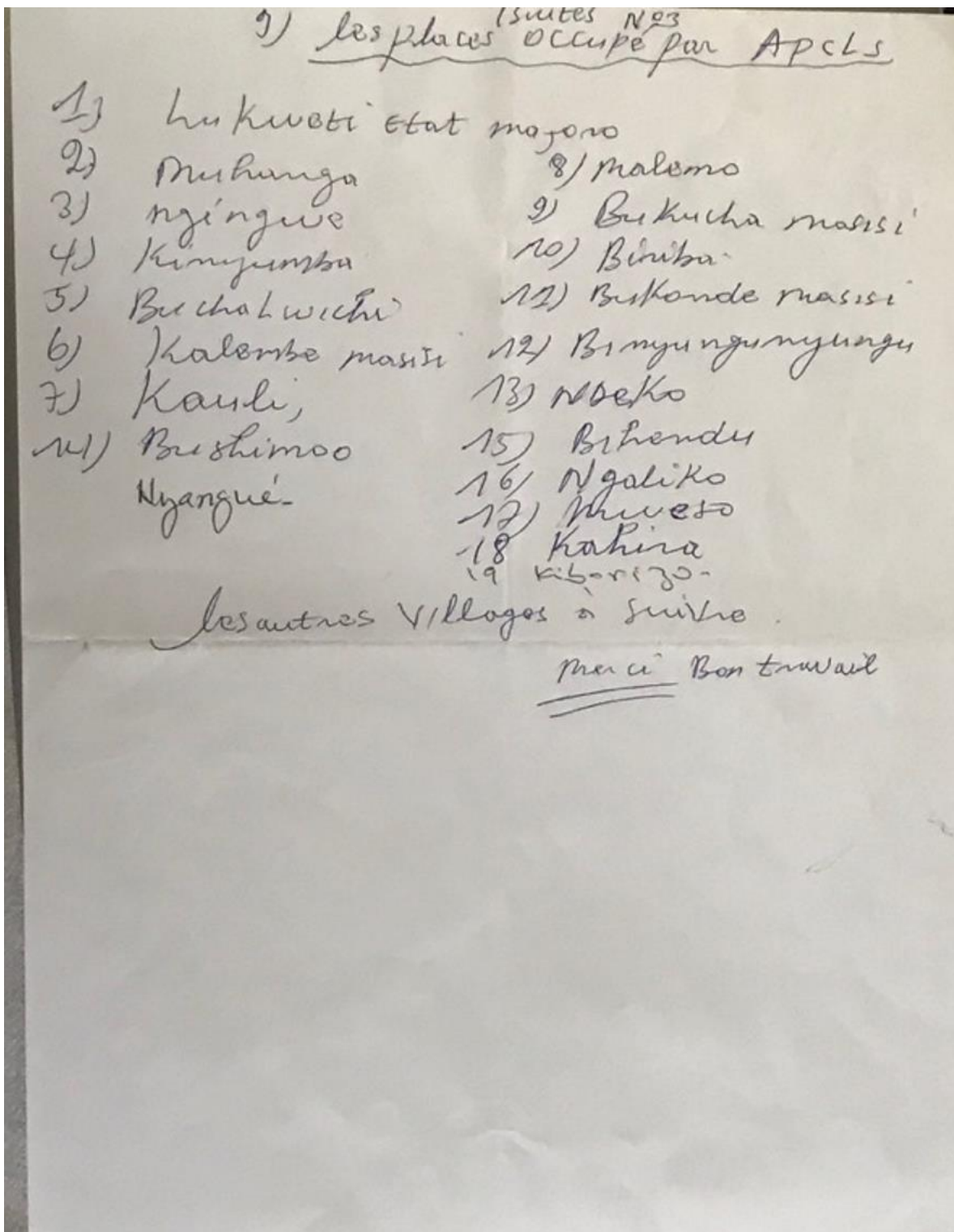
- | | |
|--|---------------------|
| 1) Village mnanzi Nyatuna Etat majoro. | |
| 2) Village chaala Nyatuna bizabo | - Birumbale |
| 3) Village mukole Nyatuna bizabo | - Feringa. |
| 4) Village Kibula Nyatuna bizabo | - Nuzikubisa |
| 5) Village Bulindi Nyatuna | |
| 6) Village Katobo Nyatuna | |
| 7) Village Bulindi | 23) Village mahoshe |
| 8) Village Buronga | 24) Village hazama |
| 9) Village Kashesha | 25) Village muntu |
| 10) Village motenze | 26) Village Rugora |
| 11) Village mshanga | 27) Village mashuo |
| 12) Village masinzi | 28) Village Bwasha |
| 20) Village Nguba | 19) Village Bufundi |
| 29) Village masiza | 22) Village Kasusu |

4) les places occupé par Nyatuna domy plus FDLR

- 1) Kihondo Domy
- 2) Kusofo Domy
- 3) Kansira Domy & FDLR Etat majoro
- 4) JTN Domy & FDLR
- 5) Partie de Bumbu Domy & FDLR
- 6) une partie de Tongo Domy & FDLR.

5) les places occupé par FPP / Kibido

- | | |
|---------------------------|------------------------------------|
| 1. MBwavingwa Etat majoro | |
| 2. Bulensa FPP | 7) Kilambo FPP - Lusowa |
| 3. minki FPP | 8) Kamune FPP |
| 4. Chambuli, FPP | 9) Eutchembe |
| 5. Kilambo FPP | |
| 6. Katakete FPP | |



Documents provided to the Group by a combatant, member of the ARP coalition

Annex/Annexe 48:

Decision of 29 March 2023 regarding the PARECO/FF Leadership

Décision du 29 mars 2023 concernant le commandement de PARECO/FF



Document provided to the Group by a combatant

Annex/Annexe 49:

NDC-R leader Guidon and FARDC Colonel Tokolonga in Kitchanga in December 2022

Le chef du NDC-R Guidon et le Colonel Tokolonga des FARDC a Kitchanga en décembre 2022



Screenshot of a video showing sanctioned NDC-R leader Guidon (on the left) and FARDC colonel Tokolonga (in the middle) provided to the Group by a civil society source

Annex/Annexe 50:

Additional information regarding the reshuffled FARDC command in North Kivu as of March 2023

Eléments supplémentaires concernant le commandement remanié des FARDC au Nord Kivu, March 2023

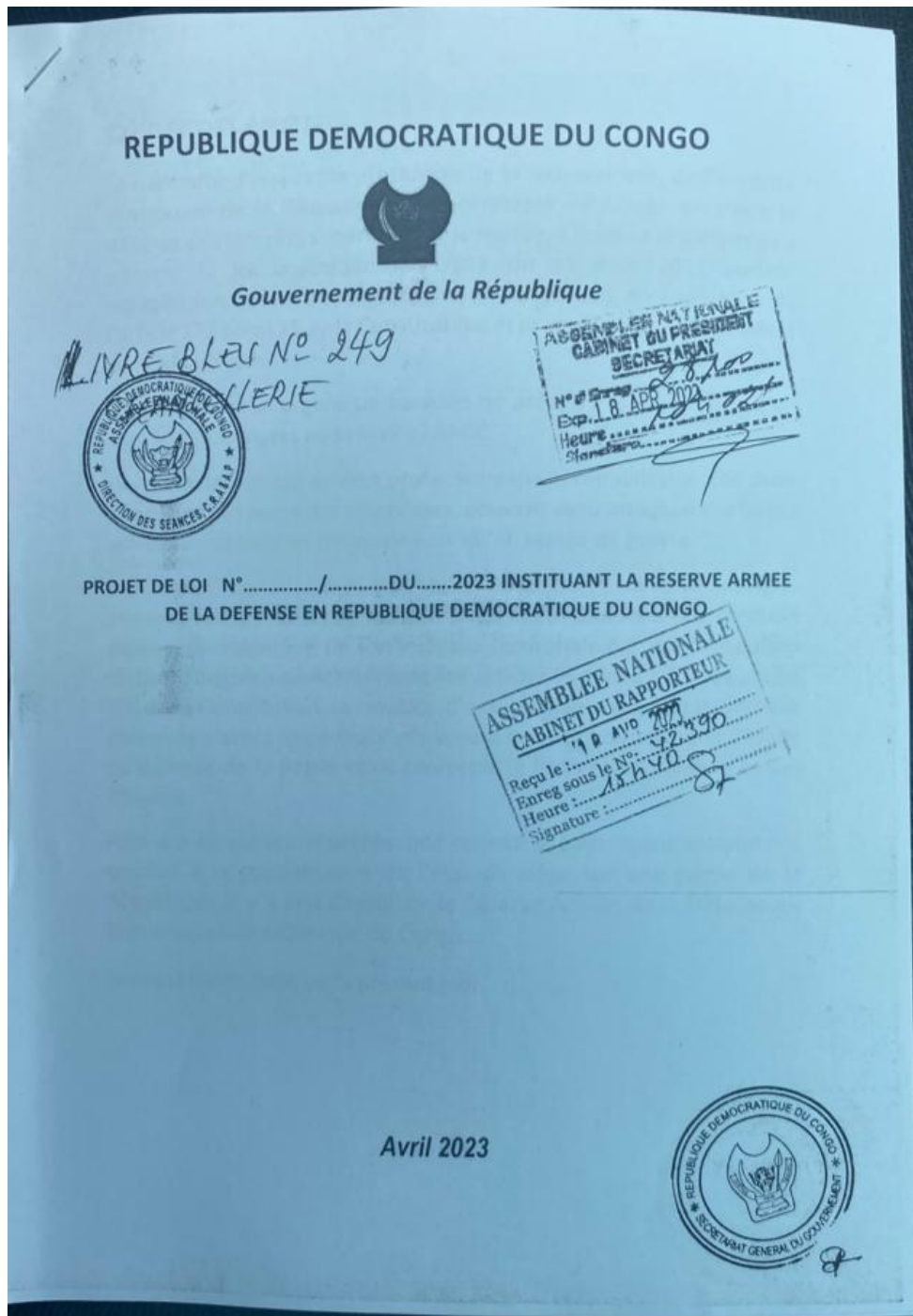
Between January and March 2023, there were some changes in the military command of North Kivu. The commanders assigned with new responsibilities are as follows (see also [S/2022/967](#), annex 50):

- Operations Commander and Governor: Lieutenant-General Constant Ndima, replacing General Marcel Mbangi;
- Commander of the 34th military region: Major-General Bruno Mpezo Mbele;
- Sukola 1 Sector Commander, Beni: Major-General Maloba Kasongo;
- Sukola 2 Sector Commander, Goma: Major-General Clément Bitangalo.

Annex/Annexe 51:

DRC Government drafted law on FARDC Reserve Defence Force

Projet de loi sur les forces de réserve des FARDC



EXPOSE DES MOTIFS

La nécessité d'assurer la protection de la souveraineté, de l'intégrité territoriale de la République Démocratique du Congo ainsi que la défense des intérêts supérieurs de la Nation, a conduit le parlement à adopter la loi organique N°11/012 du 11 août 2011 portant organisation et fonctionnement des forces armées, en application de l'article 122 point 15 de la Constitution, et promulguée par le Président de la République.

Cependant, la loi organique susvisée ne prévoit pas la création d'un corps de réservistes au sein des FARDC.

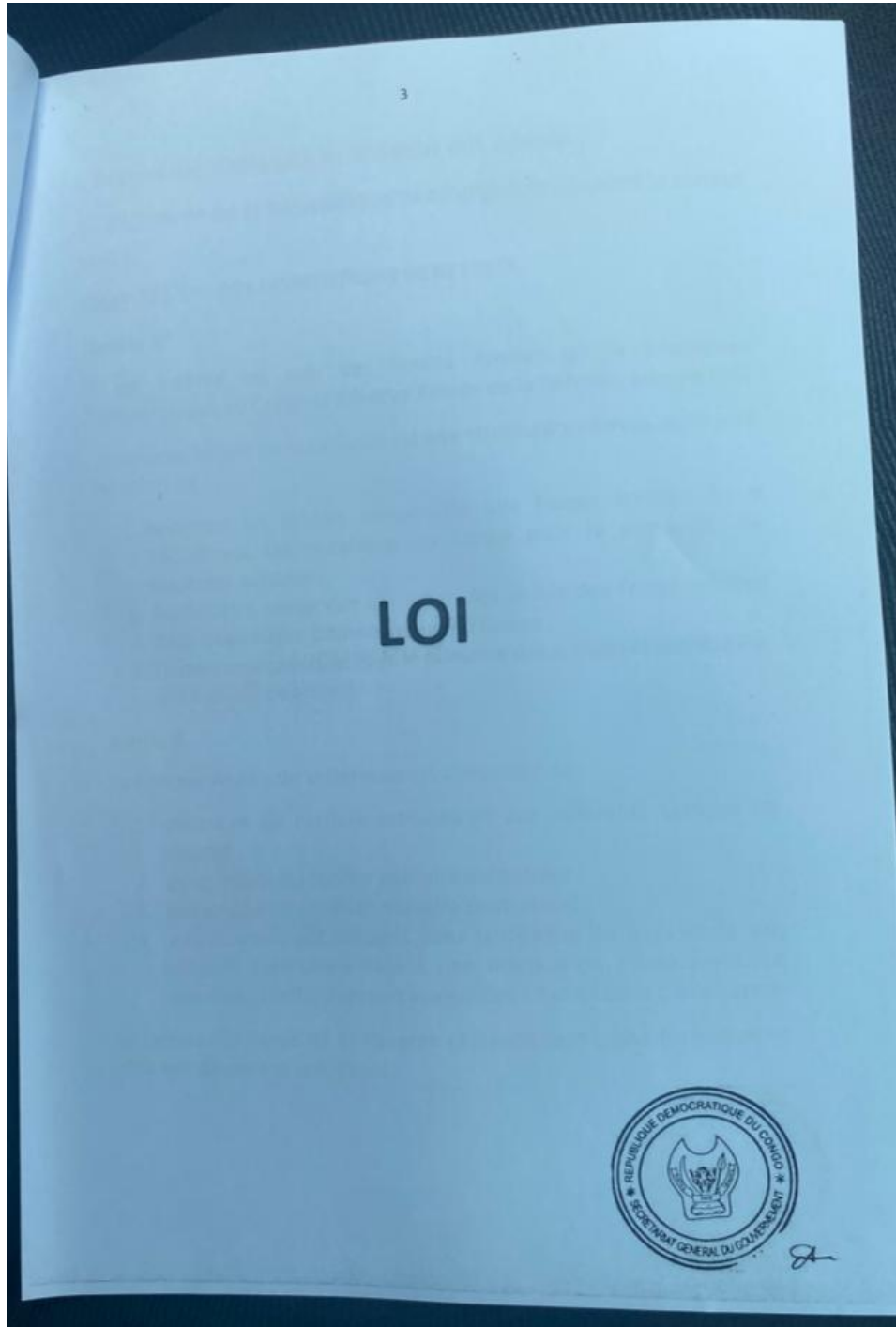
Or, toute armée qui se veut professionnelle et républicaine doit avoir en son sein un corps des réservistes, pouvant venir en appui aux forces armées aussi bien en temps de paix qu'en temps de guerre.

A cet effet, dans le souci de mettre fin aux agressions récurrentes auxquelles le pays est confronté, et pour mieux renforcer la protection de sa souveraineté et de son intégrité territoriale par la participation de tout Congolais conformément aux articles 63 alinéa 1^{er} et 64 alinéa 1^{er} de la Constitution, la création d'une réserve armée de la défense nationale s'avère impérieuse. Cela aura le mérite d'entretenir l'esprit de défense de la Patrie et de renforcer le lien entre la Nation et ses citoyens.

Face aux agressions répétées que connaît le pays, ayant notamment conduit à la proclamation de l'état de siège sur une partie de la République, il y a lieu d'instituer la Réserve Armée de la Défense en République Démocratique du Congo.

Telle est l'économie de la présente loi.





L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté ;

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

CHAPITRE 1^{er} : DES DISPOSITIONS GENERALES

Article 1^{er}

Il est institué au sein des Forces Armées de la République Démocratique du Congo la Réserve Armée de la Défense, en sigle RAD.

La Réserve Armée de la Défense est une structure nationale qui a pour missions de :

1. Apporter un renfort temporaire aux Forces Armées de la République Démocratique du Congo pour la protection du territoire national ;
2. Participer à un service quotidien des unités des Forces Armées de la République Démocratique du Congo ;
3. Donner une expertise dans le domaine des armées et autres pour des besoins ponctuels.

Article 2

La Réserve Armée de la Défense est composée de :

1. militaires de carrière retraités et des différents services de sécurité ;
2. démobilisés du service militaire obligatoire ;
3. démobilisés du service militaire contractuel ;
4. volontaires civils engagés dans la défense du pays et de son intégrité territoriale face à une menace ou à une agression extérieure conformément aux articles 63 et 64 de la Constitution.

Ils forment le Corps de la Réserve et bénéficient d'une formation et d'un entraînement spécifiques.



CHAPITRE 2 : DES CONDITIONS D'ADMISSION

Article 3

Pour être admis à la Réserve Armée de la Défense, il faut :

1. être de nationalité congolaise ;
2. être âgé d'au moins 18 ans ;
3. avoir une bonne aptitude physique et jouir d'une bonne moralité ;
4. n'avoir pas été condamné pour crime de guerre, crime contre l'humanité ou génocide.

CHAPITRE 3 : DE LA PERTE DE QUALITE

Article 4

La qualité de membre du Corps de la Réserve Armée de la Défense se perd par :

1. déchéance de la nationalité congolaise ;
2. démission acceptée ;
3. révocation pour violation des lois et règlements militaires ;
4. incapacité physique et/ou mentale déclarée ;
5. décès.

CHAPITRE 4 : DE L'ORGANISATION ET DES ATTRIBUTIONS

Article 5

Sans préjudice de la Loi organique portant organisation et fonctionnement des Forces armées de la République Démocratique du Congo, les règles d'organisation et de fonctionnement de la Réserve Armée de la Défense sont fixées par Ordonnance du Président de la République, délibérée en Conseil des ministres, sur proposition du Ministre ayant la défense nationale dans ses attributions.



CHAPITRE 5 : DU TRAITEMENT

Article 6

Les membres admis à la Réserve Armée de la Défense bénéficient, pendant la durée de leur prestation, du solde et des avantages prévus pour les éléments des Forces Armées de la République Démocratique du Congo.

Le ministre ayant dans ses attributions la défense nationale tient un registre de membres du Corps de la Réserve Armée de la Défense, renouvelable tous les 5 ans.

CHAPITRE 6 : DU REGIME DISCIPLINAIRE

Article 7

Pendant la période de prestation, le membre du Corps de la Réserve Armée de la Défense est soumis à la discipline militaire, aux lois et règlements militaires.

Article 8

Au terme de sa prestation, le membre du Corps de la Réserve Armée de la Défense réintègre la vie communautaire, après une formation de réinsertion.

Il ne peut perdre ni son travail ni les avantages y afférents pour avoir servi comme membre de la Réserve Armée de la Défense.

CHAPITRE 7 : DES DISPOSITIONS FINALES

Article 9

Les mesures d'application de la présente loi sont fixées par voie réglementaire.

Article 10

La présente loi entre vigueur à la date de sa promulgation.

Fait à Kinshasa, le 2023

Felix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO




Document provided to the Group by a FARDC source

Annex/Annexe 52:

Decision suspending SMB's activities and exports

Décision suspendant les activités et exportations de SMB


MINISTÈRE DES MINES
Le Ministre

N. REF. - CARMEN MINES - ANSK. 01100.01.2023 Kinshasa, le 05 AOUT 2023

Transmis Copie pour information à :

- Son Excellence Monsieur le Président de la République, Chef de l'Etat
(avec l'assurance de son bon vouloir le plus dévoué)
Palais de la Nation :
Son Excellence Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement
(avec l'assurance de ma très haute considération)
- Hôtel du Gouvernement :**
Monsieur le Vice-Ministre des Mines ;
Monsieur le Directeur Général du CEEC ;
Monsieur le Directeur Général du SAEMAPE ;
(Tous) à **Kinshasa/Gombe**
- Monsieur le Gouverneur Militaire du Nord-Kivu ;
Monsieur le Chef de Division Provinciale des Mines du Nord-Kivu
(Tous) à **Goma/Nord-Kivu**

Objet : Suspension des exportations et de toutes les activités minières de la société **Minière de Bisanzu « SMB SARL »**

A Monsieur le Responsable de la société Minière de Bisanzu « SMB SARL »
à **Goma/Nord-Kivu**

Monsieur le Responsable,

Des informations en ma possession révèlent que votre société exporte des minerais provenant du périmètre couvert par le PE n° 76 de la société **Asifize du Kivu** et du **Manema « SAKIMA »**, société du Portefeuille de l'Etat.

Ce comportement, une fois avéré, est constitutif des infractions de vol et du recel des substances minérales prévues et punies par les dispositions de l'article 300 du Code Minier.

A cet effet, en attendant que la lumière soit faite sur ces informations, je suspends préventivement les exportations des produits miniers et toutes les activités minières de la société **Minière de Bisanzu « SMB SARL »** et vous invite à me transmettre tous les documents et titres qui

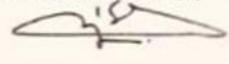
a-k

1974 Avenue, Hôtel du Gouvernement, Place Ntundu, Boulevard de la Loi - Kinshasa - Congo - RDC
Téléphone : 8000.0000 - 8000.0001 - 8000.0002

(Suite)

vous restent vos activités minières. Par conséquent, je demande à Monsieur le Chef de Division provinciale des Mines du Nord-Kivu, qui me le en amplement, de prendre toutes les dispositions nécessaires pour l'exécution sans faille de cette mesure.

Veuillez agréer, Monsieur le Responsable, l'expression de mes sentiments patriotiques.

Antoinette N'SAMBA KALAMBAYI


Document provided to the Group by sources within the mining community

Annex/Annexe 53:

Public communiqués by M23, Rwandan authorities and Twirwaneho referring to an imminent genocide against Rwandophones

Communiqués publics du M23, des autorités rwandaises et de Twirwaneho faisant référence à un génocide imminent contre les rwandophones

(1) Official M23 comunicues referring to an “imminent genocide” against the Tutsi community



THE M23 OFFICIAL COMMUNIQUE OF NOVEMBER 22nd, 2022

The M23 Movement Directorate presents its gratitude to the East African Community, African Union, United Nations and the whole of international community for their endless efforts to find a peaceful resolution to the ongoing conflict in the Eastern part of the Democratic Republic of Congo.

Despite all the efforts by the regional leaders, the DRC Government has shown its unwillingness to restore peace in our country by totally ignoring the international community calls for a political dialogue and its continuous attacks on all M23 positions.

The M23 Movement informs the international community of the establishment of a new chaotic order and imminent genocide by the DRC Government as show below:

1. For instance in MASISI, the coalition has obliged all the Congolese Citizens of Tutsi ethnic to gather in medical centres and parishes. Those who will not show up at the said places will be considered as M23 members and shall therefore be killed.
2. In the villages where they are predominantly Tutsi, the FARDC have withdrawn and left on standby their allies FDLR and MAI-MAI to do what they do best, GENOCIDE.

The M23 Movement reminds the international community that the DRC Government and its allies are using the similar methods to the ones of 1994 genocide against the Tutsi of RWANDA, perpetrated by the INTERAHAMWE (FDLR), the DRC Government's ally.

In away to implement the said genocidal plan, the DRC Government has appointed Brigadier General Mugabo Hassan in charge of operations in Masisi. One shall remember the horrendous crimes committed by the Brigadier General Mugabo Hassan, while he was in PARECO and his extreme collaboration with the FDLR.

The M23 reiterate its undertaken commitment to a direct dialogue with the DRC Government in order to peaceful resolve the ongoing conflict, however, it shall not standby and witness the slaughtering of a group of Congolese citizens.

Bunagana, November 22nd, 2022

The M23 Movement Political Spokesperson

Lawrence KANYUKA

Tel : Porte-Parole Politique +243899411093, Porte-Parole militaire +243814946907 Email : mouvementdu23mars2@gmail.com

M23 official communiqué of 22 November 2022



THE M23 OFFICIAL COMMUNIQUE OF FEBRUARY 3rd, 2023

The M23 Movement Directorate, informs the International and National community of the following:

1. The M23 Movement thanks our compatriots very much for their solidarity and for rejecting the DRC Government's hate speech and Genocide ideology. The M23 is calling upon those who have fled or still hiding from the targeted killings and ongoing Genocide to return to their homes and to carry on with their daily lives.
2. The M23 Movement, hereby, clarifies that it is not on a campaign to conquer territories, instead, finds itself obliged to intervene and stop the ongoing targeted massacres and Genocide perpetrated by DRC Government coalition and Mercenaries in broad daylight, under the total silence of the International Community.
3. The M23 implores the Region Leaders to urge President Felix Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO to stop his warmongering option as it continues to cause unnecessary loss of lives. The M23 believes that the ongoing conflict in Eastern DRC can be resolved peacefully through a Direct Dialogue with the DRC Government to address the root causes of the conflict in order to establish a lasting peace in our country.

Bunagana, February 3rd, 2023

The M23 Movement Political Spokesperson

Lawrence KANYUKA

Tél : Porte-Parole Politique +243899411093, Porte-Parole militaire +243814946907 Email : mouvementdu23mars2@gmail.com

Above: M23 official communiqué of 3 February 2023. In paragraph 2 it claims that “The M23 Movement [...] finds itself obliged to intervene and stop the ongoing targeted massacres and Genocide perpetrated by DRC Government coalition and Mercenaries in braod dailight...[...]”



THE OFFICIAL COMMUNIQUE OF FEBRUARY 11th, 2023

The M23 Movement Directorate, informs the International and National community of the following:

1. The M23 condemns in the strongest terms the DRC Government's irresponsible behaviour for its continued attacks against M23 positions and the blind bombing of heavily populated areas under the M23 control, including KIBIRIZI, KISHISHE, KILORIRWE, KABATI, RUVUNDA and their surroundings using its attack helicopters, fighter jets, Combat tanks, and heavy artillery. These attacks continue to cause the deaths of innocent civilians, destruction of their property, wounding, and displacing many local communities in total violation of the decisions derived from the 20th EAC Heads of State Extraordinary Summit of February 4th, 2023, held in Bujumbura. Despite the continue attacks by the DRC Government coalition and Mercenaries, the M23 reiterate its commitment to defending itself and protect the civilian population in the areas under its control and rescue those who are at risk of extermination.
2. The DRC Government has failed to implement Article 51 of the DRC constitution by continuing to spread hate speech, arbitrary arrests, targeted killing, the instauration of community apartheid and the ongoing Genocide against Congolese Tutsi as well as maintaining the conflict in KWAMOUTH and the killings of our compatriots in ITURI, NORTH KIVU and SOUTH KIVU.
3. The M23 remains committed and lends its support to the Regional Leaders' efforts to find lasting peace in Eastern DRC and we believe that a Direct Dialogue with the DRC Government is the best option to address the root causes of the ongoing conflict.

Bunagana, February 11th, 2023

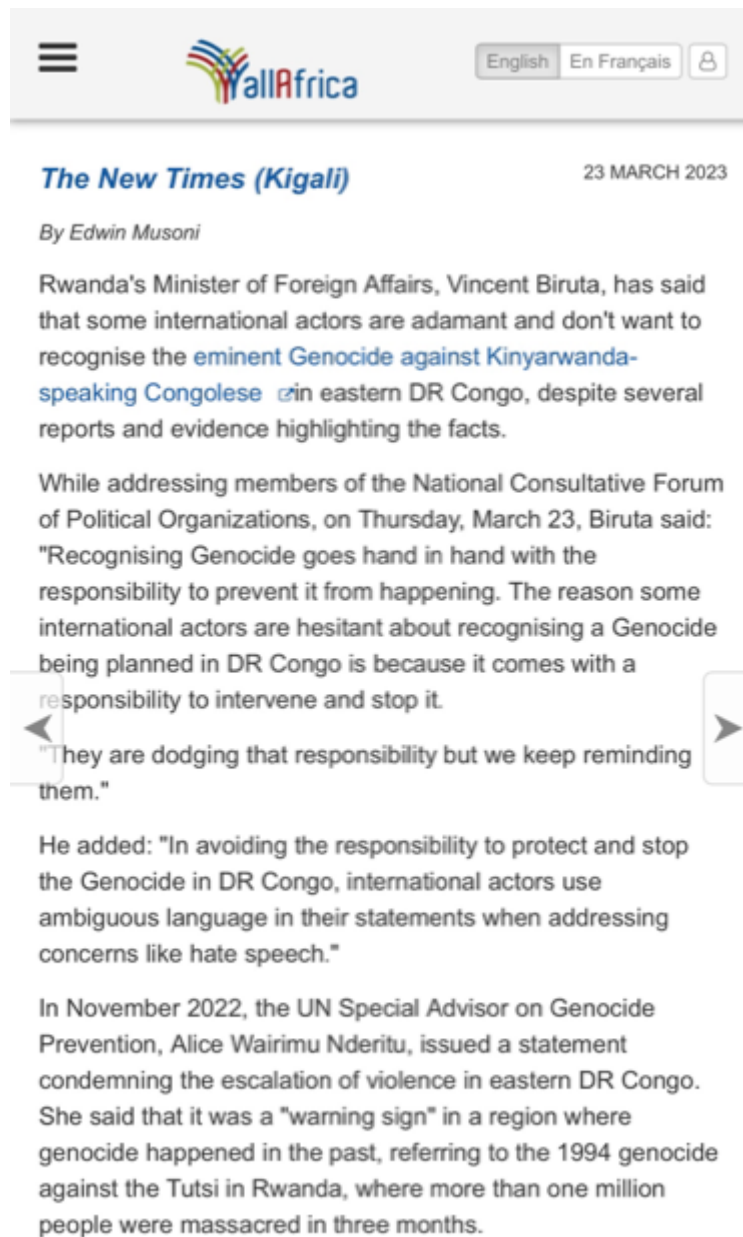
The M23 Movement Political Spokesperson

Lawrence KANYUKA

Tél : Porte-Parole Politique +243899411093, Porte-Parole militaire +243814946907 Email : mouvementdu23mars2@gmail.com

Above: Official communiqué of M23 of 11 February 2023, denouncing the ongoing “Genocide against Congolese Tutsi” and linking the different conflicts in Ituri, North Kivu, South Kivu and Kwamouth

(2) Official statements by the Government of Rwanda



The New Times (Kigali) 23 MARCH 2023

By Edwin Musoni

Rwanda's Minister of Foreign Affairs, Vincent Biruta, has said that some international actors are adamant and don't want to recognise the [eminent Genocide against Kinyarwanda-speaking Congolese](#) in eastern DR Congo, despite several reports and evidence highlighting the facts.

While addressing members of the National Consultative Forum of Political Organizations, on Thursday, March 23, Biruta said: "Recognising Genocide goes hand in hand with the responsibility to prevent it from happening. The reason some international actors are hesitant about recognising a Genocide being planned in DR Congo is because it comes with a responsibility to intervene and stop it."

"They are dodging that responsibility but we keep reminding them."

He added: "In avoiding the responsibility to protect and stop the Genocide in DR Congo, international actors use ambiguous language in their statements when addressing concerns like hate speech."

In November 2022, the UN Special Advisor on Genocide Prevention, Alice Wairimu Nderitu, issued a statement condemning the escalation of violence in eastern DR Congo. She said that it was a "warning sign" in a region where genocide happened in the past, referring to the 1994 genocide against the Tutsi in Rwanda, where more than one million people were massacred in three months.

Above: Excerpt from a statement attributed to Rwanda's Minister of Foreign Affairs, Vincent Biruta, denouncing an imminent genocide against Kinyarwanda-speaking Congolese in eastern DRC

(3) Statements by Twirwaneho warning of a genocide against the Tutsi and Banyamulenge



Above: [Message posted](#) on the official Twirwaneho Twitter account “@twirwaneho” on 25 November 2022

The Group notes that this was one of the first public statements in which Twirwaneho began mirroring the genocide narrative used by M23 in its public communiqués (see also paras. 142-145).



Twirwaneho
@twirwaneho

...

Nous dénonçons les actes de GENOCIDE contre les Banyamulenge, préparés et perpétrés par les @FARDC_off déployées à Minembwe. @Presidence_RDC @AssembléeN_RDC @MONUSCO @jumuiya @GeneralNeva @fatshi13 @KagutaMuseveni @SuluhuSamia @PaulKagame @WilliamsRuto

[Translate Tweet](#)

AUTO-DEFENSE TWIRWANEHO

DENONCER LES ACTES DE GENOCIDE MENÉS PAR LES FARDC DÉPLOYÉS A MINEMBWE

Nous allétons l'opinion, tant nationale qu'internationale, des actes de génocide diligents par les éléments de FARDC déployés à Minembe en coalition avec les milices Mai Mai et RED TABARA

Sans prétendre être exhaustif, voyons quelques uns de ces actes commis par les FARDC récemment :

1. En date du 09/10/2022, l'assassinat par machette de l'élève de la 8ème année, MUGAZA, âgé de 15 ans.
2. En date 07/11/2022 l'assassinat de Pasteur MUZIMA BAHUNDE Par la 12ème brigade de réaction rapide des FARDC au centre de Minembwe,
3. En date du 15/12/2022, l'assassinat de Monsieur YANGABO RUTARE par les FARDC à Minembwe. Son père Rutare avait été tué par les Maimai, trois ans plus tôt.
4. En date du 20/12/22, les FARDC ont attaqué et tué Monsieur Muzungu Rusongo, dans sa maison à Muzinda /Minembwe. Muzungu était un jeune homme, membre de l'autodéfense Twirwaneho qui était venu assister à un mariage de famille. Les autorités des FARDC étaient bien invitées à ce mariage.

Ce drame se passe pendant que les assises de Nairobi 3 prénaient un cessez-le-feu.

Tous ces assassinats font suite à l'assassinat du chef de poste Abatu et de Monsieur Ndakize que les FARDC ont tue dans des circonstances pareilles et qu'ils veulent imputer à Twirwaneho par diversion.

5. Plus tôt le 16/12/22, le Col Ekembe des FARDC avait conduit une attaque des Maimai contre le village banyamulenge de Kalingi.
6. Une opération génocidaire, conjointe, fardc-Maimai-RedTabara se prépare contre les villages banyamulenge de Minembwe. Les FARDC attaqueront les villages de Marango et Kabingo, les Maimai et Red-Tabara attaqueront les villages de Gakangara, Muliza et Gakenke. Quelques arrangements maléfiques s'observent au sein de cette coalition :


➤ Intégration d'un commandant Maimai, autoproclame' Général KAKOBANYA dans le bataillon de FARDC déployé à Mikenge, comme le chargé des opérations

Above: [Twirwaneho announcement](#) on the official Twitter account of @twirwaneho posted on 23 December 2022, denouncing a genocide against the Banyamulenge

The reaction of the Congolese Government to the propagation of the “genocide narrative”

In response to the propagation of the genocide narrative by M23, the Congolese authorities, through FARDC spokesperson Major-General Sylvain Ekenge, publicly claimed that the FARDC had credible intelligence that Rwanda was planning a massacre of Tutsi to blame on the Congolese Government (see below).

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
FORCES ARMEES
ETAT-MAJOR GENERAL


SERVICE DE COMMUNICATION ET D'INFORMATION
Le Porte-Parole

COMMUNICATION OFFICIELLE DES FORCES ARMEES DE LA RDC.
FACE AU MENSONGE ET A LA RUSE, LA VERITE TRIOMPHE.

Les Forces Armées de la République Démocratique du Congo ont pris connaissance des communiqués alambiqués et, comme d'habitude truffé de mensonges grossiers, traduisant la volonté délibérée de saper la morale publique internationale, publiés les 17 et 22 mars 2023, par l'armée rwandaise sous l'étiquette des terroristes du M23.

La précipitation avec laquelle ces communiqués ont été publiés découle de la stratégie de l'armée rwandaise de préparer l'opinion afin de justifier ensuite les graves violations des engagements et du cessez-le-feu que ces hors-la-loi et leurs alliés n'ont jamais respectés. Bien plus, ces communiqués s'illustrent par des propos insensés qui ne tiennent pas compte ni des contingences géographiques, historiques, sociologiques ou encore moins stratégiques de la RDC. Vautrés dans leur posture injurieuse et arrogante, les auteurs de ces communiqués laissent volontairement apparaître un mépris à l'endroit de la détermination du Peuple Congolais de défendre l'intégrité territoriale de son Pays.

Cette méprise les pousse à ignorer que toutes les localités et agglomérations qu'ils occupent font partie intégrante des 2.345.410 Km² de la RDC. Comme hier, aujourd'hui et demain, ces entités du territoire de la RDC ne resteront aucunement sous les bottes rwandaises dont l'unique objectif poursuivi est la commission des crimes.

N'étant pas dans la logique génocidaire comme les Forces de Défense du Rwanda et leurs forces supplétives, l'effet final recherché par les Forces Armées de la République Démocratique du Congo demeure la paix durable dans sa partie Est et dans la sous-région. Contre vents et marées, et par des moyens légaux en leur disposition, les FARDC y parviendront quoi qu'il en coûte car, qu'il neige ou qu'il pleuve, la République Démocratique du Congo restera une et indivisible, dans les limites géographiques nous léguées par nos aïeux.

Fait à Kinshasa, le 24 mars 2023.


Le Porte-Parole des Forces Armées
EKENGE BOMUSA EFOMI Sylvain
Général-Major

Contacts : +243 971 800 424 ; +243 852 327 465. Site officiel : www.fardcnet.mil.cd ; YouTube, Twitter, Instagram et Facebook : FARDC OFFICIEL SCIFA. Email : scifanfc@gmail.com

Above: Public communiqué by FARDC spokesperson General-Major Ekenge Momus Efomi Sylvain, issued on 24 March 2023

Annex/Annexe 54:**Reprisals against communities presumed to support M23****Représailles contre les communautés présumées soutenir le M23**

M23's advancement into western Rutshuru and Masisi also led to the displacement of members of the Tutsi community from these areas due to "tribalism," fearing targeted retaliatory attacks by armed groups and the population opposing M23. Members of the Tutsi community who fled the violence in the Rutshuru and Masisi territories were unable to join IDP camps such as the one in Kanyaruchinya for fear of retaliation by the other communities. They were thus constrained to setting up their own IDP camp in Goma and requested protection from the Congolese authorities.³⁰⁰

The Group obtained a list of 46 individuals of Tutsi ethnicity killed in the Masisi and Rutshuru territories between 1 July 2022 and 8 March 2023 by armed groups opposing the M23.¹

PERSONNES TUEES MEMBRES DE LA COMMUNAUTE TUTSI			
ITEM	LIEUX DE MEURTRE	DATE	NOMS
1	MAHANGA	23/11/2022	KAMBARI J. DAMASCENE
2	MAHANGA	30/10/2022	NDERERIMANA
3	BURUNGU	10/11/2022	KABERA KAYINAMURA
4	RUTARE	3/8/2022	GASAMAGERA
5	RUTARE	3/8/2022	MBEREYINKA SENKANYANDUGA
6	MAHANGA	17/09/2022	BADACOKA
7	MAHANGA	13/01/2022	MBARUSHIMANA GATO
8	MAHANGA	13/11/2022	GAFISHI JUSTIN
9	MAHANGA	13/11/2022	GASAZA INNOCENT
10	MAHANGA		MANZI SEGIPAPA
11	MAHANGA	1/7/2022	KAMANZI INNOCENT
12	MAHANGA	1/7/2022	SHUMBUSHO
13	MAHANGA	1/7/2022	DUNIYA
14	KILORIRWE	1/1/2023	BUGEGENE
15	BURUNGU		SAFARI NZANIRA
16	BURUNGU		MUNYAGIHUNDA
17	BURUNGU		CMNDT PNC PAPA NKURU
18	BURUNGU		COMNDT PNC JEAN DE DIEU
19	BURUNGU		NGERERO RUBERA
20	BURUNGU		ISAKA BYAKWERI
21	KITSHANGA (APCLS)	25/01/2023	HABIMANA MICHEL
22	KITSHANGA (APCLS)	25/01/2023	RWAMAKOTI Jonas

³⁰⁰ The Group visited the IDP camp sheltering more than 2,000 internally displaced members of the Tutsi community.

23	KITSHANGA (APCLS)	25/01/2023	FEMME DE RWAMAKOTI MUKAMUSONI N.MATAZA
24	MOKOTO BUTALE (NYATURA)	26/01/2023	NIYONSENGA Janvier
25	MOKOTO BUTALE (NYATURA)	26/01/2023	GASANA FILSTON KABOSE
26	BURUNGU (NYATURA)	31/01/2023	SEBUNORI MURAMIRA
27	BURUNGU (NYATURA)	31/01/2023	MADAME SAMVURA
28	BURUNGU (NYATURA)	31/01/2023	UMWANA WA SAMVURA
29	BURUNGU (NYATURA)	30/01/2023	GASAMAZA BUTERA
30	KILORIRWE (FDLR)	2/2/2023	NKUNDAMAHORO Danny
31		5/2/2023	RUKEMAMPUNZI
32	RUGARAMA (COALLITIONS FARDC)	26/01/2023	BISENGIMANA JEAN BOSCO
33	KAUSA RUSHINGA(NYATURA)	3/2/2023	NSHIZIRUNGU GISANABAGABO Claude
34	KILORIRWE SHANGI(FARDC)	12/2/2023	FILLE UWERA GRACE
35	BIHAMBWE(MUSHWA)	14/02/2023	BIMENYIMANA PALUKU
36	MUSHAKI (COALLITIONS FARDC)	23/02/2023	MUSAFIRI KABERA SAIBA
37	NGUNGU (MAYIMAYI MAACHANO)	25/02/2023	KAZUNGU BIZURU
38	KANIRO (FDLR/NYATURA)	27/02/2023	AMINI MBARUSHIMANA HUBERT
39	KANIRO (FDLR/NYATURA)	27/02/2023	MPUMUJE EUGENE
40	HUMURE NYATURA ABAZUNGU)	25/02/2023	KALIA JEAN PIERRE
41	KANIRO (FDLR/NYATURA)	27/02/2023	RWAMAKUBA JIMMY
42	KANIRO (FDLR/NYATURA)	28/02/2023	NSANZIMANA KAYIJAMAHE JACKSON
43	RUSEKERA (NYATURA/DOMI)	08/03/2023	BYIRINGIRO MAYAYA

Document provided by a representative of the Tutsi community

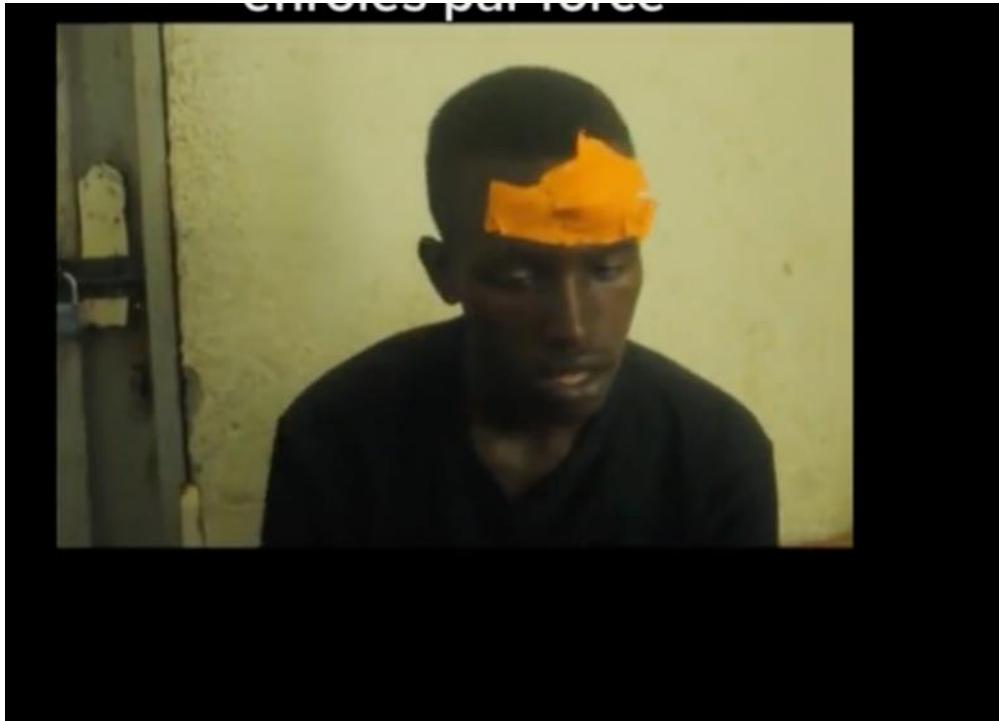
A compilation of 26 cases, documented with the identities of the victims, pictures of the bodies along with a description of the location, circumstances of killings, including incidents of decapitation and genital mutilation, as well as presumed perpetrators, was provided to the Group by representatives of the Tutsi community. The list is on file with the Secretariat.

Annex/Annexe 55:**Incidents of mob violence and harassment of Rwandophones at voting centres****Incidents de violence collective et de harcèlement des rwandophones dans les centres de vote**

In February 2023, several incidents were registered at various offices of the Independent National Electoral Commission ([Commission Electorale Nationale Indépendante](#) or “CENI”) in Goma, where members of the Tutsi community were harassed and beaten. For example, on 22 February 2023 at the Biyahi voting centre in Goma, at least 20 members of the Banyamulenge community who wanted to register to vote were attacked by a hostile crowd. Some members of the Banyamulenge community were injured. The voting centre was shut down following this incident.

See below: screenshots of a video posted on social media about the incident at the Byahi voting centre in Goma





[Facebook](#) post, posted on 24 February 2023

Similar incidents were reported in South Kivu, notably in Uvira, where hostile crowds opposed the registration of members of the Banyamulenge community in the upcoming elections.



Source: [Twitter](#), posted on 17 February 2023 on the account of @MaishaRdc

Annex/Annexe 56:

Examples of hate speech calling to chase out Rwandophones or kill them

Exemples de discours de haine appelant à chasser les rwandophones ou à les tuer

A campaign with the hashtag “*DeRwandalisation*” was launched on social media, proposing that the solution to end the insecurity in the east was to “deRwandalise” all the public institutions of the country, including the FARDC, PNC and ANR, as the country was “infiltrated” by Rwandans at all levels.³⁰¹ Fearmongering about a Rwandan infiltration was widely echoed on social media and in public gatherings.³⁰² Activists in Goma adopted the slogan “*keba na serpent*” (in Lingala) or “*hange nyoka isikulume*” (in Swahili), which translates as “beware of the snake.”³⁰³ Witnesses interviewed by the Group reported that this slogan was understood by the local community in Goma as an incitement to hatred against Rwandophones, as it resembles language that has been used in the past to describe Tutsis, such as during the genocide in Rwanda in 1994 .



Above: Twitter video of a man speaking to a cheering crowd, launching calls to chase all Rwandans from Congo, including those in the army and the “*guardiens des vaches*” (cattle herders). If they would not leave voluntarily, they would be killed because “we cannot live in their country [the Congo] with Rwandans”:

<https://twitter.com/bbisimwa/status/1626951284975714307?s=20>

(last consulted 6 March 2023)

Below: A video circulating on social media, [posted on Twitter on 26 February 2023](#), transmitting an incendiary speech by a woman called Francine Kalala, calling for the extermination of Tutsis in Congo.

Snapshots taken from the video with the subtitles published on Twitter:

³⁰¹ Campaign organized on Twitter by Eliezer Ntambwe Mposhi (@EliezerNtambweO), former journalist and television producer, member of Parliament representing Lukula constituency in Kinshasa from 2018.

³⁰² [Twitter video](#) of a gathering where such discourse is echoed and applauded by a large crowd.

³⁰³ See Twitter account of Sankara Bin Kartumwa, @sankarabin1, LUCHA activist in Goma.



English translation: "We will not allow the Tutsi to rule Congo. You, the Tutsi, the civil war that you have known in your own land was nothing..."



English translation: "...the genocide that you suffered was a small thing. I assure you that we will exterminate you."



English translation: “Really, we will massacre you all. Women of Congo, all Congolese, if you see a Tutsi on the street, kill him/her, he/she is not a human being!”

Annex/Annexe 57:

Incidents of mob violence against Rwandophones

Incidents de violence collective contre les rwandophones

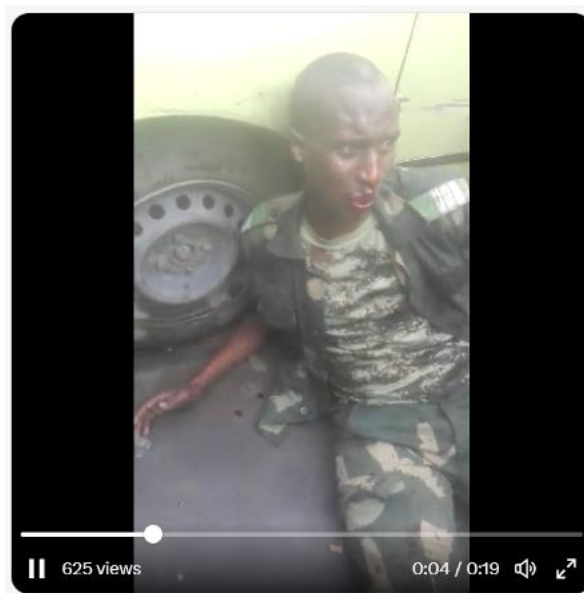
Twitter video of a Banyamulenge FARDC officer, Adjudant Chef Furaha Kapingi, who was attacked and beaten in Kinshasa:



The video posted on Twitter:

<https://twitter.com/Bienfaiteur7/status/1605703743076536320?s=20>
(last consulted on 6 March 2023)

Contrary to the public comments on Twitter, the officer was not killed. See another video of the same incident:



<https://twitter.com/Kivutimes/status/1605589122709536768?s=20>
(last consulted on 6 March 2023)

Annex/Annexe 58:

Demonstrations in Goma on 6 and 7 February 2023 degenerated into mob violence against Rwandophones and their interests/properties**Les manifestations à Goma les 6 et 7 février 2023 ont dégénéré en violences collectives contre les rwandophones et leurs intérêts/propriétés**

Demonstrations in Goma staged on 6 and 7 February 2023 against the EACRF and MONUSCO took an unexpected ethnic dimension as several homes, businesses and churches belonging to or used by Rwandophones were attacked and vandalized by demonstrators. Rwandophones were also harassed and threatened throughout the city, forcing many to go into hiding.³⁰⁴ The “Rama” church of the Banyamulenge community in the Nyabushongo neighbourhood of Goma was vandalized by demonstrators. The roof caved in while several demonstrators were in the process of removing it.



Source: [Twitter video and images](#) posted on The Kivu News 24 official account “@kivunews24” on 6 February 2023

³⁰⁴ On 6 February 2023, demonstrators in Goma attacked and destroyed a church in Nyabushongo frequented by Tutsi and Banyamulenge. Source: video footage and open source information on social media; members of civil society; MONUSCO.

Annex/Annexe 59:

Leadership structure of CODECO factions

La structure de commandement des factions CODECO

I. TERRITOIRE DE DJUGU								
N°	GROUPES ARMES	DATE DE CREATION	Causes	LOCALISATION	CAPACITE DE NUISANCE	Mode opératoire	Sources de financement	LEADERS
1	URDPC/ CODECO	18 SEPT 2017	<ul style="list-style-type: none"> La mort du prêtre Florent à Drodro ; la mort des 4 commerçants de 	Secteur de Walendu-Pitsi.	Très élevé	Guérilla ; Attaque contre les civils.	Exploitation minière. Pillage et extorsion. Pays voisins ; Institution des taxes à travers les barrières illicites.	BAHATI Charité ; Désiré NGUNU KIZA : BASSA SUKPA Gershom ; MANDRO JIBA SENGEDHU.
2	ARDPC		<ul style="list-style-type: none"> Kobu ; l'impunité Tracasseries militaires et mauvaise distribution de la justice ; Faiblesse de l'Autorité de l'Etat ; Conflit foncier et identitaire, conflit des limites administratives et problématique des enclaves ; Manipulations politiques ; Le chômage des jeunes ; Endoctrinement par la secte mystico religieuse ; Résultats mitigés des DDR antérieurs ; Porsité des frontières 	Walendu-Pitsi	Moins élevé.			NGABU NGAWI, alias SONGAMBELE ; RD'DZA KPALO Deogratias.
3	ALC			Walendu-Tatsi	Elevé			Justin GBESI, alias PETIT LOUP de la Montagne ; CHULU NDRUNDRO John
4	URDPC/BON TEMPLE DE DIEU			Secteur Walendu- Djatsi	Très élevée			NDRODZA KONDJO ; KADOGO
5	ROYAUME NGOTO			Secteur Walendu- Djatsi	Très élevée			BIKO ; BIFALO SANDAY
6	FDBC			Secteurs Walendu- Djatsi et Banyali-Kilo	Très élevée			TCHUI MUTAMBALA NDRUNDRO

Document provided to the Group by civil society source

Annex/Annexe 60:

Weapons seized by CODECO-URDPC following its attack on the FARDC 3401st Regiment in Njala and the ambush in Pitso

Les armes saisies par CODECO-URDPC suite aux attaques sur le 3401 ier régiment des FARDC a Njala et l'Embuscade à Pitso

		<ul style="list-style-type: none"> • Kobu ; • l'impunité • Tracasseries militaires et mauvaise distribution de la justice ; • Faiblesse de l'Autorité de l'Etat ; • Conflit foncier et identitaire, conflit des limites administratives et problématique des enclaves ; • Manipulations politiques ; • Le chômage des jeunes ; • Endoctrinement par la secte mystico religieuse ; • Résultats mitigés des DDR antérieurs ; • Porosité des frontières 			Pays voisins ; Institution des taxes à travers les barrières illicites.	BASSA SUKPA Gershom ; MANDRO JIBA SENGEDHU. NGABU NGAWI, alias SONGAMBELE ; RD'DZA KPALO Deogratias. Justin GBESI, alias PETIT LOUP de la Montagne ; CHULU NDRUNDRO John NDRODZA KONDJO ; KADOGO BIKO ; BIFALO SANDAY TCHUI MUTAMBALA NDRUNDRO
2	ARDPC		Walendu-Pitsi	Moins élevé.		
3	ALC		Walendu-Tatsi	Elevé		
4	URDPC/BON TEMPLE DE DIEU		Secteur Walendu-Djatsi	Très élevée		
5	ROYAUME NGOTO		Secteur Walendu-Djatsi	Très élevée		
6	FDBC		Secteurs Walendu-Djatsi et Banyali-Kilo	Très élevée		



Pictures provided by CODECO-URDPC ex-combatant

Annex/Annexe 61:

G-5/A Letter to the facilitator of the Nairobi process Uhuru Kenyatta requesting the exclusion of CODECO-URDPC**Lettre du G-5/A au facilitateur du processus de Nairobi Uhuru Kenyatta demandant l'exclusion de CODECO-URDPC**

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
 PROVINCE DE L'ITURI
 COMMUNAUTÉS VICTIMES DES ATROCITÉS UNILATÉRALES DES FORCES
 NÉGATIVES HÉTÉROCLITES EN PROVINCE DE L'ITURI

G5-A

LETTRE OUVERTE A L'ATTENTION DE SON EXCELLENCE LE
 PRESIDENT HONORAIRE DE LA REPUBLIQUE DU KENYA,
 FACILITATEUR DU PROCESSUS DE PAIX DE NAIROBI, MONSIEUR
 UHURU KENYATA

Concerne : Répertoire des graves cruautés commises par les génocidaires et terroristes de la CODECO contre la population civile membres de nos Communautés victimes en Ituri : Nécessité de leur exclusion au processus de Nairobi et de l'usage de la force contre eux

Excellence

Le G5-A est une structure circonstancielle de fait, créée à mi-2020 dans les circonstances douloureuses afin de porter très haut les cris de détresse des communautés victimes des atrocités aux autorités étatiques et à l'opinion internationale ainsi que de réclamer la justice et la réparation de la cruauté que ses membres subissent.

Il regroupe les communautés ALUR, HEMA/ITE, MAMBISA, NDO-OKEBO et NYALI/KILO qui ont signé la Charte de sa création et inclut aussi les autres peuples victimes des atrocités des forces négatives hétéroclites que la Charte a dénommés des alliés (A) parmi lesquels les forces armées de la RDC et les éléments de la Police Nationale Congolaise qui payent aussi des lourds tributs.

Les violations massives des Droits de l'Homme que nos membres connaissent ont déjà fait l'objet des qualifications dès juin 2019 en République Démocratique du Congo par le biais de son Président, Chef de l'Etat son Excellence Felix Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO, à qui nous rendons un vibrant hommage, mais aussi par la Communauté Internationale à travers le rapport du Bureau Conjoint des Nations Unies aux Droits de l'Homme en janvier 2020, des porteuses d'éléments des *crimes de génocide, des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité*.

Il vous souviendra donc que le processus de Nairobi que vous pilotez n'a rien d'autre comme objectif que la restauration de la paix et de l'autorité de l'Etat à la partie Est de la République Démocratique du Congo dont la Province de l'Ituri ; qui est à feu et sang depuis décembre 2017. Les acteurs en conflit à l'occurrence les groupes armés locaux ont, si pas tous mais la grande majorité, signé l'acte d'engagement de cessez-le-feu lors de la déclaration finale de NAIROBI 3, le 6 décembre 2022

Les Communautés Victimes des atrocités en Province de l'Ituri (G5-A) contact : (+243) 812 671 128 ; 994 010 107 ; 818 417 993 ; 995 988 638 E-Mail : christutheki@gmail.com ; vtungulo@gmail.com

ck *h*

Excellence

La signature de l'engagement de NAIROBI 3 est venue s'ajouter à l'initiative prise au paravent par les communautés BIRA et LENDU avec l'appui de la MONUSCO respectivement en avril et juin 2022 où elles ont amené leurs fils regroupés au sein des milices et forces négatives hétéroclites FPIC dit CHINI YA KILIMA et CODECO à la signature des actes unilatéraux de cessation des hostilités, qui malheureusement sont restés de la poudre jetée aux yeux des autorités provinciales, nationales et internationales (MONUSCO) ; des actes que nous qualifions simplement de distraction et diversion comme ça a été le cas avec les autres assises initiées à 2020 à NIZI, FATAKI, LITA, KPANDROMA, RETTY, DRODRO, NYANKUNDE et KOMANDA par les mêmes acteurs criminels et leurs communautés et dont les résolutions ressorties n'ont jamais été respectées par ces criminels.

Ainsi pour vous en rendre compte et pour que votre personnalité et autorité ne tombe ni dans la distraction et moins encore dans les qualifications de tout genre, qu'il plaise à votre Excellence d'exclure définitivement les génocidaires et terroristes de la CODECO du processus de NAIROBI et d'ordonner à la force régionale de vite descendre en Ituri pour traquer sans complaisance lesdits terroristes afin de restaurer la paix en Ituri. Ci-dessous les différentes attaques meurtrières menées par ces deux groupes armés (CODECO et FPIC) mais principalement CODECO à la veille et au lendemain du processus de NAIROBI 3 :

1. **Le 16 novembre 2022** : attaque de la **CODECO** contre le village KPAMBALA dans le groupement ANGHAL 2 occasionnant **8 morts** et 1 blessé, des pillages ainsi que plusieurs maisons incendiées ;
2. **La nuit du jeudi 17 au vendredi 18 novembre 2022** : attaque de la **CODECO** dans la chefferie de MOKAMBO occasionnant **8 morts**, 2661 maisons incendiées dont le centre de santé de WALA et trois écoles à savoir EP. DRUU, EP. JALVIRA et EP. UBIMO ;
3. **Le 21 novembre 2022** : attaque de la **CODECO** à BERUNDA occasionnant **7 morts** et pillage des bétails ;
4. **Le 22 novembre 2022** : attaque de la **CODECO** contre le village SHABA 2 à AGHAL 2 occasionnant **5 morts** et 1 blessé grave ;
5. **La nuit du 28 au 29 novembre 2022 pendant que CODECO est à NAIROBI** : attaque de la **CODECO** contre le centre de négoce de MBIDJO en Territoire de Djugu occasionnant **6 morts** ;
6. **Le 29 novembre 2022** : exécution par la **CODECO** de **8 otages** pris à MBIDJO parmi lesquels **4 enfants et plusieurs maisons incendiées** ;
7. **Du 04 au 06 décembre 2022** : attaque de la milice **FPIC** à CENTRALE SOLENYAMA, à la périphérie de la ville de BUNIA faisant un bilan de **11 morts** ;
8. **Le 06 décembre 2022** : attaque de la **CODECO** à KAROMBO dans le village ZANGA-LOLOGA du Groupement Anghal II et OVIRI du Groupement ANYOLA en Chefferie des Alur Djuganda occasionnant **5 blessés graves**, 4 boutiques complètement pillées, plus de 45 chères parties et dans le village DJUPUKUNGO du Groupement Anghal II où 7 maisons ont été incendiées ;

Les Communautés Victimes des atrocités en Province de l'Ituri (G5-A) contact : (+243) 812 671 128 ; 994 010 107 ; 818 417 993 ; 995 988 638 E-Mail : christutheki@gmail.com; vtungulo@gmail.com

9. **Le 08 décembre 2022 : de minuit à 2 heures du matin ;** attaque de **CODECO** au village Djupagasa, Groupement Anghal II occasionnant **un mort** et 15 maisons incendiées de suite ;
10. **Le 14 décembre 2022 :** attaque de la **CODECO** à DJUPUKUNGO occasionnant **2 morts** ;
11. **Le 17 décembre 2022 :** attaque de la **CODECO** à THETHE et DUBAI respectivement dans les villages JUPAGASA/AKPE et ZANGA LOLOGA du groupement ANGHAL 2, occasionnant l'incendie de plus de 471 maisons et **7 morts** ;
12. **Le 19 décembre 2022 :** attaque de la **CODECO** dans le village d'AMBE 1 dans le Groupement NIOKA en chefferie des PANDURU occasionnant **2 blessés graves**, pillages des biens, incendies des 15 maisons et une maman violée
13. **Le 20 décembre 2022 :** attaque de la **CODECO** dans le village TALI-ERO du Groupement ANGHAL 2 occasionnant **2 morts** et plus de 50 maisons incendiées et une disparition ;
14. **Le 21 décembre 2022 :** attaque de la **CODECO** contre les Villages KINGILI, AUGBA, JUPAKETHA et JUPUJANGA-BANDA (Localité de Nzinzi) ainsi que TALI-ERO tous du Groupement Anghal II ; occasionnant plusieurs maisons incendiées et **4 morts**, (un bilan encore provisoire, les recherches étant en cours) ;
15. **Le 23 décembre 2022 :** Enlèvement de 14 personnes membres de G5-A par **CODECO** à KOBU, une localité située à plus de 35kms de Bunia et sous contrôle des FARDC ;
16. **Le 24 décembre 2022 :** attaque de la **CODECO** sur l'axe KATANGA-DJALASIGA à ALINGONGO, bilan 3 véhicules brûlés et **deux morts**
17. **Le 30 décembre 2022 :** attaque de la **CODECO** à AFOYO RWOYH à ANGHAL 2 occasionnant **2 morts**, plusieurs déplacés, et 325 maisons incendiées ;
18. **Le 31 décembre 2022 :** attaque de la **CODECO** à AYISI PUNA en chefferie des PANDURU occasionnant **1 mort** et **2 blessés** ;
19. **Le 02 janvier 2023 :** attaque de la **CODECO** au groupement RHONA en Chefferie des PANDURU, Territoire de Mahagi occasionnant **3 morts, 3 blessés et 2 personnes disparues** ;
20. **Le 03 janvier 2023 :** attaque de la **CODECO** dans la localité ZUU, groupement RHONA, Chefferie des PANDURU en Territoire de Mahagi, occasionnant **2 morts, 4 blessés et 1 disparu** ;
21. **Le 04 janvier 2023 :** libération des otages par la **CODECO** et leur remise à la MONUSCO (14 otages de KOBU et 5 otages ALUR de MAHAGI) ;
22. **Le 05 janvier 2023 :** attaque de la **CODECO** dans la localité ZUU, groupement RHONA, Chefferie des PANDURU en Territoire de Mahagi, occasionnant **3 morts** ;
23. **Le 06 janvier 2023 :**
 - a. Attaque de la **CODECO** dans la localité de MBAU, **un chauffeur taxi est tué et un passager blessé** ;
 - b. Attaque de la **CODECO** dans la localité de MBECHI, occasionnant **2 blessés** qui sont tous des pêcheurs ;
 - c. Pillage des maisons de commerce à NIZI par les éléments identifiés aux FARDC
24. **Le 07 janvier 2023 :**

Les Communautés Victimes des atrocités en Province de l'Ituri (G5-A) contact : (+243) 812 671 128 ; 994 010 107 ; 818 417 993 ; 995 988 638 E-Mail : christutheki@gmail.com ; vtungulo@gmail.com

- a. Attaque de la **CODECO** dans le village HIRI en Chefferie des BAHEMA BADJERE en Territoire de Djugu occasionnant **4 morts, 3 blessés et 1 disparu** ;
 - b. Attaque de la **CODECO** contre la position militaire des FARDC à KATANGA dans la Chefferie des WALENDU WATSI en Territoire de Mahagi ;
25. **Le 08 janvier 2023** :
- a. Attaque de la **CODECO** contre les villages DRODRO, LARGU, ZDHA, RHOO, BLUKWA, NGAZBA occasionnant **24 morts** du côté de la population civile et 4 éléments des FARDC ;
 - b. Extorsion de 4 véhicules et enlèvement des chauffeurs par la **CODECO** à KATANGA dans la chefferie des WALENDU WATSI en Territoire de Mahagi ;
26. **Le 09 janvier 2023** : attaque de la **CODECO** dans le village RHOO où se trouve le camp des déplacés. Bilan : **1 mort** ;
27. **Le 10 janvier 2023** :
- a. Attaque de la **CODECO** dans la localité de KPENGBELE non loin de PIMBO en Territoire de DJUGU occasionnant **1 mort** (une bébé d'un an), **2 blessés** et pillage des biens des passagers ;
 - b. Attaque de la **CODECO** dans le village DHII, incendie et pillage des biens de la population ;
 - c. Attaque de la **CODECO** dans le village PUNA à DJUPALANGU, groupement NIOKA en Territoire de Mahagi occasionnant **un blessé grave** et des maisons incendiées ;
 - d. Attaque des éléments égarés de **CODECO** sur la route KASENYI ;
28. **Le 11 janvier 2023** : attaque de la **CODECO** contre la position des FARDC dans la localité NJIA PANDA sur la route KASENYI ;
29. **Le 05 janvier 2023** :
- a. Attaque de la **CODECO** dans les localités VIRAKPA et TSOTSO en Territoire de Djugu occasionnant **9 morts** ;
 - b. Attaque de la **CODECO** dans la localité de KATOTO en Territoire de Djugu occasionnant **13 morts** ;
 - c. Attaque de la **CODECO** dans la localité BHŪ-KATSELE occasionnant **3 morts et 3 personnes disparues** ;
30. **Le 14 janvier 2023** :
- a. Attaque de la **CODECO** dans la localité NYAMABA, Chefferie des BAHEMA BANYWAGI en Territoire de Djugu, occasionnant **28 morts** ;
 - b. Attaque de la **CODECO** dans la localité MBOGI en chefferie des BAHEMA BANYWAGI occasionnant **6 morts** ;
31. **Le 15 janvier 2023** :
- a. Attaque de la **CODECO** dans la localité AFOYO RWOTH, groupement ANGHAL 2, Chefferie des ANGHAL en Territoire de Mahagi, occasionnant **2 morts** ;
 - b. Attaque de la **CODECO** à DJUGU CENTRE occasionnant **un mort** (une jeune fille) ;

Les Communautés Victimes des atrocités en Province de l'Ituri (G5-A) contact : (+243) 812 671 128 ; 994 010 107 ; 818 417 993 ; 995 988 638 E-Mail : christutheki@gmail.com; vtungulo@gmail.com

32. **Le 16 janvier 2023** : attaque de la **CODECO** dans la localité DJUPALANGU, groupement NGOTE, Chefferie des PANDURU en Territoire de Mahagi, occasionnant **3 morts et 2 disparus** ;
33. **Le 18 janvier 2023** :
- Attaque de la **CODECO** dans le groupement NGOTE, Chefferie des PANDURU en Territoire de Mahagi, occasionnant **6 morts** ;
 - Attaque de la **CODECO** dans le village FICHAMA non loin de TCHOMIA en Territoire de Djugu occasionnant **2 morts** ;
34. **Le 19 janvier 2023** :
- Attaque de la contre le site des déplacés PLAINE SAVO en chefferie des BAHEMA BADJERE en Territoire de DJUGU, occasionnant **6 morts** ;
 - Attaque de la **CODECO** sur le lac Albert occasionnant la **mort de 3 pêcheurs Alur et 2 militaires FARDC** ;
 - Attaque de la **CODECO** à DJUPALANGU, chefferie des PANDURU en territoire de Mahagu ;
 - Découverte de **16 corps en putréfaction** dans les localités TEPUNA (6 corps), TERARA PUNA (2 corps), TER ARI (4 corps), AISI PUNA (1 corp) et ZAGU (3 corps) en chefferie des PANDURU en Territoire de Mahagi
35. **Le 21 janvier 2023** :
- Attaque de la **CODECO** dans la localité LUGUBA, Chefferie des BAHEMA BADJERE en Territoire de DJUGU, occasionnant **1 mort** et 3 maisons incendiées mais repoussé par les FARDC ;
 - Attaque de CHINI YA KILIMA contre la localité TCHEKI et repoussé par les FARDC ;
36. **Le 23 janvier 2023** : attaque de la **CODECO** contre le village NDZEBI, occasionnant **4 morts** dont 1 militaire ;
37. **Le 26 janvier 2023** : **2 femmes tuées** par **CODECO** à DJUGU ;
38. **Le 27 janvier 2023** : Attaque de la **CODECO** contre la position des FARDC à PITSO en Territoire de DJUGU, occasionnant **17 morts** des éléments FARDC dont 2 Colonels ;
39. **Le 28 janvier 2023** : attaque de la **CODECO** contre un camion sur la RN 27 occasionnant la **mort du chauffeur** ;
40. **Le 30 janvier 2023** : Attaque de la **CODECO** contre le village YEDI en Territoire de MAMBASA, occasionnant **6 morts** ;
41. **Le 31 janvier 2023** :
- Attaque de la **CODECO** sur la RN 27 non loin de JINA en Territoire de Djugu, occasionnant **1 mort** (taximan moto) et **1 disparu** des éléments FARDC ;
 - Attaque de la **CODECO** contre le village GUGBI en Territoire de Djugu, occasionnant **1 mort** ;
 - Attaque de **FPIC** contre le quartier BEMBEYI en ville de BUNIA, bilan : **1 blessé grave**.
42. **Le 01 février 2023** :
- Attaque de la **CODECO** contre village GUGBI occasionnant **6 morts** ;
 - Attaque de la **CODECO** contre le village MASUMBUKO occasionnant **1 mort**.

Les Communautés Victimes des atrocités en Province de l'Ituri (G5-A) contact : (+243) 812 671 128 ; 994 010 107 ; 818 417 993 ; 995 988 638 E-Mail : christutheki@gmail.com; vtungulo@gmail.com



43. Le 02 janvier 2023 : attaque de la CODECO contre le centre de négoce de KATOTO occasionnant 21 morts et plusieurs blessés ainsi que pillage de plusieurs ;

Excellence

Ce tableau démontre qu'à l'espace de deux mois seulement, ces deux groupes armés meurtriers de la population civile membre de nos communautés ont mené 62 attaques dont 3 ont visé les positions de l'armée ayant occasionnée près de 20 morts dans le rang de l'armée et 59 autres attaques n'ont visé que la population civile occasionnant près de 269 personnes tuées. En annexe quelques images qui illustrent les atrocités ci-haut étayées.

Il plaira à votre autorité de prendre acte de la présente lettre ouverte qui est en même temps un SOS des peuples victimes de l'Ituri afin non seulement d'exclure ces renégats du processus de NAIROBI, mais surtout d'ordonner la frappe militaire de l'EAC sans complaisance contre lesdits criminels et de mobiliser le monde pour stopper le génocide.

Fait à Kinshasa, le 05 Février 2023.

Pour les Communautés Victimes

Le Vice-Président de G5-A  Le Président de G5-A 
Dr Vital TUNGULO BATIKOLO  Christian UTHEKI UDONGO

Les Communautés Victimes des atrocités en Province de l'Ituri (G5-A) contact : (+243) 812 671 128 ; 994 010 107 ; 818 417 993 ; 995 988 638 E-Mail : christutheki@gmail.com; vtungulo@gmail.com

Document provided to the Group by a member of the G5-A community

Annex/Annexe 62 :

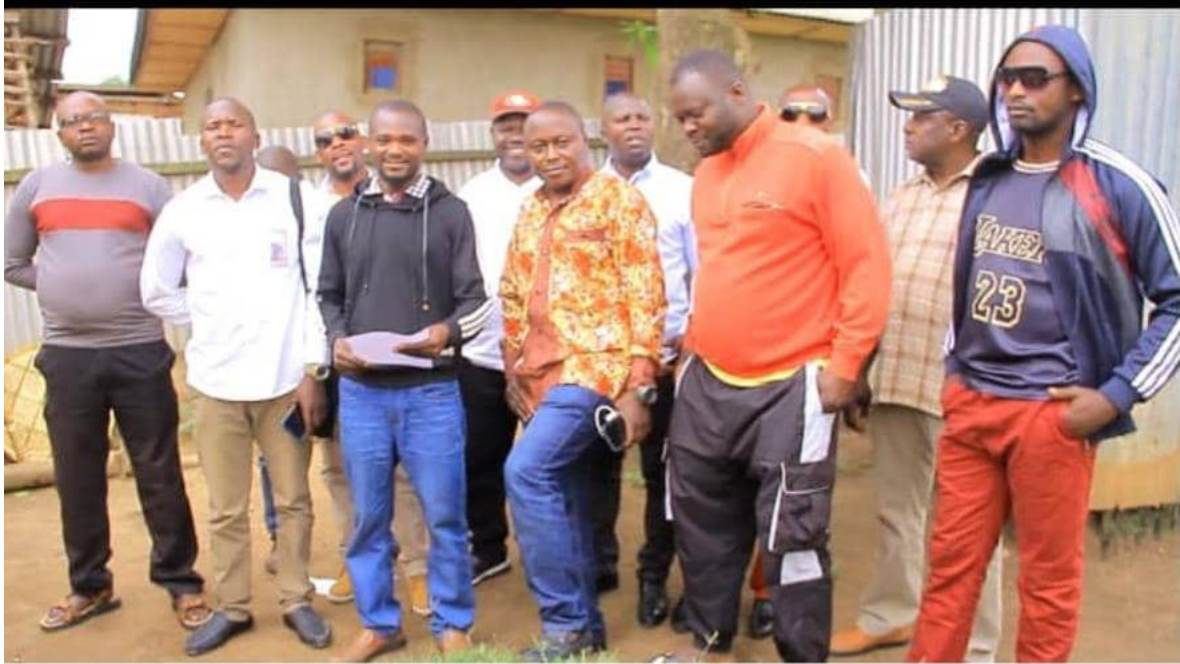
MAPI leadership

Le commandement de MAPI

Les membres fondateurs du MAPI

N°	NOMS	POST-NOMS	PRENOMS	FONCTIONS	SIGNATURES
1	NDJANGO	LIRIPA	Jean-Pierre	Président	
2	MARINE	MUGENYI		1 ^{ier} Vice-président	
3	JOBALO	MUSINGO		2 ^{ier} vice-président	
4	LONDJIRINGA	CLAUDE		Secrétaire	
5	BARAKA	MAKI		1 ^{ier} Disciplinaire	
6	BABALA	MUSINGO		2 ^{ier} Disciplinaire	
7	ROGER	MOKILI		Chargé de liaison	
8	CHIRO	UBEGIU		Vice chargé de liaison	
9	MASEVA	RAMAZANI		Chargé de suivi	
10	ZAWADI			1 ^{ier} Chargé de suivi	
11	Benjamin	BAHATI		Porte-parole	
12	KABASEKE	JIRO		PPA	
13	SAIDI	MUGAVU		Chargé des relations publiques	
14	WILLY				
15	BINLADEN	MATESO			
16	NTUMBA				
17	MATATA	BASILOKO			
18	DANIEL	AMERICAIN			
19	JUSTIN	KABASEKE			
20	BAMARAKI	LOKANA	DANIEL		

Document provided to the Group by civil society and Zaire combatants



Des membres du mouvement d'autodéfense populaire de l'Ituri, jeudi 22 décembre 2022,

Picture provided to the Group by a civil society source.

Annex/Annexe 63:**Zaire factions and areas of operation****Les factions du Zaïre et zones d'opération**

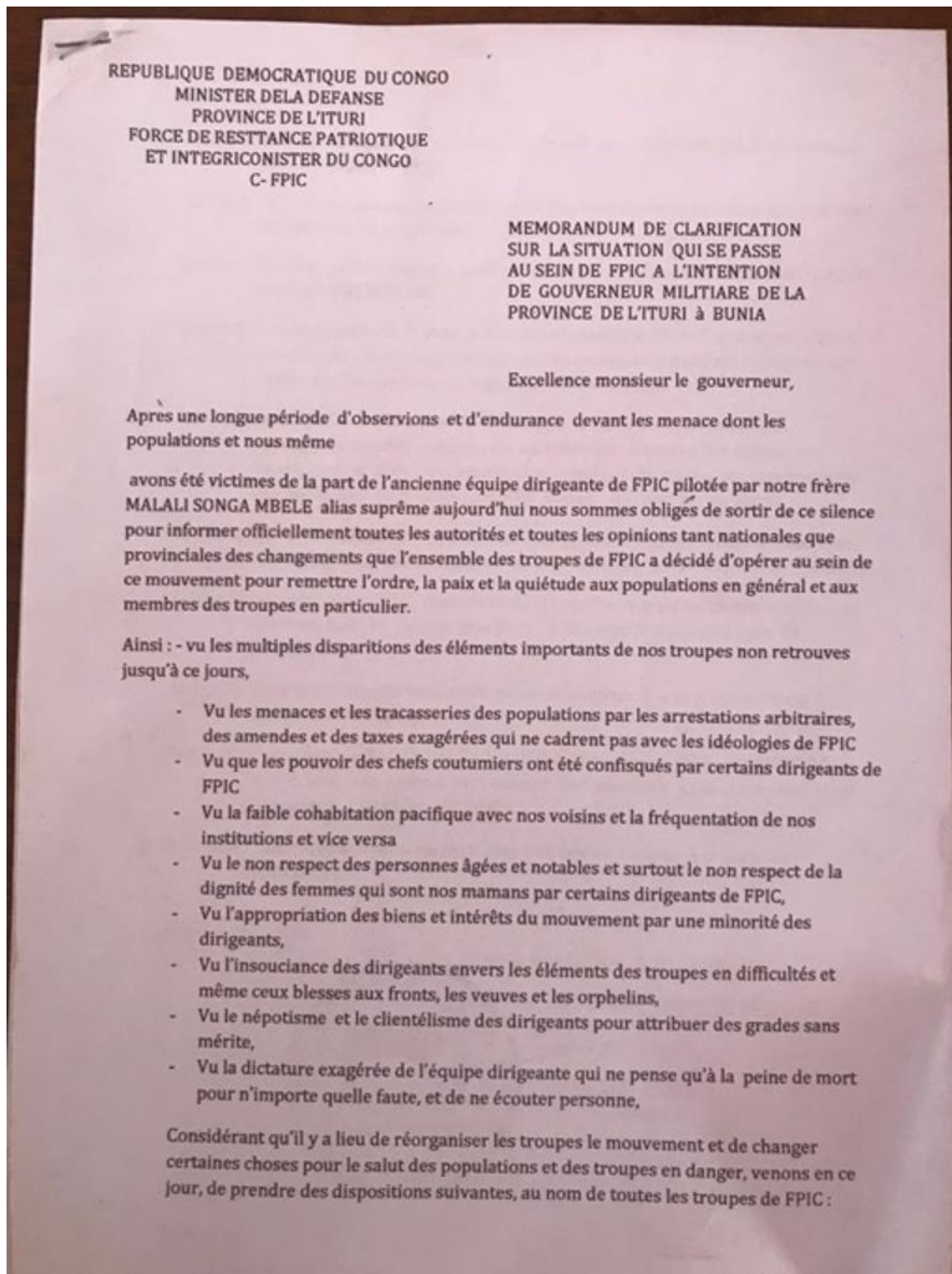
Factions	Areas of operations
Zaire Faction K	Mabanga, Dala, Mbidjo, Pluto, Yedi, Gelé, Lenga, Lodjo, Kilo
Zaire Malayika	Iga Barrière, Lopa, Gina, Largu, Bule, Katoto, Nizi, Kilo, Mongwalu, Largu, Tchomia, centrale Soleniamama.
Zaire mazembe	Nioka, Berunda, Kandoyi
Zaire djamaïque	Shari/Irumu, Nderembi, Kabarole, RN4, route Kasenyi, jusqu'à Boga

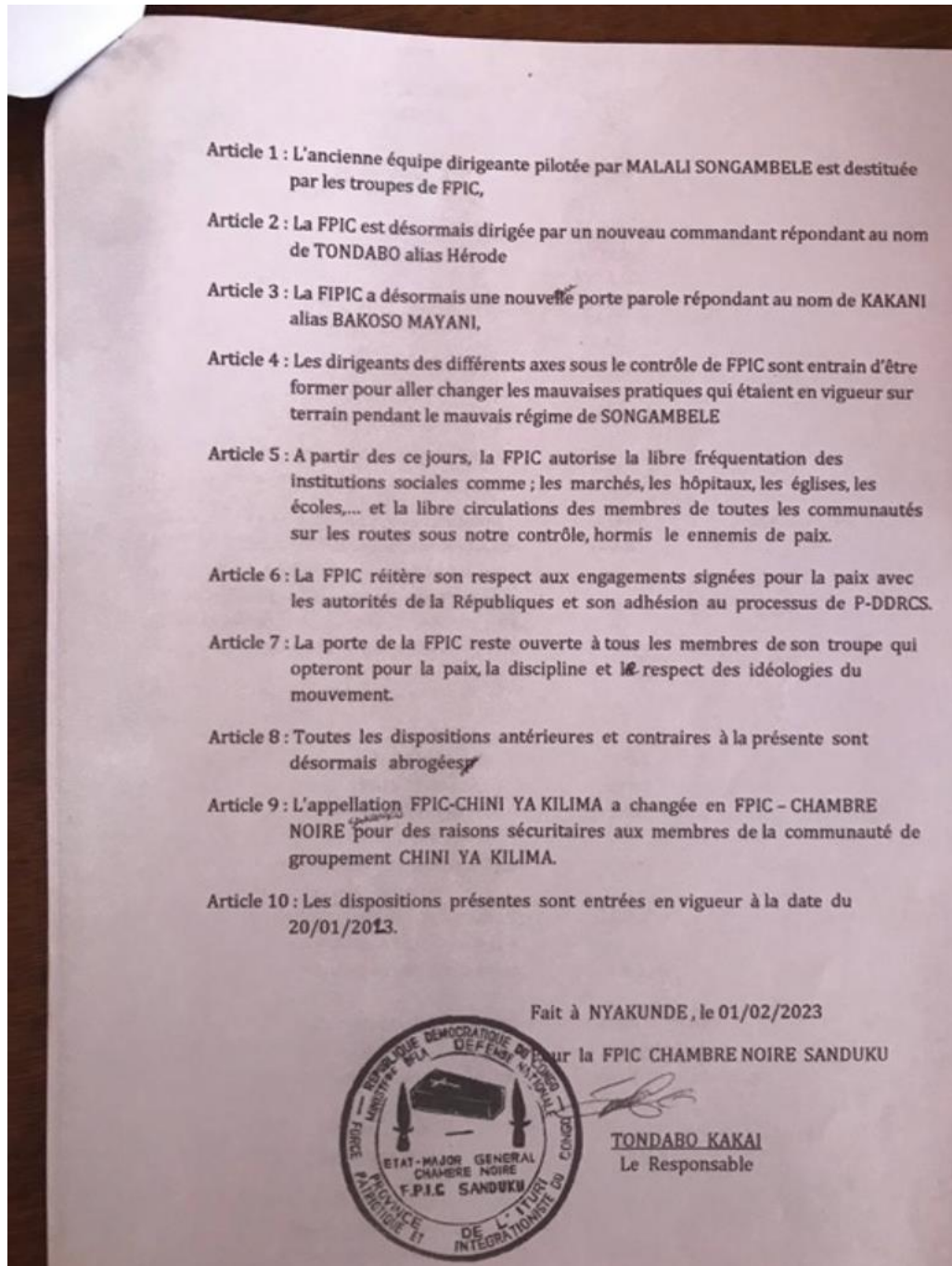
Compiled by the Group with information collected from several sources.

Annex/Annexe 64:

Communiqué by the new FPIC leaders announcing the new orientation of the armed group

Communiqué des nouveaux dirigeants du FPIC annonçant les nouvelles orientations du groupe armé



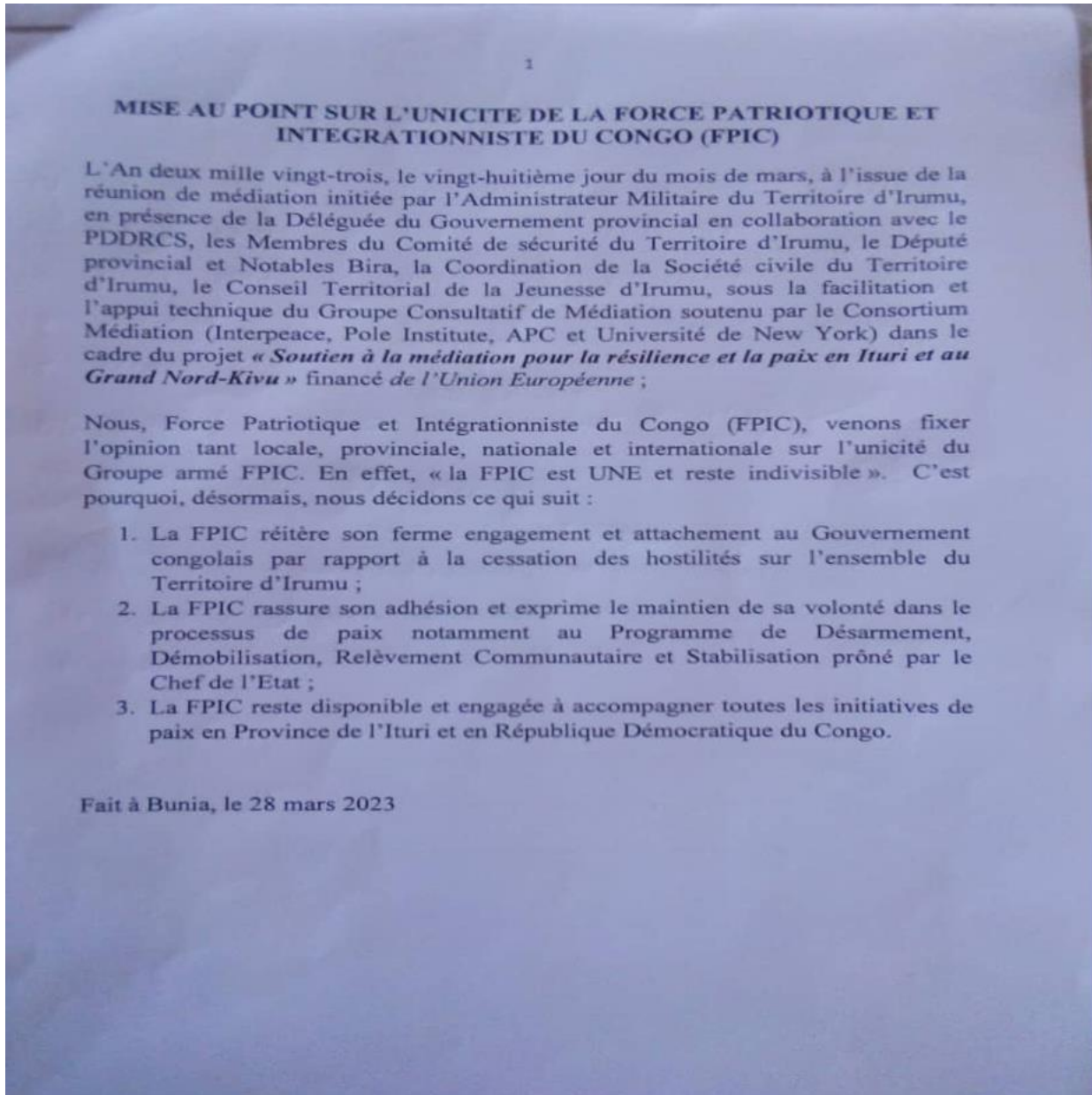


Document provided to the Group by FPIC combatant

Annex/Annexe 65:

FPIC Letter of 28 March 2023 reiterating its commitment to end hostilities, to work with the DRC Government and to adhere to the P-DDRCS process

Lettre du FPIC du 28 mars 2023 réitérant son engagement à mettre fin aux hostilités, à travailler avec le gouvernement de la RDC et à adhérer au processus du PDDRCS



LISTE DE SIGNATAIRES

N°	NOMS ET POST-NOMS	FONCTION	CONTACT	SIGNATURE
01	KABULABO NYAMABO	Président	0781900550	
02	KITEBA BAHATI	GA	0716607785	
03	MOÏSE IERA	INSTRUCTEUR	082566632	
04	MAKUKWA CHANTAL	RENSEIGNEMENT	0911931494	
05	TAGABO KATHO	OPERATEUR DE S. TPIC SANABU	071636165	
06	KATROI BAKOSO	Représentant	0810714175	
07	KIMARE NYAMABO	Représentant	0811824330	
08	SAMUEL LEBISABO	Représentant	0821879781	
09	MUZITINA CHWEKE	Représentant	0926380739	
10	MUHIMBO KAKANI	Représentant	0713705193	
11	NGUNDUKALI NGAMABO	Représentant	0925750934	

Document provided to the Group by FPIC combatant

Annex/Annexe 66:

Songambe's communiqué wherein he denounced the FPIC-Chambre Noir-Sanduku faction and labelled it a terrorist armed group

Le communiqué de Songambe dans lequel il dénonce la faction FPIC-Chambre Noire-Sanduku et la qualifié de groupe armé terroriste



Document provided to the Group by FPIC combatant

Annex/Annexe 67:

Retaliatory attacks by Zaïre

Attaques de représailles du Zaïre

While attacks on civilians by Zaïre were much less frequent than those perpetrated by CODECO-URDPC, Zaïre also engaged in kidnappings, ambushes, extorsions, occasional killings or retaliatory attacks against Lendu civilians.

The most significant attacks by Zaïre, targeting civilians, occurred in Mahagi territory, the stronghold of Zaïre Mazembe groups under the leadership of commander Pharaon.

On 15 December 2022, Alur combatants associated with the Zaïre Mazembe group³⁰⁵ simultaneously attacked the villages of Yatsi and Rutsi, in the proximity of Azimini³⁰⁶ in the Walendu Watsi “collectivité”, killing 12 Lendu civilians, including three women and six children - one girl and five boys aged between two and 17 - and burned down over 60 houses. After the attack, they pillaged the village and stole livestock. They also abducted seven civilians, a woman and six children, who were allegedly used to transport the looted goods.³⁰⁷ The attack led to the displacement of more than 500 households from the localities of Yatsi and Rutsi towards the locality of Azimini.³⁰⁸

On 19 December, Zaïre Mazembe combatants under commander Pharaon, coming from their base in the locality of Anghal2, attacked the village of Azimini, located in the Adra *groupement* of the Walendu Watsi “collectivité”. The combatants killed an elderly woman and eight children - six girls and two boys - all under 10 years of age. The victims were all members of the Lendu community.³⁰⁹ The majority were killed with machetes. They also injured three civilians, burnt down houses and pillaged livestock.

On 5 February 2023, Zaïre combatants from the Sumbuso *groupement* in the Bahema Nord *chefferie* attacked the village of Dyambu, located in the Dz’na *groupement* of the Walendu-Pitsi “collectivité”. The attackers killed 11 civilians, including two women and five children aged between two and 16, and wounded 37 others. All the victims were members of the Lendu community.³¹⁰

³⁰⁵ According to several sources, the attackers came from the direction of Karombo.

³⁰⁶ In the proximity of D’zi, Adra *groupement* of the Walendu Watsi *chefferie*.

³⁰⁷ A member of a local armed group, civil society and humanitarian sources, researchers, community leaders, FARDC and MONUSCO sources.

³⁰⁸ Civil society and humanitarian sources.

³⁰⁹ ANR source, researchers, a member of the Zaïre armed group, governmental source, civil society, and a local community leader.

³¹⁰ ANR source, civil society, community leaders, member of Zaire, a member of CODECO-URDPC, MONUSCO sources.

Annex/Annexe 68:**Tit-for-tat attacks in Mahagi territory (Ituri)****Attaques réciproques dans le territoire de Mahagi (Ituri)**

In Mahagi territory, from mid-November 2022 to early February 2023 the Group documented a cycle of tit-for-tat attacks between Lendu combatants of CODECO-URDPC combatants based in the Walendu Watsi *chefferie* and local Alur combatants associated with the Zaïre Mazembe group that controls the Anghal *chefferie*. Victims on both sides were mostly women and small children, killed with machetes or shot. Entire villages were destroyed, including schools and hospitals.³¹¹

On 18 November 2022, CODECO-URDPC combatants based near Kpandroma attacked Wala village in the Mokambo *chefferie* and killed at least eight civilians with machetes, including three women, pillaged, and set fire to more than 500 homes, three schools³¹² and a hospital. This retaliatory attack followed an incident the previous day when Alur youth beat up and arrested a CODECO-URDPC combatant in the same village.³¹³

On 22 November 2022, CODECO-URDPC from Walendu Watsi *chefferie*³¹⁴ attacked the Alur villages of Shaba2 and Gele in Anghal2 *groupement*, killing eight civilians, including a woman and six children.³¹⁵ In retaliation, on 15 December 2022 Alur combatants attacked the villages of Yatsi and Rutsi, in the proximity of Azimini³¹⁶ in the Walendu Watsi *chefferie*, killing 12 Lendu civilians (see annex 67 above).³¹⁷ This prompted yet another revenge attack by CODECO-URDPC combatants on 17 December 2022, resulting in the killing of seven civilians in the villages of Akpe and Lologa in Anghal2 *groupement*.³¹⁸

On 19 December, Zaïre combatants from Anghal2 attacked the village of Azimini,³¹⁹ killing an elderly woman and eight children, all under 10 years of age, of Lendu ethnicity (see annex 67 above).³²⁰ In response, on 21 December CODECO-URDPC from the area of Azimini attacked several Alur villages in the area, killing at least four civilians and setting dozens of houses on fire.³²¹

³¹¹ Based on over 30 interviews conducted with members of civil society, victims, members of armed groups, local community leaders, researchers, NGOs and iNGOs, civil and military authorities, MONUSCO sources, photographic and documentary evidence.

³¹² Primary school (EP) of Druu, EP Jalvira and EP Ubimo.

³¹³ Researchers, community leaders, NGO and MONUSCO sources.

³¹⁴ Sources identified the attackers as CODECO-URDPC from Njala, near Katanga locality in the Kambala health zone of the Walendu Watsi *collectivité*.

³¹⁵ Civil society members, researchers, community leaders.

³¹⁶ In the proximity of D'zi, Adra *groupement* of the Walendu Watsi *chefferie*.

³¹⁷ A member of a local armed group, civil society, researchers, community leaders, and FARDC sources.

³¹⁸ A member of a local armed group, civil society, community leaders, and FARDC sources.

³¹⁹ In the *groupement* of Adra, Walendu Watsi *collectivité*.

³²⁰ ANR source, a local researcher, civil society, and a community leader.

³²¹ Civil society, community leaders, and MONUSCO sources.

Annex/Annexe 69:

Attacks by CODECO-URDPC

Reprisal attacks in Djugu territory

In Djugu territory, CODECO-URDPC combatants from the Walendu Djatsi and Walendu Pitsi *collectivités* systematically attacked Hema villages, IDP camps and civilians travelling on roads in the Bahema Nord and Bahema Badjere *collectivités*, in what were significantly disproportionate reprisals to provocations by Zaïre combatants.

CODECO-URDPC attacked Hema civilians on 22 November 2022 at Okee village³²² in the Bahema Nord *collectivité*, killing at least 26 civilians including nine children and nine women, and setting several houses on fire.³²³ The killing of a Lendu school director by Zaïre along the road leading to Bunia on 10 December 2022³²⁴ prompted a series of retaliatory attacks on road passengers by CODECO-URDPC combatants along the Katoto-Largu route,³²⁵ killing at least four taxi drivers and kidnapping several passengers.³²⁶ Sporadic attacks targeting road passengers continued in the following months, resulting in numerous killings and kidnappings, and impeding traffic in the area.³²⁷

CODECO-URDPC also continued to attack civilians in the mining areas of Djugu territory. On 10 December 2022, CODECO-URDPC conducted a revenge attack on Mbidjo town, in the Bahema Badjere *chefferie*, after Zaïre had attacked CODECO-URDPC at Damas two days earlier. CODECO-URDPC killed four civilians and injured several others, including children, and set dozens of houses on fire. Zaïre engaged in fighting and pushed back the attackers.³²⁸ CODECO-URDPC once again attacked villages near Mbidjo centre³²⁹ during the night of 11/12 February 2023 and fighting ensued with Zaïre combatants. At least four civilians were killed during the fighting and more than 300 houses of Hema inhabitants set on fire by the CODECO-URDPC assailants. This attack was allegedly perpetrated in retaliation to an attack by Zaïre on 5 February in the village of Dyambu, D'zna *groupement* in the Walendu Pitsi, during which the attackers killed 11 Lendu civilians, including several children, and injured 37 others.³³⁰

Attack on Blukwa, Largu Drodoro in the Bahema Nord chefferie, 8 January 2023

On 8 January 2023, CODECO-URDPC combatants in large numbers descended on the Hema localities of Blukwa, Largu and Drodoro in a coordinated attack.³³¹ The attack allegedly began in reprisal to the killing, by presumed Hema elements, of a Lendu schoolteacher in Blukwa.³³² However, witnesses to the event reported the presence of a large number of CODECO-URDPC combatants in the area already several hours prior to the killing of the schoolteacher, and alerts were given of an imminent attack. Blukwa, Drodoro and Largu were attacked almost simultaneously,

³²² 145 km north of Bunia.

³²³ ANR source, members of civil society, local community leaders, researchers, and MONUSCO.

³²⁴ ANR source, civil society members, and researchers.

³²⁵ Near Kparnganza locality.

³²⁶ ANR source, civil society, local community leaders, and researchers.

³²⁷ For example, on 10 December 2022 on the route linking Bunia to Mahagi (RN27), CODECO-URDPC ambushed a convoy of vehicles and killed two people, including a small child of less than two years of age. On 27 January, near Njala, along the same RN27 between Pimbo et Pitso, CODECO fighters ambushed a FARDC convoy, killing 17 military personnel, including two of the rank of colonel, and stole their weapons and ammunition. Sources: Member of a local armed group, local media, ANR sources, MONUSCO, civil society, researchers, community leaders.

³²⁸ ANR source, researchers, civil society and a member of a local armed group.

³²⁹ The villages of Kokpe and Akwe, situated 2 km from Mbidjo centre.

³³⁰ ANR source, civil society, local researcher, photographs corroborated by local sources, and [Radio Okapi article](#).

³³¹ As reported by several eyewitnesses and two survivors, interviewed by the Group.

³³² Basa Zukpa [post on Twitter, on 8 January 2023](#), at 12:45.

supporting the narrative of a premeditated attack. The attack continued into the next day and extended to other neighbouring Hema villages, including Jisa.

At least 23 civilians were killed during these attacks, including several women. Dozens of houses were pillaged and destroyed, and the local population was forced to flee.³³³ Eyewitnesses reported seeing at least ten children younger than 15 years of age among the attackers, armed with sticks and clubs.

During an interview with Mr. Desire Lokana, CODECO-URDPC *charge de la defense*,³³⁴ Mr. Lokana told the Group that CODECO-URDPC had conducted a “counterattack” at Drodro, Jisa and Blukwa because these are places where “Zaire elements live”. He claimed that all the CODECO-URDPC elements from the area participated, and it began as a reprisal attack to a “shocking” event (referring to the killing of the schoolteacher). He claimed that CODECO-URDPC had to respond, otherwise they would have kept being “provoked” and blamed for all the acts that the Zaire group committed in Djugu territory. Asked about civilian casualties, he responded that there were no civilians, because everyone they had killed was “on the battlefield, and civilians should not be on the battlefield.” However, he also added that if CODECO-URDPC were provoked at a particular location, “everyone should tell the population in that location that we will descend upon that place.” Mr. Lokana also added that all the orders for the attacks that took place in January 2023 were given by the CODECO-URDPC leadership at headquarters, as vengeance/counterattacks to the actions of the Zaire group.

See below:

The findings of a preliminary investigation conducted in Largu, Blukwa and Bule between 21 and 22 January 2023 by the Military Auditor from the *Auditorat Militaire Supérieur* of Ituri

³³³ Witness testimonies, including survivors of the attack, interviews with civil society and humanitarian sources, FARDC, a member of an armed group, community leaders, researchers, photographic and video evidence corroborated by witness testimony, and MONUSCO sources.

³³⁴ Telephone interview conducted by the Group on 19 January 2023.

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
JUSTICE MILITAIRE
AUDITORAT MILITAIRE SUPERIEUR
DE L'ITURI
Rapport de Mission - Mission d'Investigation

**RAPPORT RELATIF A LA MISSION D'INVESTIGATION
PRELIMINAIRE A LARGU ET A BULE**

I. LES FAITS

- En date du 08/01/2023 une attaque a été lancée par les combattants CODECO contre la population civile de BLUKWA et LARGU ayant entraîné la mort de plusieurs personnes civiles ;
- Durant la période allant du 18 au 21/01/2023 une série d'attaques a été lancée par un groupe armé non identifié dans le site de déplacés de SAVO et aux différents villages voisins de la localité de BULE ;
- A ce titre que Monsieur l'Auditeur Militaire Supérieur de l'ITURI a instruit à l'AGM KUMBU NGOMA Col Mag de mener les investigations pour obtenir les premiers éléments d'information pour vous permettre d'ouvrir le dossier judiciaire sur les exactions commises dans la Zone du 08 au 21/01/2023.

II. OBJET DE LA MISSION

- Obtenir les premiers éléments d'informations, déterminer les présumés auteurs des dégâts corporels, les dégâts matériels et le mode opératoire éventuellement de saisir la juridiction compétente ;

III. DUREE DE LA MISSION
48 Heures du 21 au 22/01/2023.

IV. COMPOSITION DE L'EQUIPE

- Col-Mag KUMBU NGOMA ;
- OPJ Etat-Major Secteur ;
- 09 Eléments d'escortes de l'Etat-Major Secteur
- 01 APJ GBALANO KULUTU.

V. ITINERAIRE
BUNIA – MASUMBUKU – LARGU - BLUKWA – BULE - BUNIA

VI. MOYENS LOGISTIQUES

- Une Jeep Militaire de l'Etat-Major Secteur Ops ITI ;
- 70 litres de Mazout fournis par l'EM Sect Ops ITURI.

VII. DEROULEMENT DES INVESTIGATIONS

A. A LARGU

- Entretien avec le Chef de localité DESA, Médecin de l'Hôpital Général de DRODRO et le Commandant 3202^e Regt ;
- Le Chef de groupement de GOBI le sieur NGABU MANASE ;
- La descente à BLUKWA au Bureau du Chef de groupement ;
- La descente au centre de déplacés de RO ;
- La descente à l'Hôpital Général de Référence de DRODRO.

VIII. LES ELEMENTS RECUEILLIS LORS DES INVESTIGATIONS

- En date du 08/01/2023 vers 6H 30, l'Enseignant NGABU MILI de l'école primaire de GOBI a été tué à BLUKWA par les combattants ZAIRE dirigés par le Général auto-proclamé MAKI CADADI raison pour laquelle les combattants CODECO de TSEBI et les combattants CODECO de DERA ont fait les représailles autour de 11H 00 de la même date ;
- Au cours de cette attaque lancée par les combattants CODECO de TSEBI et DERA contre la population civile de LARGU, de DJUDA, BLUKWA, JISA et NGAZIBA, 15 personnes ont été tuées à l'aide des machettes dont :
 - ❖ Au marché de DJUDA : 02 personnes ;
 - ❖ BLUKWA : 04 personnes ;
 - ❖ Centre LARGU : 03 personnes
 - ❖ JISA : 05 personnes ;
 - ❖ NGZIBA : 01 personne.
- Une moto DT et une batterie d'une moto AOJIN ont été pillées à l'Hôpital Général de Référence de DRODRO ;
- Selon le Président FENAPEC de LARGU, le Col AMISI s'était retiré du centre de LARGU lorsque les combattants CODECO progressés vers le Centre de LARGU. Quant au Col AMISI, c'était la Jeep FARDC qui était retournée à l'EM 3202^e Regt à MASUMBUKU pour aller changer le Mi-point 7 qui avait fait aréage ; Le même Col AMISI a souligné que les éléments de 3202^e Regt ont subi une attaque des combattants ZAIRE vers 19H 00 en date du 08/01/2023 au cours de cette attaque des combattants ZAIRE contre les éléments 3202^e Regt, un soldat FARDC a trouvé la mort.

B. A BULE

- La nuit du 18 au 19/01/2023 à 01H 00' du matin, les combattants CODECO venus de NDJAUDHA et de GOKPA ont lancé une attaque contre le site des déplacés de SAVO ;

3

- Au cours de cette attaque, 8 personnes ont été tuées à l'aide des machettes et 7 personnes blessées dont 2 blessées transférées à BUNIA ;
 - ❖ 13 Huttes détruites ;
 - ❖ 05 maisons incendiées au village MBUDJONA.
- Lors de cette attaque les éléments FARDC ont intervenus vers 2H 00' du matin lorsque les coups de balles ont retenti au site des déplacés tandis que les contingents MONUSCO ont intervenu à 3H 30min au niveau dudit site ;
- La nuit du 19 au 20/01/2023, les combattants CODECO venus de PETRO ont lancé l'attaque contre le village LOGOBA dont ils ont tué une personne et 3 maisons incendiées ;
- La nuit du 20 au 21/01/2023, les combattants CODECO de PETRO ont lancé l'attaque contre le village BUKATSELE situé à 4Km de BULE au cours de laquelle plusieurs maisons incendiées ;
- En date du 21/01/2023 vers 6H 30 les combattants CODECO ont lancé l'attaque contre la position militaire des éléments FARDC de BULE au cours de laquelle deux combattants CODECO tués avant de repousser ladite attaque ;
- Toutes les attaques lancées du 08 au 21/01/2023 de LARGU à BULE sont commandées par le Général Auto-proclamé NGABU et MATESO Alias TESO.

IX. CONSTAT DU MAGISTRAT ENQUETEUR

- Le Général Auto-proclamé NGABU et MATESO Alias TESO ont commis le crime contre l'Humanité par Meurtre sur les attaques lancées contre le site des déplacés de SAVO la nuit du 18 au 19/01/2023 et l'attaque lancée contre le village LOGOBA la nuit du 19 au 20/01/2023 ;
- En outre le Général Auto-proclamé NGABU et MATESO Alias TESO ont commis le Crime de guerre par Meurtre lors des hostilités qui ont opposé les éléments de 3202^e Regt et les combattants CODECO à LARGU suite au Meurtre de l'enseignant NGABU MILI vers 6H 30 en date du 08/01/2023 ;
- Le Général Auto-proclamé MAKI KADAFI du Groupe armé ZAIRE a commis le Meurtre de l'enseignant NGABU MILI en date du 08/01/2023 vers 6H 30' à BLUKWA ;
- Inviter le Comd 2nd de 3202^e Regt le Col AMISI KASELEMO pour expliquer le retrait de ses soldats au Centre de LARGU lorsque les combattants CODECO progressés vers le Centre de LARGU.

X. PROPOSITION A L'AUD MIL SUP ITURI

- Nous proposons à votre haute autorité judiciaire ;


4

- Ouvrir un dossier judiciaire à charge de NGABU Général Auto-proclamé de CODECO et MATESO Alias TESO pour crime contre l'Humanité par Meurtre commis à BULE et crime de guerre par Meurtre commis à LARGU ;
- Ouvrir le dossier judiciaire à charge du Général Auto-proclamé MAKI KADAFI pour Participation à un mouvement insurrectionnel et Meurtre de NGABU-MILI.

XI. DECISION DE L'AUD MIL SUP

Fait à BUNIA, le 26/01/2023

KUMBU NGOMA
Col Mag
AGM



Document provided to the Group by FARDC source

Attack on Nyamamba and Mbogi, Bahema Banywagi chefferie, on 13 January 2023

In eastern Djugu, CODECO-URDPC and CODECO/ALC combatants began attacking civilians on the Bunia-Kasenyi axis, on the shores of Lake Albert. On 28 December 2022, authorities reported the mobilization of CODECO combatants of the URDPC-ALC coalition³³⁵ forewarning of potential attacks targeting Tchomia and Gbavi *groupements* of the Bahema Banywagi *chefferie*, predominantly inhabited by Hema.³³⁶

On 13 January 2023, CODECO-URDPC and CODECO/ALC combatants³³⁷ descended on the villages of Nyamamba and Bogi³³⁸ in the Gbavi *groupement* and began a door-to-door campaign of targeting civilians. According to a survivor of the attack, the assailants announced that they came to conduct an operation and that their relationship with the population was “over” from that day onwards.³³⁹

Survivors testified that CODECO combatants had arrived at dawn and began knocking on doors, simultaneously in various locations in Nyamamba, asking civilians to gather outside their homes. Combatants tied the hands of several civilians, including women, to prevent them from fleeing. The assailants then led the captive civilians towards the health centre in Nyamamba, where they began executing them, initially with machetes. When people began to flee, the assailants shot them and pursued them into the forest.³⁴⁰

Five women, including one who was eight months pregnant at the time, were abducted³⁴¹ and allegedly kept as sexual slaves in a CODECO-URDPC camp at Salimboko.³⁴²

After the attack, 31 bodies were found in the villages of Nyamamba and Mbogi and buried in communal graves³⁴³ by the villagers in the presence of FARDC.³⁴⁴ In the coming days, an additional 18 bodies were found during search operations conducted in the area, raising the number of victims to 49. Photographic and video evidence of the recovery of the bodies, examined by the Group of Experts and corroborated by eyewitness testimony, depicts several bodies with their hands still tied behind their backs, some showing signs of severe mutilation.³⁴⁵

Desire Lokana, in charge of defence operations (*chargé de la défense*) within the CODECO-URDPC armed group,³⁴⁶ told the Group that the attack on Nyamamba had been organized in reprisal to attacks by Zaïre elements on the Lendu population living in the area of Gobi. CODECO-URDPC finally decided to pursue Zaïre “in their bases where they hide among the civilian population”, including at Mbogi and surrounding villages. Lokana claimed that when CODECO-URDPC fighters attacked, Zaïre elements were being sheltered by the population, who even took up arms and began shooting. Lokana also added that all the orders for the attacks that took place in

³³⁵ A security source reported that combatants based in the Walendu Djatsi and Walendu Tatsi *collectivités* mobilized in the villages of Ndungbe, Jengu, Jogoo, Medja, Kpubu in the *groupements* of Penyi, Jili and Loga.

³³⁶ Governmental source.

³³⁷ Testimonies of two survivors of the attack, civil society sources, FARDC, and MONUSCO sources.

³³⁸ The two villages are in immediate proximity to each other.

³³⁹ Two witnesses, an armed group member and a FARDC official confirmed that the group of CODECO assailants had previously occupied the village of Nyamamba for several months, in a relatively peaceful cohabitation with the locals.

³⁴⁰ Testimonies of two survivors of the attack.

³⁴¹ Witness testimony of two survivors of the attack, civil society sources, FARDC.

³⁴² Source: a relative of one of the women who were kidnapped.

³⁴³ Twenty-four (24) bodies found in Nyamamba, and 7 in Mbogi. Sources: ANR source, FARDC, MONUSCO sources.


³⁴⁴ Sources: FARDC, eyewitnesses, photographic evidence corroborated by testimonies. The burial of 31 bodies took place on 16 January 2023 in Nyamamba, in the presence of community leaders and FARDC.

³⁴⁵ The photographs and videos of the recovery of the bodies are on file with the Secretariat.

³⁴⁶ Telephone interview conducted by the Group on 19 January 2023.

January 2023 were given by the CODECO-URDPC leadership at headquarters, as vengeance/counterattacks to the actions of the Zaïre group.

See below: The findings of a preliminary investigation conducted in Nyamamba and Mboji by the Military Auditor from the *Auditorat Militaire Supérieur* of Ituri, issued on 18 January 2023

<p style="text-align: center;">1</p> <p style="text-align: center;">REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO JUSTICE MILITAIRE AUDITORAT MILITAIRE SUPERIEUR DE L'ITURI <i>Statut : Officier - 3101 Regt</i></p> <p style="text-align: center;">RAPPORT RELATIF A LA MISSION DE NYAMAMBA</p> <p>I. LES FAITS</p> <ul style="list-style-type: none"> - En date du 13/01/2023, vers 5H00' du matin, les combattants CODECO ont lancé une attaque meurtrière contre la population civile du village NYAMAMBA une localité située à 18 Km de TCHOMIA, une zone démilitarisée ; - Cette attaque a causé la mort de plusieurs habitants ; - Cette attaque a créé une psychose au sein de la population de la RDC. <p>II. OBJET DE LA MISSION</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mener les enquêtes sur le lieu du crime pour obtenir les éléments d'information en vue d'ouvrir un dossier judiciaire. <p>III. COMPOSITION DE L'EQUIPE</p> <ul style="list-style-type: none"> - Col-Mag KUMBU NGOMA ; - 04 escorte des 3101 Regt ; - 3 APJ de l'Aud Mil Sup <p>IV. DUREE DE LA MISSION</p> <p>24 Heures</p> <p>V. ITINERAIRE</p> <p>BUNIA – ARU – TCHOMIA – NYAMAMBA – BUNIA</p> <p>VI. MOYENS LOGISTIQUES</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une jeep militaire de 3101 Regt ; - AIROGUE MOTORISEE Bn Naval. <p>VII. LES ELEMENTS RECUEILLIS LORS DE LA DESCENTE</p> <ul style="list-style-type: none"> - 03 fausses communes dont : <ul style="list-style-type: none"> ❖ La 1^{re} fausse commune : on a enterré 13 personnes ; ❖ La 2^{de} fausse commune : on a enterré 7 personnes ; ❖ La 3^{de} fausse commune : on a enterré 4 personnes ; ❖ Un corps d'une maman ramené à MAHAGI ; ❖ 02 personnes tuées au village MBOGI II ; 	<p style="text-align: center;">2</p> <ul style="list-style-type: none"> ❖ Les combattants CODECO qui ont lancé ladite attaque meurtrière sont : SULO, TSEKPA, KATAROBE – NGANDO et FASUTIN. Ils étaient venus tous du village KAFE ; ❖ Déportation de 5 femmes dont une enceinte de 7 mois ; ❖ Ils ont pillé 16 boutiques et un Hôtel ; ❖ Deux pâilottes et une maison incendiée ; ❖ Les combattants CODECO sont regroupés à 4 km de NYAMAMBA au village KAFE jusqu'à ce jours ; ❖ L'attaque a été lancée le 13/01/2023 vers 5h 00' du matin. <p>VIII. PROPOSITION A L'AUD MIL SUP</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une descente à TCHOMIA pour auditions des victimes ; - Ouverture d'un dossier judiciaire pour crime contre humanité par meurtre à charge de LOUP de la MONTAGNE Comd CODECO du côté TCHOMIA et ses combattants SULO, TSEKPA, KATAROBE – NGANDO et FAUSTIN ; - Informer le Comd OPS et ProGouv Mil, Comd 32^e Rgn Mil, Comd Sect Ops ITURI et Aud Gen FARDC. <p>IX. DECISION DE L'AUD MIL SUP</p> <p style="text-align: right;">Fait à BUNIA, le 18/01/2023</p> <div style="text-align: right;">  <p>KUMBU NGOMA Col-Mag AGM</p> </div>
---	---

Document provided to the Group by FARDC source

Annex/Annexe 70:**Executions by Twirwaneho****Exécutions par Twirwaneho**

As previously reported, Twirwaneho started conducting targeted killings against members of the Banyamulenge community that it considered to be Gumino supporters and/or not supporting Twirwaneho's views, notably regarding recruitment (see [S/2022/479](#), para. 156). Since late 2021, approximately 15 executions have been reported by multiple sources.³⁴⁷ Muzungu Rusongo (see below), a Twirwaneho commander killed during a FARDC ambush in December 2022, was cited as having carried out some of these executions³⁴⁸ under the command of Freddy Rushombo (see below),³⁴⁹ who also conducted several executions. Freddy Rushombo is Twirwaneho's S2 (in charge of intelligence) and responsible for Twirwaneho's "prison cell."³⁵⁰

In particular, Sébastien Sebakanura Abatu, a former local administrator in Minembwe, was killed in August 2021. Sebatutsi Kibingo, the local chief of Muliza as well as Ndakize Rugambwa, manager of an NGO in Minembwe, were killed in April 2022. In December 2022, Cungura Sekangumwa, a Twirwaneho combatant who was present during the attempted execution of another member of the Banyamulenge community, was also killed. Muzungu Rusongo



Freddy Rushombo

Photographs provided to the Group by security sources

³⁴⁷ Twirwaneho ex-combatants, FARDC, security forces, researchers, intelligence, civil society and MONUSCO sources.

³⁴⁸ FARDC, researcher, intelligence, civil society and MONUSCO sources.

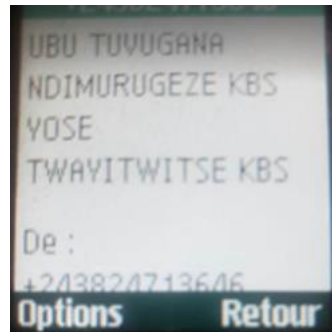
³⁴⁹ Twirwaneho ex-combatants, FARDC, researchers, intelligence, civil society and MONUSCO sources.

³⁵⁰ Several sources reported that this cell notably used to detain Twirwaneho combatants who tried to demobilize as well as the families of those who succeeded to do so, as punishment.

Annex/Annexe 71:

Text message of a Twirwaneho combatant in the attack of Rugezi in December 2023

Message d'un combattant Twirwaneho sur l'attaque de Rugezi en décembre 2023



The Group received the screenshot of an SMS sent by a Twirwaneho combatant stating “at this time, I am in Rugezi, we burnt everything down.”

Above: Screenshot provided to the Group by security sources

Annex/Annexe 72:**CNRD split and increased activity****Division du CNRD et augmentation de leurs activités**

In January 2023, the *Conseil National pour le Renouveau et la Démocratie-Forces de Libération Nationale* (CNRD-FLN) leadership issued a communiqué informing of the exclusion of “Lieutenant-General” Hamada Habimana³⁵¹ as military commander of the FLN, CNRD’s armed wing.³⁵² This followed months of internal tensions, with Hamada splitting from the main group.³⁵³ In addition to the reasons mentioned in the communiqué, several sources reported that the CNRD-FLN leadership reproached him for being too inactive, refusing to send weapons and combatants to operations.³⁵⁴ They also suspected him of collaborating with Rwanda.³⁵⁵

In a subsequent communiqué, “General” Antoine Hakizimana, also known as Jeva, was referred to as FLN’s military commander. He was based in Kibira forest on the border of Burundi and the DRC,³⁵⁶ from where he launched at least two operations in Rwanda in October 2022 and January 2023. One of these operations was claimed in the communiqué, in which FLN reported that the armed group had killed at least two RDF soldiers and seized several weapons from the RDF soldiers.

Although CNRD-FLN activity declined over past years,³⁵⁷ and the group was weakened by FARDC operations,³⁵⁸ their recent operations and the intensification of CNRD-FLN communications could indicate a reactivation of the group.

³⁵¹ See [S/2012/843](#), para 94; [S/2016/1102](#), para. 28, [S/2017/672/Rev.1](#), para. 29.

³⁵² See [S/2016/1102](#), paras. 8–13 and 23–30; [S/2019/469](#), paras 44–52.

³⁵³ FARDC, researchers, civil society and MONUSCO sources.

³⁵⁴ Researchers, intelligence, civil society and MONUSCO sources.

³⁵⁵ Ibid.

³⁵⁶ Several CNRD-FLN commanders were hosted by Burundi, such as Jeva who had sought refuge in Burundi following disagreement with Hamada.

³⁵⁷ See [S/2017/1091](#), paras 23–28.

³⁵⁸ See [S/2020/482](#), para 28.

Annex/Annexe 73:

Impact of M23 crisis on South Kivu

L'impact de la crise du M23 sur le Sud-Kivu

Several armed groups operating in South Kivu expressed their willingness to fight M23, mobilising some of their elements to go to North Kivu or to prevent M23 from entering South Kivu.

On 12 and 13 February 2023, hundreds of Mai-Mai Yakutumba combatants moved north from their strongholds in Fizi territory (see below), with the reported intention of reaching North Kivu to fight M23, as explained by Yakutumba in an audio recording circulating on social media.³⁵⁹ While they were initially stopped by the FARDC in Fizi centre, other Mai-Mai elements originating from various locations were also reported as gathering in Fizi centre a few days later.³⁶⁰ Similarly, a week after, several combatants of Mai-Mai Makanaki were also reported as moving from Uvira territory towards North Kivu.³⁶¹

On 10 March 2023, several Mai-Mai Yakutumba combatants arrived in Goma, and were hosted by Colonel Amuli Akanya, ex-member of the FARDC naval force (see below).³⁶² According to several sources, FARDC authorized the combatants' arrival in Goma, which was encouraged by General Dieudonné Mutupeke amongst others.³⁶³

Ex-Mai-Mai commander Anselme Enerunga³⁶⁴ engaged with Raia Mutomboki (RM) commanders since at least June 2022, encouraging them to collaborate with FARDC to fight M23. Thereupon, RM factions started remobilizing in Kalehe and Shabunda territories,³⁶⁵ despite many having demobilized or expressed their will to do so in recent years. In particular, in January 2023 hundreds of RM elements gathered near Bunyakiri, Kalehe territory at a FARDC camp with the intention of proceeding to North Kivu.³⁶⁶ However, according to several sources, as the promises by Anselme Enerunga and then FARDC for financial and logistical support did not materialise, RM started targeting the population with an increasing number of reported cases of attacks, threats and kidnappings of civilians as well as of incursions into mining sites.³⁶⁷ In 2012, Raia Mutomboki had allied with M23, which illustrates once again the shifting nature of armed group alliances (see [S/2013/433](#), paras. 53 and 61).

Similarly, in Kalehe Territory, "General" Kirikicho, leader of Mai-Mai Kiricho,³⁶⁸ forced demobilised combatants to rejoin his armed group with the intention of preventing M23 from entering South Kivu, following increasing rumours of M23 opening a front in South Kivu (see para 42).³⁶⁹

³⁵⁹ Intelligence, researcher, civil society and MONUSCO sources.

³⁶⁰ Ibid.

³⁶¹ Source close to Mai-Mai groups, researchers, intelligence, and civil society sources.

³⁶² Source close to Mai-Mai groups, researchers, FARDC, security forces, intelligence, civil society and MONUSCO sources.

³⁶³ Ibid.

³⁶⁴ He died in January 2023. He was National Minister of Environment in 2003 and a parliamentarian.

³⁶⁵ Researcher, civil society and MONUSCO sources.

³⁶⁶ Ibid.

³⁶⁷ Civil society and MONUSCO sources.

³⁶⁸ See [S/2010/596](#), paras. 133-134.

³⁶⁹ Researcher, civil society and MONUSCO sources.

Screenshots of videos showing Mai-Mai Yakutumba combatants moving from their strongholds to fight M23 in North Kivu in February 2023



Videos circulating on social media and provided to the Group by security sources
Screenshots of videos showing Mai-Mai Yakutumba elements in Goma in March 2023 with Colonel Amuli Akanya



Colonel Amuli Akanya



Combatants equipped with 7.62x54 mm light machine guns





Combatants equipped with 7.62x39mm machine guns
Videos circulating on social media and provided to the Group by security sources.

The Group notes that all combatants appearing in the videos are equipped with weapons including at least four 7.62x54 mm light machine guns (Type 58) and five 7.62x39 mm machine guns (M72). Type 58 light machine guns had not been documented as being part of the FARDC or armed groups' arsenal prior to this video. This implies that these weapons were most likely transferred to Mai-Mai Yakutumba recently in violation of the arms embargo. The Group also notes that the combatants wear uniforms similar to those of FARDC, and that the uniforms seem to be of recent manufacture. It is therefore likely that these were provided to the combatants by FARDC. The Group continues to investigate these transfers.

Transcript of video which records the comments of the combatants (translated into English):

“Woow, the commander arrived, Colonel AMULI YAKUTUMBA.

Mass cry: "Hit them, hit them, we will hit them (the M23)."

We are fighting for our land. Coming from the Babembe region/FIZI to fight the M23.

My name is John Raban Rasta. I'm coming from FIZI to fight against the M23. I'm waiting for the FARDC to take me to the front line.

My name is AKILI MONGA Mamadou. Coming from LUSENDA/FIZI to fight against these aggressors who overwhelm our country.

I'm Gaston, coming to fight for the sovereignty of my country.

I'm the S4 Shetani GOLLA, I'm from YABOBA/FIZI. I'm coming to hunt the M23 and will do it with a vengeance.

YAKOLWA MUKOLO MZIMU Wa KANUMBA, I'm coming from FIZI to fight for the integrity of our land.

Mass cry: "Hit them, hit them (the M23)."

My name is WILONDDJA. From the JONDWE/ FIZI village, I'm here to drive the M23 (until the last one of them) out of our national territory.

I'm Barthelemy..... KIZA AMISI Joker Grand Prêtre. I'm coming to kill all the M23. Martin BAOMBWA, from FIZI.

Annex/Annexe 74:**Links between M23 and other South Kivu armed groups****Liens entre le M23 et d'autres groupes armés du Sud-Kivu**

Several sources reported that since early 2023, Colonel Seraphin Mirindi, former aide of Laurent Nkunda currently operating with M23,³⁷⁰ approached several South Kivu armed groups, such as FABB, Mai Mai Makanaki, Mai-Mai Ilunga, Mai-Mai René Itongwa and Jean Nalube's self-defence group.³⁷¹ He notably used intermediaries to initiate first contact, such as Albert Wabulakombe, a representative of Mai-Mai René Itongwa who was arrested in January 2023 by DRC authorities.³⁷² Colonel Mirindi initially tried to unite the armed groups against FDN-FARDC operations, but then offered money to armed groups to participate in meetings in Rwanda with the aim of supporting M23.

³⁷⁰ Also operating with M23 already in 2012, see [S/2012/348/Add.1](#) para. 10.

³⁷¹ Mai-Mai group representative, FARDC, Researchers, intelligence, civil society and MONUSCO sources.

³⁷² Mai-Mai group representative, security forces and MONUSCO sources.

Annex/Annexe 75:

Forced recruitment by Twirwaneho, including punishments and killings for refusal or defection

Recrutement forcé par les Twirwaneho, y compris punitions et meurtres en cas de refus ou de défection

A local community leader acknowledged to a MONUSCO source that any attempt to exfiltrate a child from the area could lead to the killing of the child and its relatives (see also [S/2021/560](#), para. 135). Several sources, including an ex-Twirwaneho combatant and demobilized children, reported that after their defection from Twirwaneho, their relatives were arrested and detained in a dungeon dug in the ground (“andaka”) until the payment of a fine as a form of punishment/compensation.³⁷³ The ex-combatant reported that his brother was killed because he refused to join the group. A child soldier who defected from Twirwaneho reported that he fled after he heard from his comrades that his commander gave orders to have him killed, because of a previously failed attempt to desert from the group.

Defectors who left the group risked their lives to surrender or leave the area,³⁷⁴ as they could either be executed by Twirwaneho if caught, or be killed by other hostile armed groups who control the roads in the area. Roads are impassable and the only way to access Minembwe is by plane.³⁷⁵ In addition, several independent sources confirmed that passenger lists for the only commercial flight operating in the area have to be submitted to Twirwaneho for verification.

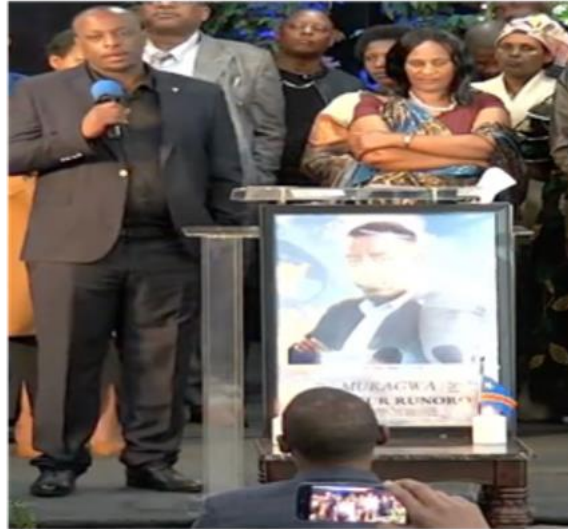
³⁷³ MONUSCO sources, governmental source, and civil society sources.

³⁷⁴ Several sources including statements of demobilized children, civil society, and MONUSCO sources.

³⁷⁵ Members of Banyamulenge community, MONUSCO, civil society, statements of demobilized children, and NGOs working in the area.

Annex/Annexe 76:**Speeches of Banyamulenge leaders based in the USA****Discours des leaders de la Banyamulenge aux Etats-unis**

The [video](#) was last accessed on 15 April 2023 and is archived with the Secretariat.



Sources identified the above speaker as Patrick Edono, who resides in the state of Tennessee, United States. The following is an extract from his speech at the ceremony:

« Ikindi nasaba Mahoro na abanyamulenge mwese, mubyukuri muhe agachiro abana ba Twirwaneho. Twirwaneho muihe agachiro kuko mugihe batanze ubuzima bwabo, agasiga ubuzimabwe hariya, nu umubiriwe tugoma kuuha agachiro. Murakoze. »

“Another thing I ask Mahoro and all the Banyamulenge, really give value/consideration to the children/youth of Twirwaneho. Twirwaneho, give them consideration because when they sacrifice their lives there, even their bodies must be honoured.”



Sources identified the above speaker as Dieudonné who resides in Dayton, Ohio, United States. Sources informed the Group that during the ceremony, he represented the MPA of Ohio. The following is an extract from his speech at the ceremony:

« Nk’umuryango rero, nagirango nvuge ikindi kimwe kugirango tuza tuzirikana. Tuze tuzirikana Intwari. Nka abandi bahuriye aha ngaha, nje nari ntekereje ngo Mahoro, mubyunve, kandi tuzabibabaza kuberako tubivuze nk’umuryango yanyu, muza zirikane, tuzashiraho umunsi umwe, umunsi wokwibuka intwari, izintwari zigenda zitusiga kandi z’itangiye ubwoko. Babaye ingabo, baritanga bagasiga imiryango yabo, hari barihano, hari abari na Canada. Kandi nitutegerezeko amahoro aboneke ko twashiraho uwomunsi. Mwuwo munsi tukaza twibuka imirimo bakoze, ariko tukatanga n’ubushobozi bwihariye, itari iriya 20\$. Tukatanga ubuyobozi bwokubaka igihugu. Muziko hari abana baja kurugamba batafite n’inkweto? Muziko hari abana baja kurugamba batabasha nokubona icho barya? Nje bijabintangaza igihe bavuga ngo tutange iyo 20\$, ugasanga abandi ntibarimo ngobatange iyo 20\$.»

“As a family now, I would like to say something else so that we can have a meditation. We must meditate on our heroes. As we met here I thought Mahoro, listen to this very well, and then know that we will ask you one day because we talk about it as your family, you have to meditate, we have to establish a date, a day of commemoration of the heroes, these heroes who are leaving us when they died for our community. They were our strength, they sacrificed themselves leaving their families. Some are here, some are in Canada. We must not wait for peace to be established to set this date of remembrance. On this day, we can remember the work that these heroes did. We will also be able to make special contributions that are considerable and not just the \$20, contributions to rebuild the country. Do you know that there are people who go into battle without shoes? Do you know that there are people who go into battle without food? It surprises me when we are asked to give the \$20 and we find some who have not given any. So I’m surprised to see that some of us didn’t give the \$20.”



The Group was not able to identify the individual pictured above. He played a message on his phone from an individual the Group could not identify. The following is an extract from the audio message he played from his phone at the ceremony:

« Icho twizeye nuko tufite insinzi kuko turwanira kuri kwachu. Rero mukukuri koturwanira iwachu, wherever you are, ahariho Umunyamulenge wose ari kwisi isabako abandubose bashira imbaraga bakarwanya umwanzi ushakako atumara. Kandi tugomba kubaho mubitekerezo, twitekerejeho twenyine. Mushigikire abobari kurugamba. Urugamba rugira parametre zitandukanye, hari hakorwa muburyo bwa mafaranga, hari hakorwa nuburyo butandukanye, izi zose zirakenewe

“Our hope is that we have victory because we are fighting for our home/land. So, in this truth that we are fighting for, wherever they are, Banyamulenge people all over the world have to put their strength together to fight the enemy who is trying to exterminate us. So we must be together in thought; we must think of protecting ourselves. We must support those who are in the battle. War is characterised by many factors. Sometimes you need money and sometimes you need other things. All these things are necessary.”



Sources identified the individual above as Pastor Emmanuel Rupande Musinga. He lives in Indiana, United States and is known as the leader of Abarwanashyaka, formed by ex-RCD combatants. Before starting his speech, he invited all the Abarwanashyaka present to join him on stage. The following is an extract from his speech at the ceremony:

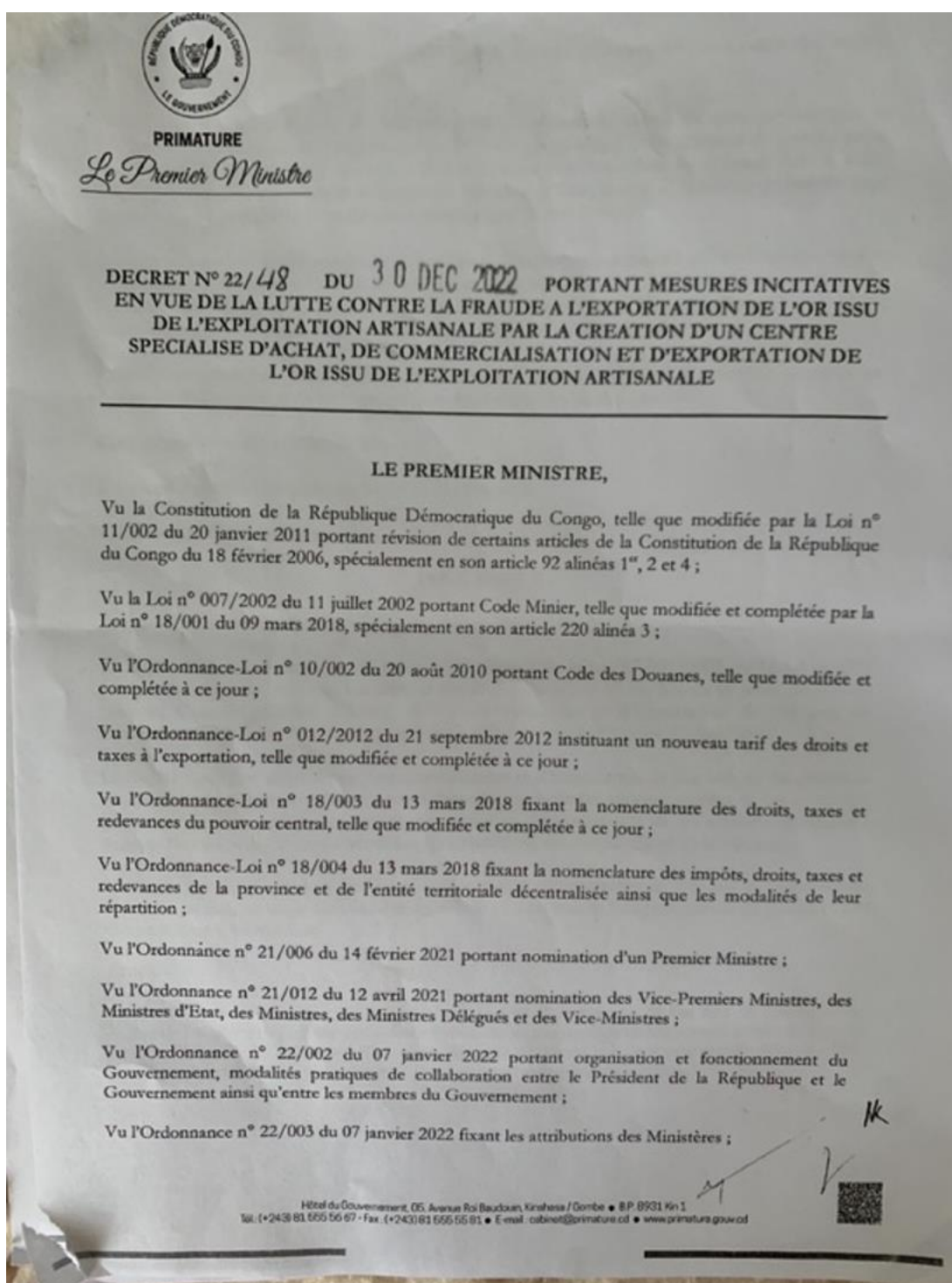
« Biteye isoni, birababaje, biteye akahinda, Bonheur kutanga ubuzima bwiwe yasize umugore n’abanabe, we ukanga gutanga makuminyabiri. Kugirango Imulenge habeho, ni maraso y’a Bonheur. Kugirango Imulenge ibeho, ni abagabo ba Imulenge bagusanye imirongwibiri. Ko uranze kuyatanga, Bonheur akatanga amarasoye. Ababagabo ubonye hano, kuva 2019 kugeza none tuvuga burimundu wose atanga mirongwirindwi zama dolare, mirongwibiri zama euro, mirongwitano yogushigikira abagabo bameze nga Bonheur. Wanze kutanga iyo \$20, Imana ikubabarire tukumenye, twakugaya. Turi Twirwaneho yomumaraso, itari yomumagambo. Turi twirwaneho yomumaraso, we are ready to die for »

“It’s shameful, it hurts, it’s sad; Bonheur, the fact that he gave his life, he left his wife and children but you refused to give the \$20. For Mulenge (land) to be there, it is Bonheur’s blood. For Mulenge (land) to be there, it was Mulenge’s men who gave the \$20. As you refused to give this, Bonheur gave him his blood. These men that you see here, since 2019 until now, each one contributes \$70, €20, \$50 to support the men who are like Bonheur. If you refuse to give that \$20, may God forgive you, if we find out, we will refuse to recognise you as one of us. We must be Twirwaneho not of the word but of the blood; We are ready to die for.”

Annex/Annexe 77:

Decree which governs Primera Gold DRC's activities

Le décret qui régit les activités de Primera Gold en RDC



Suite

Vu le Décret n° 038/2003 du 26 mars 2003 portant Règlement Minier, tel que modifié et complété par le Décret n° 18/024 du 08 juin 2018 ;

Considérant la nécessité pour le Gouvernement d'améliorer le circuit de commercialisation et d'exportation de l'or issu de l'exploitation artisanale en République Démocratique du Congo, en ce compris dans le but d'assurer davantage la transparence et la traçabilité des minerais dans le cadre des engagements internationaux et régionaux relatifs à la lutte contre la fraude et en vue de faire participer la filière aurifère à l'essor socio-économique de tout le pays ;

Considérant que la sortie frauduleuse de l'or issu de l'exploitation artisanale par les frontières situées à l'Est du territoire national trouve sa justification dans la concurrence fiscale et parafiscale au niveau régional, celle-ci étant défavorable à la République Démocratique du Congo et dans l'absence d'une filière organisée susceptible de promouvoir les exploitants miniers artisanaux ;

Considérant que la réorganisation de la filière aurifère issue de l'exploitation artisanale constitue un facteur de stabilisation et de lutte contre la multiplication des bandes armées ;

Considérant l'urgence et la nécessité ;

Sur proposition des Ministres des Mines et des Finances ;

Le Conseil des Ministres entendu ;

DECRETE :

Article 1^{er}

En application des dispositions de l'article 220 alinéa 3 de la Loi n° 007/2002 du 11 juillet 2002 portant Code Minier, telle que modifiée et complétée par la Loi n° 18/001 du 09 mars 2018, il est créé un Centre Spécialisé d'Achat, de Commercialisation et d'Exportation de l'or issu de l'exploitation artisanale, dont le siège est établi à Bukavu, dans la Province du Sud-Kivu.

Le Centre Spécialisé d'Achat, de Commercialisation et d'Exportation de l'or issu de l'exploitation artisanale accomplit ses activités sur toute l'étendue du territoire national et peut, le cas échéant, y ouvrir des bureaux provinciaux jugés nécessaires au développement de ses activités, notamment dans les Provinces de l'Ituri, du Maniema, du Nord-Kivu, du Tanganyika et de la Tshopo.

Le Centre Spécialisé d'Achat, de Commercialisation et d'Exportation de l'or issu de l'exploitation artisanale est institué par le Gouvernement avec le concours de la Banque Centrale du Congo et des Gouvernements provinciaux.

Article 2

Le Centre Spécialisé d'Achat, de Commercialisation et d'Exportation de l'or issu de l'exploitation artisanale est géré directement par le Gouvernement au travers d'un établissement public doté de la personnalité juridique créé à cet effet ou par délégation à travers une personne morale de droit privé ayant conclu avec le Gouvernement une convention de délégation de services.



*Suite***Article 3**

Un guichet unique spécialisé dans l'exportation de l'or issu de l'exploitation minière artisanale est installé dans le Centre Spécialisé d'Achat, de Commercialisation et d'Exportation de l'or issu de l'exploitation artisanale en vue de faciliter les démarches administratives nécessaires à son exportation.

Article 4

Le Centre Spécialisé d'Achat, de Commercialisation et d'Exportation de l'or issu de l'exploitation artisanale constitue la voie privilégiée par laquelle s'effectue l'exportation de l'or issu de l'exploitation artisanale de la République Démocratique du Congo.

A cet effet, le gestionnaire du Centre Spécialisé d'Achat, de Commercialisation et d'Exportation de l'or issu de l'exploitation artisanale est le partenaire privilégié pour l'amélioration de la chaîne d'approvisionnement de l'or issu de l'exploitation artisanale et la lutte contre la fraude et la contrebande des minerais.

Il s'approvisionne auprès des :

- coopératives minières agréées ;
- négociants ;
- comptoirs d'achat et de vente d'or de production artisanale.

Par dérogation à l'alinéa précédent, le Centre Spécialisé d'Achat, de Commercialisation et d'Exportation de l'or issu de l'exploitation artisanale peut également s'approvisionner auprès des titulaires des droits miniers d'exploitation désireux de recourir à ses prestations.

Article 5

Il est instauré une perception unique à l'exportation de l'or issu de l'exploitation artisanale en faveur du gestionnaire du Centre Spécialisé d'Achat, de Commercialisation et d'Exportation de l'or issu de l'exploitation artisanale au titre de droits, taxes et redevances requis à l'occasion de la sortie du territoire national.

Cette perception unique couvre tous les droits, taxes et redevances du pouvoir central, de la province et de leurs organismes auxiliaires.

Article 6

Le taux de la perception unique visé par l'article 5 ci-dessus est fixé à 0,25 % de la valeur commerciale brute constatée au moment de la sortie du territoire national de chaque lot d'or issu de l'exploitation artisanale.

Article 7

Le Ministre des Finances fixe, par voie d'arrêté ministériel, les modalités de recouvrement de cette perception unique et assure la répartition des recettes en résultant entre les différents bénéficiaires.

Suite

Article 8

En contrepartie de l'incitation fiscale portée par la perception unique, le gestionnaire du Centre Spécialisé d'Achat, de Commercialisation et d'Exportation de l'or issu de l'exploitation artisanale assure l'organisation et la promotion de la filière de l'or issu de l'exploitation artisanale.

Il est tenu d'accomplir, à cet effet, toutes les missions et obligations définies par la convention de délégation des services tendant à moderniser les méthodes d'exploitation, de transformation, de commercialisation, de traçabilité et de circulation de l'or issu de l'exploitation artisanale ainsi que la mise en place d'un système de sécurité sociale et de bancarisation en faveur des exploitants artisanaux, membres des coopératives agréées.

Un mécanisme d'évaluation de l'exécution des missions et obligations du gestionnaire du Centre Spécialisé d'Achat, de Commercialisation et d'Exportation de l'or issu de l'exploitation artisanale sera mis en place en accord entre ce dernier et le Gouvernement.

Article 9

Les Ministre des Mines et des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Décret qui entre en vigueur à la date de sa publication au Journal Officiel de la République Démocratique du Congo.

Fait à Kinshasa, le 30 DEC 2022

Jean-Michel SAMALUKONDE KYENGE

Pour la Ministre des Mines, empêchée,

Didier BUDIMBU NTUBUANGA

Ministre des Hydrocarbures

Nicolas KAZADI KADIMA-NZUJI

Ministre des Finances




Documents provided to the Group by sources within the mining community

Annex/Annexe 78:

Ministerial order on the new artisanal gold export requirement in the DRC

Arrêté ministériel sur la nouvelle exigence d'exportation d'or artisanal en RDC



MINISTÈRE DES FINANCES
MINISTÈRE DES MINES

ARRÊTÉ INTERMINISTÉRIEL

ARRÊTÉ INTERMINISTÉRIEL N° 00081 /CAB.MIN/MINES/01/2023
 ET N°002/CAB.MIN/FINANCES/2023 DU 14 MARS 2023 MODIFIANT L'ARRÊTÉ
 INTERMINISTÉRIEL N° 459/CAB.MIN/MINES/01/2011 ET N° 295/CAB.MIN/FINANCES/2011
 DU 14 NOVEMBRE 2011 FIXANT LES TAUX, L'ASSIÈTE ET LES MODALITÉS DE PERCEPTION
 DES DROITS, TAXES ET REDEVANCES RELEVANT DU RÉGIME DOUANIER, FISCAL ET
 PARAFISCAL APPLICABLE A L'EXPLOITATION ARTISANALE DES SUBSTANCES MINÉRALES
 AINSI QUE LES PERFORMANCES MINIMALES DES COMPTOIRS AGRÉÉS

LA MINISTRE DES MINES

ET

LE MINISTRE DES FINANCES

Vu la Constitution, telle que modifiée par la Loi n° 11/002 du 20 janvier 2011 portant révision de certaines dispositions de la Constitution de la République Démocratique du Congo du 18 février 2006, spécialement en son article 93 ;


Vu la Loi n° 007/2002 du 11 juillet 2002 portant Code Minier, telle que modifiée et complétée par la loi n° 18/001 du 09 mars 2018 ;

Vu la Loi n° 11/011 du 13 juillet 2011 relative aux finances publiques, telle que modifiée et complétée à ce jour ;

Vu l'Ordonnance n° 22/002 du 07 janvier 2022 portant organisation et fonctionnement du Gouvernement, modalités de collaboration entre le Président de la République et le Gouvernement ainsi qu'entre les Membres du Gouvernement ;

Vu l'Ordonnance n° 22/003 du 07 janvier 2022 fixant les attributions des Ministères, spécialement en son article 1^{er} B, point 35 ;

Vu l'Ordonnance n° 21/012 du 12 avril 2021 portant nomination des Vices-Premiers Ministres, des Ministres d'Etat, des Ministres, des Ministres délégués et des Vice-Ministres ;



4^{ème} Niveau, Hôtel de Gouvernement, Place Royal, Boulevard du 30 Juin - Kinshasa / Gombe - RDC
 • Site web : www.mines.drc.cd • E-mail : info@mines.drc.cd

Page 2 de l'Arrêté Interministériel n° 00081 /CABMIN/MINES/01/2023 et n° 006 /CABMIN/FINANCES/2023

Vu le Décret n° 007/2002 du 02 février 2002 relatif au mode de paiement des dettes envers l'Etat, tel que modifié et complété par le Décret n°011/20 du 14 avril 2011 ;

Vu le Décret n° 038/2003 du 26 mars 2003 portant Règlement Minier, tel que modifié et complété par le Décret n° 18/024 du 08 Juin 2018 ;

Vu l'Arrêté Interministériel n° 0340/CAB.MIN/MINES/01/2022 et n° 054/CAB/MIN/FINANCES/ 2022 du 04 août 2022 portant fixation des taux des droits, taxes et redevances à percevoir à l'initiative du Ministère des Mines ;

ARRETENT

Article 1^{er} :

L'article 5 de l'Arrêté Interministériel n° 459/CABMIN/MINES/01/2011 et n° 295/CABMIN/FINANCES/2011 du 14 novembre 2011 fixant les taux, l'assiette et les modalités de perception des droits, taxes et redevances relevant du régime douanier, fiscal et parafiscal applicable à l'exploitation artisanale des substances minérales ainsi que les performances minimales des comptoirs agréés, est modifié comme suit :

« Article 5 :

Les comptoirs d'achat et les acheteurs des substances minérales de production artisanale sont tenus de réaliser les performances minimales fixées comme suit par période spécifiée :

a) Pour le diamant

1. Comptoir

- 1^{er} trimestre : 10.500.000 USD, soit 3.500.000 USD/mois
- 2^{ème} trimestre : 12.000.000 USD, soit 4.000.000 USD/mois
- 3^{ème} trimestre : 15.000.000 USD, soit 5.000.000 USD/mois
- 4^{ème} trimestre : 10.500.000 USD, soit 3.500.000 USD/mois

2. Acheteur

- 1^{er} trimestre : 1.050.000 USD, soit 350.000 USD/mois
- 2^{ème} trimestre : 1.200.000 USD, soit 400.000 USD/mois
- 3^{ème} trimestre : 1.500.000 USD, soit 500.000 USD/mois
- 4^{ème} trimestre : 1.050.000 USD, soit 350.000 USD/mois

b) Pour l'or

1. Comptoir

- 1^{er} trimestre : 300 Kgs, soit 100 Kgs/mois
- 2^{ème} trimestre : 300 Kgs, soit 100 Kgs/mois
- 3^{ème} trimestre : 300 Kgs, soit 100 Kgs/mois
- 4^{ème} trimestre : 300 Kgs, soit 100 Kgs/mois

ank

Page 3 de l'Année Interministérielle n° 00081 C.ARMEN/MINES/01/2023 et n° 006 C.ARMEN/FINANCES/2023

2. Acheteur

- 1^{er} trimestre : 30 Kgs, soit 10 Kgs/mois
- 2^{ème} trimestre : 30 Kgs, soit 10 Kgs/mois
- 3^{ème} trimestre : 30 Kgs, soit 10 Kgs/mois
- 4^{ème} trimestre : 30 Kgs, soit 10 Kgs/mois

c) Pour la Cassitérite

1. Comptoir

- 1^{er} trimestre : 135 tonnes, soit 45 tonnes/mois
- 2^{ème} trimestre : 144 tonnes, soit 48 tonnes/mois
- 3^{ème} trimestre : 144 tonnes, soit 48 tonnes/mois
- 4^{ème} trimestre : 135 tonnes, soit 45 tonnes/mois

2. Acheteur

- 1^{er} trimestre : 13,5 tonnes, soit 4,5 tonnes/mois
- 2^{ème} trimestre : 14,4 tonnes, soit 4,8 tonnes/mois
- 3^{ème} trimestre : 14,4 tonnes, soit 4,8 tonnes/mois
- 4^{ème} trimestre : 13,5 tonnes, soit 4,5 tonnes/mois

d) Pour le Coltan

1. Comptoir

- 1^{er} trimestre : 40 tonnes, soit 13,4 tonnes/mois
- 2^{ème} trimestre : 42 tonnes, soit 14 tonnes/mois
- 3^{ème} trimestre : 45 tonnes, soit 15 tonnes/mois
- 4^{ème} trimestre : 40 tonnes, soit 13,4 tonnes/mois

2. Acheteur

- 1^{er} trimestre : 4 tonnes, soit 1,3 tonnes/mois
- 2^{ème} trimestre : 4,2 tonnes, soit 1,4 tonnes/mois
- 3^{ème} trimestre : 4,5 tonnes, soit 1,5 tonnes/mois
- 4^{ème} trimestre : 4 tonnes, soit 1,3 tonnes/mois

e) Pour la Wolframite

1. Comptoir

- 1^{er} trimestre : 60 tonnes, soit 20 tonnes/mois
- 2^{ème} trimestre : 63 tonnes, soit 21 tonnes/mois
- 3^{ème} trimestre : 63 tonnes, soit 21 tonnes/mois
- 4^{ème} trimestre : 60 tonnes, soit 20 tonnes/mois

Handwritten signature

Page 4 de l'Arrêté Interministériel n° 00081/CARMIN/MINIS/01/2023 et n° 006/CARMIN/FINANCES/2023

2. Acheteur

- 1^{er} trimestre : 6 tonnes, soit 2 tonnes/mois
- 2^{ème} trimestre : 6,3 tonnes, soit 2,1 tonnes/mois
- 3^{ème} trimestre : 6,3 tonnes, soit 2,1 tonnes/mois
- 4^{ème} trimestre : 6 tonnes, soit 2 tonnes/mois

f) Pour les pierres de couleur

Les comptoirs d'achat et les acheteurs des pierres de couleur ont l'obligation de déclarer la quantité de toute espèce achetée.


À partir du onzième acheteur, la performance du comptoir agréé telle que fixée à l'alinéa précédent sera réajusté au prorata de l'accroissement du nombre d'acheteurs supplémentaire. »

Article 2 :

Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires au présent Arrêté qui entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Kinshasa, le 14 MARS 2023

Nicolas KAZADI KADIMA-NZUJI



Ministre des Finances

Antoinette N'SAMBA KALAMBAYI




Ministre des Mines

Annex/Annexe 79:

Official Burundian cooperatives and mining sites in Burundi

Coopératives et sites miniers officiels au Burundi


Office Burundais des Mines et Carrières

DIRECTION GENERALE
N°Réf : 760.07/045 /OBM/2023

**LISTE DES SITES MINIERES POUR LESQUELS L'EXPLOITATION DE L'OR EST
AUTORISEE A PARTIR DU 02 JANVIER 2023**

N°	COOPERATIVE	SITE	COMMUNE	PROVINCE
1	DUKORERE HAMWE DUSOZE IKIVI	Budandari-Bibare	Isare	Bujumbura
2	WINNERS GOLD	Rusakariro-Nyabithume	Mugamba	Bururi
3	COOPERATIVE BURAMBI MINING CENTER, BUMIC	Mugonera	Mugamba	Bururi
4	AJENITEKA MINIERES	Kenyera	Mabayi	Cibitoke
5	DUKORERE HAMWEDUSOZE IKIVI	Butare	Mabayi	Cibitoke
6	DUKOMEZUMWUGA	Kabere	Mabayi	Cibitoke
7	DUKORERE HAMWE DUSOZE IKIVI	Jangwe	Mabayi	Cibitoke
8	COOPERATIVE ABASANGIRARUGENDO MINING COMPANY	Bariro IV	Gitobe	Kirundo
9	COOPERATIVE KORIBIKORWA TWIKENURE MINYAGO	Minyago	Bwambarangwe	Kirundo
10	COOPERATIVE TWIMENYE	Nyengabo	Bwambarangwe	Kirundo
11	TUGWIZE UMWIMBU	Gahararo II	Butihinda	Muyinga
12	TWJUKIRE ITERAMBERE DUTEGURE KAZOZA	Nyarubuye kw'Isbonga	Butihinda	Muyinga
13	NIYOGUSHIMWA	Ndera I	Butihinda	Muyinga
14	MUNEZERO MWIZA	Gahararo III	Butihinda	Muyinga
15	SOTB	Masaka II	Butihinda	Muyinga
16	COOPERATIVE TURIKUMWE TWESE BIRASHOBOKA COOPERATIVE MURI KAZOZA	Gishiba II	Burambi	Rumonge
17	SOCIETE DE FABRICATION ET DE COMMERCIALISATION DE LA CHAUX A USAGE AGRICOLE (SOFAGRI)	Gaterama	Kinyinya	Ruyigi
18	COOPERATIVE MINIERE DU MOSO (COMIMO)	Taba III	Gisura	Ruyigi
19	COOPERATIVE MINIERE DU MOSO (COMIMO)	Munyinya IV	Nyabitsinda	Ruyigi
20	COOPERATIVE BLESSING BURUNDI	Rusengo	Ruyigi	Ruyigi
21	ELOHIM	Gasarinda	Ruyigi	Ruyigi

FAIT A BUJUMBURA, le 02/01/2023
**LE DIRECTEUR GENERAL DE L'OFFICE
BURUNDAIS DES MINES ET CARRIERES**
Clairia KANKURIZE

MINISTERE DE L'HYDRAULIQUE, DE L'ENERGIE ET DES MINES-OFFICE BURUNDAIS DES MINES ET CARRIERES (OBM)
MUNICIPALITE DE BUJUMBURA Q. KABONDO-AV. DU 13 OCTOBRE N°9, TEL : (+257) 2227988

Document provided to the Group by sources within the mining community